

du 10 juin 1932

au

29 décembre 1932

III



COMMISSION DES FINANCES

Séance du 10 Juin 1932

La Séance est ouverte à 15 heures, sous la Présidence de M. JENOUVRIER, 1^{er} Vice-Président.

PRESENTS ; M.M. JEANNENEY. BIENVENU- MARTIN. MARCEL REGNIER. GALLET. CAVILLON. HENRY CHERON. BLAIGNAN. FRANCOIS SAINT MAUR. VALADIER. CUMINAL. SERRE. CAILLAUX. HENRI ROY. PIERRE ROBERT. REBOUL. SARI. BRARD. SCHRAMECK. COURTIER.

La Séance est ouverte à quinze heures.

=====

ALLOCUTION DE M. LE PRESIDENT.

J'ai reçu de M. le Président JEANNENEY et de M. ABEL GARDEY les lettres suivantes :

.....

-2-
C O P I E

LE PRESIDENT DU SENAT

8 Juin 1932

Mon cher Président,

J'ai dit hier au Sénat que je ne quitterais point la Commission des Finances sans chagrin. J'en ressens un très réel, au moment de me séparer d'elle.

Vingt ans de travail dans son sein, les bonnes amitiés que j'y trouvais, la grande bienveillance qui m'y a été témoignée m'attachaient particulièrement à elle.

Dites, je vous prie à nos collègues que je garde de tout cela un souvenir infiniment précieux, qui, à toute heure me rapprochera d'eux.

L'autorité dont la Commission des Finances jouit dans notre Assemblée est grande. Les circonstances lui donnent un rôle plus important que jamais. Elle saura le bien tenir. Je la seconderai, n'en doutez-pas pour tout ce qui sera en mon pouvoir.

Agréez, mon cher Président, pour tous nos collègues et vous même, l'expression de mes sentiments reconnaissants et de mon affectueux attachement.

Signé : JEANNENEY

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

PARIS, le 8 JUIN 1932

Le Ministre

===

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer qu'à la suite de ma nomination en qualité de Ministre de l'Agriculture, je donne ma démission de Rapporteur Général et de membre de la Commission des Finances.

Je vous serais reconnaissant d'être mon interprète auprès de nos Collègues pour leur exprimer avec mes très vifs regrets, ma profonde gratitude en raison de la bienveillance qu'ils m'ont toujours témoignée, et leur dire aussi qu'au Gouvernement je m'appliquerai à défendre les idées et les principes dont auprès d'eux je me suis inspiré.

Veillez agréer vous-même, Monsieur le Président, l'assurance de mon respect et de mon dévouement.

Signé : ABEL GARDEY.

Ces deux lettres m'ont inspiré les réflexions suivantes dans lesquelles je me suis efforcé d'exprimer vos sentiments comme les miens.

Quatre jours après que le Chef de l'Etat français tombait assassiné, l'Assemblée Nationale, dans le calme et la sérénité, appelait M. ALBERT LEBRUN à la Présidence de la République.

A M. ABEL GARDEY, qui fut pendant de longues années Vice-Président de la Commission des Finances, j'adresse l'hommage de nos félicitations et de nos vœux très fervents.

HOMMAGE AU PRESIDENT JEANNENEY

Pour remplacer M. ALBERT LEBRUN à la Présidence de la Haute Assemblée, c'est, une fois de plus, au Président de la Commission des Finances, que le Sénat, dans un mouvement unanime, a fait appel. Et l'élection de notre méinent Président, M. JEANNENEY, a été, comme l'élection du Congrès de Versailles, l'occasion d'une manifestation d'union politique et d'union française. C'est par de tels actes que le Parlement sait affirmer sa force et son unité en face des périls extérieurs et des difficultés intérieures d'ordre économique et financier que la crise universelle impose à

notre.....

notre vigilante attention.

A notre ancien Président, M. JEANNENEY, j'exprime
les félicitations les plus affectueuses et les plus sincères
de la Commission des Finances.

Nul, plus que lui, ^{h'}était digne de diriger les travaux
du Sénat et d'occuper avec éclat le deuxième poste de l'Etat.

Nul, peut-être, dans l'histoire parlementaire de la
III^e République, pourtant si riche en hommes, n'a mis au
service de l'Etat, des qualités d'esprit, de caractère et
de coeur, plus brillantes et plus solides, alliées à un
instinct aussi élevé de désintéressement personnel, de modes-
tie et d'oubli de soi-même.

Depuis trente ans qu'il siège dans nos Assemblées
parlementaires, le Président JEANNENEY a été, au sens le
plus élevé du mot, le défenseur des grands intérêts permanents
de l'Etat.

Je n'ai pas à vous rappeler les services qu'il a

rendus

à la Présidence de la Commission des Finances qu'il a exercée pendant deux années avec une autorité rarement atteinte. Sa présidence a encore augmenté le prestige de notre Commission et l'influence légitime que le pays attache à nos décisions en a été accrue.

Le Président JEANNENEY laisse à la Commission des Finances un patrimoine de grandes traditions auquel nous aurons la volonté unanime de rester fidèles.

=====

La Commission perd en même temps que son Président, un homme qui fut pendant deux ans la cheville ouvrière de ses travaux, et dont tous nous avons apprécié la haute compétence, le clair et sûr jugement, l'énergie laborieuse et aimable, M. ABEL GARDEY nous quitte au moment où son beau talent nous aurait été le plus utile, au moment où l'assainissement de nos finances s'impose avec une urgence absolue. Au Gouvernement, il remplira une tâche aussi utile. Nous le félicitons de son accession à un poste où l'on peut tout espérer des rares qualités dont il a fait preuve parmi nous.

ELECTION DU PRESIDENT ET DU RAPPORTEUR GENERAL

M. LE PRESIDENT.- Il nous reste à fixer la date de l'élection du Président et du Rapporteur Général.

Le Sénat proclamera mardi prochain en séance publique les noms des deux nouveaux collègues désignés par leur groupe pour remplacer M.M. JEANNENEY et ABEL GARDEY. Aussitôt après cette proclamation, la Commission, ainsi complétée, pourrait se réunir.

Dans les circonstances présentes, il est urgent que la Commission des Finances du Sénat, ait un président et un rapporteur général.

M. REBOUL. - Je ne pourrai pas être à Paris mardi. Ne serait-il pas possible de fixer la prochaine séance à Mercredi ?

M. CAILLAUX.- J'appuie la proposition de M. le Président. Le choix du président et du rapporteur général ne peut pas être différé.

La Commission décide de procéder à l'élection de son Président et de son rapporteur général le mardi 14 Juin une demie-heure après la fin de la séance publique du Sénat.

La Séance est levée à 15 heures 15.

Le PRESIDENT de la COMMISSION :

J. Caillaux

COMMISSION DES FINANCES

Séance du Mardi 14 Juin 1932.

La Séance est ouverte à 16 heures 30 sous la présidence de M. JENOUVRIER, Vice-Président.

PRESENTS : M.M. JENOUVRIER. FOURCADE. GENERAL STUHL.

HENRY BERENGER. MARCEL REGNIER. GALLET.
VALADIER. GUILLAUME CHASTENET. BIENVENU-
MARTIN. PERRIER. CUMINAL. LOSBONNE. FARJON.
BRARD. FRANCOIS SAINT-MAUR. LEBERT. CAIL-
LAUX. MILAN . GENERAL HIRSCHAUER. PIERRE
ROBERT. TOURNAN. BLAIGNAN. HENRY CHERON.
REBOUL. SERRE. SCHRAMECK. FOUILLOUX. CAVIL-
LON. PHILIP. COURTIER. MANCEAU. HAYAUX.
ARMBRUSTER.

=====

ALLOCUTION DE M. LE VICE-PRESIDENT.

M. LE PRESIDENT.- Je veux, tout d'abord, adresser mes souhaits de bienvenue à nos deux nouveaux collègues M.M. LISBONNE. et TOURNAN. Bien qu'ils n'aient encore jamais siégé parmi nous, nous connaissons leur valeur et nous sommes sûrs que la Commission ne pourra que tirer le plus grand profit de la collaboration qu'ils nous apportent (T.B.).

L'ordre du jour appelle la nomination du président de la Commission. Certes, vous pourriez être embarrassés pour choisir celui d'entre vous qui mériterait le mieux d'occuper ce poste, car la Commission, constituée par des hommes politiques de premier plan, est une véritable pépinière d'hommes de Gouvernement. La République peut y puiser sans crainte; elle est sûre d'y.....

d'y trouver toujours les hommes de compétence et de caractère que son service réclame.

Vous pourriez donc être embarrassés dans votre choix, si vous n'aviez la bonne fortune de compter parmi vous un homme politique dont la longue carrière vous est connue et qui se double d'un technicien averti en matière de finances. Nourri dans le sérail, il en connaît les détours et je suis sûr qu'il saura, en nous guidant dans nos travaux, défendre les finances publiques avec toute sa science et toute son expérience.

D'accord avec M. BIENVENU-MARTIN je vous propose la candidature de M. CAILLAUX (Applaudissements).

ELECTION DE M. CAILLAUX A LA PRESIDENCE DE LA
COMMISSION.-

M. CAILLAUX EST ELU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION, à mains levées, à l'unanimité.

M. LE PRÉSIDENT.- Monsieur le Président CAILLAUX avant de vous céder ma place, je tiens à vous adresser mes félicitations pour le témoignage d'estime et de sympathie que viennent de vous donner vos collègues. Ce témoignage, vous le méritez parce que, toujours au cours de votre carrière, vous avez eu la notion de la prééminence des intérêts de l'Etat sur ceux des particuliers. Or, c'est le rôle essentiel de la Commission des Finances de maintenir cette notion et de la faire prévaloir malgré la coalition des intérêts privés et les propositions de surenchère démagogique.

A mainte reprise, vous avez déclaré qu'il faut supprimer les dépenses qui ne sont pas nécessaires. Nous comptons donc sur vous pour persuader au Gouvernement que le rétablissement de l'équilibre budgétaire exige une énergique compression des dépenses. C'est avec l'espoir que vous saurez faire prévaloir
ces.....

ces idées de sagesse que je vous invite, Monsieur CAILLAUX, à prendre ma place (Applaudissements).

(M. CAILLAUX prend place au fauteuil).

ALLOCUTION DE M. LE PRESIDENT CAILLAUX.

M. CAILLAUX , Président de la Commission.- Je suis convaincu que la meilleure façon pour moi, de vous témoigner ma gratitude, consistera à faire preuve, dans les fonctions où votre confiance m'a appelé, d'une activité telle qu'elle puisse permettra à la Commission de jouer le grand rôle que le Pays attend d'elle.

Dans mes remerciements, je dois faire une place particulière à notre doyen d'âge et vice-Président, M. JENOUVRIER, Qu'on me permette d'étendre la gratitude que je lui témoigne pour les paroles qu'il vient de prononcer, à un homme devant qui je me serais incliné s'il avait voulu consentir à poser sa candidature M. BIENVENU-MARTIN. (Très Bien).

C'est avec juste raison, Monsieur Jémouvrier, que vous avez dit que le rôle de l'Etat est de lutter contre les revendications des intérêts individuels. Certes, nous devons la justice à tous; mais nous avons le devoir d'établir un barrage contre les revendications excessives ou injustifiées des coalitions d'intérêts particuliers.

Je vous remercie de ce que vous avez dit sur mon passé, un passé tourmenté, sans doute, mais dont je puis dire, avec le recul et la sérénité que je dois à l'âge auquel je suis parvenu qu'il n'a jamais été animé que par le souci de l'intérêt général. J'ai pu, au cours d'une carrière déjà bien longue, me tromper quelquefois, mais j'ai la fierté de pouvoir dire que je n'ai jamais pensé qu'au bien de mon pays (Très bien).

J'en.....

J'en aurais fini, si je ne voulais, au moment où je prends leur place, évoquer le souvenir de nos anciens présidents, de M. JEANNENEY que la confiance du Sénat vient d'appeler à diriger les travaux de la Haute-Assemblée et de son prédécesseur, M. CLEMENTEL, actuellement abattu par la maladie, mais dont nous espérons tous le retour parmi nous. Vous me permettrez, dans le télégramme de sympathie que je vais lui envoyer, tout à l'heure, de me faire l'interprète de la Commission tout entière (Vive approbation). Et si, remontant dans un passé lointain, j'évoque des figures auprès desquelles toutes les figures actuelles pâlisent, celles de ROUVIER et de MAGNIEN dont je m'honore d'avoir été jadis le collaborateur, je tire de cette évocation une grande leçon d'humilité. Nous ne pouvons faire qu'une chose, essayer de les imiter.

Messieurs, mettons nous au travail (Applaudissements).

NOMINATION DU RAPPORTEUR GENERAL (M. HENRI ROY)

L'ordre du jour appelle la nomination du rapporteur Général.

A l'unanimité, M. HENRI ROY est nommé rapporteur général.

NOMINATION D'UN VICE- PRESIDENT (M. LEON PERRIER)

L'ordre du jour appelle la nomination d'un Vice-Président.

A l'unanimité, M. LEON PERRIER est nommé vice-Président.

La Commission règle son ordre du jour. Elle s'ajourne au Mercredi 22 Juin.

La Séance est levée à 16 heures 45.

LE PRESIDENT de la COMMISSION :

COMMISSION DES FINANCES

Séance du Mercredi 22 Juin 1932.

La Séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de
M. CAILLAUX.

PRESENTS : M.M. CAILLAUX. HENRI ROY. GALLET. CAVILLON .
LISBONNE. ARMBRUSTER. VALADIER. SARI.
MANCEAU. HENRY BERENGER. JENOUVRIER. HAYAUX.
HENRY CHERON. SCHRAMECK. FRANCOIS SAINT-
MAUR. ANDRE LEBERT. TOURNAN. BIENVENU-MARTIN
BRARD. LEON PERRIER. MARCEL REGNIER. MILAN.
JEAN PHILIP. FARJON. BLAIGNAN.

=====

M. LE PRESIDENT.- Avant d'aborder notre ordre du jour, j'ai
le devoir d'exprimer nos regrets à l'occasion du départ de
M. FOUILLOUX qui a laissé à M. HENRY CHERON le siège qu'il déte-
nait pour son groupe. La collaboration de M. FOUILLOUX nous
était très précieuse. Je me ferai auprès de notre ancien collè-
gue l'interprète de la Commission toute entière pour lui dire
toute notre sympathie.

J'adresse, par ailleurs, à M. HENRY CHERON, dont la réappa-
rition ici a été si rapide que nous n'avions pas eu le temps de
nous apercevoir de sa disparition, nos souhaits de cordiale
bienvenue.

Ce double devoir étant rempli, je demande à la Commission de
m'autoriser à écrire, en votre nom, deux lettres, l'une à M. le
Président du Conseil, l'autre à M. le Ministre des Finances.

La première aurait pour objet de rappeler à M. le Président
du Conseil les dispositions de la loi de finances du 13 Juillet

1911.....

1911 et du décret du 13 février 1912 déterminant le nombre et la nature des emplois à prévoir pour chaque cabinet de ministre et de sous-secrétaire d'Etat.

Ces dispositions ont été méconnues par la plupart des ministres. Leurs cabinets sont constitués avec un nombre de fonctionnaires beaucoup trop considérables. Il y a là un abus que nous ne devons pas tolérer.

N'oublions pas que l'exercice de fonctions dans des cabinets ministériels confèrent à ceux qui ont été dans ces cabinets des droits à l'obtention d'emplois identiques ou de même catégorie dans l'administration proprement dite. C'est ainsi qu'interviennent des nominations scandaleuses et des avancements peu justifiés qui bouleversent la hiérarchie administrative et les règles normales d'avancement et provoquent la juste indignation des fonctionnaires.

Certaines prétentions des syndicats de fonctionnaires sont justifiées dans une certaine mesure, ou tout au moins sont déterminées par les abus faits au bénéfice des anciens fonctionnaires des cabinets ministériels.

Il importe que les ministres appliquent la loi. Le personnel en surnombre dans chaque cabinet de ministre pourra seulement être investi de missions temporaires ne conférant aucun droit à leurs titulaires.

M. SCHRAMECK.- J'applaudis à la proposition qui nous est faite, mais quelle en sera la sanction pratique ?

M. LE PRESIDENT.- Si vous m'y autorisez, je préviendrai M. le Président du Conseil que nous nous refuserons à voter les crédits nécessités par toutes les créations d'emplois qui ne seront pas autorisées par la loi du 13 juillet 1911.

M. SCHRAMECK.- La sanction est inopérante. Les cabinets ministériels sont peuplés de fonctionnaires qui sont simplement détachés.....

détachés par leurs administrations, mais qui continuent à toucher leur traitement ordinaire.

M. LE PRESIDENT.- S'ils sont détachés par leurs administrations, c'est donc que celles-ci peuvent se passer d'eux et qu'elles reconnaissent que leur emploi est inutile. Nous pourrions de ce côté exercer une sanction.

M. SCHRAMECK.- Je serai toujours avec vous lorsque vous proposerez la suppression d'emplois inutiles.

M. LE PRESIDENT.- Il est en tous cas, urgent de rappeler/^{que} le Gouvernement qui doit donner l'exemple, au respect de la loi.

Mandat est donné à M. le Président d'écrire à M. le Président du Conseil au sujet de l'application de la loi du 13 Juillet 1911.

M. LE PRESIDENT.- Je vous demande, en outre, de me donner mandat pour inviter le ministre des Finances à hâter la réforme actuellement à l'étude de la comptabilité budgétaire.

Je suis entièrement d'accord sur l'urgence de cette réforme avec M. GERMAIN-MARTIN.

Le mandat demandé par M. le Président lui est donné à l'unanimité.

M. LE PRESIDENT donne lecture d'une lettre de M. JUSTIN GODART ministre de la Santé Publique, demandant la désignation par la Commission d'un de ses membres pour faire ~~faire~~ partie de la Commission de répartition des fonds du pari mutuel destinés aux oeuvres de bienfaisance instituée au ministère de la Santé Publique.

M. JENOUVRIER est désigné.

NOMINATIONS DE RAPPORTEURS.-

M. LE PRESIDENT.- Cette nomination laisse sans rapporteur le budget de services judiciaires et celui des services pénitentiaires.

M. LISBONNE.....

M. LISBONNE est nommé rapporteur du budget des services judiciaires, et M. CAVILLON est nommé rapporteur du budget des services pénitentiaires.

M. HAYAUX.- Je ne suis candidat à aucun de ces deux rapports, mais je demande, lors d'une vacance, que l'on veuille bien considérer que, membre de la Commission depuis plusieurs mois, je ne suis encore titulaire d'aucun rapport du budget et que je désire ardemment travailler.

M. CAILLAUX.- Dès que l'occasion s'en présentera, la Commission ne vous oubliera pas, Monsieur HAYAUX.

M. FRANCOIS SAINT-MAUR.- Je n'ai aucune objection à formuler contre la nomination qui vient d'être faite, mais je demande que, dorénavant, un intervalle de huit jours soit observé entre la vacance d'un rapport et la désignation du nouveau titulaire de ce rapport.

M. HENRY BERENGER.- C'est contraire aux traditions de la Commission.

M. FRANCOIS SAINT-MAUR.- Au contraire ! Je ne fais là que revendiquer l'application d'un principe qui a été invoqué lors de la dernière séance.

La question s'est posée, tout de suite après la nomination de M. HENRI ROY comme rapporteur général de savoir si l'on devait désigner tout de suite son successeur au rapport des chemins de fer : "Il faut observer un délai de huitaine", a-t-on dit alors.

Eh bien ! que l'on pose une fois pour toutes une règle précise et que l'on s'y tienne. Je ne demande pas autre chose.

Il me semble que les nominations de rapporteurs devraient se faire au scrutin secret tout au moins lorsqu'il y a plusieurs candidats.

M. LE PRESIDENT.- Les observations de M. FRANCOIS SAINT-MAUR ne portent pas sur les désignations auxquelles il vient d'être procédé.....

M. FRANCOIS SAINT-MAUR.....

M. FRANCOIS SAINT-MAUR.- Je l'ai précisé.

M. LE PRESIDENT.- Pour l'avenir, nous tiendrons compte des suggestions de notre collègue.

ENCOURAGEMENT NATIONAL AUX FAMILLES NOMBREUSES

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. FRANCOIS SAINT-MAUR sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 22 juillet 1923 sur l'encouragement national aux familles nombreuses (N° 353 - année 1932).

M. ARMBRUSTER, Rapporteur donne lecture de son avis financier dont les conclusions sont adoptées.

OUVERTURE ET ANNULATION DE CREDITS

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle la suite de l'examen pour rapport au fond, du projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant :

1°) régularisation de crédits ouverts par décrets sur les exercices 1930-1931 et 1931-1932;

2°) ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1931-1932, au titre du budget général et des budgets annexes (N° 394-année 1932).

M. HENRI ROY, Rapporteur Général.- Au cours de l'une de ses dernières séances du mois de Mars, la Commission a adopté le rapport de M. ABEL GARDEY sur ce projet de loi, mais, dans la hâte de la fin de la session qui se compliquait cette année d'une fin de législature, il n'a pas été possible d'en soumettre les conclusions au Sénat.

Trois mois s'étant écoulés depuis lors, il a été nécessaire d'apporter certaines modifications au projet pour tenir compte, tant de la date à laquelle il sera voté que des résultats

qui.....

qui nous ont été communiqués par le contrôle des dépenses engagées et dont M. ABEL GARDEY n'avait pas pu avoir connaissance.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture de son rapport dont les conclusions sont adoptées sans discussion à l'exception des chapitres ci-après qui ont donné lieu aux observations suivantes :

BUDGET DU MINISTERE DES FINANCES

Chapitre 161 bis.- Achat de produits fabriqués à l'étranger.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le Gouvernement a demandé à ce chapitre un crédit supplémentaire de 15 millions, destiné à faire face au paiement d'allumettes du type 101bis et des types spéciaux de luxe qui ont été importées.

La Chambre des Députés a disjoint ce crédit sur la proposition de sa Commission des Finances, pour marquer son désir de voir l'administration se mettre en état de fabriquer toutes les allumettes réclamées par le marché national.

Pour les motifs exposés par M. MARCEL REGNIER dans son rapport sur le budget des Finances de l'exercice 1932, nous vous demandons de rétablir ce crédit. Il s'agit d'un règlement d'importations d'allumettes effectuées par application des conventions de 1927 avec la Société suédoise Svenska. Ces allumettes ont été achetées par le monopole et revendues par lui. Il s'agit donc d'un règlement nécessaire.

Je suis d'ailleurs d'accord avec la Chambre pour penser que toutes mesures doivent être prises pour le développement des fabrications de notre monopole d'allumettes.

M. LE PRESIDENT.- Il sera nécessaire que nous obtenions du ministre des finances la communication des contrats de 1927.

M. MARCEL REGNIER.....

M. MARCEL REGNIER.- Elle m'a été faite et j'ai inséré une copie de ces documents dans le rapport auquel M. le Rapporteur Général voulait bien tout à l'heure faire allusion.

M. LE PRESIDENT.- Ces contrats contiennent certaines clauses tout à fait exceptionnelles qui confèrent en fait un monopole à la Svenska pour l'importation des allumettes en France. Nous devons examiner le moyen de nous libérer de cette emprise d'une société étrangère ?

M. MARCEL REGNIER.- Cette question me préoccupe depuis longtemps et j'ai déposé une demande d'interpellation qui, d'accord avec le ministre des finances, viendra en discussion au cours de la 1^{re} quinzaine de juillet.

M. HENRY CHERON.- Un large débat est indispensable sur cette question trop mal connue. Je suis sûr qu'il mettra fin à bien des légendes et qu'il fera ressortir que lorsqu'il a traité avec la Svenska, comme en toute autre occasion, M. POINCARE a bien servi les intérêts du trésor public et de la France.

M. CAILLAUX.- La personne de M. POINCARE est tout à fait hors de cause, mais un homme d'état n'est jamais infaillible.

Le chapitre 161 bis est adopté.

BUDGET ANNEXE DES P.T.T.

Chapitre 12.-

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- A l'occasion du vote de ce chapitre, une observation de principe s'impose. Il m'a été signalé, en effet, que certains dépassements de crédits avaient été effectués malgré un refus de visa du contrôleur des dépenses engagées. Je vous demande de protester, au nom de la Commission, contre une pareille manière d'agir qui méconnaît la loi du 10 août 1922.

M. HENRY BERENGER.- Attention ! Avant de présenter une observation, êtes vous sûr que le contrôleur des dépenses engagées est resté strictement dans ses attributions et que d'autre

part.....

part, la loi a été violée.

Le Ministre a-t-il été consulté ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Oui.

M. HENRY BERENGER.- Dans ce cas la loi du 10 août 1922 a été respectée. Aux termes de cette loi - que je connais bien car j'ai contribué à la faire voter - le refus de visa ne lie pas le ministre. Celui-ci peut passer outre sous réserves d'aviser de sa décision le ministre des finances.

Le contrôle des dépenses engagées est une institution extrêmement utile mais qui doit être maintenue strictement dans ses limites. Trop souvent les contrôleurs - dans un but certes très louable - s'arrogent des prérogatives qu'ils n'ont pas et entravent ainsi la marche de l'administration. N'oublions pas que le ministre conserve sa pleine responsabilité et sa pleine autorité.

Si dans le cas qui nous préoccupe le ministre a agi illégalement, je serai le premier à demander qu'un blâme lui soit adressé. Mais s'il n'a fait que passer outre au refus de visa de son contrôleur et s'il en a référé au ministre des finances, il a agi dans la plénitude de ses droits.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- J'étudierai la question.

M. HENRY BERENGER.- C'est cela. Nous nous en rapportons à vous pour donner à ce débat la suite qu'il comporte.

Le Chapitre 12 est adopté.

BUDGET DES COLONIES

CHAPITRE 30bis - Subvention au Budget de la Guyane française.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le gouvernement avait demandé un crédit de 3 millions. La Chambre n'a voté que 2.900.000 francs. D'accord avec M. Léon PERRIER, rapporteur du budget des colonies, je vous propose d'accepter cette réduction car il est possible.....

possible de réaliser quelques économies dans le budget de la Guyane.

D'une manière générale, nous ne pouvons, en raison des conditions économiques actuelles et de nos difficultés financières faire un effort considérable pour nos colonies. Celles-ci doivent comprimer leurs dépenses.

M. HENRY BERENGER.- J'accepte la réduction de crédit , mais en insistant auprès de M. le Rapporteur Général pour qu'il s'abstienne de l'accompagner d'une déclaration de principe qui semblerait incliner notre politique financière vers un abandon de l'effort pour le développement de nos colonies. N'oublions pas que dans l'état actuel des relations économiques mondiales, nos colonies restent les seuls clients de notre commerce d'exportation.

Loin d'abandonner nos colonies, nous avons plus que jamais l'impérieux devoir qui se double d'un intérêt national de les assister et de leur venir en aide pour surmonter les difficultés de la crise économique qui les affecte durement.

M. LEON PERRIER.- Nous sommes d'accord sur la politique coloniale mais il s'agit d'une réduction que la situation spéciale du budget de la Guyane rend possible.

Le Chapitre est adopté.

SUPERPOSITION DES IMPOTS EN TUNISIE.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à éviter la superposition des impôts français et tunisiens (N° 355 - année 1932).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture de son rapport concluant à l'adoption du projet de loi.

M. HENRY BERENGER.- Ainsi que n'a pas manqué de le faire remarquer M. le Rapporteur Général, ce projet a une importance politique autant, sinon plus, qu'une importance financière.

M. LE PRESIDENT.....

M. LE PRESIDENT.- Cela n'est pas douteux. Je ne le voterai même que pour des considérations politiques alors que les considérations purement financières m'inclineraient plutôt à la repousser.

M. HENRY BERENGER.- Je demanderai, dans ces conditions, que la Commission des Affaires Etrangères qui a dans son ressort toutes les questions intéressant les pays de protectorat, soit saisie du projet pour avis.

M. LE PRESIDENT.- J'approuve pleinement cette proposition. Il n'est pas douteux que la solution adoptée pour la Tunisie ne tardera pas à s'imposer au Maroc et qu'une étude d'ensemble de la politique fiscale dans les protectorats s'impose.

Le rapport est adopté.

PENSION DES ANCIENS PRESIDENTS DE LA REPUBLIQUE

AYANT BIEN MERITE DE LA PATRIE.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, de la proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder une dotation annuelle aux anciens Présidents de la République française, lorsqu'une loi aura déclaré qu'ils ont bien mérité de la Patrie (N° 554 - année 1932).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- donne lecture de son rapport dont les conclusions sont adoptées.

PENSION A LA VEUVE DU VICE AMIRAL GAUCHET

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une pension exceptionnelle et viagère à la veuve du vice-Amiral GAUCHET (N° 534 - année 1932).

M. MARCEL REGNIER.....

M. MARCEL EGNIER, rapporteur, fait un exposé de la question posée par le projet de loi. Il indique que Madame GAUCHET n'a aucun droit à pension son mariage ayant précédé de trop peu de temps la mort de son mari.

Le gouvernement a déposé un projet tendant à attribuer une pension exceptionnelle et viagère de 30.000 francs à Madame GAUCHET en considération de la situation misérable dans laquelle elle se trouvait et des égards qui doivent être dûs par le pays à la veuve d'un homme qui a commandé en chef nos escadres pendant la guerre.

M. LE RAPPORTEUR n'a obtenu aucune précision sur la situation matérielle dans laquelle se trouve Madame GAUCHET.

Il s'inquiète, par ailleurs, des conséquences que pourrait avoir l'adoption du projet. D'autres veuves n'ayant pas droit à pension ne vont-elles pas, à leur tour, demander une pension ?

M. LE RAPPORTEUR laisse à la commission le soin de conclure tout en exprimant son sentiment dans le sens du rejet du projet de loi.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Comme l'a souligné très sagement M. le Rapporteur, l'adoption de ce projet pourrait créer un précédent très dangereux et il vaut mieux s'en tenir aux règles posées dans la loi pour l'attribution des pensions.

Si la situation de Madame GAUCHET est véritablement digne d'intérêt, il semble que le gouvernement a le moyen de lui venir en aide par mesure gracieuse. Ce que nous ne pouvons pas admettre, c'est la création d'un droit là où il n'existe pas.

M. LE PRESIDENT.- La procédure la plus sage consiste, à mon sens, dans le renvoi du projet au ministre de la Marine, en l'invitant à rechercher, d'accord avec le ministre des finances, le moyen d'allouer un secours à Madame GAUCHET, si, toutefois, ce secours est nécessaire ce qui n'a jamais été démontré à notre rapporteur.

Le.....

Le renvoi du projet au ministère de la marine avec le sens indiqué par M. le Président, est décidé.

EMPRUNT DE LA VILLE DE SOISSONS

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour rapport au fond du projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le ministre des finances à pourvoir aux insuffisances des annuités remises en gage à ses prêteurs par la ville de Soissons pour le service de l'emprunt de reconstitution de six millions de dollars que cette ville a contracté en 1921 au Canada, (N° 535 - année 1932).

M. MARCEL REGNIER, rapporteur présente un exposé de la question. Il donne lecture de deux lettres, l'une de M. PAUL DOUMER, l'autre de M. de LASTEYRIE, tous les deux ministres des finances, encourageant la ville de Soissons à contracter au Canada un emprunt de reconstitution et promettant la garantie de l'Etat pour le ~~pay~~ement des intérêts.

Cet emprunt a été conclu par la ville de Soissons, en conformité de l'article 67 de la loi de 1920, c'est à dire que la ville s'est substituée à un groupement de petits sinistrés qui n'auraient pas eux-mêmes trouvé de crédit et qui ont remis en gage leurs indemnités de dommages de guerre.

A l'origine, ce gage était suffisant. Il ne l'est plus par suite de la hausse du dollar intervenue postérieurement à la réalisation de l'emprunt.

Il est évident que l'Etat n'a pu être valablement engagé par M.M. PAUL DOUMER et de LASTEYRIE, mais une confusion a été créée dans l'esprit des prêteurs les prospectus d'émission portant mention de la garantie de l'Etat pour le paiement des intérêts.

Par.....

Par ailleurs, la situation financière de la ville de SOISSONS est mauvaise.

M. le Rapporteur demande à la Commission de conclure.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je demande un supplément d'information.

Des irrégularités ont été commises. Avant d'entériner les engagements pris imprudemment par deux ministres des finances dans de simples lettres nous devons examiner à fond les conditions dans lesquelles l'emprunt a été émis et la situation exacte de la ville de SOISSONS.

M. LE PRESIDENT.- Je m'associe à M. le Rapporteur Général pour proposer de demander des précisions au Ministre des Finances en lui indiquant qu'il nous paraît juste de faire supporter, au moins en justice, par la ville de SOISSONS les conséquences de la perte au change à l'occasion d'un emprunt émis par elle en dehors de l'Etat.

M. HENRY BERENGER.- Il est évident que l'adoption pure et simple du projet tel qu'il nous est présenté créerait un précédent dangereux. SOISSONS n'est pas la seule ville qui ait emprunté à l'étranger dans les années qui ont suivi la guerre.

La suite de la discussion est renvoyée à une séance ultérieure, la Commission décidant, avant de statuer de demander au ministre des finances des explications complémentaires sur les conditions dans lesquelles deux de ses prédécesseurs ont pu s'engager à garantir le risque de change de cet emprunt.

FORTIFICATIONS DE LA FERRE.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour avis financier, des conclusions du rapport de M. BERGER sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, concernant.....

nant la cession à la ville de LA FERRE de terrains de la fortification provenant de l'enceinte déclassée de la place (N° 272 - année 1932).

M. GALLET, rapporteur donne lecture d'un avis financier dont les conclusions sont adoptées.

DECLASSEMENT DE CERTAINS OUVRAGES DE L'ALGERIE.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour avis financier, des conclusions du rapport de M. BERGER relatif au déclassement de certains ouvrages de l'Algérie (N° 365 - année 1932).

M. GALLET, Rapporteur, donne lecture de son avis financier dont les conclusions sont adoptées.

COMMUNICATION DE DOCUMENTS.

M. HENRY BERENGER fait connaître à la Commission les termes d'une lettre adressée par le ministre des finances au président de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat, lettre établissant le montant des sommes à recevoir et à payer par les diverses puissances, au titre du plan Young, des accords de dettes interalliées et des arrangements conclus lors des conférences de LA HAYE et faisant connaître les conséquences pour les diverses puissances européennes d'une annulation totale et générale des réparations et des dettes interalliées.

M. LE PRESIDENT remercie M. HENRY BERENGER de cette communication.

Il est décidé qu'une ampliation de cette note sera communiquée à tous les membres de la Commission.

La Séance est levée à 16 heures 20.

Le PRESIDENT de la COMMISSION des FINANCES:

J. Cail

COMMISSION DES FINANCES

Séance du Mercredi 29 Juin 1932

La Séance est ouverte a 15 heures, sous la présidence de M. CAILLAUX.-

PRESENTS : M.M. CAILLAUX. HENRI ROY. GALLET. BIENVENU-
MARTIN. HAYAUX. CHAUVEAU. TOURNAN. CUMI-
NAL. LISBONNE. PERRIER. BETOULLE. VALA-
DIER. ANDRE LEBERT. HENRY CHERON. FRAN-
COIS SAINT-MAUR. BLAIGNAN. MARCEL REGNIER
REBOUL. ~~SARI.~~ PIERRE ROBERT. GENERAL
STUHL. HIRSCHAUER. FOURCADE. MILAN.
JOSEPH COURTIER. SERRE.

EXCUSES : M.M. ALFRED BRARD, BERENGER.

M. LE PRESIDENT.- Avant que nous n'abordions notre ordre du jour, je dois, tout d'abord, souhaiter la bienvenue à notre nouveau collègue, M. CHAUVEAU. Son expérience en matière agricole, nous sera précieuse. Nous mettrons également à profit la connaissance qu'il a de la loi des assurances sociales, loi qui devra subir diverses modifications pour l'étude desquelles son concours nous sera précieux.

Par ailleurs, j'ai le regret de prendre acte de la démission de M. ARMBUSTER qui appartenait à notre Commission depuis plusieurs années pendant lesquelles il a été un rapporteur très distingué du budget de la Santé Publique. Son départ permettra le retour parmi nous d'un collègue éminent, mais nous ne pouvons que déplorer la démission d'un collègue charmant.....

mant, très assidu et très dévoué auquel une constante amabilité et une parfaite bonne grâce ont valu et valent les sympathies de tous ses collègues (Applaudissements).

COMMUNICATION DE M. LE PRESIDENT.-

M. LE PRESIDENT. Ceci dit, je dois faire connaître à la Commission que j'ai été convoqué, en ma qualité de Président de la Commission, il y a quelques jours, par M. le Président du Conseil.

Dans les négociations difficiles auxquelles il prend part, en ce moment, M. HERRIOT me paraît faire preuve d'une très grande bonne volonté et d'un désir infini de servir les intérêts du Pays et ceux de l'Europe. Il m'a déclaré qu'il se trouvait en présence de deux voies : une voie étroite qui consistait à essayer de régler le problème des réparations en lui-même et une voie large qui consistait à tenter de le régler en fonction du problème général des dettes de guerre et de la reconstruction économique de l'Europe. Je l'ai vivement encouragé à choisir la seconde de ces voies, mais je crains bien que, depuis notre entretien, les événements qui se sont produits à Lausanne ne les aient quelque peu obstruées l'une et l'autre.

Par ailleurs, M. HERRIOT m'a déclaré qu'au cours d'une conversation qu'il avait eue avec M. MAC DONALD, - conversation dont je lui ai fait préciser qu'elle avait été enregistrée en français et en Anglais -, le premier anglais lui a déclaré qu'il ne concevait un allègement des dettes que dans la mesure où l'Amérique accorderait le même allègement sur ses créances.

M. HENRY CHERON.....

M. HENRY CHERON.- Avez-vous eu, M. le Président au cours de cet entretien, des renseignements sur les intentions du Gouvernement en ce qui concerne la situation financière ?

M. CAILLAUX.- M. le Président du Conseil nous a dit que Vendredi, un projet destiné à faire face aux exigences de cette situation serait déposé sur le bureau de la Chambre. Et hier, M. PALMADE, ministre du Budget est venu nous rendre visite, à M. le Rapporteur Général et à moi-même, pour nous exposer sommairement les grandes lignes de ce projet dont le texte ne sera arrêté, en conseil des ministres, que demain. M. le Ministre du Budget nous a déclaré qu'il espérait que le Sénat pourrait voter ce projet, la semaine prochaine.

M. HENRY CHERON.- Je n'ai pas besoin de dire que j'ai posé la question à laquelle vous venez de répondre, dans un esprit de pleine confiance à l'égard du Gouvernement; mais nous ne devons pas nous dissimuler la gravité de la situation ; il est impossible que le Trésor puisse tenir plus de deux mois, dans l'état des choses actuel.

M. LE PRESIDENT.- Vous avez tout à fait raison et c'est pourquoi je me suis permis, en mon nom personnel, n'y étant pas habilité par la Commission, d'attirer l'attention de M. le Président du Conseil sur la gravité de l'avance nouvelle que le Gouvernement a décidé de consentir à l'Autriche. J'estime que nous sommes entrés dans une voie dangereuse en soutenant financièrement toute une série de petits états qui ne peuvent pas vivre. Et je ne suis pas prêt d'oublier le mot de M. FLANDIN lors d'une de ses dernières auditions par la Commission : "Il faudrait, disait-il, que nous agissions, vis-à-vis de ces états de l'Europe Centrale, comme nous avons agi....."

agi à l'égard de la Russie, avant la guerre." Mot qui m'a effrayé, car je sais trop ce que nous ont coûté les emprunts russes. De tous les ministres des finances qui se sont succédé, rue de Rivoli, avant 1914, je suis le seul qui ait protesté contre les emprunts que nous autorisions la Russie à émettre chez nous, à jet continu. Et encore, la Russie était-elle un grand pays, possédant des richesses immenses dont on pouvait espérer qu'elles seraient mises en valeur. Le plan quinquennal dont s'enorgueillissent les soviets ? mais il m'a été exposé vers 1901 par M. WITTE.

Tandis qu'ici, il s'agit de petits états qui n'ont pas les éléments indispensables pour avoir une vie économique indépendante. Et nous commanditerions ces états qui sont condamnés à périr, par asphyxie ! Ce serait de la folie et j'estime que nous devons subordonner les avances pécuniaires qu'on sollicite de nous, à la réalisation d'ententes économiques qui permettront à ces états de vivre.

M. ROY, Rapporteur Général.- D'après les renseignements que j'ai recueillis, le projet financier du Gouvernement serait voté par la Chambre lundi et soumis au Sénat le lendemain, car le Gouvernement désirerait mettre le Parlement en vacances à partir du 5 Juillet. M. HENRY CHERON a posé une question au sujet des possibilités de la Trésorerie. Pour lui répondre, je ne puis mieux faire que de lui donner connaissance de l'état de celle-ci au 31 mai et du tableau de comparaison que j'ai fait établir entre cet état et celui qui avait été établi au 31 Mars.

(M. le Rapporteur Général donne lecture de ce tableau comparatif et d'une note qui en commente les indications.)

M. LE PRESIDENT annonce que ces documents seront envoyés à M.M. les membres de la Commission.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER..

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- En dehors du déficit budgétaire, il y a le déficit d'exploitation des Chemins de fer dont le montant est des plus inquiétants. Que compte-t-on faire pour porter remède à cette situation ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le montant du déficit des Chemins de fers'accroît au rythme de 11 millions par jour. J'ai le regret de dire que je n'ai pas l'impression que le Gouvernement s'intéresse plus à cette question que les Gouvernements qui l'ont précédé.

M. LE PRESIDENT.- M. PIERRE LAVAL, lorsqu'il était Président du Conseil, a méconnu tous ses devoirs en ne proposant pas les mesures qui s'imposaient. Ses successeurs ont été aussi coupables que lui en ne faisant rien, eux non plus.

Je demande à M. VALADIER, rapporteur spécial de voir d'urgence M. le Ministre des Travaux Publics et de lui dire l'anxiété de la Commission en présence de cette situation et sa hâte légitime d'y voir apporter remède le plus promptement possible.

M. VALADIER.- Je me chargerai bien volontiers de cette mission, mais ~~Monsieur~~ nouveau rapporteur, je voudrais auparavant, avoir un entretien avec M. le Président JEANNENEY dont les conseils me permettront de m'inspirer de la tradition de la Commission en cette matière.

M. LE PRESIDENT.- C'est une excellente idée; mais j'insiste pour que vous agissiez rapidement afin de pouvoir nous apporter la réponse du ministre, dès notre prochaine séance.

M. MARCEL REGNIER.- Les questions concernant les Chemins de fer sont renvoyées, pour examen au fond à la Commission des Travaux Publics. Il serait bon, dans ces conditions, que notre rapporteur spécial se concertât avec le Président de la Commission.....

Commission des Travaux Publics, en vue d'une action commune.

M. LE PRESIDENT.- La question du déficit des réseaux est essentiellement de notre ressort. Laissez-nous donc prendre l'initiative, puisque, aussi bien, nous avons la responsabilité.

STATUT DE L'AVIATION MARCHANDE.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. le LA GRANGE sur le projet de loi tendant à fixer le statut de l'aviation marchande.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER donne lecture d'un avis concluant à l'adoption du texte de la Chambre (bien que ce texte soit critiquable en certaines de ces parties), en raison de l'intérêt qu'il y a, à voter le plus tôt possible le projet instituant le statut de l'aviation marchande.

M. LE PRESIDENT.- L'article 11 tel que nous l'avons voté disposait que l'Etat recevrait, des sociétés subventionnées des actions de jouissance dont le nombre ne pourrait dépasser 25 % du nombre total des actions. La Chambre a supprimé ce maximum de telle sorte que l'Etat peut se trouver amené à détenir la majorité des actions et à assumer ainsi la responsabilité de la gestion de l'entreprise. Cela me semble très grave, d'autant plus qu'en dehors des actions de jouissance, l'Etat peut souscrire des actions ordinaires. Il faudrait dire, si nous nous résignons à ne pas modifier le texte, qu'en aucun cas nous n'admettrions que l'Etat eût la majorité des actions d'une société.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Je ferai cette observation.

M. LE PRESIDENT.- L'article 17 contient deux paragraphes qui me semblent en contradiction l'un avec l'autre. En effet,

il.....

il est ainsi conçu :

"En dehors de l'entreprise pour laquelle elle est subventionnée, il est interdit à toute société subventionnée de prendre ou conserver un intérêt direct ou indirect en France, dans les colonies, pays de protectorat ou sous mandat, dans toutes entreprises ou marchés relatifs à l'aviation.

"Les sociétés subventionnées pourront, à l'effet exclusif d'assurer la bonne exécution du service concédé, et seulement avec l'autorisation du Ministre chargé de l'Aéronautique civile, prendre ou conserver un intérêt direct ou indirect dans des entreprises ou marchés annexes à leur activité.

M. FRANCOIS SAINT-MAUR.- Vous avez raison. Le texte qu'avait voté le Sénat et qui était ainsi rédigé :

"Les sociétés subventionnées en application des dispositions de la présente loi ne pourront prendre ou conserver une participation dans d'autres sociétés, ni effectuer des opérations autres que les services prévus dans leur convention sans une autorisation du Ministre chargé de l'Aéronautique civile."

se comprenait à merveille. Mais le texte de la Chambre est proprement insoutenable.

M. LE PRESIDENT.- Et il semble permettre aux sociétés de faire, à l'étranger ce qu'on leur interdit de faire en France, aux colonies et dans les Pays de protectorat. Il faut réformer cette rédaction.

M. HENRY CHERON.- Il n'est, en effet, pas possible de la conserver.

M. LE PRESIDENT.- Il faudrait, à tout le moins, supprimer les mots : "en France, dans les colonies, pays de protectorat ou sous mandat."

M. LEON PERRIER.- Et puis cette rédaction est trop rigide; il faudrait la remplacer par la suivante "... il est interdit, sauf autorisation du Parlement..." car il ne faut pas que nous donnions l'impression qu'en aucun cas nous ne voulons que les sociétés puissent prendre un intérêt direct ou indirect dans des entreprises relatives à l'aviation. Nous sommes en matière industrielle et nous ne pouvons édicter des règles aussi étroites.

M. MARCEL REGNIER.....

M. MARCEL REGNIER.- Cette adjonction est inutile puisqu'on peut toujours venir devant le Parlement pour lui demander une loi d'autorisation spéciale.

M. LE PRESIDENT.- En droit, vous avez raison; mais l'observation de M. LEON PERRIER est loin d'être sans valeur, du point de vue psychologique.

M. HENRY CHERON.- On pourrait rédiger ainsi le premier paragraphe :

"En dehors de l'entreprise pour laquelle elle est subventionnée, il est interdit à toute société subventionnée de prendre ou conserver un intérêt direct ou indirect dans toutes entreprises ou marchés relatifs à l'aviation sans une autorisation législative spéciale".

M. SARI.- Le texte de la Chambre vise deux cas distincts. Il autorise les participations dans des entreprises annexes, c'est-à-dire dans l'exploitation de lignes qui constituent en fait des embranchements de la ligne principale; mais il interdit la constitution de filiales qui auraient le monopole de certaines fournitures à faire à la société. La constitution de ces filiales présenterait des dangers.

M. FRANCOIS SAINT-MAUR.- Cela pourrait présenter aussi, dans certains cas, des avantages.

M. LE PRESIDENT.- Nous sommes, en effet, dans une matière industrielle et les règles que nous édictons doivent avoir toute la souplesse compatible avec la bonne gestion d'une entreprise industrielle.

M. le Rapporteur voudra donc présenter un amendement dans le sens indiqué par M. HENRY CHERON.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- J'insiste auprès de la Commission pour qu'elle ne renvoie pas le texte à la Chambre ce qui retarderait encore le vote d'un statut impatientement attendu.

A la majorité, la Commission décide que le texte sera modifié.....

difié. M. le Rapporteur est chargé de présenter un amendement conforme à la décision de la Commission.

M. LE PRESIDENT.- Puisque le projet doit retourner à la Chambre, il faut reprendre l'article 25 tel qu'il avait été voté par le Sénat, la rédaction sue la Chambre lui a substitué étant incompréhensible.

La Commission décide de reprendre le texte du Sénat, ainsi conçu :

"Le Ministre chargé de l'Aéronautique civile pourra modifier en fonction des accords internationaux les conventions intervenues entre l'Etat et les sociétés subventionnées".

Elle décide de même de reprendre le texte du Sénat, à l'article 29.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL est autorisé à déposer son avis et à présenter 3 amendements conformes aux décisions de la Commission.

INALIENABILITE DES TITRES DE DOMMAGES

DE GUERRE.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi tendant à abroger les dispositions législatives frappant d'inaliénabilité certains titres délivrés en paiement d'indemnités de dommages de guerre.

M. ANDRE LEBERT rapporteur spécial lit un rapport concluant à l'adoption du projet. Toutefois, il faut remarquer que celui-ci a été déposé en mai 1931 c'est-à-dire à un moment où la situation du marché en Bourse était plus favorable qu'elle ne l'est actuellement. Dans les conditions actuelles du marché, il peut y avoir un inconvénient à autoriser la négociation d'une masse assez considérable de titres.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- C'est en effet la seule question qui puisse se poser. Ne risque-t-on pas de peser sur le

marché.....

marché en autorisant la négociation de titres dont le volume atteint 673 millions ? Je demande à la Commission de réserver son avis jusqu'à ce que le Ministre des Finances nous ait donné des apaisements à cet égard.

M. MILAN.- 673 millions, c'est trop peu pour t roubler le marché.

M. LE PRESIDENT.- Nous allons écrire au ministre pour attirer son attention sur le danger signalé par Messieurs les rapporteurs. Si sa réponse contient les apaisements nécessaires, M. le Rapporteur Spécial pourra déposer son rapport.

OUVERTURE DE CREDITS

(Composition du Gouvernement)

L'ordre du jour appelle maintenant l'examen du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur les exercices 1931-32 et 1932 en conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je propose à la Commission d'ajourner l'examen de ce projet d'abord parce qu'il n'a pas encore été voté par la Chambre et ensuite parce que M. le Président de la Commission ayant adressé à son sujet une lettre à M. le Président du Conseil, il me paraît convenable de ne point, présenter de rapport, tant que la réponse à cette lettre ne nous sera pas parvenue.

M. LE PRESIDENT.- J'ai, en effet, signalé à M. le Président du Conseil ce qu'il y avait d'inadmissible, à un moment où l'on proclame l'impérieuse nécessité de réaliser des économies, à demander des augmentations de crédits pour les cabinets de ministres.

M. LEON PERRIER.- Ces augmentations de crédits sont-elles dûes à l'augmentation du nombre des ministres ou à une augmentation numérique du personnel des cabinets ministériels ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL....

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- A une augmentation de ce personnel.

M. HENRY CHERON.- Lorsque M. le Rapporteur Général aura le temps, je lui demande d'examiner la constitutionnalité de la loi de 1920 qui subordonne la création d'un poste de ministre ou de sous-secrétaire d'Etat au vote préalable d'une loi. Des juristes ont soutenu, avec quelque apparence de raison, semble-t-il, que cette loi était en contradiction avec les dispositions de la loi constitutionnelle qui dit que " le Président de la République nomme à tous les emplois."

Il me paraît qu'il y a là une question qui, du point de vue des principes, mérite d'être examinée objectivement.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La question a déjà été examinée par un de mes prédécesseurs, M. CHARLES DUMONT, dans un rapport du 3 Décembre 1929.

M. HENRY CHERON.- Et je crois me rappeler qu'il concluait qu'on ferait mieux d'abroger la loi de 1920 plutôt que de gémir chaque fois qu'on la violait, c'est-à-dire, chaque fois qu'un nouveau gouvernement était constitué.

OUVERTURE ET ANNULATION DE CREDITS

SUR L'EXERCICE 1931-1932

M. LE PRESIDENT.- Eh bien ! ne gémissons pas, cette fois-ci; cela nous fera gagner du temps (Sourires).

L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1931-32, au titre du budget général et des budgets annexes.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL lit son rapport sur ce projet de loi. Il conclut à l'adoption des chiffres tels que les propose la Commission des Finances de la Chambre. Toutefois,

il.....

il croit devoir faire certaines remarques et élever certaines critiques. Il convient tout d'abord d'observer que la plupart des demandes de crédits sont dûes , non à des événements survenus depuis le vote du budget mais à une insuffisance des dotations budgétaires, insuffisance résultant d'une sous-évaluation des besoins et que la Commission, lors de l'examen du projet de budget, avait signalée.

D'autre part, le rapporteur observe qu'au chapitre 8 du budget des Affaires Etrangères, il est demandé un crédit supplémentaire de 1.825.000 Fms que l'administration motive par l'impossibilité où elle s'est trouvée de réaliser la déduction pour vacances d'emplois prévue, en raison des circonstances et du développement des événements extérieurs.

L'Administration eût pu trouver le moyen d'éviter ce dépassement de crédit en modifiant les indemnités de fonctions payées sur le chapitre. Ces indemnités ont été fixées en considération, notamment du coût de la vie, dans les différents pays et de la perte au change. Or, depuis l'époque où elles ont été déterminées, ce coût a souvent baissé. C'est ainsi que dans les pays d'Orient : Grèce, Turquie, Bulgarie, par exemple, la vie n'est pas plus chère, et souvent elle est moins chère qu'en France; qu'en Espagne, à raison de la chute de la peseta, le coût de la vie pour des fonctionnaires payés en francs a dû notablement baisser, que dans les pays sud-américains où la valeur de la monnaie a beaucoup diminué, République Argentine, Brésil, etc., les prix ne se sont pas sans doute accrus dans la mesure où la monnaie se dépréciait.

Les demandes supplémentaires de crédit formées par le ministère de la guerre proviennent, pour une part, d'un rendement du contingent annuel supérieur aux prévisions, mais surtout de l'augmentation sensible des engagements et rengagements. Cette constatation.....

constatation s'applique d'ailleurs, quoique à moindre degré, au ministère de l'air et de la marine.

Il était cependant facile de prévoir que l'état du marché du travail inciterait les jeunes gens désireux d'une sécurité économique, au moins actuelle, à rechercher dans les engagements militaires le moyen d'échapper au chômage, qu'au budget de 1932 le Parlement, sur la proposition de la Commission des Finances du Sénat, a voté des réductions indicatives, qui avaient la très nette signification d'une diminution des taux des primes d'engagements à court terme. Il serait inadmissible que sa volonté fut méconnue et, à plus forte raison, qu'elle fut transgressée.

Par suite de l'augmentation de rendement du contingent et de l'accroissement du nombre des engagements et rengagements, l'effectif budgétaire pour les hommes de troupe se trouve dépassé de 39.000 unités.

M. MARCEL REGNIER.- Il faudrait demander des explications au Ministre de la Guerre, sur les abus que relève M. le Rapporteur Général.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- On pourrait demander aux ministres intéressés de suspendre les engagements et rengagements tant que le total des hommes présents sous les drapeaux dépasserait l'effectif budgétaire.

M. LE GENERAL STUHL.- A la Légion étrangère, l'effectif budgétaire est dépassé de 4.000 unités. Il y a 20.000 militaires de carrière de trop. Je puis indiquer une économie facile à réaliser immédiatement sur le budget de la Guerre. Il suffit de renvoyer, dans leur pays d'origine les troupes tonkinoises, malgaches et sénégalaises que nous entretenons à grands frais en France et qui ne peuvent pas rendre de services.

J'ai dit tout cela à la Commission de l'Armée; mais le ministre de la Guerre est retenu à Genève et nous devons attendre son retour.

M. LE PRESIDENT.....

M. LE PRESIDENT.- Il est sage en effet, de ne pas prononcer des paroles qui pourraient être exploitées contre nous dans les milieux internationaux et principalement à la Conférence du désarmement de Genève.

M. HENRY CHERON.- La Commission ne peut elle pas cependant, par une lettre précise adressée à M. le Ministre de la Guerre, protester contre la violation de la loi fixant les effectifs budgétaires ?

M. LE PRESIDENT.- Cela ne serait pas opportun.

M. BETOULLE.- En effet, le moment serait mal choisi pour donner une publicité à ces faits.

M. GALLET.- D'autant plus qu'il n'y a pas de loi qui fixe l'effectif budgétaire du contingent.

M. HENRY CHERON.- Je vous demande pardon. Chaque loi de finances contient un article fixant les effectifs budgétaires.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il n'existe ~~de~~ disposition de ce genre que pour la marine; il n'en existe pas pour l'armée de terre.

M. MARCEL EGNIER.- Nous pourrions tout au moins demander au Ministre de suspendre les engagements volontaires.

M. HENRY CHERON.- Ce serait une grave responsabilité que nous prendrions là.

M. LE PRESIDENT.- La sagesse nous commande de ne pas soulever ces questions en ce moment. Attendons trois mois.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL poursuivant sa lecture, s'élève contre l'augmentation injustifiée du nombre des instituteurs. Il ~~rappelle à ce sujet, à l'occasion de l'examen du budget de l'Instruction Publique par M. PHILIP, Rapporteur Spécial.~~ /les observations sévères faites/
Il s'effraye de l'importance de la progression des dépenses résultant de la constitution des retraites des anciens combattants mutualistes dépenses qui sont passées de 3 millions en 1928 à 35 millions en 1930 et qui atteindront 116 millions en 1931. Si l'application des.....

des dispositions législatives relatives aux retraites mutualistes des anciens combattants se généralise encore comme il est à craindre en raison des avantages importants accordés par l'Etat on risque de voir le Trésor dans l'impossibilité de faire face à une surcharge excessive.

Par ailleurs, un crédit de 181.400.000 Frs est demandé au chapitre 15 du budget des Pensions pour le service de l'allocation aux anciens combattants. La charge prévue de ce chef au budget de 1932 est de 844 millions, pour 9 mois, ce qui, pour une année entière représente 1.140.000.000 Frs. On se demande comment le budget pourra faire face à des dépenses de cet ordre de grandeur.

M. HENRY CHERON.- Il ne faut, pas placer sur le même pied les retraites mutualistes que les anciens combattants se constituent au moyen de versements à quoi vient s'ajouter une subvention de l'Etat et l'allocation du combattant, purement gratuite. On n'avait créé celles-là que pour éviter celle-ci.

M. LE PRESIDENT.- Oui, mais cela permettait l'argument suivant : Puisque l'Etat accorde des subventions à ceux des anciens combattants qui ont des ressources suffisantes pour se constituer une retraite, il serait mal venu de ne rien faire en faveur de ceux qui sont trop pauvres pour s'affilier à une mutuelle.

M. HENRY CHERON.- Mais c'est que l'allocation du combattant n'est pas accordée qu'aux pauvres; on la donne aussi à des gens qui sont archimillionnaires.

M. LE PRESIDENT.- Je crois savoir que le projet de redressement financier du Gouvernement contient une disposition qui retire le bénéfice de l'allocation à ceux des anciens combattants qui sont inscrits au rôle de l'impôt général.

M. HENRY CHERON.- Permettez-moi, maintenant de poser une question d'un autre ordre. Ne pourrait-on savoir ce qu'à divers titres, touche l'agence Havas?

M. LE PRESIDENT.....

M. LE PRESIDENT.- Si l'on vous fournit des renseignements vous ne connaîtrez pas encore les principales ressources que l'Agence reçoit par le budget.

M. LEON PERRIER.- Il y a deux ans nous avons voté 10 millions, pour permettre à l'agence Havas d'instituer un service de radio-diffusion sous le contrôle du Ministère des Affaires Etrangères. A-t-on fourni sur l'emploi de ces fonds et le fonctionnement de ce service des explications satisfaisantes ?

Les conclusions de M. le Rapporteur Général sont adoptées. M. le Rapporteur Général est autorisé à déposer son rapport sur le bureau du Sénat et à en demander la discussion immédiate.

La Séance est levée à 17 heures cinq minutes.

LE PRESIDENT de la COMMISSION :

J. Caill

COMMISSION DES FINANCES

Séance du 7 Juillet 1932

La Séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX, Président.

PRESENTS : M.M. CAILLAUX. HENRI ROY. MARCEL REGNIER.
VALADIER. FOURCADE. PIERRE LAVAL. BLAIGNAN
HAYAUX. CAVILLON. GALLET. LISBONNE. CHAS-
TENET. LEON PERRIER. BIENVENU-MARTIN.
ALFRED BRARD. CUMINAL. FRANCOIS SAINT-
MAUR. ANATOLE MANCEAU.

SOUHAITS DE BIENVENUE A M. PIERRE LAVAL.

M. LE PRESIDENT.- Il m'est particulièrement agréable de saluer aujourd'hui la rentrée parmi nous de mon ami PIERRE LAVAL.

Dans les hautes charges de l'Etat qu'il a occupée déjà, malgré son jeune âge, il a acquis une expérience considérable dont nos débats ne pourront que profiter.

Nous connaissons trop, par ailleurs, le charme de son amitié pour ne pas nous réjouir de son retour dans une commission avec laquelle, même au pouvoir, il a toujours très loyalement collaboré (Vifs applaudissements).

Je suis heureux de ces applaudissements qui montrent combien est éprouvée par tous la satisfaction que je viens d'exprimer.

M. PIERRE LAVAL.- Je suis infiniment touché, Monsieur le Président, et vous tous mes chers collègues, de l'accueil que vous me faites.

Laissez-moi vous dire, très simplement, que je suis heureux.....

reux de me retrouver parmi vous. Je ferai de mon mieux pour continuer à mériter votre amitié.

M. LE PRESIDENT.- Nous allons aborder notre ordre du jour qui sera très vite épuisé.

Si j'ai convoqué la Commission aujourd'hui, c'est moins pour étudier des affaires urgentes que pour montrer que notre Commission n'est pas en sommeil, ce qui aurait pu surprendre l'opinion publique au moment justement où la Commission des Finances de l'autre Assemblée est en perpétuel travail et siège jours et nuits ce qui - soit dit en passant - est une méthode déplorable que je n'accepterai jamais de voir instaurer ici (Très bien - Très bien).

FONDS COMMUN DES SOCIÉTÉS INDIGÈNES DE
SECOURS MUTUELS EN ALGERIE.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour avis financier, des conclusions du rapport de M. LEBLANC, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création d'un fonds commun des Sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels de l'Algérie (N° 589 - année 1932).

M. FOURCADE, Rapporteur, donne lecture de son avis dont les conclusions sont adoptées.

EMPRUNT POUR LES TERRITOIRES DU SUD DE
L'ALGERIE.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser les territoires du Sud de l'Algérie à contracter un emprunt de 100 millions
de.....

de francs (N° 357 - année 1932).

M. FOURCADE RAPPORTEUR.- Ce projet de loi se présente devant nous dans des conditions particulières.

Le projet d'emprunt, préparé par le précédent gouverneur général de l'Algérie, comportait une répartition très contestable de la somme de 100 millions demandée. Une somme de 75 millions était, en effet, prévue pour la construction du chemin de fer de Touggourt, construction qui, à l'heure où les transports ferroviaires tendent à être remplacés par des transports automobiles, apparaît comme une folie.

Cette considération a frappé notre Commission de l'Algérie qui, par l'organe de son rapporteur M. VIOLETTE, a protesté contre le projet d'une extension quelconque du réseau ferroviaire en Algérie alors que l'exploitation de ce réseau est en déficit comme celle du réseau métropolitain.

Le Gouvernement a tenu compte de ces observations transmises au gouverneur général actuel, M. CARDE. Or, ce dernier, abandonnant le projet de son prédécesseur présente une nouvelle répartition pour les 106 millions de l'emprunt, le chemin de fer de Touggourt étant abandonné.

Cette répartition est la suivante :

Assistance médicale.....	10 millions
Constructions scolaires.....	10 -
Adductions d'eau et travaux d'hydraulique.....	33.500.000 Frs
Routes et pistes.....	35.000.000 -
P.T.T.....	6.500.000 -
Bat. administratifs.....	2.500.000 Frs
Crédit agricole.....	2.500.000 Frs

Le Gouvernement a fait sienne cette nouvelle répartition. La Commission de l'Algérie, qui, croyant être saisie au fond, a, par erreur, délibéré avant nous sur le projet, a suggéré diverses modifications :

Elle propose de diminuer de 5 millions la somme affectée aux routes et pistes et de 500.000 Frs celle affectée aux P.T.T.

pour.....

pour augmenter de 3 millions celle consacrée à l'assistance médicale et de 2.500.000 francs celle prévue pour le Crédit agricole.

Je sou mets la question à la Commission. Il ne m'a pas été possible, étant donné le trop court délai imparti, de me rendre compte si les modifications suggérées par la Commission de l'Algérie sont indispensables.

Ce que je peux affirmer, c'est que la nouvelle répartition est infiniment préférable à celle que proposait tout d'abord le gouvernement.

M. HENRI ROY, Rapporteur Général.- Le Ministère de l'Intérieur approuve-t-il la modification de la Commission de l'Algérie ?

M. LE RAPPORTEUR.- Je n'ai pas pu avoir encore l'avis de la direction de l'Algérie.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- S'il en est ainsi, ajournons notre décision. La question n'est pas suffisamment étudiée par les services compétents.

M. LE RAPPORTEUR.- J'aurais moi-même proposé l'ajournement si je n'étais saisi d'une lettre de M. le Ministre de l'Intérieur insistant sur l'intérêt qu'il y aurait, à ses yeux, de faire voter sans délai ce projet par le Sénat.

M. LE PRESIDENT.- Si le ministre de l'Intérieur tient à ce que le projet soit voté, qu'il vienne nous le dire et qu'il fasse étudier le dossier par ses services!

M. LEON PERRIER.- Je ne m'oppose pas à l'ajournement, mais je tiens à signaler que la nouvelle répartition n'est nullement improvisée comme on pourrait le croire. Le projet de loi avait été déposé avant la nomination de M. CARDE. Celui-ci a révisé le programme de son prédécesseur dès son entrée en fonction, mais il ne pouvait modifier le projet lui-même

qui.....

qui était voté par la Chambre.

M. LE PRESIDENT.- Ce qui nous importe avant tout aujourd'hui, c'est de connaître le point de vue du gouvernement. Ajournons jusqu'à ce que nous soyons fixés sur son avis concernant le nouveau programme de M. CARDE et sur les modifications de la Commission de l'Algérie.

L'ajournement est prononcé.

COUR D'APPEL DE COLMAR.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour avis financier, des conclusions du rapport de M. ECCARD sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à faciliter le recrutement des magistrats de la Cour d'Appel de Colmar (N° 604 - année 1932).

M. LISBONNE, Rapporteur, donne lecture de son avis dont les conclusions sont adoptées.

AJOURNEMENT DE 3 EXAMENS D'AVIS FINANCIERS

Sur la proposition de M. LEON PERRIER, rapporteur, la Commission ajourne l'examen pour avis financier, des conclusions du rapport de M. BERGEON, sur :

1°/ - La proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 2 de la loi du 21 Juillet 1927, en ce qui concerne les contingents de décorations avec traitement du Ministère des Colonies.

2°/ - Le projet de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 21 juillet 1927, en ce qui concerne le contingent de décorations avec traitement du Ministère des Colonies (N° 574 - année 1932).

Sur la proposition de M. ALFRED BRARD, rapporteur, et pour attendre le rapport de la Commission des Douanes, la Commission.....

mission ajourne l'examen pour avis financier, des conclusions du rapport de M. CAPUS sur le Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification des droits de douane sur des produits dérivés du blé ou des produits féculents (N° 241 - année 1932).

La Commission fixe sa prochaine séance au mardi 12 Juillet.

La Séance est levée à 15 heures 30.

Le Président de la Commission :

J. Cail

COMMISSION DES FINANCES

Séance du MARDI 12 Juillet 1932.-

La Séance est ouverte à 16 heures, sous la présidence de M. CAILLAUX, Président.

PRESENTS : M.M. CAILLAUX, HENRI ROY. PERRIER. BERENGER.
TOURNAN. MANGEAU. HENRY CHERON. GALLET.
MARCEL REGNIER. VALADIER. ALFRED BRARD.
CHAUVEAU. CUMINAL. ANDRE LEBERT. BIENVE-
NU-MARTIN. FOURCADE. G ENERAL STUHL.
BETOULLE. LISBONNE. SCHRAMECK. PIERRE
ROBERT. SARI. HAYAUX . FRANCOIS SAINT-
MAUR. CAVILLON. MILAN. SERRE. LAVAL.
BLAIGNAN. PHILIP. FARJON. GUILLAUME CHAS-
TENET. JOSEPH COURTIER.

=====

FIXATION DE L'IMPUTATION DE DIVERSES
OPERATIONS PROVISOIREMENT CLASSEES A DES COMPTES
D'ATTENTE.

M. MARCEL REGNIER donne lecture d'un rapport sur le projet de loi tendant à fixer l'imputation définitive de diverses opérations anciennes de recettes ou de dépenses provisoirement classées à des comptes d'attente.

Il conclut à l'adoption.

M. HENRY CHERON.- Ce projet a été renvoyé pour avis à la Commission des comptes définitifs; or celle-ci a constaté que n'ont été compris, dans le présent projet, ni les pertes sur les opérations de change ni les comptes spéciaux du Trésor.

Je ne fais pas d'objection à l'adoption du projet, mais je demande à M. le Rapporteur de vouloir bien attendre, avant

d'en.....

d'en demander la mise à l'ordre du jour, que la Commission des Comptes Définitifs ait eu le temps d'émettre son avis.

M. LE PRESIDENT.- C'est entendu, mais pour ne pas retarder les travaux de la Direction de la Comptabilité Publique, vous voudrez bien, d'accord avec M. le Rapporteur, l'informer qu'il ne s'agit que d'un sursis pour étude.

Le projet de loi est adopté.

CONCESSION DE L'ETABLISSEMENT THERMAL
DE BOURBONNES LES BAINS .

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier, du projet de loi relatif à la concession de l'établissement thermal de BOURBONNES-LES-BAINS.

M. HENRI ROY, Rapporteur Général donne lecture d'un avis concluant à l'adoption de ce projet de loi.

M. LE PRESIDENT.- A la suite des observations que nous lui avons faites, le Directeur Général de l'enregistrement m'a fait savoir que l'administration renoncerait au vote du projet dans sa forme actuelle si le Sénat manifestait sa volonté d'être saisi du projet de loi autorisant la concession, au lieu de s'en remettre, comme le prévoit le présent projet, à l'administration.

Dans ces conditions, je crois que nous pourrions renvoyer celui-ci au Gouvernement.

M. SCHRAMECK.- Nos collègues du département de la Haute-Marne insistent auprès de nous pour un vote rapide du projet. Depuis 1926, l'établissement thermal de BOURBONNES-LES-BAINS fait l'objet d'une exploitation provisoire et il y a urgence à le doter d'un statut définitif.

M. LE PRESIDENT.- Si l'Administration accepte que les résultats de l'adjudication soient soumis au Parlement, je
ne.....

ne fais pas d'opposition à l'adoption du présent projet.

M. BIENVENU-MARTIN.- D'autant que celui-ci fixe les conditions, de l'adjudication.

M. BERENGER.- Dans ces conditions, il ne peut soulever d'objection de notre part.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL est autorisé à déposer un avis favorable à l'adoption du projet de loi.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi tendant à autoriser le Gouvernement chérifien à contracter les emprunts nécessaires pour permettre l'achèvement du réseau de Chemins de fer autorisé par la loi du 21 Août 1920.

M. HENRY BERENGER. donne lecture d'un rapport sur ce projet de loi.

Il expose que la Commission des Affaires Etrangères préoccupée des moyens de mettre un terme à la politique d'emprunt pratiquée jusqu'à ce jour au Maroc, a chargé M. MESSIMY d'aller faire une enquête sur place. Des conclusions du rapport rédigé par M. MESSIMY, à son retour, il se dégage l'impression que le Maroc continue à se développer avec éclat mais qu'il convient toutefois de ne pas se faire d'illusions. Certes la construction est magnifique et sa façade, surtout, provoque l'admiration. Mais une crise agricole peut éclater et à vouloir exagérer trop le rythme des impôts, on risquerait d'appauvrir les indigènes en leur réclamant plus qu'ils ne peuvent donner. Il convient donc de donner dès aujourd'hui, un léger avertissement à un résident général, homme éminent, certes, mais qui, entraîne dans une grande oeuvre, risquerait d'avoir des visées trop ambitieuses.

Il.....

Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que le total des emprunts émis par le Maroc s'élève à 8 milliards dont 4 milliards de fonds garantis par l'Etat français. Il convient donc d'être prudent et de mettre un terme à la politique d'emprunt. Le présent projet, conclut le rapporteur, doit être le dernier et si un nouveau projet d'emprunt nous était présenté l'an prochain, je m'opposerais à son adoption.

M. LE PRESIDENT.- Après les emprunts considérables qui ont été autorisés, il convient, en effet, de ménager ce que j'appellerai une période de digestion.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- C'est cela même.

La ligne transversale dont il s'agit de financer aujourd'hui la construction doit permettre, par Guercif, Fez, Tlemcen, l'évacuation vers les ports français des produits du Maroc oriental qui jusqu'à présent sont dirigés sur le port espagnol de Melilla. Sa construction est d'autant plus nécessaire que l'on a récemment découvert dans la région, qu'elle doit desservir, l'existence d'un important gisement charbonnier.

Par ailleurs, cette ligne en permettant les transports de troupes rapides et massifs présente un grand intérêt au point de vue militaire.

Pour avoir, en 1911, donné le Maroc à la France, notre Président a souffert des violentes attaques dont il a été l'objet. Il serait injuste au moment où nous autorisons un emprunt qui va permettre l'achèvement de l'oeuvre de réalisation du Maréchal LYAUTEY et de ses successeurs, de ne pas se souvenir que c'est à une vue de l'homme d'Etat qui nous prési-
de que nous devons cette possession.

Du point de vue technique, l'emprunt qu'on nous demande
d'autoriser.....

d'autoriser est d'un montant de 954 millions. La garantie de l'Etat français qu'il comporte ne sera probablement pas appelée à jouer. Le service de l'emprunt n'entraînera pas d'augmentation d'impôts.

La Commission peut voter le projet, mais à la condition qu'il soit le dernier de ce genre. Le développement du Maroc est arrivé à un palier; il faut s'arrêter pour souffler. Sinon, on irait à une catastrophe analogue à celle qui bouleversera les Etats-Unis. Il faut que la France, pays de la sagesse et de la mesure sache s'arrêter à temps. L'équipement du Maroc est terminé; il faut, maintenant, administrer celui-ci en bon père de famille.

M. PIERRE LAVAL.- On nous demande 954 millions pour la construction d'une ligne dont l'exploitation sera fatalement déficitaire si l'on ne prend pas des mesures pour éviter que cette ligne ne soit concurrencée par les entreprises de transport par route. Or, il est peu probable que des mesures de cette nature soient prises. Dans ces conditions, est-il bien utile d'investir 1 milliard dans une entreprise sans avenir ?

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Il est exact qu'en France, les lignes de chemins de fer sont déficitaires; il n'en est heureusement pas de même au Maroc. Le système ferroviaire n'y a rien de commun avec celui de la Métropole et de l'Algérie où, pour des raisons d'ordre électoral, on a multiplié les petites lignes sans intérêt.

M. LE PRESIDENT.- Ce que M. PIERRE LAVAL a voulu dire, c'est qu'il convient d'agir de telle sorte que les inconvénients que nous déplorons en France ne se produisent pas au Maroc.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- C'est ce que j'ai dit dans mon rapport.

M. PIERRE LAVAL.....

M. PIERRE LAVAL.- J'ai simplement voulu attirer l'attention de la Commission, fort de l'expérience que j'ai acquise en ces matières lorsque j'étais Président du Conseil.

M. LEON PERRIER.- J'appuie très énergiquement les observations de M. PIERRE LAVAL.

Si les chemins de fer marocains et coloniaux ne sont pas déficitaires, c'est uniquement en raison de l'élévation de leurs tarifs . Si ces tarifs demeurent élevés, ils favoriseront la concurrence des entreprises automobiles. En outre, leur élévation est un obstacle au développement économique de nos possessions d'outre-mer, leurs produits étant grevés de frais de transport trop élevés ne peuvent lutter contre la concurrence étrangère sur les marchés internationaux.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- La concurrence de l'automobile n'est pas à craindre pour la ligne qui nous occupe.

M. LE GENERAL STUHL.- Il existe , au Maroc, deux sociétés de transport automobile qui reliant CASABLANCA à ORAN, par Fez et Meknès, font une concurrence sérieuse aux chemins de fer. Si l'on ne prend pas des mesures pour empêcher cette concurrence, les lignes ferrées ne tarderont pas à être déficitaires.

M. SCHRAMECK.- Cette concurrence seule, permet à nos colonies de pouvoir amener leurs produits aux ports d'embarquement sans que le prix de ces produits soit trop lourdement gravé par les frais de transport. Si vous supprimez cette concurrence, nos colonies, en raison des tarifs élevés des Compagnies de chemins de fer, ne pourront plus vendre leurs produits.

M. MILAN.- L'article 1^{er} du projet ne prévoit rien au sujet des conditions d'émission de l'emprunt que nous allons autoriser.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.....

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Il décide que l'emprunt sera émis après accord entre le Gouvernement français et le Gouvernement chérifien. Les conditions d'émission ne pourront être fixées qu'au dernier moment et en considération de l'état du marché.

Je puis, en tout cas, vous dire qu'on envisage un emprunt amortissable en 67 années.

M. MILAN.- J'ai fait cette observation, parce que, depuis quelque temps, on a émis des emprunts à des taux que j'estime exagérés. Je crains qu'on n'agisse de même cette fois encore.

Chaque fois qu'on a un emprunt à émettre soit pour l'Etat, soit pour la ville de Paris ou le Département de la Seine, on se borne à consulter les banquiers chargés de placer les titres dans le public qui, naturellement, conseillent un taux élevé qui leur permet des commissions plus fructueuses. Il serait bon que l'on eût une politique d'emprunt qui ne fût pas en désaccord avec la politique de conversion que l'on devra pratiquer avant peu.

M. LE PRESIDENT.- Si la Commission m'endonne mandat, je ferai cette observation à M. le Ministre des Finances (Appro-
bation).

Le projet de loi est adopté.

AUDITION DE M. LE PRESIDENT DU CONSEIL

ET DE M.M. LES MINISTRES DES FINANCES ET DU BUDGET.

M. LE PRESIDENT.- La Chambre a terminé, ce matin, à 11 heures, le vote du projet de redressement financier. J'ai prié M. le Président du Conseil et M.M. les Ministres des Finances et du Budget devenir nous dire ce qu'ils attendent de la Commission des Finances et du Sénat. Demain, nous nous réunirons pour entendre M. le Rapporteur Général qui pourra consacrer

la.....

la journée du 14 Juillet à la mise au point de son rapport c
qui permettrait au Sénat d'aborder la discussion en séance
publique, dès vendredi. De cette façon, on ne pourra repro-
cher à la Commission aucun retard dans le vote de dispositions
indispensables encore qu'insuffisantes.

M. EDOUARD HERRIOT Président du Conseil, accompagné de
M.M. GERMAIN MARTIN, Ministre des Finances et PALMADE, Minis-
tre du Budget, est entendu par la Commission.

AUDITION.....

COMMISSION DES FINANCES

-:-:-

Mardi 12 juillet 1932

Audition de :

M. Edouard HERRIOT, Président du Conseil, ministre des
AFFAIRES étrangères ;

M. GERMAIN-MARTIN, Ministre des finances ;

M. PALMADE, Ministre du budget.

(MM. les Ministres sont introduits à 17 heures.)

M. LE PRESIDENT.- Monsieur le Président du Conseil, j'ai et nous avons tous remords, après la très grosse fatigue que vous a causée la séance de cette nuit de la Chambre qui s'est prolongée d'une façon insolite, de vous avoir prié de venir aujourd'hui devant la commission.

Vous me permettrez, avant de vous donner la parole, en mon nom personnel et traduisant, je crois, les sentiments de toute la commission, de vous remercier de tout coeur des remarquables efforts que vous avez faits à Lausanne, du courage et du dévouement dont vous avez fait preuve pour assurer le triomphe des intérêts de la France. (Applaudissements).

Je n'aurai garde d'oublier, dans ces remerciements que tout le monde doit au Gouvernement, M. Germain-Martin, dont l'action a été infiniment profitable, ainsi que M. Palmade, qui s'est admirablement débattu. Nous pensons

que le projet, quel qu'il soit, qui sortira des délibérations des assemblées n'épuisera pas l'effort de M. le ministre du budget, mais au contraire, l'encouragera à le poursuivre et à l'accentuer. Je suis sûr, en m'exprimant de la sorte, de traduire le sentiment unanime du Sénat.

Monsieur le Président du Conseil, nous venons vous demander quelles sont vos intentions et ce que vous attendez de la commission des finances concernant le projet qui vient d'être voté par la Chambre des députés. Ce projet diffère profondément de celui que vous aviez déposé. Et comme il faut toujours, dans la vie, mêler la critique à l'éloge, je me permets de dire que le Sénat trouvait déjà le projet primitif du Gouvernement en deçà de ce qu'il attendait. Or, le projet voté par la Chambre est lui-même très en deçà du vôtre.

Que voulez-vous que le Sénat fasse ? Jugez-vous à propos que la commission des finances du Sénat reprenne vos propositions et sur quels points, même, consentiriez-vous à ce que la commission allât au delà de ce que M. le ministre avait précédemment proposé ?

Enfin, lorsque vous nous aurez dit - si vous nous le dites - les points sur lesquels vous nous demandez d'apporter des modifications ou que vous nous aurez indiqué les articles écartés par la Chambre que vous désireriez nous voir soutenir, pouvez-vous nous dire si le concours absolu du Gouvernement sera apporté à la commission des finances du Sénat concernant les décisions qu'elle essayera de faire prévaloir devant la Haute assemblée ?

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL.- Monsieur le Président, je suis respectueusement reconnaissant à la commission

des finances d'avoir bien voulu recevoir les membres du Gouvernement et moi-même et je suis très sensible à ce que vous avez bien voulu dire au nom de la commission concernant les accords de Lausanne.

Au sujet de ces accords, j'aurai, bien entendu, de nombreuses explications à fournir à la commission des finances et, s'il le souhaite, au Sénat. Dès que la commission des finances le voudra - mais je ne pense pas que ce soit maintenant -, je serai à ses ordres. Si elle le voulait maintenant, je pourrais lui donner tous les renseignements sur une négociation qui, en effet, a été assez difficile et qui a au moins cette conséquence, au point de vue budgétaire, au point de vue du trésor, que nous avons obtenu de ne pas payer les 600 millions que nous devions cette année à l'Angleterre, ce qui, vous pouvez le croire, sera, pour la trésorerie, un allègement appréciable.

Quant à notre projet, à ce projet que nous avons défendu hier tout l'après-midi et toute la nuit jusqu'à ce matin onze heures et qui - la commission des finances doit le savoir déjà - a mis en péril l'existence du Gouvernement à ce point que, ce matin, vers sept heures et demie, lorsque je suis monté à la tribune, c'était un peu avec l'intention d'y apporter mon testament, il mérite, évidemment, les critiques que vous venez de lui adresser et beaucoup d'autres encore ; nous le sentons très bien.

Si ce projet était jugé comme devant correspondre aux nécessités, même actuelles, du budget et du trésor, il serait assurément tout à fait insuffisant. Mais, peut-être, vous plaira-t-il de l'interpréter d'une façon un peu différente et selon les intentions mêmes du Gouvernement.

Quand le Gouvernement est arrivé aux affaires, au début du mois de juin, une de ses premières préoccupations a été d'examiner la situation financière. Je dis : une de ses préoccupations parmi d'autres, car, en effet, Monsieur le Président, vous avez eu raison de remercier et de louer M. Germain-Martin qui, en même temps que M. Palmade, avait le souci des finances françaises et qui devait mener avec moi, à Lausanne, des négociations dont on peut dire, pour le moins, qu'elles ont été extrêmement dures et qu'elles ont exigé à la fois toute la technicité et toute la ténacité du ministre des finances.

Si nous avions cédé à certains conseils, si nous avions accepté de nous inspirer des avis que nous donnaient l'habileté et la prudence, nous aurions différé tout effort devant les Chambres et peut-être aurions-nous eu, du fait même des négociations de Lausanne, de bonnes excuses. Mais il nous est apparu, d'abord, qu'il y avait, dans l'exécution du budget de 1932, des lacunes sur lesquelles vous êtes tout aussi bien informés que le Gouvernement, ensuite, que la trésorerie était en péril, qu'elle était déficiente, que le budget était en plein déficit d'exécution. Sans doute, M. le ministre du budget ou M. le ministre des finances sera-t-il appelé à vous donner des renseignements sur l'état de la trésorerie dans ces dernières semaines et sur les préoccupations que nous avons eues.

Il nous a paru, dans ces conditions, qu'il y avait un intérêt essentiel, pour le pays, à marquer tout de suite un effort de volonté et, au risque d'imposer au Gouvernement une tâche un peu compliquée, puisqu'il nous fallait à la fois veiller sur Lausanne, veiller - je le dis en passant - sur

Genève et veiller sur Paris, nous avons décidé - dût, notre existence s'en trouver compromise -, de marquer la volonté du Gouvernement actuel d'en finir avec une politique de facilité qui a conduit à la situation où nous sommes.

Notre projet, tel que nous l'avons conçu avait, dans notre pensée, une vertu de volonté bien supérieure encore à sa vertu technique. Nous voulions d'autant plus ne pas attendre le budget de 1933 pour marquer la nécessité, pour les Chambres, de faire un effort que nous sentions que la Chambre était extrêmement difficile, était, s'il m'est permis de le dire, fortement indisciplinée, encore sous le coup des promesses nombreuses, semble-t-il, qu'elle avait faites au cours de la récente période électorale. C'était une Chambre en quelque sorte électorale.

Il nous a paru que, s'il y avait danger pour le Gouvernement, il y avait, par contre, intérêt pour le pays à prendre tout de suite cette Chambre en main et à la mettre en face de ses responsabilités. C'est ce que nous avons fait. Nous avons établi un projet qui, s'il avait été intégralement voté, devait procurer 4.100 millions environ ; M. le ministre des finances précisera tout à l'heure les chiffres.

J'ai sous les yeux les résultats sommaires du projet voté par la Chambre ; vous verrez qu'ils sont assez humbles par rapport à ce que nous avions espéré. Nous avons établi un projet qui, en compressions de dépenses, devait donner 423 millions en 1932 et 2.550 millions en 1933. Nous n'avons obtenu et nous ne vous apportons que 208 millions pour 1932 et 1.940 millions pour 1933.

Comme réaménagements fiscaux, nous demandions 495 millions pour 1932 et 1.470 millions pour 1933 ; nous apportons

35 millions pour 1932 et 450 millions pour 1933.

Pour les postes, télégraphes et téléphones, nous espérons 107 millions pour 1932 et nous demandions 214 millions pour 1933 ; nous obtenons 90 millions pour 1932 et 180 millions pour 1933.

Si nous ne nous étions pas battus au degré où nous l'avons fait, nous devrions peut-être nous excuser de ces chiffres plus que je ne crois juste de le faire, si vous me le permettez, parce que, vraiment, nous nous sommes battus autant qu'un Gouvernement peut se battre. Nous n'avons pas été seulement en présence de difficultés provoquées par le dépôt de nos propres textes, mais vous savez qu'après avoir déjà mené devant la commission des finances de la Chambre une bataille assez vive pour que nous ayons dû demander une seconde lecture, nous avons rencontré, au cours du débat, des textes que l'on y avait introduits et qui n'avaient pas tous un rapport immédiat avec nos préoccupations ; celui, par exemple, sur la suppression des périodes de réserve qui a été, hier soir, une des parties principales de la discussion, au sujet duquel le Gouvernement a dû engager durement son existence et même, à certain moment, risquer de perdre la partie.

Je vous disais que nous pouvions nous demander, ce matin, vers huit heures, si notre Gouvernement survivrait. Il a survécu et voici le résultat que nous vous apportons. Nous sommes maintenant devant le Sénat ; nous sollicitons ses avis, ses conseils. Nous sentons parfaitement bien qu'il eût été infiniment souhaitable pour nous d'obtenir au moins ces 4.100 ou 4.200 millions qui nous paraissaient nécessaires. A dire vrai, c'est impossible ou c'était

impossible de la Chambre actuelle qui a besoin d'être d'abord reprise en main. Je ne crois pas qu'il y ait un Gouvernement qui eût été capable, ou qui le soit actuellement, de faire voter ces quatre milliards.

Il nous paraît donc, Monsieur le Président, que l'effort que nous avons fait cette nuit représente, sinon, certes, et à beaucoup près, tout ce qui est nécessaire, tout au moins, à peu près le maximum de ce qu'en ce moment, on peut demander à la Chambre. Nous croyons ne pas manquer de courage. Si le Sénat estimait que le Gouvernement doive engager de nouveau son existence et essayer de faire quelque chose de plus, nous vous demanderions la permission d'y réfléchir et d'en délibérer entre nous. Mais, avec une loyauté que la commission des finances autorisera certainement, je crois pouvoir dire, moi qui ai constamment mené cette bataille, que si, en définitive, cet effort, techniquement considéré du point de vue des finances publiques, est insuffisant - nous le sentons nous-mêmes -, il aurait pu ne pas être fait. En second lieu, il marque, de la part du Gouvernement, une indication de volonté qui a été assez ferme, assez forte et même, à certains moments, assez dangereusement exprimée pour que le Sénat puisse faire confiance à cette volonté et penser qu'il a en face de lui un Gouvernement décidé à faire tout ce qui dépendra de lui pour rétablir comme il convient les finances publiques, le budget et le trésor.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - Messieurs, je suis très gêné pour poser quelques questions à M. le Président du Conseil. M. le Président Herriot vient de dire - et c'est

la vérité - qu'il avait livré, pendant toute la nuit, devant la Chambre, une bataille...

M. LE PRESIDENT.- Très courageuse !

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- ...qui, estime-t-il, lui a permis d'avoir le maximum du possible que l'on pouvait demander à cette Chambre. Il vous a rappelé les chiffres initiaux du projet - je les ai devant les yeux -, la comparaison qui s'impose avec les chiffres auxquels est arrivée la Chambre et il nous dit : "Il est délicat et difficile de demander maintenant, à cette Chambre indisciplinée, un effort complémentaire".

Je suis alors contraint de lui poser cette question : "Avec le projet de la Chambre, nous aboutissons à un allègement de 333 millions sur le budget actuel qui va présenter un déficit d'au moins quatre milliards et demi. Nous savons, par ailleurs, par les déclarations de M. le ministre du budget, que le rythme mensuel des décaissements approche sensiblement un milliard ; nous n'ignorons point, d'autre part, - M. le ministre du budget nous fournira, sur ce point, des précisions - que les possibilités de la trésorerie étaient, au 2 juillet dernier, d'environ 900 millions. Comment, dans ces conditions, assurera-t-on l'exercice 1932 si nous nous en tenons aux textes actuels ?". Voilà ma première question.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Monsieur le rapporteur général, tout à l'heure, M. le ministre des finances et M. le ministre du budget vous répondront avec une technicité que je suis loin d'avoir au même degré qu'eux. Ils vous diront sans doute que, même le projet de 4.100 ou 4.200 millions que nous avons soutenu devant la commission des

finances de la Chambre ne comportait guère, au profit de l'exécution du budget de 1932, qu'une somme d'environ un milliard. Il nous paraît difficile de trouver, dans les mesures que nous aurions pu faire voter même par une Chambre plus complaisante, plus docile, toutes les sommes nécessaires pour alimenter la trésorerie.

Mais je veux m'en tenir, à ce sujet, à cette déclaration générale et, si la commission des finances le veut bien, je laisserai à M. le ministre des finances et à M. le ministre du budget, le soin de lui fournir des explications plus précises et plus utiles. Bien entendu, je suis à la disposition de la commission sur tous les autres points.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - J'ai à poser à M. le Président du Conseil une deuxième question qui est une conséquence de la première.

Nous savons, d'ores et déjà, que le déficit du prochain exercice sera, non pas même de six milliards et demi - je crois que M. le ministre du budget a été tout à fait optimiste en citant ce chiffre -, mais très voisin de sept milliards et demi ou de huit milliards. Vous aurez donc, si vous voulez opérer le redressement financier auquel vous vous êtes engagé et qui est indispensable, à fournir, au mois de novembre, au moment de l'établissement du budget, un effort complémentaire de celui que vous venez de faire. Il me paraît infiniment dangereux que la première étape parcourue ait été si brève, parce qu'elle laisse beaucoup plus de chemin à parcourir pour la deuxième. J'ai peur que cette Chambre, que vous avez trouvée déjà indisciplinée au moment où elle vient de se constituer, ne le

au fur et
devienne davantage encore/à mesure qu'elle se connaîtra,
et qu'il soit alors plus difficile de lui demander un gros
effort à la fin de l'année.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Il y a, Monsieur le
rapporteur général, dans votre question, un élément politi-
que et un élément technique.

Sur l'élément technique, M. le ministre des finances
et M. le ministre du budget vous répondront mieux que je
ne pourrais le faire moi-même.

Par contre, je suis qualifié pour répondre sur l'élé-
ment politique. Nous avons trouvé, assurément, une Chambre
extrêmement difficile. Ceci, je crois, est, pour une grande
part, la conséquence des circonstances auxquelles nous avons
eu nous-mêmes à faire face. Le Gouvernement a eu, ces temps-
ci, très peu de contacts avec la Chambre. Les circonstances,
graves à l'extérieur comme elles l'étaient à l'intérieur,
ont voulu que le Gouvernement fût obligé, aux environs du
10 juin, de partir et pour Genève et pour Lausanne. Nous
avons eu là à mener une négociation urgente, infiniment
grave et complexe. Je suis ainsi resté absent de Paris,
privé de tout contact, même avec mon groupe, et je n'ai pas
besoin de dire que ce ne sont pas des conditions extrêmement
favorables à l'établissement de l'autorité d'un Gouvernement
sur une Chambre jeune. C'est presque dans mon propre parti
- si le Sénat me permet de lui parler avec cette liberté -
que j'ai rencontré les plus grandes difficultés.

Cette situation ne peut pas durer. Cela soulève un
certain nombre de problèmes qu'il m'appartient et de poser,
et d'essayer de résoudre. J'ai tout de même l'impression
que nous reprendrons cette Chambre, mieux, que nous

l'amènerons à une compréhension peut-être plus exacte - je n'ai pas le droit de dire plus énergique - de son devoir, et que l'exercice que nous lui avons fait faire cette nuit lui aura servi d'entraînement.

Nous croyons, en tout cas, que personne ne peut contester - vous en aurez certainement vous-mêmes l'impression quand vous lirez les débats de cette nuit - que le Gouvernement a vraiment fait tout ce qui a dépendu de lui.

Considérez, Messieurs, la difficulté supplémentaire que nous a créée l'intercurrence de certains incidents politiques, comme celui des périodes de réserve. Le Gouvernement a dû faire face à une offensive très dangereuse. Cela a dérivé une partie de la discussion, nous a enlevé une partie des forces que, avec une Chambre plus docile, nous aurions pu consacrer à la discussion purement technique des problèmes financiers.

Cependant, l'effort est, je crois, très appréciable; et si, bien entendu, il laisse un écart entre le résultat obtenu et le résultat à obtenir, tout de même nous avons à l'intérieur et au dehors, je l'espère, créé un esprit favorable au redressement. L'effet peut être considérable dehors; quant à l'intérieur ce redressement peut faciliter certaines opérations.

Tout à l'heure, dans un ordre plus pratique, M. le Ministre des Finances ou M. le Ministre du Budget vous diront comment s'appliquent ces dispositions à une conversion éventuelle.

Mais, dans l'ordre politique, voilà ce que je croyais devoir répondre à M. le Rapporteur Général.

M. LE PRESIDENT - Ne croyez vous pas que s'il n'y avait pas une accentuation, de la part du Sénat, de sa volonté de voir réaliser un effort plus complet, que si la Chambre avait le sentiment qu'elle peut se passer de l'assentiment du Sénat ou qu'il fléchit devant elle, ne croyez-vous pas que vous aggraveriez cette indiscipline. Cela dit avec la réserve qui convient.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL - Dans un tel débat, je ne fais intervenir à aucun moment l'intérêt du Gouvernement.

M. LE PRESIDENT - Nous avons intérêt à le conserver.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL - Il y a une question de délai : l'espace nous manque pour la bataille.

Il y avait trois solutions : une solution de facilité et de complaisance, celle de la politique antérieure, si je ne me trompe; car nous n'entendons critiquer personne et nous observons simplement des faits.

Le Trésor s'était épuisé et, au début de 1932, on avait signalé l'utilité d'un redressement; mais on avait oublié de le faire. On s'abandonnait à une politique de laisser aller consistant à attendre le budget de 1933.

Une autre politique était préconisée par des techniciens, politique très tentante. C'était tout de suite d'essayer d'obtenir un redressement total.

Nous apportons aujourd'hui une solution moyenne, intermédiaire.

Le Gouvernement n'a abandonné ni le Trésor, ni les finances publiques, il a tenté, par un projet de 4.100 millions d'atteindre, ou presque, le résultat souhaité.

Si on avait voté notre projet de 4.100 millions, cela nous donnait les plus grandes facilités, avec un certain nombre de solutions, pour arriver à cet équilibre si difficile du budget de 1933. Car nous sommes autorisés par votre bienveillance à demander quelque indulgence pour un Gouvernement qui arrive devant une situation pareille et qui voit devant lui, pour son premier budget, un déficit de 6, 7 ou 8 milliards qu'il devra combler.

Si le caractère moyen de cette solution avait eu pour origine notre faiblesse, nous n'aurions pas le droit de vous demander votre bienveillance. Mais s'il n'a pas eu cette origine, c'est vraiment le résultat d'un effort très loyal que nous avons poussé - vous en aurez l'impression par la lecture

du débat à la Chambre - jusqu'au bout des possibilités.

M. LE PRESIDENT - Il n'y a pas d'autres observations à poser à M. le Président du Conseil, qu'il ne faut pas retenir trop longtemps ?

Nous demanderons à M. le Ministre du Budget, ainsi qu'à M. le Ministre des Finances, des précisions.

Nous entendions simplement prier M. le Président du Conseil de définir la politique du Gouvernement. Il n'a pas jugé nos questions abusives.

Quelqu'un ~~enxexxixix~~ désire-t-il entendre de lui d'autres explications ?

M. Henri BERENGER - Au cas où il y aurait une réunion relative à la Conférence de Luganne avant la fin de la session, je demande que les deux Commissions des Affaires Etrangères et des Finances se réunissent en même temps, de manière à épargner les instants de M. le Président du Conseil.

M. LE PRESIDENT - M. le Président du Conseil est complètement d'accord avec vous.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL - Je suis entièrement à vos ordres.

M. HENRY CHERON - Permettez-moi, pour clarifier le débat, une simple question.

Nous sommes tous d'accord, y compris le Gouvernement, je crois, sur l'extrême insuffisance de l'effort apporté par la Chambre.

Tout à l'heure, ~~Monsieur~~ le Ministre du Budget nous dira s'il est d'accord avec M. le Rapporteur Général sur ses chiffres, comme sur l'effort qui reste à accomplir. Je sens bien - et c'est la signification de la Réponse de M. le Président du Conseil, que nous sommes ici non pas seulement en face d'un débat technique mais aussi en face d'une situation politique. Nous sommes des hommes politiques, nous ne pouvons pas l'ignorer, bien que nous soyons Commission des Finances.

Dois-je comprendre que M. le Président du Conseil reconnaissant l'insuffisance de l'effort par rapport à son projet et par rapport aux nécessités précisées par M. le Rapporteur général a exprimé sa volonté ferme de ne considérer ce qui vient d'être fait que comme ~~un~~ une étape insuffisante et dois-je comprendre ses paroles comme l'engagement formel de compléter cette étape, dès la rentrée.

M. le Ministre du Budget et M. le Ministre des Finances voudront bien nous dire comment, d'ici là, on assurera la vie du Trésor en 1932.

M. LE PRESIDENT - Quelles que soient les résolutions auxquelles la Commission des Finances aboutira, je crois pouvoir dire qu'elle prend acte et qu'elle exigera du Gouvernement de lui apporter un budget en complet équilibre; nous ne pouvons pas rester dans cette situation.

La Haute Assemblée est toute entière de ce sentiment. Mais ce n'est pas la question qui se pose aujourd'hui .

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL - Notre Gouvernement recherchera les moyens techniques d'assurer cet équilibre et pour cette tâche j'ai besoin du concours du Ministre des Finances, du Ministre du Budget et aussi de la Commission des Finances si elle veut nous l'accorder.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL - C'est une tâche nationale.

Je ne pouvais pas, avant, douter de la nécessité d'opérer ce redressement; j'en avais bien des raisons dont quelques-unes même m'étaient personnelles. Mais je reviens de Lausanne. J'ai vu clairement au cours de cette négociation très dure, qu'il n'y a pas d'ordre international si, au centre de cette politique - et c'est vrai pour la France également - il n'y a pas un ordre financier irréprochable. (Applaudissements.)

Je l'avais compris complètement.

Je suis arrivé dans cette négociation en face d'Anglais qui avaient rétabli leur situation, en face d'Allemands qui invoquaient des arguments techniques et qui montraient les efforts qu'ils avaient faits. Je me suis pleinement convaincu, dans cette négociation où nous avons obtenu des résultats importants - c'en est un pour le Trésor que d'avoir apporté l'allègement de ces 600 millions que nous devrions, sans les accords, payer à l'Angleterre - Je me suis convaincu, dis-je, que c'est la condition indispensable de toute politique.

La France, dans ces dernières années, n'a pas eu dans l'ordre international, les satisfactions auxquelles elle a droit. On peut les lui donner. Pour cela, il faut nous présenter devant l'ensemble des nations avec une politique conforme à nos traditions d'ordre rigoureux dans les finances. C'est la porte essentielle de l'ordre international. Tant que nous serons vulnérables sur ce point, nous n'aurons pas l'autorité dont nous avons besoin.

Je m'en suis convaincu, comme M. le Ministre des Finances vous le dira; la richesse privée de la France, son crédit, sont des armes essentielles dont il faut ^{faire} un bon usage, mesuré et calculé, un usage, en se plaçant à ce point de vue, en partant de cette idée que c'est peut-être le meilleur moyen d'action du pays dans le monde, bien entendu dans l'ordre

matériel et laissant de côté les éléments spirituels.

M. LE PRESIDENT - Quelles que soient les décisions de la Commission des Finances, permettez-nous de retenir et de prendre acte à la tribune de vos ~~xxxxxxxixix~~ paroles.

M..LE PRESIDENT DU CONSEIL - Je les prononcerai, moi-même, à l'occasion avec beaucoup de conviction. Quand on a mené cette forte bataille, il faudrait être dénué de toute réflexion pour ne pas avoir senti ces choses.

Il y a, dans la Chambre, beaucoup de jeunes qui viennent du contact avec les électeurs et qui ont besoin - si j'ose employer cette expression - d'être un peu entraînés. Le Gouvernement fera apparaître cette vérité avec force et vous pouvez compter sur lui pour essayer de la faire prévaloir.

M. LE PRESIDENT - Nous vous rendons votre liberté, en vous remerciant, Monsieur le Président du Conseil.

(M. Herriot, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, se retire).

M. LE PRESIDENT - M. le Rapporteur général jugera sans doute à propos d'interroger les Ministres compétents sur les différents points du projet.

M. HENRI ROY, Rapporteur Général - J'ai posé la première question.

M. GERMAIN MARTIN, Ministre des Finances - Je m'excuse de venir auprès de vous dans des conditions physiques qui ne sont peut être pas excellentes, Je vous demande toute indulgence.

Tout d'abord j'ai à vous dire quelles sont les grandes lignes de réalisation de la politique financière du Gouvernement et pourquoi celui-ci a le devoir absolu de s'attacher aux réalisations que je vais préciser.

Ainsi, je dégagerai ce que nous avons voulu faire, ce qu'il reste à faire, tant dans le domaine de l'équilibre budgétaire que dans le domaine de la trésorerie. De cette manière, je serai en mesure de répondre aux questions précises qu'a posées l'honorable Rapporteur général.

Pour le surplus du projet, pour sa discussion et les transformations survenues au cours de la discussion devant la Chambre, M. le Ministre du Budget sera à la disposition de la Commission pour lui fournir tous renseignements.

Il n'est pas douteux que la situation de la France, au point de vue financier est peut être parmi celles des Nations d'Europe, l'une des plus graves. Pourquoi ? Parce que si nous regardons sur les différents tableaux - ce que j'ai eu à faire dès mon arrivée aux Finances, ce que j'ai fait même avant - si nous prenons le budget, les déficits successifs qui ont amené de 13 à 14 milliards de décaissements de trésorerie : 1930-1931 3 milliards; 1931-1932, 4 milliards; budget en cours 4 à 5 milliards, en plus des décaissements provenant de ce que les impôts directs, en raison du retard de l'émission des rôles n'ont pas donné de résultats, soit un milliard 800 millions auxquels le Trésor a dû faire face; qui vont être, bien entendu, au cours des mois suivants et surtout de juillet, l'objet d'encaissements mais pour une part seulement. En effet, à cette époque de crise, il y aura, jusqu'à concurrence, d'une somme impossible à préciser, des ordonnances de non paiement. Voilà un premier aspect qui est grave.

Il y a en plus l'éventualité, si nous ne faisons pas l'effort que réclame avec raison la Commission des Finances du Sénat, d'un déficit qui peut être plutôt de 8 que de 7 milliards l'an prochain.

Voilà un premier élément.

Un élément de trésorerie doit être également considéré c'est un aspect peut être encore plus grave. C'est l'élément "trésorerie" qui m'a poussé à demander à M. le Président du Conseil et à mon collègue, M. Palmade, puis à tout le Gouvernement, de faire immédiatement le geste dont j'ai pris toute la responsabilité, geste consistant à déposer un projet qui devait avoir un effet psychologique nécessaire.

L'at-il eu ? Oui, Messieurs. En effet, quand je suis arrivé au Ministère des Finances, le 6 du mois de juin, le Directeur du mouvement général des fonds m'a indiqué la situation suivante : 70 millions de disponibles.

De plus, la perspective de décaissements à peu près certains, jusqu'à concurrence de 3 milliards dans l'ensemble de juin. Voilà les précisions que l'on m'a données.

Immédiatement, je me suis trouvé dans la nécessité, d'abord de faire appel à une faculté d'émission de bons qui s'élevait à concurrence de 400 millions, 400 millions qui, une fois émis, épuisaient la faculté d'émission donnée par le Législateur jusqu'à concurrence de 5 milliards.

Cette situation paraissait intenable.

Trois jours après l'arrivée du présent Gouvernement j'ai décidé l'emprunt de 3 milliards 400 millions et j'ai émis ainsi les obligations d'outillage national.

Comment cette émission venait-elle alléger la Trésorerie ?

Parce que le précédent Gouvernement, - il n'y a pas, dans mes paroles l'apparence d'une critique - n'avait pas pu émettre, pour des raisons que je n'ai pas apprécier, l'emprunt prévu pour l'outillage national. La Trésorerie avait fait des avances,

je récupérais, grâce à cet emprunt, s'il réussissait, les avances du Trésor.

C'est de cette façon que j'ai pu tenir pendant le mois de juin.

Que s'est-il produit ? Et vous allez voir la justification du geste que j'ai demandé au ~~le~~ présent gouvernement lors du dépôt des projets de loi de redressement financier. C'est qu'à l'annonce du projet de loi portant sur ~~sur~~ 4 milliards et quelque, tel que M. Palmade et surtout M. Palmade qui en a eu le mérite et le labeur- et moi-même l'avions préparé, il y a eu dans le pays un retour très net à la confiance. L'emprunt a bien réussi. Aujourd'hui il est couvert.

Il a bien marché jusqu'au jour où le Ministre du Budget s'est présenté devant la Commission des Finances de la Chambre. Au début, on souscrivait très rapidement, ensuite, des difficultés très grandes se sont montrées pour terminer l'emprunt.

Il n'y a pas de meilleur exemple pour justifier le dépôt du projet de loi que nous avons mis sur pied.

M. LE PRESIDENT - N'aurez-vous pas de plus grandes difficultés si certaines taxes, de nature à décourager la confiance, viennent à être instituées ?

M. LE MINISTRE DES FINANCES - J'en fais l'aveu.

J'ai été à Lausanne, je n'ai pas pu, à côté de M. Palmade, offrir une résistance très énergique.

Et quels que soient les sentiments des hommes, j'estime qu'ils doivent vivre avant tout dans la réalité. Certaines taxes peuvent plaire à certains partis; mais une fois qu'elles sont votées elles peuvent détruire la confiance et surtout détourner de la collaboration avec l'Etat les épargnants. Il n'est pas de pire catastrophe.

Voilà ma réponse.

M. LE PRESIDENT - Elle est très nette, tout le monde la comprends

M LE MINISTRE DES FINANCES - Je continue.

S'il n'y avait que les aspects : budget, trésorerie, ce serait déjà très grave.

Je poursuis le tableau de la situation réelle et vous montre les autres aspects. Cette situation m'inquiète beaucoup en raison du déficit de la balance commerciale. Le déficit de la balance des comptes s'élève à 12 milliards. Si vous reprenez tous ces éléments, presque tous sont défavorables.

Comment cependant le franc résiste-t-il ? C'est grâce, ^{bein} ~~bein~~ ^{abord} entendu, aux rapatriements d'~~or~~^{or}/en France, des devises. Mais est-ce que ce matelas d'~~or~~^{or} suffit à défendre votre monnaie à l'avenir ? Je l'avoue, je suis de ceux qui, si la situation reste ce qu'elle est, ont les craintes les plus vives, même pour la monnaie.

M. LE PRESIDENT - Diable !

M. LE MINISTRE DES FINANCES - Cette opinion n'est pas partagée par tout le monde.

Le Ministre des Finances a comme première tâche la responsabilité du crédit du pays. Cette responsabilité je la ~~xx~~ prends. Mais je tiens à vous soumettre tous les éléments du problème.

Pourquoi ma crainte ?

Avec cette réserve, dit-on, vous défendrez sur le marché votre unité monétaire. Je réponds : d'abord, il ne faut pas ignorer que les mouvements des capitaux se produisent en volume et sous des influences complètement ignorées d'avant-guerre. Le mécanisme des changes s'est modifié; les déplacements de capitaux, en cas de panique, ^{pourraient} ~~pourra~~ être très rapides et très considérables. Les milliards se succèderaient. Voyez ce qui est

arrivé aux Etats Unis : l'exemple est assez probant.

Mais il y a autre chose. Si un Gouvernement a la faiblesse, au cours des mois à venir, de ~~prendre~~ ne pas prendre toutes les mesures pour garantir sa trésorerie, lui donner beaucoup de souplesse, la moindre crise de trésorerie aura sa répercussion.

En présence de cette situation nous avons conçu un plan de redressement, plan de redressement qui a deux objets. Le premier arrive à assurer complètement l'équilibre du budget de 1933 par trois étapes.

La première étape : elle était représentée par le projet de 4.400 millions que nous avons déposé, ~~xx~~ projet étudié en tenant compte, non pas seulement de ce qu'il y avait à réaliser pour le mieux, mais tenant compte de la nécessité d'équilibrer la masse sur toutes les catégories sociales de la Nation.

En second lieu, nous n'avons pas pu aller, pour des raisons d'ordre politique, jusqu'au bout de notre volonté.

Sans hésiter, le Ministre du Budget et moi-même, nous serions allés à des réductions de traitement de 5 % au moins. Mais nous avons vu que si nous allions jusque là nous nous heurterions à une impossibilité absolue devant la Chambre. Volontiers, nous serions allés à une autre mesure : le retard dans le bénéfice de l'allocation du combattant : 55 ans, 60 ans. Là aussi, Messieurs, ~~xxxxxxxxxxxx~~ on nous a fait savoir, non seulement dans les Chambres, mais dans un milieu qui nous touche de plus près - vous comprenez - on a fait savoir qu'on ne nous suivrait pas.

Tels sont les éléments qui ont mis obstacle à ce que nous n'allions pas au-delà dans notre redressement.

Donc, première étape : 4.400 millions.

La deuxième étape consiste dans la possibilité de réaliser la conversion au cours des vacances. Demain je saisisserai le Conseil des Ministres, mon projet d'autorisation est prêt.

Je demanderai demain au Gouvernement de m'autoriser à le déposer et à le faire voter avant la séparation des Chambres.

Cette seconde étape fournira 1.200 millions.

Troisième étape :

M. LE PRESIDENT - Comment pourrez-vous faire cette conversion avec l'augmentation sur les opérations de bourse et l'augmentation de l'impôt sur le revenu. C'est formidable !

M. LE MINISTRE DES FINANCES - Mon devoir est demander au Gouvernement la faculté de faire la conversion.

M. LE PRESIDENT - Oui, mais vous allez lui demander cette faculté; encore faut-il que vous n'empêchiez pas que l'on crée les conditions nécessaires à l'exercice de cette faculté. Je me permets cette première objection ; ~~xxxxxxx~~ nous y reviendrons.

M. LE MINISTRE DES FINANCES - S'il n'avait dépendu que de ma volonté, de tels impôts n'auraient pas été proposés.

M. LE PRESIDENT - Ils ne sont pas votés.

M. LE MINISTRE DES FINANCES - Troisième étape. Si on avait pu réaliser, nous en étions à 5.500 millions.

Vous voyez que l'effort complémentaire n'était pas très grand pour le moment où nous aurions eu à engager la discussion budgétaire du mois de novembre.

M. LE PRESIDENT - Vous avez encore 2.500 millions à trouver .

M. LE MINISTRE DES FINANCES - Nous aurions pu les trouver en engageant à fond la bataille et en jouant notre existence.

C'était le projet d'une réduction de 700 millions sur les Assurances sociales, par suite de l'assurance agricole facultative. Nous avons étudié ^{différentes} ~~différentes~~ possibilités que M. le Ministre du Budget vous soumettra; car nous avons fait le tour de toutes les possibilités en demandant conseil à différentes personnes. J'en vois une ici.

Voilà quel était notre programme.

Ce programme, il est contrarié et gravement, par le fait que nous avons tout simplement 2.300 millions au lieu de 4.400 millions.

Est-ce à dire que nous renonçons à notre projet ? Vous avez entendu M. le Président du Conseil prendre un engagement formel et nous le prenons résolument. Nous n'accepterons pas, si nous sommes encore au pouvoir, la responsabilité du budget de 1933 si nous n'arrivons pas à un équilibre sincère.

Comment y arriverons-nous ? Beaucoup plus par la compression des dépenses que par toute autre méthode.

Je me permets de pénétrer sur un terrain politique : nous estimons qu'ayant vécu un certain temps - étant tout de même au début d'une législature - nous pourrions avec moins d'inconvénients qu'aujourd'hui, livrer complètement la bataille à la rentrée et la livrer en faisant des propositions de réalisations massives.

Ce qu'on peut reprocher, avec raison d'ailleurs, à notre projet, c'est de ne pas avoir proposé de réductions massives. Nous avons été ligotés par les aspects politiques du problème que nous n'aurons pas, à notre opinion, à supporter à un égal degré en octobre et novembre, parce que s'il y a une crise ministérielle en raison de nos positions, elle sera peut-être moins grave qu'aujourd'hui pour le pays. On peut discuter sur ce point: je vous livre complètement notre pensée.

Reste la trésorerie.

Comment, pendant les vacances, l'alimenter? Quelles sont les prévisions de décaissement?

J'ai fait procéder à des recherches. J'avoue regretter - je pense que votre président ne me contredira pas - qu'en France, la comptabilité publique se rapproche du chaos.

M. LE PRESIDENT.- Elle ne s'en rapproche pas (Sourires)

M. LE MINISTRE DES FINANCES. C'est le chaos lui-même. Je suis personnellement résolu, si je reste au ministère au cours de ces vacances...

UN COMMISSAIRE.- A nommer une commission?...

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Pas de commission. Très peu de personnes (Marques d'approbation.) Il y en a eu une. C'est vous qui l'avez instituée, Monsieur le Président. Elle a fonctionné sous un ministère Tardieu. Une ou deux personnes compétentes peuvent reprendre tous ses travaux et réaliser en France ce qui existe en Angleterre.

M. LE PRESIDENT.- C'est cela.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Je ne vois pas pourquoi en France, deux fois par mois, on ne publierait pas dans les grands journaux, comme cela se fait en Angleterre,

la situation détaillée de la trésorerie. Autrement nous ne pouvons faire que des prévisions de trésorerie. J'ai là un tableau qui a nécessité énormément de travail prévoyant les décaissements ou les soldes positifs. Il y aurait en juillet un solde ~~passif~~ ^{soldes négatifs} de 590 millions. En août, de 200 millions, en septembre de 85 millions. En octobre la situation ~~serait~~ ^{est} étale. En ~~octobre~~ novembre, décaissement de 1565 millions. En décembre de 1150 millions.

Le mouvement général des fonds me déclare que notamment dans les mois de juillet, août, septembre et peut-être octobre il peut très bien arriver que la situation soit bien meilleure que ne le comportent ces prévisions. Personnellement je désirerais organiser la trésorerie en prévoyant le pire.

M. LE PRESIDENT.- C'est cela.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Nous nous rencontrons. X Vous me permettrez d'en être heureux.

Comment faire face à cette situation?

J'ai deux moyens. Le premier consiste à faire voter par le Parlement une loi permettant de créer jusqu'à concurrence de cinq milliards de bons de la défense nationale. C'est la forme la plus nette, la plus loyale. C'est celle dont je serais partisan.

Ce matin, lorsque j'ai annoncé mes intentions à la Chambre, M. Lamoureux a dit: "Je ne rapporterai jamais votre projet parce que c'est de l'inflation." Non! La technique financière est la suivante. Quand la Trésorerie a décaissé pour faire face à des déficits budgétaires il faut l'alimenter de nouveau par des moyens de trésorerie. Ce n'est pas de l'inflation. Peut-être, dans le passé, cela a pu exister quand on a fait des dépenses qu'on n'au-

rait pas dû faire. Mais transformer ces dépenses constatées en bons du trésor....

M. MILAN.- Pourquoi avez-vous parlé tout à l'heure de bons de la défense nationale?

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Je m'en excuse. Permettez à un homme extrêmement fatigué...

M. LE PRESIDENT.- Nous avons tous compris qu'il s'agissait de bons du trésor.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- J'ai vécu toute la guerre dans la trésorerie. L'expression passée est gravée dans mes méninges.

M. LE PRESIDENT.- Oubliez la guerre.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- J'estime donc que transformer ce passif en bons du trésor n'est pas de l'inflation.

Y a-t-il d'autres méthodes? Il y en a une autre mais elle est plus aléatoire. Vous savez que le Trésor a fait des avances, notamment à l'Algérie. Nous pouvons obtenir l'autorisation d'émettre un emprunt de 3.400.~~000~~ millions qui permettrait au Trésor de retrouver 1 milliard et demi ou 2 milliards d'avances faites à l'Algérie.

On peut recouvrer encore les avances faites aux P.T.T.. Je pourrais trouver, en émettant un emprunt des P.T.T. conformément à l'autorisation déjà donnée par la loi, 1 milliard ou 1 milliard et demi.

Ainsi, je pourrais tenir très largement jusqu'à la rentrée des Chambres par ce second moyen. Mais il y a des inconvénients. Il faut vouloir faire les conversions. Je ne dis pas que je pourrai les faire. Je regrette qu'on ne les ai pas faites (Marques d'approbation~~xx~~.) Personnellement -M. Milan est témoin: nous étions d'accord - j'avais fixé la date et j'avais dit au Mouvement des fonds: "Il faudra faire la conversion le vendredi suivant l'élection du Président de la République."

M. MILAN.- Nous étions d'accord.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. Cela n'a pas été fait. Je ne critique d'ailleurs personne. Je m'efforcerai de faire les conversions si je peux. Pour pouvoir les faire il faut que je pèse sur le marché le moins possible par des emprunts comme celui d'Algérie, parce qu'en émettant des emprunts il se produit des arbitrages qui amènent des ventes massives de rentes françaises et qui font baisser le cours de la rente. Ce sont ces difficultés que je vais exposer demain, sous la forme que je viens de vous soumettre, au conseil des ministres à qui je demanderai de prendre une décision.

J'ajouterai que mes préoccupations sont d'autant plus vives que nous sommes à la veille des tractations avec l'Angleterre et l'Amérique pour les dettes extérieures, et que j'estime que pour aller à de telles discussions dans des bonnes conditions, il ne faut pas que la France donne l'impression d'avoir une Trésorerie gênée, avec toute la gravité que pourrait comporter cette situation.

Je crois avoir répondu aux préoccupations exprimées par M. le rapporteur général, mais je reste à votre disposition pour toutes autres questions.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je prends acte du tableau assez sombre et malheureusement exact que vient de nous faire M. le Ministre des finances. Il m'incline davantage à penser qu'un effort considérable aurait pu être utilement tenté. C'est la justification même de la position du Sénat qui a trouvé trop timide le projet déposé par le Gouvernement et ~~x~~ a fortiori le projet auquel on a abouti.

Je manque d'informations pour critiquer les chiffres que nous a donnés M. le Ministre des finances. Mais je voudrais lui demander l'importance des moins-values de rentrées dans les prévisions qu'il nous a fournies.

M. LE PRESIDENT.- J'entends l'expression du rapporteur général. Il demande ^{ce} ~~que~~ que l'on compte comme moins-values de rentrées d'impôts.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Pendant les trois premiers mois vous nous avez dit avoir la certitude de faire vos échéances et vous nous avez donné des chiffres que je vous demanderai d'ailleurs de me laisser. Je vous demande si, dans ces chiffres, il a été tenu compte des moins-values certaines d'impôts et dans quelle mesure.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Dans la mesure la plus complète étant donné la situation actuelle de la Trésorerie. J'ai posé à M. le directeur du Mouvement général des fonds la question suivante: "Est-ce que tous les déficits passés ou immédiats ont comporté d'ores et déjà des sorties de fonds de la Trésorerie?" Il m'a répondu affirmativement. Par conséquent il considère que les déficits mensuels qu'il a enregistrés jusqu'à ce jour comportaient d'ores et déjà des sorties de fonds de la Trésorerie. Par conséquent, dans le tableau que je vous soumetts, il n'y a plus à faire état de ces déficits mensuels.

M. LE PRESIDENT.- Mais il est bien prévu, pour les mois à venir, des déficits correspondant aux réalités?

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- L'élément n'est pas compté parce qu'on estime qu'en raison du retard à l'émission des rôles, il y aura, pour le mois de juillet notamment et peut-être pour le mois d'août, un déficit mensuel très atténué par rapport aux mois précédents.

Voilà, du moins, ce qu'on me dit.

~~Nous rentrerions dans la période des hautes eaux.~~

M. LE RAPPORTEUR.- Nous rentrerions dans la période des hautes eaux.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Avec une certaine incertitude. Il ne faut pas être trop optimiste.

M. LE PRESIDENT.- J'espère que la direction générale du mouvement des fonds a indiqué des chiffres pessimistes.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- J'ai demandé un tableau aussi sincère que possible et établi avec une grande prudence, ce qui comporte plus de pessimisme que d'optimisme.

M. LE PRESIDENT. Quelqu'un a-t-il encore une question à poser?

M. HENRI CHERON.- Messieurs, j'ai posé tout à l'heure à M. le président du Conseil une question que je crois essentielle: celle de savoir s'il y avait accord complet entre le Gouvernement et le rapporteur général sur les chiffres donnés. Je constate que cet accord est indiscutable. Vous nous avez dit, Monsieur le Ministre, l'état de la Trésorerie et, comme M. le rapporteur général, vous pensez que pour équilibrer le budget de 1933 il faudra 8 milliards de ressources complémentaires, sous une forme ou sous une autre.

Cet accord étant constaté, vous vous êtes expliqué sur la manière de vivre en 1932 et sur ce que vous comptez faire pour 1933. Si j'ai bien compris, après avoir écarté d'autres hypothèses, vous avez dit qu'il fallait pour 1933 5 milliards de bons du Trésor qui, dans votre pensée, sont représentés par des créances que le Trésor a, sur les habitations à bon marché, les P.T.T. et à divers titres. Puis vous avez, /en ce qui concerne le budget de 1933, dit ceci: "Nous prenons l'engagement de poursuivre la réalisation de l'équilibre par divers moyens. Le premier, c'est notre projet qui s'est trouvé réduit par la Chambre. Le second,

~~ceux-ci~~

ce sont les opérations de conversion, si le Parlement les autorise, le troisième, c'est l'équilibre budgétaire complet, rigoureux." A cet équilibre vous vous êtes engagé.

M. LE PRESIDENT.- Il doit être absolu.

M. HENRI CHERON.- Je prends acte de tout cela.

Tout à l'heure, je vous ai ~~dit~~ dit que l'argument qui devait jouer dans ce débat était l'argument politique. Je n'ai pas voulu faire allusion à la politique d'un cabinet ou d'un autre: ma pensée était plus haute. Je ne suis pas suspect en parlant comme je le fais, pas plus que les personnes qui sont ici. Je veux dire que l'attitude que le Gouvernement a eue cette nuit devant la Chambre nous place en face d'une question de régime. Cela peut être grave. Croyez-en un homme qui aime profondément la République, comme tous ceux qui sont ici d'ailleurs...

Cette affirmation ne devrait pas provoquer des sourires. C'est la vérité.

Si, par suite de l'influence prise dans le pays par des groupements, des syndicats de fonctionnaires, des associations de toute nature, le Parlement n'était plus le maître d'exercer librement sa souveraineté soit pour voter l'impôt, soit pour opérer les réductions nécessaires, et si nous nous trouvions pour cela dans l'impossibilité d'administrer la France, nous aurions créé une situation des plus graves et peut-être des plus insolubles.

C'est pour cela que j'ai dit que la question était une question politique et que c'était la raison pour laquelle le Gouvernement devait venir, par l'organe du président du Conseil, prendre ses responsabilités. Il les a prises. Il a dit que, pour rétablir l'équilibre budgétaire, il prendrait toutes les mesures nécessaires.

Pour aujourd'hui, en face d'une Chambre qui arrive, dont l'éducation n'est pas faite, nous ne pouvons pas aller plus loin. J'ai donc eu raison de dire que c'est l'argument politique qui domine.

Je prends acte de tout cela au début de cette discussion.

M. FRANÇOIS SAINT-MAUR.- Monsieur le Ministre des finances, je voudrais vous demander comment vous entendez concilier une politique d'émission de bons du Trésor et de conversion des rentes.

Les rentes, n'étant pas à un nombre de points dépassant beaucoup le pair, ne permettent pas une conversion facile. Il me paraît d'autre part, que des appels de fonds dans un pays un peu appauvri et inquiet, ne peuvent avoir lieu avec succès sans un taux d'intérêt assez élevé. Je ne comprends pas très bien la conciliation possible des deux opérations. Je comprendrais l'une ou l'autre. Il y a là un élément technique qui me fait défaut, sur lequel je serais heureux d'entendre vos explications.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Autant il est dangereux, Monsieur le Sénateur, lorsqu'on doit faire une conversion, de faire du long terme sur le marché parce que l'inconvénient que vous venez de signaler se produit et qu'il y a concurrence, autant il est possible de faire des bons du Trésor et en même temps des conversions. Ce ne sont pas les mêmes natures de fonds qui vont aux deux emplois. Le bon du Trésor, c'est la faculté donnée à des gens qui ont de larges disponibilités, d'avoir la meilleure des tirelires (Très bien!) La conversion est tout autre chose. C'est

tellement vrai que l'Angleterre, dont je suis de très près l'expérience, a un volume de conversions de 250 milliards et jamais elle n'a fait autant de bons qu'à l'heure actuelle. Elle tient, comme je le demande pour la France, à n'avoir aucune gêne de trésorerie, les bons pouvant, à certains moments, faciliter le remboursement des gens qui ne veulent pas convertir.

M. LE PRESIDENT.- Mais la conversion/extrêmement audacieuse de M. Neville Chamberlain a des chances de réussir parce ~~ici~~ le budget anglais est en équilibre.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- C'est pour cela que je ne pourrais pas convertir si, devant le Sénat, nous n'affirmions pas la politique financière à venir. Nous l'avons fait devant la Chambre, M. le Président du Conseil, M. Palmade et moi. Il n'est pas possible de faire ces opérations si nous ne donnons pas au pays l'impression d'un équilibre sincère.

M. LE PRESIDENT.- Et peut-être s'il n'y a pas des actes.

M. SCHRAMECK.- Il faudrait indiquer en quoi consisteront les 8 milliards dont vous aurez besoin pour 1933.

M. FARJON.- Messieurs, j'ai retenu, de l'exposé de M. le ministre des finances, l'affirmation du rapporteur général de la Chambre indiquant que l'émission des bons du Trésor lui semblait être de l'inflation. Pourquoi? Parce que le budget de 1932 se trouvant en déficit, et malgré les réductions, il reste un peu plus de 4 milliards à couvrir qui ne peuvent être couverts que par l'emprunt. Est-ce que les bons du Trésor ne prendront pas figure d'un emprunt fait pour masquer le déficit du budget?

J'ai bien entendu les explications du ministre des finances sur la reconstitution des disponibilités de la Trésorerie par la réalisation d'un certain nombre d'éléments de l'actif. Mais le résultat final est que 4 milliards devront finalement être demandés à l'emprunt. Croyez-vous que cette situation ne soit pas dommageable pour la conversion?

M. LE PRESIDENT.- M. le Ministre des finances a répondu par avance.

Quant au mot "inflation", je proteste. C'est une "tarte à la crème". Quand on émet des bons du Trésor on ne fait pas d'inflation parce qu'on n'émet pas des titres qui circulent. Ce n'est pas un moyen de paiement. Jadis on a pu dire -j'ai soutenu cette thèse- que le bon de la défense nationale était de l'inflation, parce qu'il s'était introduit dans la pratique et que dans certains pays on en faisait de la monnaie. Mais pour le bon du Trésor, tel qu'il a été émis bien des fois avant la guerre où des ministres des finances dont je suis en ont fait usage, n'a jamais créé de troubles monétaires.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Est-ce que le bon du Trésor donne une faculté d'achat sur le marché? Non. Or, tout est là.

M. FARJON.- J'ai voulu dire que le fait de parer au déficit du budget non par réduction de dépenses mais par l'appel à l'emprunt, doit constituer une condition fâcheuse pour la réalisation des conversions.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Je préfère qu'il n'y en ait pas d'emprunt.

M. ANDRE LEBERT.- Messieurs, je m'attacherai particulièrement à la situation des caisses d'épargne et à certaines des menaces dirigées contre elles, depuis quelques semaines. En parlant de menaces, je comprends la valeur

du mot. J'ai écouté avec attention et plaisir M. le ministre des finances - je prends acte de ses paroles; il est mieux placé que quiconque pour le savoir - quand il a relaté l'inquiétude qui agitait ces milieux intéressants pour le crédit public.

Les menaces dirigées contre les caisses d'épargne ont été de deux sortes.

La première visait l'application au revenu du livret d'épargne des 16 p. 100 qui frappent à juste titre le revenu des dépôts constitués en banque. Je ne m'attarderai pas à discuter cette mesure. L'assimilation qu'on prétendait faire entre les compte-courants des établissements de crédit et ceux de la caisse d'épargne aurait appelé des réflexions tellement judicieuses que M. le Ministre des finances aurait été obligé d'en reconnaître la valeur. Cette menace est, je crois, écartée.

La seconde, qui me paraît plus grave, est un prélèvement de 0 Fr 50 p. 100 sur les revenus des fonds d'épargne confiés obligatoirement par la loi à la Caisse des dépôts qui est notre gros banquier. Qu'on se soit préoccupé et qu'on se préoccupe encore de la masse des capitaux confiés à la Caisse des dépôts, c'est le devoir du gouvernement. Il est impossible de s'en abstenir. Mais la question n'est pas là. Elle est dans les conditions où s'opérerait ce prélèvement. Si j'ai bien compris une intervention de M. Léon Blum, à la Chambre, qui figure au journal officiel du 10 juillet, je constate qu'il n'a été ni plus ni moins question que d'intéresser directement l'Etat à ce prélèvement, ce qui me paraît extrêmement grave puisqu'il s'agit d'établissements reconnus d'utilité publique,

il est vrai, mais privés quant à leurs statuts. Je ne voyais pas une participation de l'Etat dans les grandes affaires de natures diverses mais dont des sociétés privées sont en réalité les propriétaires.

Je ne m'étends pas davantage sur ce sujet.

L'une et l'autre de ces deux menaces étaient de nature à inquiéter les épargnants.

Sur la première, si vous aviez été suivis, j'aurais dit: "Puisque vous prétendez qu'avec la fixation du maximum à 20.000 francs et avec la pluralité des livrets, on arrive -je suis le premier à le reconnaître- à de véritables placements, exonérez au moins les livrets de 10.000 francs et au-dessous." Cette somme correspond, en effet, sensiblement avec le maximum fixé aux placements de cette nature avant la guerre.

Quant à la seconde menace, elle a été vivement ressentie dans le milieu des caisses d'épargne. Je suis quelque peu qualifié pour vous apporter l'écho de ces inquiétudes. Au mois de juin je suis allé aux quatre coins du pays, particulièrement dans les jours qui ont suivi la publication de votre projet. Sans connaître l'état des rentrées, je crois pouvoir vous dire qu'il est de nature à vous inquiéter.

Vous m'avez fait grand plaisir en déclarant que vous ne reprendrez pas ces mesures devant le Sénat.

Les reprendrez-vous dans le second train, c'est-à-dire dans le budget de 1933?

Si vous êtes décidé à exempter les caisses d'épargne de toute taxe nouvelle, veuillez le dire tout de suite. Il y aurait un gros avantage à le faire. Si au contraire vous laissez planer la menace, je vous demande d'en différer

l'exécution autant qu'il sera possible et de consulter la commission supérieure des Caisses d'épargne qui doit être tout de même entendue avant que l'on modifie directement ou obliquement le taux d'intérêt servi. C'est une question de légalité par dessus laquelle vous ne pouvez pas passer. Et si vous persistiez dans vos intentions que je considère comme mauvaises pour nos établissements, suivez cette procédure, ou alors ce seraient les vacances de la légalité en ce qui nous concerne.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Je répondrais à l'honorable M. Lebert que depuis mon arrivée au ministère je suis obligé de vivre au jour le jour plus que mon collègue Palmade puisque je suis allé à Lausanne. Le cabinet a été constitué le 6 juin. Le 14, je suis parti pour Lausanne. J'en reviens (Très bien!)

Voici ma réponse.

J'ai bien étudié le projet que nous avons présenté. Pour l'avenir, je ferai tout ce que je pourrai pour ne pas léser les intérêts les plus respectables mais je ne puis prendre aucun engagements envers qui que ce soit. Vous m'en excuserez (Très bien!)

M. PIERRE LAVAL.- Quelle somme M. le Ministre des finances espère-t-il économiser du fait des conversions ?

M. LE MINISTRE DES FINANCES. 1.200 millions.

M. PIERRE LAVAL.- Nous en reparlerons parce que, lorsque j'étais au Gouvernement, on ne parlait plus que de 700 millions.

M. LE PRESIDENT.- Ceci, c'est l'avenir.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il y avait, dans le premier projet du Gouvernement, 12 articles que la Chambre a éliminés. En compensation, si je puis ainsi m'exprimer, elle en a introduit deux nouveaux : l'impôt sur les valeurs étrangères non abonnées, porté de 18 à 20 %, dont on attend 20 millions en 1932 et 40 millions en 1933 ; d'autre part, la Chambre est revenue sur le dégrèvement des opérations de bourse et l'on attend de cette mesure 15 millions en 1932 et 30 millions en 1933.

M. ANATOLE MANCHEAU.- Cela nuira à la conversion.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je ne discute pas cette question en ce moment. Si le Sénat décide de reprendre telle et telle de ces dispositions, je demande si le Gouvernement est prêt à le soutenir.

Je prends les divers articles disjoints par la commission des finances de la Chambre :

Art. 7 (du projet du Gouvernement). Interdiction de procéder, jusqu'au 31 décembre 1933, dans les services de l'Etat, à aucune création ou transformation d'emploi ou de

poste et d'apporter aucune amélioration aux traitements, soldes, salaires, indemnités, allocations ou rétributions quelconques.

Qu'en pense le Gouvernement?

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- Le ministre du budget est prêt à reprendre devant la Chambre une disposition de ce genre si tel est l'avis de la commission des finances du Sénat.

M. SCHRAMECK.- Mais alors, cela finira par être une question de politique générale.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Monsieur Schrameck, voulez-vous me permettre d'ajourner votre question jusqu'au moment où nous connaissons le volume et le nombre des dispositions que le Gouvernement serait disposé à soutenir avec nous.

Art. 8, 9, 10 et 11. Nous allons, si vous le voulez bien, bloquer ces articles que le Gouvernement a consenti à réserver en vue d'étudier éventuellement la création et le fonctionnement d'une caisse des pensions de guerre.

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- Je voudrais détacher de ces articles celui qui est relatif à la présomption d'origine pour les militaires de carrière et du contingent et sur lequel, malgré nos efforts, nous avons été battus cette nuit à la Chambre. Je tiendrais à ce que cette disposition soit reprise, non pas seulement pour son intérêt immédiat pour l'année, mais pour l'intérêt d'avenir qu'elle représente.

Par contre, le chef du Gouvernement lui-même, à la suite d'une entrevue qu'il a eue à Lausanne avec les

représentants des anciens combattants, nous a demandé de ne pas insister sur les dispositions que j'avais défendues moi-même devant la commission des finances de la Chambre, relatives à la suppression de la pension aux veuves de guerre remariées et à la non-attribution de la retraite du combattant soit à ceux dont la déclaration d'impôt sur le revenu dépasse un certain chiffre, soit à ceux qui, comme fonctionnaires, ont reçu certaines bonifications pour la période de mobilisation. Le Président du Conseil a dit que, d'ici le mois d'octobre, il désirait étudier les suggestions des anciens combattants concernant la création d'une caisse des pensions.

En ce qui me regarde, je suis irréductiblement hostile à cette caisse, parce que c'est une manière d'emprunt.

M. LE PRÉSIDENT.- Très bien !

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- Si l'on ne veut vivre que d'emprunt, ai-je déclaré, qu'on le dise franchement, mais qu'on ne mette pas l'emprunt, par des moyens détournés, dans nos budgets. (Nombreuses marques d'approbation).

Cependant, pour prouver notre bonne volonté, nous avons répondu aux représentants des anciens combattants et à ceux qui soutiennent leur projet de création d'une caisse des pensions, que nous ne nous refusions pas à entrer en conversation avec eux et que notre ferme intention était de leur mettre tous les éléments du dossier sous les yeux. Cette idée de caisse des pensions hante les esprits à la Chambre ; quant aux anciens combattants, ils soutiennent que c'est grâce à elle que l'on pourra sortir des difficultés actuelles. C'est pourquoi je voudrais que fût faite, ~~la~~ d'une manière péremptoire, la preuve qu'il y a là quelque

chose d'impossible.

M. LE PRESIDENT.- Et de dangereux !

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- Si l'on avait pu faire reconnaître et constater cette impossibilité, nous n'aurions peut-être pas eu toutes les difficultés que nous avons rencontrées cette nuit à la Chambre. Nous avons pourtant expliqué à celle-ci que nous étions en face d'un déficit budgétaire d'au-moins six milliards et demi et qui sera de huit milliards avec les moins-values. Nous sommes arrivés, en effet, à ce chiffre de six milliards et demi en tenant compte, dans nos évaluations basées sur la pénultième ou sur les recettes directes, d'un milliard en moins par rapport aux évaluations des budgets précédents. Je puis donc dire que, jusqu'à concurrence de ce milliard, je fais une part aux moins-values. Si celles-ci n'étaient que de un milliard, nous serions à jeu ; mais la marche des recouvrements semble indiquer, pour les moins-values, un chiffre d'au-moins 300 millions par mois, C'est donc sur une somme de deux milliards au moins de moins-values qu'il faut tabler. Ceci me permet de dire que le déficit total à envisager n'est plus de six milliards et demi, mais de six milliards et demi à huit milliards.

Quand on dit à la Chambre : "Voilà le déficit en face duquel vous êtes", personne ne le conteste. Puis, lorsqu'après avoir prodigué les applaudissements aux déclarations de portée générale, soit pour faire l'équilibre, soit, en fin de débat, sur le vote d'ensemble, la Chambre se trouve devant un vote spécial, elle se montre incapable

d'émettre un vote, personne, au surplus, n'opposant de texte à ceux que l'on a démolis.

Il est tout de même curieux qu'après avoir avoir chiffré un déficit budgétaire de six milliards et demi et nous être vu reprocher que notre projet de quatre milliards et demi n'était pas assez massif nous ayons assisté à la mise en pièces du dit projet sans qu'on eût rien opposé à la place. Je me suis demandé quelle mystique il pouvait y avoir là-dessous. C'était la caisse des pensions.

M. LE PRESIDENT.- Pour nous résumer, vous nous demandez formellement le rétablissement de l'article supprimé relatif à la présomption d'origine ?

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- Oui, monsieur le Président.

M. LE PRESIDENT.- Nous aurons à demander au Gouvernement, quand vous aurez sollicité le rétablissement d'un certain nombre d'articles, de préciser son attitude.

M. BETOULLE.- Je fais observer que le rétablissement d'un certain nombre d'articles est un peu en contradiction avec ce que demandait M. le Président du Conseil qui exprimait le désir qu'il ne fût pas touché au texte de la Chambre.

M. LE PRESIDENT.- Il ne l'a pas demandé comme cela !

Lorsque, sur tous les points, nous aurons recueilli l'opinion du Gouvernement, nous demanderons que des engagements soient pris, afin de ne pas aller à la bataille isolément.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Suspension de la peréquation des pensions.

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- Le Gouvernement vous prie de ne pas reprendre cet article.

Dans le texte tel qu'il a été voté par la commission des finances, il y avait des dispositions malencontreuses qui revenaient sur les stipulations des articles 72, 73 et 74 de la loi de finances. J'ai obtenu qu'on les élimine, mais on m'a demandé, comme contre-partie, de ne pas remettre en jeu cette question.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Article 12. Réduction des majorations allouées aux assurés sociaux des professions agricoles.

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- Nous ne le reprenons pas.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- J'ai été effrayé lorsque M. le ministre des finances a parlé d'une économie possible de 700 millions.

Art. 13.-

/Suppression de l'exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires pour les affaires effectuées par les exploitants de services publics concédés.

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- Je serais disposé, si le Gouvernement en décidait ainsi, à reprendre cette taxe.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je proposerai à la commission de la reprendre, avec cet amendement qu'elle n'atteindra pas les régies, de manière à ne pas toucher à nos budgets municipaux et départementaux.

Art. 14.- Suppression de l'exonération de la taxe du chiffre d'affaires en ce qui concerne les affaires réalisées par les entreprises de transports automobiles.

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- M. le ministre des travaux publics a demandé que cette question soit réservée jusqu'au moment où l'on s'occupera de la réorganisation des chemins de fer.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je comprends très bien que cette question rentre dans celle, plus générale, de la réorganisation des chemins de fer, mais je n'aperçois pas l'incidence de la taxe sur cette réorganisation.

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- M. le ministre des travaux publics compte certainement faire entrer un élément de ce genre dans le plan tendant à réaliser l'équilibre financier des compagnies de chemins de fer.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Nous verrons.

Art. 15.-

/Augmentation du droit de consommation sur les cafés.

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- Cet article est, évidemment, de ceux qu'il faut reprendre.

Art. 16.-

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.-/Application de l'impôt sur le revenu des créances, dépôts et cautionnements aux intérêts des dépôts dans les caisses d'épargne.

Je ne veux pas me faire arracher les yeux par M. Lebert, quoique je ne sois pas du tout d'accord avec lui.

Art. 17.- Modification de l'évaluation du revenu des propriétés foncières louées ou affermées pour l'établissement de l'impôt général sur le revenu.

M. LE PRESIDENT.- Ce serait bien juste.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je demanderai demain à la

commission de reprendre ce texte, à la condition qu'il ne porte que sur le foncier bâti et laisse de côté le foncier non bâti, parce qu'il accentuerait un divorce infiniment profond entre le propriétaire exploitant lui-même ou par métayage et le propriétaire qui loue.

M. LE PRESIDENT.- Vous n'avez pas, monsieur le Ministre, d'objection à faire, toujours sous la réserve de la même question de politique générale ?

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- C'est, en effet, la seule réserve ; tout dépend de M. le Président du Conseil.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Restent les deux impôts dont j'ai parlé tout à l'heure, que la Chambre a introduits et dont je pense que M. le ministre des finances et M. le ministre du budget verraient, sans douleur, qu'ils soient écartés par nous.

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- Je me permettrai une discrimination. D'abord, l'article concernant les opérations de bourse. Il y a là une mesure singulièrement malencontreuse, à mon avis, qui a été introduite, malgré nous, par un membre de la commission des finances de la Chambre. Sur la suppressions de cette disposition, je suis pleinement d'accord avec vous.

Qu'en matière d'impôt général sur le revenu il puisse être envisagé des barèmes autres que ceux auxquels nous songions, très bien !

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je n'en avais pas parlé, mais j'allais y arriver.

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- Il s'agit de la taxe sur le

revenu des valeurs étrangères. La taxation telle que nous l'avions prévue pouvait, je crois, se défendre par les considérations suivantes : en portant de 18 à 20 % le taux actuel des valeurs non-abonnées, nous observions la même proportion que pour les valeurs françaises qui, en 1914, étaient à 4 et qui sont passées à 16. La même proportion nous faisait passer, pour les valeurs étrangères, de 5, chiffre de 1914, à 20.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Réservez-vous des cartouches pour novembre !

Le dernier point est celui qui a trait aux 380 millions que l'on attend de la modification du taux de l'impôt général sur le revenu. On a dit à la Chambre que le barème n'en était peut-être pas très heureux et qu'on accepterait fort bien que le Sénat le modifiât.

Il convient d'observer que nous manquons de base d'appréciation, étant donné surtout l'élévation considérable du taux dans les tranches supérieures, quant aux 380 millions que l'on pense obtenir de cette réforme. Aussi bien, elle ne vous apportera des ressources qu'en juillet ou août prochain.

N'estimez-vous pas qu'il y aurait intérêt à disjoindre cette disposition afin de procéder à une étude plus attentive des barèmes envisagés ?

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- Si les textes concernant soit les entreprises concessionnaires, soit les cafés ne sont pas repris par le Gouvernement, je ne verrai aucune objection à la demande que vous venez de faire. Si, au contraire, ils sont repris, je vous demanderai, sous réserve,

bien entendu, de toute modification de barème que vous jugeriez désirable, de ne pas me laisser revenir devant la Chambre en état de déséquilibre.

M. LE PRESIDENT.- Il ne faut pas donner l'impression qu'alors que nous augmentons les impôts de consommation, nous refusons d'augmenter l'impôt sur le revenu. Mais j'attire l'attention de M. le ministre des finances et de M. le ministre du budget sur les répercussions que peut avoir, au moment où ils auront, sous des formes diverses, à s'adresser au marché, l'élévation du taux de l'impôt sur le revenu et sur l'impression que cela peut produire dans le monde des possédants ou des épargnants.

J'attire encore leur attention sur un autre point, et je sais que M. le ministre du budget ne sera pas tout à fait d'accord avec moi : étant donné l'insuffisance des moyens de contrôle sur les revenus des valeurs mobilières, la conséquence de l'augmentation du taux sera d'atteindre avant tout les traitements. Il sera extrêmement facile aux porteurs de valeurs mobilières, quelle que soit leur fortune, d'échapper à l'impôt, parce qu'il n'y a pas de moyens de contrôle. Ils diminueront leurs déclarations et finalement, ce sera sur les gros et moyens traitements, qui sont aussi respectables que d'autres, que pèsera votre réforme.

Jadis, on a augmenté les taux de l'impôt sur le revenu hors de toute proportion et ce fut une des causes, peut-être une des causes principales de l'évasion des capitaux en 1934. Il a fallu revenir en arrière et descendre de 60 à 30 %, en exagérant peut-être, cette fois, dans le sens contraire. Que l'on modifie intérieurement le barème, soit !

mais qu'on ne fasse pas apparaître, aux yeux du public, une trop grande aggravation du taux.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je conclus. Nous aurons probablement, demain, à entendre à nouveau, soit M. le ministre des finances, soit M. le Ministre du budget. Je serais désireux que, d'ici là, ils puissent se rapprocher de M. le Président du Conseil, qu'ils lui fissent connaître, je n'ose pas dire les probabilités, car je ne veux pas anticiper sur les décisions de la commission, mais la possibilité, pour elle, de reprendre les textes dans les conditions que j'ai indiquées tout à l'heure. Il importe que nous puissions être fixés, de la façon la plus précise, sur les intentions du Gouvernement dans l'éventualité où la commission des finances reprendrait ces textes.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Nous en informerons immédiatement M. le Président du Conseil parce que c'est une question d'ordre politique.

M. SCHRAMECK.- Il s'agit de savoir si le Gouvernement estime qu'il peut revenir devant la Chambre avec des textes sur lesquels la Chambre se sera une première fois prononcée.

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- Si M. le Président du Conseil voulait entrer dans cette voie, il ne le ~~pourrait~~ ferait que pour les articles que j'ai indiqués. Voilà ce que j'ai voulu dire exactement.

M. MARCEL REGNIER.- Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il pourrait utilement augmenter ses recettes en renforçant le contrôle. L'impôt sur le revenu donne des résultats

intéressants, certes, mais partiels. Si, au lieu de tous ces petits impôts, vous organisiez un contrôle plus efficace, je crois que vous auriez des rentrées qui vous permettraient de travailler utilement à l'équilibre du budget. Mais pour cela, au lieu de diminuer de quelques unités le service du contrôle, il faudrait le renforcer.

M. LE PRESIDENT.- M. Lassalle n'avait-il pas déposé un amendement tendant à instituer le carnet fiscal ? J'en reste partisan, mais je ne veux pas prendre d'initiative en cette matière. Tant que vous ne serez pas arrivés, d'une façon ou d'une autre, au carnet de contrôle des valeurs mobilières, vous serez volés. Je suis convaincu que, tous les ans, par les fuites sur les valeurs mobilières, il échappe plus d'un milliard d'impôts. C'est une des choses qui irritent le plus le monde des employés des sociétés de crédit ; ils constatent que les possesseurs de valeurs mobilières qui enferment celles-ci dans leurs coffre-forts échappent à l'impôt alors qu'eux en subissent toutes les rigueurs. Au lieu d'une augmentation de taux, j'aimerais que des mesures fussent prises pour que personne ne puisse échapper à l'impôt.

M. SCHRAMMECK.- Il a été beaucoup question de ce carnet en 1934 et cela n'a peut-être pas été sans effet sur les évasions de capitaux.

M. HENRY CHERON.- Je me permets d'insister sur la dernière question posée par le rapporteur général parce qu'elle me paraît essentielle pour le débat qui va s'engager.

M. le Président du Conseil a paru, à un certain nombre de nos collègues, avoir dit : "J'ai voulu une première étape. Je n'ai pas obtenu tout ce que je désirais. La Chambre

a fait un effort. Je prends l'engagement de parcourir les deux autres étapes et d'arriver à l'équilibre complet du budget de 1933".

M. le ministre du budget, au contraire, sur les questions précises qui lui ont été posées par M. le rapporteur général, a dit : "Voici les textes dont j'accepterais la reprise". Ce n'est pas moi qui me plains du raisonnement de M. le ministre du budget, car je suis partisan de toutes les mesures, que je juge indispensables, qui pourront être adoptées pour permettre la restauration de nos finances.

C'est pour qu'il n'y ait pas de malentendu que je pose ma question. De deux choses l'une : ou le Gouvernement se croit en mesure, si des textes sont repris, de les faire voter par la Chambre, ou il ne croit pas l'être. Dans cette deuxième alternative, je fais observer à la commission qu'il n'y aurait rien de pire que d'aller de nouveau devant la Chambre avec des textes qu'on abandonnerait, non seulement parce qu'on mettrait le Sénat dans une situation difficile...

M. PIERRE LAVAL.- L'ancienne majorité fera encore preuve d'un grand esprit de conciliation.

M. HENRY CHERON.- Je ne parle pas au nom de l'ancienne ou de la nouvelle majorité ; je fais une simple observation de bon sens, en m'exprimant comme je le peux.

donc,
Si, le Gouvernement ne croit pas pouvoir faire accepter par la Chambre les textes que nous aurions repris, rien ne serait plus grave que d'aller au devant d'un nouvel échec devant la Chambre, non seulement à cause de la position difficile que l'on créerait ainsi au Sénat, mais parce que,

selon ce que disait tout à l'heure M. le Président du Conseil, on ne se préparerait pas à amener la Chambre vers les nouveaux efforts nécessaires.

Voilà comment je vois la question ; je puis me tromper, mais je désire qu'elle soit posée devant la commission des finances.

M. LE PRESIDENT.- C'est devant le Gouvernement qu'elle doit être posée ; c'est au Gouvernement à répondre.

M. HENRY CHERON.- Nous sommes d'accord.

M. LE PRESIDENT.- Je souscris à vos observations, monsieur Chéron, et appellerai sur ce point l'attention du Gouvernement. Je lui demanderai, dans ses conseils, de songer également à l'inconvénient qu'il pourrait y avoir à ce que la Chambre ayant, sur beaucoup de points, fait fléchir - je puis bien me servir de cette expression sans qu'on y voie rien de désobligeant - les décisions du Gouvernement, les facilités auxquelles on a abouti soient entièrement et immédiatement entérinées par le Sénat. ~~Il~~ Peut-être y aurait-il une balance à faire. Mais je ne veux, bien entendu, imposer aucune décision parce que cela ne me regarde pas. Je crois, cependant, devoir mettre sous les yeux du Gouvernement l'un et l'autre aspects de la question.

M. SCHRAMECK.- Mais alors, la question est de savoir si l'on réussira. Si le Gouvernement ne pouvait pas faire adopter par la Chambre des modifications proposées par le Sénat, au lieu de faire un pas en avant ou de s'en tenir au point où l'on en est arrivé après la discussion d'hier à la

Chambre, si dure qu'elle ait été, nous aurions fait un pas en arrière.

M. LE PRESIDENT.- Nous avons pour principe de ne pas discuter en présence des membres du Gouvernement ; mais voici comment je conçois la chose : le Gouvernement voudra bien nous dire qu'il est résolu à engager sa responsabilité pour, sur tel et tel points, soutenir les décisions que le Sénat pourrait prendre d'accord avec lui.

M. SCHRAMECK.- Au-dessus de la responsabilité du Gouvernement, il y a l'atmosphère qui nous permettra d'éclaircir la situation financière. Un incident qui surviendrait en ce moment à la Chambre et qui mettrait le Gouvernement en minorité parce qu'il aurait eu le courage de défendre une position qu'il aurait prise d'accord avec nous nous placerait, au point de vue général, dans une plus mauvaise situation que celle où nous sommes maintenant

M. LE PRESIDENT.- Le Gouvernement aura à peser tous ces aspects de la question dans ses conseils et à nous faire connaître son opinion. Il nous appartiendra alors de prendre, dans notre souveraineté, telle décision qui nous conviendra.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La question que j'ai posée visait simplement à obtenir cette indication supplémentaire : quelle sera l'attitude du Gouvernement dans l'éventualité où le Sénat, à la demande de sa commission des finances, reprendrait certains textes. Nous serons informés demain à midi et, demain à midi, nous conformerons nos décisions à la position prise par le Gouvernement.

(MM. les ministres des finances et du budget se retirent)

La Séance est levée à 19 heures.

Le PRESIDENT DE LA COMMISSION :

f. Carlier

COMMISSION DES FINANCES

Séance du 13 Juillet 1932

La séance est ouverte à 15 Heures, sous la présidence de
M. JOSEPH CAILLAUX .

Présents : MM. CAILLAUX. HENRY ROY. LEON PERRIER. CHERON. GALLET
BIENVENU MARTIN. MARCEL REGNIER. HENRY BERENGER.
VALADIER. TOURNAN. CUMINAL. BETOULLE. SCHRAMECK.
GENERAL STUHL. FRANCOIS SAINT MAUR. LISBONNE.
MILAN. SARI. JEAN PHILIP. CAVILLON. PIERRE ROBERT.
ALFRED BRARD. BLAIGNAN. CHAUVEAU. FARJON. FOURCADE.
PIERRE LAVAL. SERRE. GUILLAUME CHASTENET. ANATOLE
MANCEAU. JOSEPH COURTIER. ANDRE LEBERT.

RETABLISSEMENT DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE

M. LE PRESIDENT.-- L'ordre du jour appelle la suite de
l'examen pour rapport au fond du projet de loi , adopté par la
Chambre des Députés ,tendant au rétablissement de l'équilibre
budgétaire.

La parole est à M. HENRY ROY, Rapporteur Général, pour
faire connaître ses propositions.

M. HENRY ROY, Rapporteur Général.- Avant d'examiner en détail
chacune des dispositions du projet - ce que je suis prêt à faire
si la Commission le désire - il me semble qu'une question préju-
dicielle doit être posée et tranchée.

Hier,

Hier, M. HENRICHERON a montré, avec raison, que le problème que nous avons à résoudre est autant un problème politique qu'un problème financier. Ce qui était vrai hier, l'est bien davantage encore aujourd'hui puisque le Gouvernement a exprimé très nettement son désir de voir le Sénat ratifier intégralement le projet sans y changer une virgule

M. MILAN.- Le Gouvernement n'avait pas pris aussi nettement position hier.

M. LE PRESIDENT.- Je confirme ce que vient de dire M. le Rapporteur Général et qui résulte d'une conversation que nous venons d'avoir avec M. le Ministre des Finances.

Ce dernier est d'ailleurs prêt à venir devant nous pour nous faire connaître qu'elle est exactement l'attitude du Gouvernement décidée ce matin.

M. SCHRAMECK.- Il serait bon que M. le Ministre des Finances vint le plus tôt possible nous éclairer sur les intentions du Gouvernement.

M. LE PRESIDENT.- Il est dans le Palais. Je vais le faire prévenir et il sera là dans quelques minutes.

Je dois, en attendant, vous rendre compte des démarches que j'ai cru devoir faire auprès de M. le Président du Conseil pour qu'il laisse le Sénat/améliorer le projet qui nous est venu de la Chambre. Je ne l'ai pas convaincu puisque, ce matin, le Conseil de Cabinet a décidé de soutenir intégralement devant le Sénat le texte pourtant inefficace, mal rédigée et insuffisant de l'autre Assemblée.

M. MILAN.- Le Sénat ne peut pas accepter un pareil texte. Nous ne pouvons pas capituler sans combat.

M. BIENVENU MARTIN.- Je considère que l'attitude prise par le Cabinet est maladroite. En manifestant sa crainte d'un retour
devant

devant la Chambre, il ne se fortifie guère.

M. LE PRESIDENT.- J'ai fait valoir en vain cet argument
auprès de M. le Président du Conseil.....

(M. GERMAIN MARTIN, Ministre des Finances, est introduit)

AUDITION

COMMISSION DES FINANCES

Séance du Mercredi 13 Juillet 1932

-

PRESIDENCE DE M. JOSEPH CAILLIAUX

Audition de M. le Ministre des Finances.

(M. Germain-Martin, ministre des finances, est introduit.)

M. LE PRESIDENT. Monsieur le ministre, vous m'avez apporté tout à l'heure une communication au nom du Gouvernement. Vous l'avez faite d'abord au président de la commission des finances, par un sentiment de déférence dont je vous sais gré. Vous voudrez bien la répéter à la commission tout entière.

M. GERMAIN-MARTIN, ministre des finances. Messieurs, après l'entretien qui avait eu lieu ici hier, nous nous sommes fait un devoir, M. Palmade et moi, de renseigner le conseil des ministres qui s'est tenu ce matin. Nous pouvions le faire avec d'autant plus de précision que M. le président de la commission des finances du Sénat avait bien voulu téléphoner à M. le président du conseil, à M. le ministre du budget et à moi-même.

M. le président de la commission des finances appelait notre attention à tous sur l'intérêt qu'il y aurait à prendre une position qui permît, somme toute, de ramener l'attention de la Chambre sur les nécessités du temps présent.

J'avoue que, recevant le coup de téléphone de M. le président de la commission des finances, je n'ai pu que lui répondre ceci: au fond, je suis entièrement d'accord sur l'avis et le conseil que vous nous donnez. Mais il y a deux problèmes, dont l'un est d'ordre politique et relève uniquement du Gouvernement, et en outre une considération qui est d'importance : c'est que nous ne voulons pas, étant donné l'état d'esprit de la Chambre, qu'il y ait au début de la législature, un conflit accusé entre les deux Assemblées. Cela nous paraît un élément essentiel, pour la conduite des affaires publiques à l'avenir.

Nous avons eu alors, devant le conseil des ministres, sur ces bases, une discussion à laquelle ont pris part la plupart des ministres, et de cette discussion voici ce qui s'est dégagé. Tout d'abord il s'est dégagé une idée de reconnaissance pour la commission des finances, qui cherche à aider le Gouvernement dans son oeuvre extrêmement difficile. Il est incontestable qu'il vaudrait mieux un projet beaucoup plus corsé, beaucoup plus solide. Mais aussitôt M. le ministre de l'intérieur et d'autres ministres sont intervenus, en nous prévenant qu'ils avaient vu de très nombreux collègues de la Chambre et qu'après des conversations très sérieuses qui avaient été échangées l'idée se dégageait que, dans certains éléments de la Chambre, dans certains partis - je ne précise pas davantage - il y aurait une attitude d'opposition irréductible lorsqu'on reviendrait devant la Chambre avec des propositions reprises ici.

M. MILAN. Et après ?

M. LE MINISTRE. Eh bien, quelle sera alors l'attitude du Gouvernement ? (Interruptions) Je crois que j'apporte ici la plus grande objectivité.

M. LE PRESIDENT. Tout le monde vous écoute.

M. LE MINISTRE. Je vous expose les choses telles qu'elles sont et non pas telles que je les désire.

M. HENRY BERENGER. Nous écoutons tous le gouvernement.

M. LE MINISTRE. Je ne parle pas en mon nom, mais au nom du gouvernement tout entier.

M. HENRY BERENGER. Solidaire et unanime ?

M. LE MINISTRE. Solidaire, unanime, sans réserve. (Très bien!)

M. MILAN. Nous en prenons acte.

M. LE MINISTRE. Quelle sera donc l'attitude du gouvernement. Le gouvernement est logique; il dit : Moi, je désire le redressement le meilleur possible; si le Sénat reprend de nombreuses dispositions ou certaines dispositions du projet, cette attitude est conforme à mon désir. Quel sera mon devoir? Ce sera de soutenir le Sénat. Mais comment le soutenir ? Par la question de confiance.

Etant donné l'état d'esprit de la Chambre, je me permets de vous dire, sous toutes réserves - cela ne doit pas sortir de nos délibérations ...

M. LE PRESIDENT. Il n'en sera pas rendu compte.

M. LE MINISTRE. Etant donné l'état d'esprit de la Chambre - je vous le dis avec le plus grand calme, car je suis attaché à ma fonction pour rendre service au pays, comme tous mes collègues, mais non pas pour m'y accrocher - il est certain que nous aurons vécu.

Voilà, messieurs, le problème est ainsi posé, je vous l'expose en toute sincérité : Est-ce le moment ? Est-ce que, pour aboutir à l'œuvre que nous voulons faire complète, en plusieurs étapes, vous devez en somme couper les jours du gouvernement ? Préférez-vous lui donner le temps de courir pour accomplir les diverses étapes ? Sur cela, messieurs, je n'ai pas le droit d'ouvrir le débat. (Très bien!)

M. SCHRAMECK.-C'est bien ainsi qu'il se pose.

M. LE PRESIDENT. Bien entendu, nous n'avons pas à discuter en présence de M. le ministre; mais chacun d'entre vous peut lui poser les questions qui lui conviennent.

M. MARCEL REGNIER. Je voudrais demander à M. le ministre, qui nous a expliqué hier que son désir le plus vif était de remettre la trésorerie à jour, s'il ne croit pas qu'il éprouverait quelques difficultés à faire souscrire les emprunts qui nous sont annoncés. On a parlé de 3 milliards pour l'Algérie, 1 milliard pour le Maroc, et vous nous avez annoncé qu'il fallait 5 milliards de bons du Trésor. Cela fait un total de 9 milliards.

Je demande à M. le ministre une précision. J'ai ouï dire que le dernier emprunt n'avait pas été souscrit sans difficulté et qu'il avait fallu un effort considérable des banques

pour décider les clients à faire des ventes de 6 %, sous la menace annoncée d'une conversion, pour les décider à consacrer les sommes produites par ces ventes en souscriptions de bons du Trésor. J'ai ouï dire que cette souscription avait été lente et difficile. Je crois en effet savoir que, si ce crédit a été couvert, c'est grâce à un effort dernier de la Caisse des Dépôts, qui a été obligée d'intervenir pour prendre un certain nombre de ces bons.

Je vous demande si, la confiance n'étant pas rétablie par suite du déficit du budget et du vide de la trésorerie...

M. LE PRESIDENT. Par suite de la carence du Sénat !

M. SCHRAMECK. Je proteste, et nous sommes ici quelques-uns qui protestons contre l'expression "la carence du Sénat". Dites plutôt : le sens politique du Sénat, tel que nous le concevons. Je demande une réunion de notre groupe. Vous le savez bien, la question a un caractère politique, tout le monde le reconnaît.

M. MILAN. Vous ferez de belles finances, avec la politique !

M. LE PRESIDENT. C'est moi qui ai employé l'expression ; si elle vous désoblige, je la retire.

M. SCHRAMECK. Ce ne sera pas la carence du Sénat, ce sera le raisonnement du Sénat.

M. MARCEL REGNIER. La question que je pose n'est pas d'ordre politique ; il s'agit d'une question de possibilité d'emprunt. Je voudrais avoir de la part de M. le ministre des assurances qui me tranquillisent à cet égard. Car si par hasard les emprunts émis n'étaient pas couverts, je me demande

dans quelle situation nous nous trouverions : C'est pour cela qu'avant toute délibération, je voudrais que M. le ministre nous apporte ici l'affirmation ferme, basée sur sa conviction absolue et les renseignements qu'il a pu réunir, qu'il a la certitude que les emprunts que nous allons être obligés d'émettre pour faire face aux dépenses de l'Etat d'ici le mois de novembre, seront couverts.

M. LE PRESIDENT. Je me permets d'ajouter que la commission des finances m'avait donné mandat, monsieur le ministre, de me rapprocher de vous pour qu'il soit entendu que les emprunts à émettre seraient étagés de telle façon qu'il n'y aurait rien qui puisse gêner le développement et le maintien du crédit public.

M. LE MINISTRE. Messieurs, je dois d'abord, si vous le permettez, apporter ici une rectification. Je crois qu'hier je n'ai pas été suffisamment clair. Il ne s'agit pas de cumuler l'emprunt pour l'Algérie, pour le Maroc et pour d'autres collectivités, avec en outre l'émission de 5 milliards de bons. C'était une alternative : ou faire récupérer par la trésorerie les avances qu'elle a faites, pour plus de 2 milliards et demi, soit à l'Algérie, soit au Maroc, soit aux P.T.T.; ou bien l'autre procédé, faire une émission de 5 milliards de bons du Trésor.

Ce matin, j'ai soumis la question au conseil des ministres. Le conseil préfère que, après étude approfondie, cet après-midi, avec le Mouvement général des fonds, j'arrive à décider sur ce point - le conseil, je me permets de vous le dire, ayant un faible pour le procédé qui consiste à récupérer les avances de la trésorerie, plutôt que d'émettre 5 milliards de bons du Trésor. Voilà la réponse au premier point

~~Deuxième~~ M. LE PRESIDENT. Il est entendu, alors, que vous ferez voter l'emprunt de l'Algérie ?

M. LE MINISTRE . Je vais le faire déposer probablement ce soir, si cela me suffit, après avis des services; car je ne prendrai pas la responsabilité d'aller à une situation de trésorerie qui me mette fin septembre dans l'impossibilité de faire face aux échéances du Trésor, et dans l'obligation de convoquer les Chambres d'urgence.

M. LE PRESIDENT. Alors, vous déposerez à la Chambre les projets de loi nécessaires pour alimenter votre trésorerie ?

M. LE MINISTRE. Je déposerai ce projet, mais je vous demande le secret; car je dépose un projet d'emprunt au profit de l'Algérie, et je n'ai pas à parler de trésorerie devant la Chambre.

Deuxième réponse, les conditions de placement du dernier emprunt. Cet emprunt a été couvert avec une rapidité inespérée jusqu'à concurrence de trois milliards. Sauf une très grande banque, les banques ont satisfait aux souscriptions avec une rapidité telle que, avant la fin de la première semaine, elles avaient fait leur part. Il est resté deux accrochages, l'un pour le placement par l'intermédiaire des caisses des percepteurs et autres. Là il y a eu accrochage, surtout lorsque M. le ministre du budget s'est trouvé en discussion avec la commission des finances de la Chambre; il est certain que le ralentissement a été très marqué.

La grande banque à laquelle je faisais allusion tout à l'heure a fait moins facilement que les autres sa part; mais je n'ai jamais entendu parlé par le directeur du Mouvement

général des fonds d'un recours auprès de la caisse des dépôts et consignations. Je parle ici très franchement : si le fait s'est produit, il ne m'a pas été signalé.

M. BIENVENU-MARTIN. Nous avons eu réunion vendredi dernier à la Caisse des dépôts et il n'a pas été question d'une participation, plus large que d'habitude, de la Caisse dans l'émission en cours. Généralement, toutes les fois qu'il y a une forte émission, on nous dit : "Nous prendrons tant de l'emprunt."

M. LE MINISTRE. Je vous signale qu'il y a eu beaucoup d'arbitrages. L'épargne, comme c'est naturel, cherche à transformer ses placements dans un sens favorable, et il n'est pas douteux que le titre qui a été offert était plus favorable que les titres de rente. C'est pour cela que pendant presque toute la durée de la souscription, il y a eu menace de baisse des fonds publics, et s'il y avait eu des événements politiques très défavorables, à l'intérieur ou à l'extérieur, je n'aurais pas pu placer l'emprunt. Cet emprunt devait être placé depuis plus de neuf mois. J'ai eu l'audace de le lancer, à mes risques et périls; le Gouvernement précédent ne l'avait pas fait, parce qu'il redoutait un événement défavorable au cours de l'emprunt.

Aujourd'hui, l'emprunt est placé. Des informations qui m'ont été données hier encore il résulte qu'il a été placé très normalement, avec une légère difficulté en queue du placement. Voilà ce que je puis répondre.

M. MARCEL REGNIER. - Est-ce qu'il n'y a pas eu des difficultés de placement pour des emprunts de la ville de Paris?

M. LE MINISTRE. Les emprunts de la ville de Paris se sont placés difficilement, et lorsque je suis arrivé au ministère, le 6 juillet, on m'a signalé ces difficultés. Il peut y avoir au contraire des événements heureux, et il se peut qu'on en apprenne bientôt un ~~qui~~ - qui peuvent modifier beaucoup l'atmosphère. C'est tout ce que je puis vous dire. Il appartient au ministre des finances de suivre au jour le jour les événements et de profiter des circonstances favorables, tout en encourageant les critiques quand il y a des événements défavorables!

M. MILAN. Monsieur le ministre, je vais vous poser une question précise, qui fait suite à celle de M. Régner : Pouvez-vous affirmer devant la commission des finances que l'emprunt émis pour l'outillage national a été couvert en totalité ?

M. LE MINISTRE. Je puis affirmer, par une note qui m'a été remise hier soir, qu'il est totalement couvert.

M. MILAN. Je vous remercie, je suis très heureux de l'apprendre.

M. LE MINISTRE . J'ai une note de mes services...

M. MILAN. Du moment que vous l'affirmez, je le crois. La question a une très grosse importance, vous le verrez par la suite. Vous affirmez, d'une façon nette et précise, que cet emprunt est ~~v~~ouvert ?

M. LE MINISTRE. J'affirme qu'hier au ministère des finances, on m'a remis une note - je reconnais que j'ai lu cette note hâtivement - qui m'a laissé pensé que l'emprunt était complètement couvert. Je suis un homme de bonne foi.

M. MILAN. Ce n'est pas vous qui êtes en cause, c'est le crédit public.

M. LE MINISTRE. Je suis un homme de bonne foi, un homme obligé d'être à la fois à la Chambre, au Sénat, à Lausanne et à Paris ! Excusez moi s'il m'arrive de lire un peu rapidement les documents; mais je crois que j'ai la note dans ma serviette, j'en donnerai lecture si vous voulez.

M. SCHRAMECK. Etant donné le doute que cela laisse dans l'esprit de nos collègues, je demande que cette note soit lue. Il faut des précisions, il ne s'agit pas de vivre dans une atmosphère de discussion, d'hésitation ... Si quelqu'un en doute, je demande au ministre de nous apporter cette note.

M. ~~XXXX~~ MILAN. J'en doute!

M. LE MINISTRE. Si vous en doutez, je ne peux pas mieux faire que de vous offrir de vous communiquer cette note.

M. MILAN. Combien vous nous feriez plaisir en nous apportant ici l'affirmation officielle que cet emprunt est couvert !

M. MARCEL REGNIER. J'ai demandé à M. le ministre si, d'après les renseignements qu'il possède, il pouvait nous assurer qu'il avait la certitude que les emprunts qui vont être émis seraient couverts.

M. LE MINISTRE. Monsieur le sénateur, je ne répondrai jamais d'une façon formelle à une telle question, car je ne suis pas prophète. J'étudie le marché, je vois ses possibilités, je consulte les banques. On me dit que, dans le courant

des mois suivants, à moins d'événements extérieurs - tels que Hitler faisant un raid sur la Sarre, par exemple - j'ai des chances de voir mes emprunts couverts. Je vous apporte l'affirmation de mes services. Quant à dire que j'ai une certitude, M. Caillaux me regarderait certainement d'un oeil quelque peu critique, et il aurait raison!

M. BIENVENU - MARTIN. Je voudrais demander une précision à M. le ministre, qui nous a dit tout à l'heure qu'il ne cumulerait pas l'émission des bons avec les emprunts marocain et algérien. Par conséquent, si vous avez l'emprunt de l'Algérie, vous ne ferez pas d'émission de bons du Trésor ?

M. LE MINISTRE . Du tout!

M. BIENVENU-MARTIN. Et vous pensez que, avec les ressources de la trésorerie et le remboursement des avances, vous pourrez passer les trois ou quatre mois qui nous sépareront de la reprise des travaux parlementaires ?

M. LE MINISTRE. C'est ce que je vais étudier .

M. BIENVENU-MARTIN. Il faut aussi tenir compte des moins-values des recettes budgétaires. Vous pouvez avoir de ce côté un déficit.

M. LE MINISTRE. M. le rapporteur général peut vous le dire, je lui ai livré le dossier sur la trésorerie; il a pu parcourir les tableaux, il peut dire que les évaluations que nous avons faites ne sont pas fantaisistes.

M. HENRY ROY, rapporteur général. - Non, mais elles conservent tout de même un certain caractère d'incertitude, vous n'en doutez pas. Ces tableaux sont calculés d'après

une moyenne générale. On dit : tel mois est déficitaire, tel mois est excédentaire par rapport à cette moyenne.

Il y a quelque chose qui m'a un peu plus inquiété, c'est la note du directeur du mouvement des fonds. Je sais que ce directeur est pessimiste par nature, il a raison de l'être.

M. LE PRESIDENT. Pouvons-nous avoir connaissance de cette note ?

M. LE MINISTRE. Je pourrais la lire, monsieur le président, mais elle est très longue. Ce que je puis dire, c'est que le directeur général du mouvement des fonds, après avoir été dans les mois passés très optimiste, lorsque mon prédécesseur était aux finances - il croyait pouvoir tenir sans avoir recours à l'emprunt - a été surpris par les moins-values de l'exercice actuel. Depuis lors, il est devenu très craintif et, après avoir affirmé que, si l'on votait l'emprunt algérien et qu'ainsi on remboursait les avances, il y aurait là des moyens largement suffisants pour tenir pendant les mois d'août, septembre et octobre, aujourd'hui il n'est pas douteux qu'il préférerait l'émission de 5 milliards de bons, ce qui lui assurerait beaucoup plus de facilités.

Seulement je suis, moi, dans l'obligation de tenir compte de certaines indications, que me donne le gouvernement. C'est pourquoi je cherche en ce moment à concilier les indications de M. le directeur du mouvement général des fonds, qui d'ailleurs est très réticent; car hier encore, je lui ai dit : ^{Est-ce que} "~~vous~~ vous aurez, avec le remboursement de l'emprunt de l'Algérie et de l'emprunt des P.T.T., suffisamment pour tenir ?" et il m'a répondu : "Il se peut

que je n'aie recours à aucun de ces moyens si les rôles qu'on a émis rentrent largement. Nous sommes dans une complète incertitude."

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Ces statistiques conservent nécessairement un caractère hypothétique.

M. LE PRESIDENT. Si je vous comprends bien, monsieur le ministre, sous votre responsabilité, vous pensez que l'emprunt algérien, et au besoin l'emprunt des P.T.T. donneront des disponibilités suffisantes pour alimenter votre trésorerie pendant ces quelques mois ?

M. LE MINISTRE. Je pense qu'il en sera ainsi, et je vais d'ailleurs cet après-midi étudier la question d'une façon précise.

M. LE PRESIDENT . Pour le moment, vous ne demanderez pas aux Chambres autre chose que l'autorisation de l'emprunt algérien, écartant l'autorisation d'émettre des bons ?

C'est à vous de savoir si, étant donné les chocs en retour qui peuvent se produire, et le torrent des moins-values que vous n'êtes jamais sûr de pouvoir maîtriser, il ne sera pas prudent de votre part de demander un peu plus. Mais cela, c'est votre responsabilité. Il nous suffit, à nous, que vous nous disiez que vous prenez toutes les mesures nécessaires pour garantir le trésor .

M. LE MINISTRE . Je prends toutes les mesures nécessaires pour garantir le Trésor, tenant compte des indications du conseil des ministres, et probablement en prenant quelques réserves dans une lettre personnelle.

M. HENRY CHERON. Je voudrais faire remarquer que, quel

qu'eût été le sort réservé au projet, la question de l'appel à des ressources de trésorerie se serait posée toujours. Nous parlons de 1932, de vivre jusqu'à la fin de 1932. Vous nous avez dit hier que les besoins pouvaient être de l'ordre de 4 à 5 milliards. Or, le projet voté par la Chambre apporte 300 millions pour 1932. Même si le projet du Gouvernement eût été voté intégralement par la Chambre, il apportait 1.025 millions. Par conséquent, je fais remarquer à la commission des finances qu'en toute hypothèse il fallait faire appel à des ressources de trésorerie.

Cela dit, je me permets d'appuyer, dans la mesure où je puis le faire, les observations de M. le président Caillaux. Vous nous aviez dit hier : appel à des bons du trésor. Aujourd'hui, vous avez modifié la formule.

M. LE MINISTRE. J'ai dit "alternatif", je ne varie pas.

M. HENRY CHERON. C'est exact, vous nous avez dit qu'une alternative se posait, soit l'émission de bons du trésor, ou bien récupération des avances que vous avez indiquées.

Je me permets, sans vouloir en tirer de conclusion, de vous rappeler ce que vous avez dit tout à l'heure : "Je ne sais pas ce que les rôles donneront, je ne sais pas si la crise s'aggravera, je suis dans un état d'incertitude." Or, c'est justement pour parer, en matière de trésorerie, aux incertitudes, qu'ont été créés les bons du trésor. On vous donne une autorisation, dans une limite qu'il faut faire aussi large que peuvent l'être les besoins, surtout pendant les vacances parlementaires. Vous n'êtes pas obligés de faire appel aux bons dans une mesure supérieure aux nécessités; il me semble, à moi comme à M. le président Caillaux, que c'est la formule la plus prudente et la plus conforme

à la technique financière. Cela dit, ce que j'ai voulu constater c'est que, même si le projet avait été intégralement voté, tel qu'il était présenté par le Gouvernement, à peu de chose près le problème de trésorerie se posait de la même façon.

M. LE MINISTRE . Je suis obligé de vous soumettre quelques chiffres, pour bien vous permettre de saisir le caractère sérieux de l'acte qu'accomplissait le gouvernement.

Si le gouvernement avait été suivi dans le projet qu'il a déposé, il aurait eu plus d'un milliard de disponibilités pour la trésorerie. De plus , il trouvait 1 milliard de disponibilités en raison des avances qu'il a faites aux P.T.T. et qu'il peut récupérer immédiatement. Cela faisait 2 milliards environ, plus les 700 millions de disponibilités qu'il a d'ores et déjà.

Or, l'idée du gouvernement était d'assurer sa trésorerie jusqu'au mois d'octobre. Quelles sont les prévisions de trésorerie jusqu'au mois d'octobre ? En décaissements, 1.300 millions; mais au contraire, en excédent sur les sorties, 590 millions. Par conséquent le gouvernement, avec le projet voté intégralement, avait la certitude d'une liquidité de trésorerie jusqu'à la rentrée des Chambres. Pour les deux derniers mois, il ne les garantissait pas avec le vote du projet de loi, mais lors de la rentrée des Chambres il aurait réclamé de nouvelles mesures; tel était l'aménagement du projet et vous voyez que c'étaient des bases sérieuses.

Aujourd'hui, mon devoir est de calculer avec les 300 petits millions que nous donne le projet voté, plus ~~les~~ la disponibilité d'un milliard des P.T.T., plus la disponibilité de 1.400 millions de l'emprunt d'Algérie et le remboursement

au Trésor que cet emprunt comportait, plus 700 millions de disponibilités. Je dois voir maintenant, de très près, avec le directeur du mouvement général des fonds, si je peux essayer de parer à toutes les exigences de la trésorerie avec les moyens que j'ai indiqués, ou si au contraire, malgré les objections qui m'ont été faites, je dois exiger le dépôt immédiat d'un projet de loi pour avoir des moyens de trésorerie plus larges.

M. LE PRESIDENT. Monsieur le ministre vous prendrez, sous votre responsabilité, la décision que vous jugerez à propos. Nous avons eu de vous les éclaircissements que nous désirions.

M. ALFRED BRARD. Monsieur le ministre, je voudrais savoir si vous avez entretenu le conseil des ministres de la question des 750 millions du crédit agricole; vous m'aviez promis hier d'en parler.

M. LE MINISTRE. J'ai la faiblesse, quand je donne ma parole, de la tenir. Par conséquent, j'ai entretenu le conseil des ministres du problème, et ce soir même M. Abel Gardey tente une démarche auprès de la commission des finances de la Chambre pour obtenir un rapport d'urgence.

M. ALFRED BRARD. Je vous remercie.

M. HENRY BERENGER. Je voudrais poser une question qui n'a pas un rapport direct avec la trésorerie. Mais cependant nous cherchons à faire des économies et à éviter toute dépense inutile. Or, il m'est revenu qu'en ce qui concerne les conventions qui ont été signées avec la maison Kreuger, tous les autres Etats n'ont rien payé, ont demandé à la Suède des

révisions de ces conventions, et que déjà la Suède a négocié des révisions importantes avec l'Allemagne et d'autres Etats.

Or, la France est le seul Etat qui ait payé M. Kreuger; elle est aussi, paraît-il, le seul Etat qui n'ait pas demandé la révision des contrats. Il est singulier que les Etats débiteurs aient pu demander et négocier des révisions de contrat, alors que l'Etat qui s'est acquitté comme d'habitude, en faisant honneur à sa signature, n'a pas demandé de révision des conventions. Il y a là sans doute une très grosse économie à faire, et je me permets de demander à M. le ministre des finances s'il est au courant de cette question.

M. MARCEL REGNIER. C'est M. Palmade qui s'en occupe, et je crois savoir qu'il est en pleine étude et en discussion avec le groupe Kreuger pour obtenir la modification des contrats.

M. LE PRESIDENT . Si vous le voulez, nous interrogerons M. le ministre du budget sur ce point.

M. SCHRAMECK. Je voudrais poser une question qui fait suite à celle de M. Brard. Vous vous souvenez que le gouvernement précédent avait déposé sur le bureau de la Chambre et avait obtenu le vote de 300 millions de crédits pour les sinistres agricoles.

M. LE PRESIDENT . Ce fut une proposition de loi, que le Gouvernement a combattue.

M. SCHRAMECK. La Chambre l'a votée, elle est venue ici, elle est pendante devant la commission des finances du Sénat. Le gouvernement précédent avait laissé entendre qu'il désirait

qu'on n'allât pas plus vite, étant donné qu'il ne disposait pas des ressources suffisantes pour un crédit de cette importance.

Or, il n'y a pas de jour où nous ne recevions des délégations de la Chambre, où des questions ne nous soient posées par nos collègues du Sénat, pour nous demander de donner suite à ce projet dont nous sommes saisis.

Je demande à la commission, en présence de M. le ministre, quelle est la suite qu'on entend donner à ce projet. Étant donné qu'on dit que le rapporteur du budget de l'intérieur est chargé de ce projet, je reçois toutes les réclamations, directes ou indirectes.

M. LE PRESIDENT . J'en ai reçu beaucoup moi-même, et voici ce que j'ai répondu : j'ai déclaré que, étant donné l'attitude qu'avait observée le précédent gouvernement, qui avait combattu la proposition à la Chambre, qui avait demandé ensuite à la commission de l'ajourner, nous demandions un nouvel avis au gouvernement.

Nous avons demandé cet avis et nous avons reçu de M. Palmade, ministre du budget, une lettre nous disant, dans la première partie, qu'il n'y avait rien à faire, mais que si nous voulions, tout de même nous pouvions aller jusqu'à une certaine somme, qu'il a indiquée. J'ai fait dire à M. le ministre du budget que je voudrais bien qu'il nous saisisse d'une proposition ferme. Quand on nous saisira d'une proposition ferme, je la mettrai immédiatement aux voix.

M. SCHRAMECK. Je demande que, dans le procès-verbal il y ait quelque chose qui indique que c'est l'avis du gouvernement que nous attendons.

M. LE PRESIDENT. Si vous le voulez, mon cher collègue, je concerterai avec vous cette partie du compte-rendu.

M. LE MINISTRE. Plus vous voterez une somme élevée, plus la trésorerie sera en péril.

M. SCHRAMECK. Puisque nous attendons l'indication du Gouvernement, c'est encore sa responsabilité qui sera en cause.

M. LE PRESIDENT. Personne d'entre vous, messieurs, ne désire poser d'autres questions?...

Monsieur le ministre, je vous remercie.

(M. le ministre des finances se retire.)

M. LE PRESIDENT.- Nous connaissons maintenant, d'une manière très exacte, les intentions du Gouvernement.

Dans ces conditions, quelle procédure devons-nous adopter ? Le Gouvernement nous demande de voter le projet sans y changer une virgule : devons-nous , tout de suite, nous prononcer sur cette demande ?

Devons-nous, au contraire, tout en tenant compte, bien entendu, du désir exprimé par le Gouvernement, examiner en détail chacune des dispositions du projet, avant de statuer sur l'ensemble ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL a-t-il des propositions à formuler?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- J'ai horreur des efforts inutile. Je suis prêt à vous exposer en détail toutes les dispositions du projet. Mais je me demande si cet examen est bien nécessaire?

— Si nous n'avons pas le droit de changer un iota à ce projet..

M. SCHRAMECK.- Notre droit reste entier, mais une question politique étant posée, il s'agit pour nous de savoir si par discipline politique , nous ne devons pas sacrifier un peu de notre droit de discussion.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Disons, si vous le voulez, si nous ne pouvons pas sans risquer des événements que nous voulons éviter, changer un iota au projet, mieux vaut ne pas l'examiner.

A quoi bon constater, puisque nous le voterons quand même que le projet est mauvais ? A quoi bon rechercher ce qu'il faudrait faire, si nous sommes fermement décidés à ne pas le tenter ?

J'ai le devoir simplement de signaler pour que la Commission ne puisse pas se méprendre sur l'importance des textes qui lui sont soumis que ce fameux grand effet de redressement et d'assainissement

nisement financier dont on nous parle depuis plusieurs semaines aboutit simplement à décharger la trésorerie pour 1932 de 333 millions.

J'ajoute que de nombreuses économies escomptées ne seront dûes qu'à des artifices d'écritures et que la plupart auraient pu être réalisées par mesures administratives.

Etait-ce bien la peine, en vérité, de risquer la vie du Gouvernement pour un enjeu aussi mince ?

Dans ces conditions je compte limiter les considérations générales en tête de mon rapport aux quelques phrases suivantes : (M. le Rapporteur Général donne lecture des premières pages de son rapport).

Hier encore, j'avais le désir d'ajouter que notre Commission comptait sur le Gouvernement pour "poursuivre devant la Chambre, soutenu par le Sénat, la politique de redressement financier qui s'impose ". Mais vous venez d'entendre M. le Ministre des Finances et vous comprendrez qu'à mon grand regret je supprime de mon rapport cette petite phrase qui me paraissait pourtant contenir l'essentiel de nos préoccupations.

M. BIENVENU MARTIN.- Je déplore que le Gouvernement renonce à se servir de la haute autorité qu'un vote du Sénat lui aurait donnée.

M. SCHRAMECK.- Je déplore comme vous que le redressement financier soit ajournée, mais il serait dangereux de risquer une crise ministérielle en ce moment.

M. LE PRESIDENT.- M. le président du Conseil s'était résolument rangé à notre point de vue. Il paraissait prêt à engager la bataille. Il a changé d'avis depuis: dans l'intervalle, il y avait eu auprès de lui l'intervention de la plus haute autorité du pays.

M. SCHRAMECK.- Ce qui domine toute la discussion, c'est la question.....

question politique qui est très nettement posée. Dès lors, il est inutile de procéder à un examen détaillé du projet.

M. LE PRESIDENT.- Il faut trancher la question et agir loyalement.

Le Gouvernement est venu nous dire : "Si vous voulez que nous demeurions au pouvoir, acceptez le projet sans modification. S'il fallait rouvrir un débat sur ce sujet devant la Chambre, il y aurait une bataille qui tournerait à notre désavantage ?

Devons-nous, pour donner notre appui au Gouvernement renoncer à améliorer le projet ? Voilà tout le problème que nous avons le devoir de trancher ce soir .

M. HENRY BERENGER.- Je regrette qu'au début d'une législature une question politique aussi grave soit posée devant le Sénat.

Certes, le Sénat a eu souvent un rôle politique qu'il a joué en toute indépendance et dans la plénitude de ses droits constitutionnels . Les responsabilités n'ont jamais effrayé notre Assemblée. Mais nous sommes aujourd'hui dans une situation tout à fait particulière.

Nous sommes au lendemain d'une consultation électorale, le pays s'est prononcé et a marqué une orientation très nette . Le Sénat , peut-il sans danger, s'immiscer dans une difficulté entre le Gouvernement et sa majorité qui résulte des décisions du suffrage universel ?

Le Sénat, dit-on, ne veut pas être engagé par le vote qu'on lui demande d'émettre. Je crains bien qu'il ne le soit et qu'il n'apparaisse comme apportant au Gouvernement un appui in extremis pour lui éviter de s'expliquer avec sa majorité qui n'est autre cependant que celle qu'a voulue la majorité des électeurs.

On ne manquera pas de faire ressortir cela et notre Assemblée

se

se trouvera à la fois engagé dans une politique financière qu'il réproouve et amoindri aux yeux de l'opinion publique.

M. LE PRESIDENT.- Je pense comme vous. J'ai tout fait pour que la question soit posée autrement. Mes efforts n'ont servi à rien.

Nous n'avons pas le choix de poser la question sur un autre terrain. Nous devons la résoudre telle qu'elle est posée.

M. HENRY CHERON.- Sur la nécessité de prendre d'urgence des mesures sévères pour assurer le redressement financier, nous sommes tous d'accord. La situation est tragique et demande un prompt rétablissement.

Mais pour agir efficacement, que pourrions-nous sans le Gouvernement ? S'il avait accepté de soutenir devant la Chambre, les mesures que le Sénat aurait votées, notre devoir était tout tracé et, d'un même coeur, nous nous serions tous mis à la besogne pour une oeuvre de salut public.

Mais puisque le Gouvernement se déclare incapable de reprendre la lutte à la Chambre, même avec notre appui, nous n'avons pas à jouer les Don Quichotte et à engager un combat inutile. Nous en sommes ainsi ramenés à nous prononcer sur la question préjudicielle posée par M. le Président.

Certes, si nous étions en face d'un projet massif réalisant la restauration financière, nous ne pourrions hésiter, ni transiger. Nous devrions faire bloc pour faire aboutir ce projet et pour le faire aussi complet et aussi parfait que possible.

Mais M. le Rapporteur Général a fait observer tout à l'heure combien le projet dont nous sommes saisis était de portée réduite. A quoi bon, en vérité, nous battre pour de pareilles misères ?

Il me paraît que la sagesse nous ordonne d'accepter ce que nous demande le Gouvernement en prenant acte de l'engagement solennel

nel pris devant nous de prendre toutes les mesures nécessaires pour équilibrer le budget de 1933 et en prenant acte, également, des ressources envisagées pour l'équilibre du budget de 1932.

M. LEON PERRIER.- Il me semble que nous perdons de vue le projet dont nous sommes saisis. Quel est-il ? Est-ce le projet massif de relèvement financier que nous désirons tous et dont vient de parler M. CHERON ? Non.

Est-ce le projet primitivement déposé par le Gouvernement ? Pas davantage puisque le Gouvernement l'abandonne.

Dès lors, nous devons limiter notre examen au texte qui nous vient de la Chambre. Si, par impossible, nous n'accordions pas au Gouvernement ce qu'il nous demande et si nous amendions ce texte, nous pourrions nous voir opposer le droit d'initiative de la Chambre en matière financière.

M. HENRY BERENGER.- Le Sénat a toujours le droit de reprendre les textes du Gouvernement, même si celui-ci les abandonne. Nous ne sommes pas le Sénat muet de l'Empire !

M. LEON PERRIER.- En tout cas, tout le problème est dominé par une question politique. Veux-tu, ou bien ne veux-t-on pas voir tomber le Gouvernement ? Tout se ramène à cela. Pour ma part, je ne le veux pas et je voterai le projet sans modification.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- Si nous examinions le projet qui nous est soumis en nous plaçant strictement sur le terrain financier qui est le nôtre, je crois que nous serions unanimes à le considérer comme mauvais et que nous ramanierions de fond en comble le texte de la Chambre.

On paraît ne pas vouloir de cet examen technique et la question a glissé sur le plan politique. "Ce qui importe, dit-on c'est le maintien du Ministère". J'avoue que, quant à moi, je

me

me désintéresse un peu de l'existence du Cabinet.

Ce qui me préoccupe, beaucoup plus que le maintien au pouvoir de tels ou tels Ministres, c'est que le projet ne constitue aucune amorce de réforme financière, qu'il ne nous engage en rien dans la voie salutaire du redressement .

En face du déficit croissant, le projet ne nous apporte aucune réforme, aucune économie sérieuse, aucune recette nouvelle appréciable. La politique de faiblesse et de laisser-aller continue. Rien dans ce qui nous est proposé n'est de nature à faire reconnaître la confiance.

Je n'ai aucune intransigeance et je suis prêt à soutenir de mon vote le Ministre des Finances qui nous apportera enfin un plan raisonnable et efficace ou qui seulement fera un effort pour réagir contre des errements désastreux et une faiblesse qui n'a que trop duré. C'est avec ~~un~~ regret que je constate qu'il ne ressort du projet qui nous est soumis aucune lueur d'espoir, si petite soit-elle.

Je ne le voterai donc pas.

M. FOURCADE.- J'ai admiré tout à l'heure l'art avec lequel M. le Rapporteur Général accompagne de critiques son acceptation du texte.

Il est impossible de mieux dire que ne le fait M. Henri ROY Mais un peu d'énergie ne vaudrait-elle pas mieux que toute cette rhétorique ?

Au moment où l'on va nous demander d'émettre un vote contraire au sentiment profond de l'immense majorité de la Commission, allons-nous donner une fois de plus l'exemple lamentable d'un Sénat récalcitrant qui se satisfait de réserves purement verbales et par conséquent dépourvues de sanctions ?

J'ai écouté avec attention M. le Ministre des Finances.

J'aurais

J'aurais voulu trouver dans ses explications une lueur d'espoir qui m'ait permis, en considération de l'avenir, d'accepter un présent qui ne me satisfait pas. Je n'ai rien hélas ! entendu de satisfaisant : la politique néfaste de concessions à la démagogie et de lâcheté financière continue, et, à cette politique, je ne veux pas m'associer.

On nous dit : "Acceptez le texte insuffisant, inefficace, imparfait, qui nous vient de la Chambre. Acceptez-le parce que la Chambre ne veut pas autre chose ". Mais alors, si nous suivons le Gouvernement et si nous dédons toujours devant la Chambre, à quoi servons-nous ? Je m'étonne que nos Collègues ne s'élèvent pas contre une abdication pure et simple de notre assemblée.

En terminant, je désire demander à M. le Rapporteur Général s'il compte introduire dans son rapport une critique des dispositions du projet, critique qui ne saurait manquer d'être acerbe.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- J'ai préparé une étude critique de chacune des dispositions, mais si nous acceptons le projet sans modification cette étude deviendra-t-elle utile ?

M. LE PRESIDENT.- Oui. Il ne faut pas nous donner le ridicule de critiquer ce que nous acceptons.

M. FOURCADE.- Ma question n'avait pas d'autre raison que d'obtenir l'assurance qu'au moins nous ne serons pas ridicules.

M. CUMINAL.- M. le Président du Conseil nous a dit hier : "J'ai le sentiment de m'être battu à la Chambre aussi vivement que je pouvais le faire. Il ne m'est pas possible d'aller plus loin sans risquer un échec presque inévitable. " Eh bien ! moi je ne veux pas prendre la responsabilité de cet échec.

Certes, M. le Président du Conseil pourrait, s'il était battu, s'en aller la tête haute avec la conscience d'avoir fait
tout

tout son devoir, mais si nous l'envoyons à la bataille, dans les conditions actuelles, c'est nous qui n'aurions pas fait le nôtre.

La situation financière est grave. Elle l'était déjà au moment du vote du budget et nous avons alors, malgré notre désir de voir mettre sur pied un budget sincèrement équilibré, accepté le projet qui nous venait de la Chambre et que soutenait le Gouvernement d'alors.

Pourquoi nous montrerions-nous aujourd'hui plus intran-
sigeants que nous l'avons été en Mars ?

Le Gouvernement s'engage à employer ses vacances à mettre sur pied un budget en équilibre et un programme de restauration financière . Faisons-lui confiance et, tout d'abord, donnons lui le moyen de vivre en n'ouvrant pas un conflit entre lui et la Chambre .

M. MILAN.- Une question d'ordre strictement financier et budgétaire a dévié et est devenue une question politique: je le déplore.

Au point de vue politique, je suis d'accord avec MM. LEON PERRIER et CUMINAL, Je ne souhaite pas une crise ministérielle et je suis prêt à faire tout pour l'éviter.

Mais il n'en reste pas moins que l'abîme est ouvert devant nous et que nous ne faisons rien pour le combler. Le déficit du budget de 1932 sera de 3 à 4 milliards. Celui de 1933 de 2 milliards. Ce n'est pas seulement en sauvant le Cabinet que nous boucherons un pareil trou !

A l'heure où il faudrait un Gouvernement courageux , clairvoyant et énergique, nous assistons à une série de capitulations lamentables. Jusqu'où ira-t-on dans la voie des

atermolements

atermolements et des lâchetés ? N'oublions pas que plus on aura descendu la pente, plus l'effort de redressement deviendra difficile.

On demande au Sénat d'abdiquer son droit de contrôle qui, en l'espèce, est beaucoup plus un devoir qu'un droit. On renforce ainsi le mouvement d'opposition qui n'a déjà que trop de partisans à la Chambre contre les mesures de restriction et d'économie.

Si l'on manque de courage aujourd'hui, comment en aura-t-on demain pour faire les conversions et réaliser l'équilibre budgétaire ?

Pour ma part, angoissé par les conséquences sur toute notre vie économique, d'une politique de faiblesse, je m'abstiendrai dans le vote du projet.

M. PIERRE LAVAL.- Mes Collègues comprendront avec quelle réserve j'interviens dans ce débat, ^{qui,} ainsi qu'on l'a dit surabondamment, est essentiellement politique.

Chef du Gouvernement pendant 13 mois, c'est moi qui ai préparé et présenté le budget de l'exercice en cours au déficit duquel il s'agit de remédier. Ce déficit a d'ailleurs provoqué contre moi et mes amis des critiques nombreuses, souvent injustes, que j'ai écouté avec philosophie.

Il est vrai que nous avons fait voter un budget dont l'équilibre n'était que provisoire. J'ai beaucoup souffert de ne pouvoir faire mieux, mais la situation politique était telle qu'il n'était pas possible, à la veille des élections, de faire voter les mesures de restriction que commandent les nécessités financières.

J'avais rêvé, pour faire aboutir un vaste programme financier et économique, d'élargir la majorité qui me soutenait
dans

dans l'ancienne Chambre. Je n'ai pas pu aboutir à mon grand regret. Je savais bien que ce n'est pas au milieu des discordes civiles que l'on surmonte la crise économique et réduit le train de vie de la nation pour le proportionner à ses ressources réelles. Je reste persuadé de cette vérité.

J'ai vécu depuis de longs mois le drame des chemins de fer. Pour parer au déficit croissant, j'ai fait préparer un projet, je l'ai déposé à la Chambre qui n'a même pas voulu l'examiner. Croit-on qu'il est possible, dans de pareilles conditions, de faire de bonnes finances ?

La vérité c'est qu'il n'y a pas une mathématique radicale-Socialiste et une mathématique modérée et qu'il n'y a pas un équilibre budgétaire variant suivant la nuance politique des Gouvernements.

De cette vérité, le Cabinet actuel a eu le mérite louable de s'inspirer et il avait quelque mérite à le faire au lendemain d'une campagne ardente dont mes amis ont fait les frais. Mais il s'est heurté à la Chambre à l'opposition d'une partie de ses amis et il n'a été sauvé - je ne tire de ce fait aucune gloriole et fais seulement une constatation - que par l'abstention ou l'appui de ceux qui me soutenaient hier et qui ont mis au-dessus de tout l'intérêt général.

Nous avons trop souffert de l'opposition partisane pour vouloir prolonger une lutte dont le pays fait tous les frais. Si le Gouvernement veut pratiquer une politique courageuse pour défendre notre monnaie et notre crédit, je le soutiendrai de toutes mes forces, moi et mes amis.

Ceci dit, je me tourne vers ceux qui craignent une crise ministérielle et veulent l'éviter en votant le projet intégralement

lement et je leur demande s'ils croient ainsi renforcer la situation du Cabinet de M. HERRIOT. Croient-ils qu'en manifestant publiquement sa crainte de rouvrir un débat financier devant la Chambre, le Gouvernement se mette en bonne posture pour engager les débats de demain sur les conversions et l'équilibre budgétaire ?

Croyez que je n'ai, en disant cela, aucune arrière pensée, mais je ne vois véritablement pas comment le Gouvernement se trouvera en Septembre ou en Octobre le courage qui lui manque en Juillet et comment on peut espérer que la Chambre acceptera demain ce qu'elle refuse aujourd'hui. La sagesse ne lui viendra pas toute seule.

Comme il serait plus sage, plus franc, plus énergique, de laisser le Sénat amender le projet, puis, fort de son appui, de revenir devant la Chambre pour faire triompher les textes de la Haute Assemblée qui ne manqueraient pas d'avoir pour eux une partie de l'opinion publique !

Avec la solution que demande le Gouvernement, le Cabinet sera peut-être sauvé pour les vacances, mais il tombera à la rentrée et nous rentrerons dans une ère de crises successives dangereuses pour les finances, dangereuses pour le crédit public, dangereuses même pour le régime.

Moi qui ai foi dans le régime, je voudrais que le Sénat n'abandonne pas son rôle constitutionnel d'arbitre et de régulateur. Ce rôle, il l'a exercé récemment encore et je ne m'en plains pas. Qu'il n'abdique aucune de ses prérogatives !

On nous dit : " Volons au secours du Gouvernement " Je suis prêt à marcher, mais à condition qu'il s'agisse en même temps de sauver le pays et ses finances.

M. BETOULLE.- L'équivoque dans laquelle nous nous débattons

tons aujourd'hui vient d'une fausse manoeuvre commise à la Chambre par le Gouvernement.

On se souvient des conditions dans lesquelles les élections se sont faites. Malgré les efforts du Sénat et en particulier de sa Commission des Finances et malgré les avertissements du parti socialiste on est allé à la grande consultation électorale avec un budget en déficit.

Ce déficit a été connu du pays tout entier. Le discours de M. ABEL GARDEY n'avait rien caché. Il a été répandu par tous les candidats de gauche : vous savez comment le pays ainsi éclairé, a répondu.

La nouvelle majorité avait devant elle une tâche difficile et elle devait s'y mettre courageusement, mais après avoir dressé au préalable, pour dégager les responsabilités de ses prédécesseurs, un bilan rigoureux.

Hélas, le Gouvernement de M. HERRIOT a négligé cette oeuvre indispensable du bilan, et, au lieu du grand projet d'ensemble que nous attendions, il nous a proposé qu'un tout petit effort très nettement insuffisant. En outre, au cours de la discussion, le Président du Conseil a laissé se développer une manoeuvre destinée par ses adversaires à couper la majorité et il a posé la question de confiance dans des conditions que beaucoup de ses amis - dont je suis - déplorent.

Ainsi s'est fait jour cette impression que, malgré les élections, la majorité ancienne continue à exercer son action délétère et il en est résulté un grand trouble à la Chambre et dans l'opinion publique.

Pour réaliser un allègement de 330 millions à la trésorerie, on a énervé l'opinion. C'est cela qui est déplorable. Eh bien ! puisque la question est mal posée, il n'y a d'autres solution.....

solution que de se désintéresser du projet.

Ne prolongeons pas un débat qui ne sert qu'à des intrigues politiques. Attendons pour lutter et faire triompher nos principes que le Sénat soit saisi d'un projet résolvant dans son ensemble le problème financier .

J'ai confiance dans les hommes qui sont au Ministère Ils se sont trompés une fois .Demain ils se ressaisiront % Aujourd'hui , votons purement et simplement le projet de la Chambre pour clore un débat mal engagé et qui n'a que trop duré .

M. HENRY BRENGER.- Dois-je conclure que vous voterez le Projet ?

M. BETOULLE.- Non. Je déclare très loyalement que je voterai contre pour les raisons qui ont été indiquées à la Chambre par le porte parole du parti socialiste .

Je crois, néanmoins, que le Sénat doit accorder au gouvernement ce que celui-ci lui demande.

M. BIENVENU MARTIN.- Les mesures proposées sont nettement insuffisantes . Je reconnais, en outre, qu'en matière financière , retarder les solutions , c'est aggraver les difficultés.

Ceci dit, je ne crois pas que nous puissions espérer aller plus loin, en ce moment, que n'est allée la Chambre car la situation politique nous domine.

Modifier le texte de la Chambre, c'est engager une bataille. Que gagnerait-on à cela ? Aurait-on des chances de triompher ? Tout cela est bien douteux .

Au lendemain des élections, il serait fâcheux d'ouvrir un conflit entre les deux Assemblées . C'est cette considéra-

tion

tion qui dicte mon vote car c'est cela qui serait grave et non pas l'ouverture d'une crise ministérielle.

Prenons garde ! N'apportons pas un nouvel élément de trouble dans l'opinion publique. Ne donnons pas l'impression d'une scission entre les deux Chambres. Jamais la France n'a eu plus besoin de paraître unie, aussi bien à Genève qu'ailleurs.

On a dit : " Le Sénat se diminuerait en acceptant purement et simplement les textes de la Chambre ". Je pense tout autrement . Ce vote ne nous empêcherait nullement de donner des conseils et d'attirer l'attention du Gouvernement sur la nécessité de prendre les mesures indispensables au rétablissement de nos finances.

Ce faisant, le Sénat restera dans son rôle tutélaire, qui est fait de sagesse , de prudence et de modération et je suis sûr que son appel - comme il l'a été déjà dans des occasions diverses - sera entendu du Gouvernement et du pays.

M. LEON PERRIER.- En invitant mes collègues à faire au pays l'économie d'une crise, je ne pense pas seulement à une question politique; j'ai conscience, au contraire, de demeurer dans le domaine financier.

Croit-on , en effet, qu'une crise ministérielle se produisant à l'heure où nous sommes et accusant un conflit entre les deux Assemblées , renforcerait la confiance ?

Je supplie la Commission de faire taire certains scrupules et d'accorder au Gouvernement, par le vote qu'il nous demande, le moyen de mettre sur pied pendant les vacances le plan de réformes qui rétablira nos finances.

M. HENRI CHERON.- M. MILAN déplore que le Sénat ne s'institue pas le restaurateur de nos finances en substituant un
projet

projet nouveau à celui qui nous vient de la Chambre. C'est là une conception purement théorique qui se heurte à une impossibilité constitutionnelle . Oublie-t-il que le Sénat n'a pas d'initiative en matière financière ? Il nous est, en vérité, impossible de remplacer le texte de la Chambre par un projet nouveau.

J'ai entendu, d'autre part, au cours de cette discussion plusieurs de nos Collègues dire avec quelque pessimisme : "Si nous ne faisons rien aujourd'hui, comment demain nous décidons-nous à agir ?".

Je ne partage pas ce pessimisme , car si à l'heure où nous sommes il est impossible au Gouvernement de faire aboutir l'ensemble de mesures qui permettront de restaurer nos finances, rien ne nous dit qu'il en sera ainsi demain lorsque le pays aura été mis en face des dangers pressants de l'heure.

Le devoir le plus pressant du Gouvernement et du Parlement c'est d'éclairer le pays. Il n'a pas dépendu de nous qu'il ne l'ait pas été suffisamment avant la période électorale de telle sorte que certaines promesses démagogiques des candidats aient été rendues impossibles ce que l'on n'a pas fait à la veille des élections , du moins faut-il le faire aujourd'hui.

C'est à nous qu'il appartient de parler le langage de la franchise et de la raison, même si ce langage heurte certains préjugés des électeurs. Tous tant que nous sommes, nous devons profiter de la clôture de la session pour éclairer nos compatriotes. Si cette tâche, difficile, mais nécessaire est bien remplie par le Gouvernement, les Sénateurs et les Députés, on peut être sûrs qu'à la rentrée d'Octobre, notre oeuvre sera facilitée.

Notre pays est capable de tous les sacrifices et de tous les efforts s'il en comprend l'utilité. A nous de lui faire cette démonstration.....

démonstration.

M. FARJON.- Je n'ai aucun désir de créer une difficulté quelconque au Gouvernement au moment où à Lausanne et à Genève il défend les intérêts de la France. Mais je ne peux pas cependant me résigner à consacrer par mon vote un projet que je juge mauvais dans ses dispositions et dans son ensemble.

Si le Sénat suit le Gouvernement, il en résultera, je le crains, un trouble profond dans les esprits. Les éléments économiques, au milieu des difficultés de toutes sortes qu'ils essayent de surmonter, comptent encore sur le Sénat pour sauver les finances publiques. Leur désillusion sera grande s'ils voient notre Assemblée se résigner, presque sans résistance, à une politique de lâcheté et de faiblesse.

Je m'abstiendrai donc dans le scrutin qui va avoir lieu sur la demande du Gouvernement.

M. HENRY BERENGER.- J'ai indiqué tout à l'heure quels sont mes scrupules dégageant ainsi ma conscience en toute franchise

J'ai le devoir maintenant, pour éclairer complètement la Commission, de lui répondre - ce que je sais comme Président de la Commission des Affaires Etrangères - que M. le Président du Conseil vient de conclure avec l'Angleterre un traité qui égale en importance l'Entente^{nte} cordiale. Renverser le Gouvernement à la veille de la publication de cet acte, serait une faute grave.

La politique nationale doit primer tout. Aussi ferai-je taire tous mes scrupules et voterai-je l'approbation complète du projet.

M. PIERRE LAVAL.- Je me réjouis à la nouvelle de la signature d'un accord que j'ai appelé de mes vœux pendant les mois durant lesquels j'ai dirigé notre politique extérieure.

M. HENRY BERENGER.- Il est juste de vous rendre hommage, car
cet

cet accord vous ne l'avez pas seulement souhaité, vous l'avez préparé.

M. PIERRE LAVAL.- Je vous remercie et je souhaite que le texte de cet accord nous soit communiqué sans tarder.

M. SERRE.- Malgré le regret que j'éprouve de voir que le Gouvernement n'a pu obtenir de la Chambre qu'un projet tout à fait insuffisant, je voterai ce projet pour ne pas prendre la responsabilité d'une crise.

M. LE PRESIDENT.- Messieurs, il faut conclure.

La Commission est-elle d'avis d'accepter le projet tel qu'il est sorti des délibérations de la Chambre ?

Avant d'ouvrir le scrutin sur cette question, je demande la permission d'expliquer mon vote.

Je voterai l'acceptation du projet de la Chambre bien que je trouve que le Gouvernement, en proposant ce projet, ait commis une erreur de tactique.

Contre cette erreur, j'avais mis en garde M. le Président du Conseil en lui faisant ressortir que ce n'est pas en quinze jours que l'on trouve des réformes. On ne m'a pas écouté.

En nous demandant de ne rien changer au texte de la Chambre, je crois bien que le Gouvernement commet une nouvelle faute. Je l'ai dit à qui de droit alors qu'il était encore temps de l'éviter, mais, cette fois encore, je n'ai pas été suivi.

Puisque le Gouvernement a choisi cette tactique, notre devoir me paraît être, non plus de faire entendre des récriminations inutiles, mais d'essayer de fortifier sa position par un vote aussi massif que possible et, en même temps, de prendre acte de l'engagement pris ici même par M. le Président du Conseil

de

de nous saisir en Octobre d'un projet de budget en équilibre.

Je me permets d'ajouter que je n'accepterai pas une minute de plus de demeurer Président de la Commission des Finances, si l'on devait nous demander une fois de plus un effort de résignation comme celui qui est sollicité de nous aujourd'hui.

Je prie mes Collègues de s'élever au-dessus du mesquin petit projet dont nous sommes saisis, pour ne voir que la situation extérieure qui est telle qu'une crise ministérielle serait un malheur pour notre pays. Je n'ose pas souhaiter un vote unanime mais je demande au moins un vote imposant par sa majorité en faveur du Gouvernement.

M. HAYAUX.- Pour déférer au désir exprimé par M. le Président, je m'abstiendrai.

M. FOURCADE.- Moi aussi, pour faire confiance au Gouvernement qui lutte dans les conférences internationales pour faire triompher les thèses de la France. Souhaitons que dans l'avenir des succès diplomatiques comme celui qui vient de nous être annoncé lui permettront de se montrer courageux en matière financière.

M. JOSEPH COURTIER.- Pour les motifs indiqués tout à l'heure par M. FARJON, je m'abstiendrai.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- Je regrette de ne pouvoir répondre à l'appel de M. le Président. Je voterai contre l'acceptation du projet. Je me trouverai ainsi pour une fois d'accord avec mon Collègue M. BETOULLE (sourires).

M. BETOULLE.- Je voterai pour l'acceptation du projet.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- J'avais cru comprendre le contraire.

M. BETOULLE.- En séance je voterai contre le projet, mais aujourd'hui je suis pour que l'on accorde au Gouvernement ce qu'il demande.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- Plus simplement, je voterai contre

ici

ici et en séance publique. Je voterai ainsi pour la logique.

La proposition de M. le Président tendant à l'acceptation sans modification du texte voté par la Chambre est adopté par 19 voix contre 1.

M. LE PRESIDENT.- La Commission veut-elle que M. le Rapporteur Général lui fasse un exposé du projet.

M. HENRY BERENGER.- Faisons lui confiance.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Ce n'est pas sans mélancolie que j'ai préparé un rapport favorable pour un projet qui mérite toutes les critiques.

Je m'y suis résigné en pensant au vers d'Ovide que nous apprenions dans notre jeunesse:

VIDEO MELIORA PROBOQUE, DETERIORA SEQUOR

J'ai cru nécessaire de faire précéder l'examen des diverses dispositions d'une étude sur le problème de la cherté de la vie. Il est évident, en effet, qu'une diminution des salaires, traitements, pensions ou allocations, ne sera acceptée que si elle a pour corollaire une diminution du coût de la vie.

Si, au mois de Novembre, le Gouvernement met sur pied un programme s'inspirant de ce principe, nous aurons la petite satisfaction de l'avoir suggéré.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL est autorisé à déposer son rapport dont les conclusions sont approuvées.

La séance est suspendue à 17 Heures 20.

Elle est reprise à 17 Heures 40 .

EMPRUNT DE 100 MILLIONS POUR LES TERRITOIRES
DU SUD DE L'ALGERIE.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle la suite de

l'examen

l'examen pour rapport au fond, du projet de loi , adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser les territoires du Sud de l'Algérie à contracter un emprunt de 100 millions de frs.

M. FOURCADE, Rapporteur. La décision de la Commission avait été ajournée pour attendre l'avis du Ministre de l'Intérieur sur la nouvelle répartition proposée par M. CARDE et les modifications à dette dernière suggérée par la Commission de l'Algérie.

Dans un avis motivé, M. le Ministre de l'Intérieur m'a fait connaître qu'il acceptait la répartition de M. CARDE mais repoussait les modifications proposées.

Dans ces conditions, je conclus à l'adoption pure et simple du projet, étant entendu que la répartition des 100 millions empruntés sera celle que propose le Gouverneur Général.

L'avis est adopté.

AJOURNEMENT D'UNE DISCUSSION .

Sur la proposition de M. VALADIER, Rapporteur, la Commission ajourne faute de renseignements suffisants l'examen pour avis financier des conclusions du rapport de M. MEUNIER sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer à voie normale de BOLWILLER à CHEVREMONT.

RESEAUX SECONDAIRE D'INTERET GENERAL

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour avis financier des conclusions du rapport de M. MEUNIER sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés ayant pour objet
de.....

de proroger pour les réseaux secondaires d'intérêt général la loi du 22 Octobre 1919 relative à l'approbation des conventions modifiant temporairement les contrats de concession.

M. VALADIER, Rapporteur, donne lecture de son avis dont les conclusions sont adoptées.

LOCAUX A USAGE ARTISANAL

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour avis financier des conclusions du Rapport de M. NERON sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à faciliter la construction de locaux à usage artisanal.

M. SERRE, Rapporteur, donne lecture de son avis et de l'avis du Ministre.

M. PIERRE LAVAL.- Je saisis cette occasion de protester contre la construction abusive, au moyen des subventions de la loi Loucheur, de maisons collectives.

Au point de vue social, il est infiniment préférable de passer à la construction de maisons individuelles ou, tout au moins, de maisons doubles.

M. HENRY CHERON.- Est-il exact que depuis quelques temps les annuités des emprunts contractés auprès des organismes d'habitations à bon marché sont payées moins régulièrement que par le passé ?

M. BIENVENU-MARTIN.- Il ne faut pas généraliser. Quelques difficultés de recouvrement ont été simplement rencontrées dans le Nord.

M. HENRY CHERON.- Il importe de maintenir strictement l'automatisme des remboursements. C'est la condition même de tout le mécanisme.

M. LE PRESIDENT.....

M. LE PRESIDENT.- Cette question est intéressante. Nous en saisissons le rapporteur du Budget de la Santé Publique aussitôt qu'il sera désigné, c'est-à-dire, sans doute à la rentrée.

L'avis de M. SERRE est adopté.

DECORATIONS POUR LE MINISTERE DES COLONIES.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour avis financier des conclusions du rapport de M. BERGEON sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 2 de la loi du 21 Juillet 1927, en ce qui concerne les contingents de décorations avec traitement du Ministère des Colonies; 2° le projet de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 21 Juillet 1927, en ce qui concerne le contingent de décorations avec traitement du Ministère des Colonies

M. LEON PERRIER Rapporteur donne lecture de son avis dont les conclusions tendant au rejet de la proposition de loi, sont adoptées.

La Séance est levée à 18 heures 5.

Le PRESIDENT de la COMMISSION :

J. Car...

COMMISSION DES FINANCES

Séance du Samedi 16 juillet 1932.

La Séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de M. CAILLAUX.

PRESENTS : M.M. CAILLAUX. HENRI ROY. FOURCADE. FARJON.
TOURNAN. GENERAL STUHL. GALLET. MARCEL
REGNIER. BLAIGNAN. BIENVENU-MARTIN.
WAVILLON. LEON PERRIER. ALFRED BRARD.
FRANCOIS SAINT-MAUR. CUMINAL. PIERRE RO-
BERT. LEBERT. VALADIER. SCHRAMECK. SARI.
HAYAUX. PHILIP. PIERRE LAVAL. CHASTENET.
JOSEPH COURTIER. MILAN.

EXCusé : M. HENRY CHERON.

=====

OUVERTURE D'UN CREDIT POUR VENIR EN AIDE
AUX FAMILLES DE L'EQUIPAGE DU SOUS-MARIN
PROMETHEE.

La Commission adopte :

1° - Sur le rapport de M. FARJON, le projet de loi, adop-
té par la Chambre des Députés, portant ouverture sur le bud-
get de l'exercice 1932, d'un crédit de 750.000 Frs pour venir
en aide aux familles de l'état-major, de l'équipage du sous-
marin PROMETHÉE, et du personnel civil qui procédait aux es-
sais de ce bâtiment.

CESSION AMIABLE A LA VILLE DE BAYONNE
DU CAMP SAINT-LEON.-

Sur le rapport de M. GALLET le projet de loi adopté par
la.....

la Chambre des Députés, portant approbation de la cession amiable à la ville de Bayonne du camp Saint-Léon.

OUVERTURE D'UN CREDIT POUR DOMMAGES
CAUSES PAR LES CALAMITES PUBLIQUES AU COURS DE
L'ANNEE 1931.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'ouverture au ministre de l'intérieur, au titre du budget général de l'exercice 1931-1932, d'un crédit pour subventions et secours pour la réparation des dommages causés et la reconstitution des capitaux détruits, par les calamités publiques au cours de l'année 1931.

M. HENRI ROY, Rapporteur Général donne lecture d'un rapport sur cette proposition de loi. Il rappelle qu'une proposition tendant à ouvrir un crédit de 280 millions en vue de réparer les dommages causés par les calamités publiques avait été déposé à la Chambre. Combattue, pour des raisons d'ordre général et pour des raisons d'ordre budgétaire par M.M. TARDIEU, Président du Conseil et FLANDIN, Ministre des Finances, la proposition fut néanmoins adoptée. Transmise au Sénat, elle ne s'y heurte plus à une opposition totale de la part du nouveau gouvernement. Celui-ci, en effet, accepte l'ouverture d'un crédit de 75 millions destiné, à concurrence de 50 millions à faire face aux dommages de 1931 et à concurrence de 25 millions, à ceux de 1932. Le rapporteur conclut à l'adoption de la proposition, sous cette forme atténuée, étant entendu que le chiffre de 75 millions constituera un maximum et qu'il ne pourra, en aucun cas, être
question.....

question de revenir devant le Parlement pour demander de nouveaux crédits.

M. TOURNAN.- Le crédit de 25 millions prévu pour 1932 me paraît insuffisant, étant donné l'importance des sinistres qui se sont produits depuis le début de l'année.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Si des amendements sont déposés, nous refuserons d'examiner le projet.

M. LE PRESIDENT.- J'en demanderais le renvoi à la Commission et nous ne le rapporterions pas avant la clôture de la session.

Nous n'acceptons d'accorder les 75 millions que parce qu'il est difficile de rompre brutalement avec les mauvais errements suivis au cours des années passées.

M. TOURNAN.- Sans augmenter le crédit global, ne pourrait-on augmenter la somme attribuée à la réparation des dommages de 1932 ?

M. FOURCADE.- Les dommages de 1932 sont, en effet, plus importants que ceux de 1931.

M. TOURNAN.- On pourrait diviser le crédit de 75 millions en 2.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le texte ne dit rien quant à la ventilation du crédit. C'est au ministre de l'Intérieur qu'il appartiendra de la faire. Il nous a fait connaître son intention d'accorder 50 millions pour les dégâts de 1931 et 25 pour ceux de 1932; mais il reste maître d'adopter telle répartition qui lui paraîtra la meilleure.

La proposition de loi est adoptée.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification de la convention signée à Paris, le 18 juin

1932.....

1932, entre la France et la Belgique pour éviter, à l'importation, les doubles impositions en matière d'impôt sur le chiffre d'affaires et de la taxe de transmission.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL lit un rapport tendant à l'adoption de ce projet de loi.

M. CAVILLON.- La mesure qu'on nous propose de sanctionner est extrêmement grave. Alors que nos exportations en Belgique sont insignifiantes, les exportations belges en France sont considérables. Et l'on va encore les favoriser. Nos usines de jutes durement concurrencées par les usines belges ne travaillent actuellement que trois jours par semaine. Veut-on, en dégrevant les importations belges, les réduire à un chômage complet ?

Je le répète, la mesure qu'on nous propose de prendre risque de porter un coup mortel à l'industrie française.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- De toutes parts, on se plaint du protectionnisme qui étouffe notre activité économique. La mesure qu'on nous propose me paraît heureuse; elle marque un premier pas dans la voie des accords qui permettront de briser le corset de fer qui paralyse notre industrie.

M. LE PRESIDENT.- M. CAVILLON prétend que nous n'exportons pas en Belgique. Or, j'ai reçu, hier, une lettre de M. le Ministre du commerce insistant pour le vote du projet et me communiquant une délibération de la Chambre de Commerce française de Bruxelles qui en demande le vote immédiat.

M. CAVILLON.- Je ne suis pas sûr que cette délibération n'ait pas été sollicitée par le Gouvernement. En tout cas, je n'en ai jamais eu connaissance, bien que je fasse partie de la Chambre de Commerce de Bruxelles. Les exportations françaises en Belgique sont insignifiantes.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL...

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Pas si insignifiantes que cela, puisque si nous importons pour 300 millions de produits belges par mois, nous exportons pour 200 millions de produits français en Belgique.

M. CAVILLON.- Vos chiffres ne sont certainement plus exacts. Depuis un an, les importations belges ont considérablement augmenté.

M. LE PRESIDENT.- Parce que les prix de revient de nos industries sont trop élevés.

M. CAVILLON.- Et ils le sont parce que le prix du pain est, en France, trois fois plus élevé qu'en Belgique.

La concurrence belge est en train de tuer l'industrie française du jute. Dans mon département, les 14 usines de la Société Saint frères ne travaillent que trois jours par semaine. Si la mesure qui consiste à dégrèver les produits belges de la taxe à l'importation est votée, il est à craindre qu'elles ne soient contraintes de fermer leurs portes.

M. LE PRESIDENT.- Mais si, en maintenant cette taxe, nous provoquons des mesures de réciprocité qui auront pour résultat de supprimer nos exportations en Belgique, où sera le bénéfice ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Tous les organismes industriels et commerciaux nous demandent de passer des conventions avec les autres pays. En voici une qui établit l'égalité fiscale entre négociants français et négociants belges. Elle me semble bonne. M. CAVILLON vient la combattre, en invoquant un cas d'espèces. Si l'on entre dans la voie où il veut nous entraîner, il n'y a plus de conventions possibles.

M. CAVILLON.- Quoi qu'il en soit, j'estime que nous ne pouvons nous prononcer sans avoir recueilli l'avis des Commissions
du.....

du Commerce et des douanes.

M. REGNIER.- L'avis de la Commission du Commerce est, en effet, indispensable.

M. LE PRESIDENT.- Nous pourrions entendre M. le Ministre du Commerce.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Puisque la Chambre n'a pas encore voté le projet, nous pouvons réserver notre décision jusqu'après audition de M. le Ministre du Commerce.

Il en est ainsi décidé.

CONTRIBUTIONS DIRECTES DE L'EXERCICE 1933

IMPOSITIONS DEPARTEMENTALES ET COMMUNALES

Sur le rapport de M. le Rapporteur Général, la Commission adopte le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés relatif aux contributions directes (impositions départementales et communales) de l'exercice 1933.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi tendant à l'ouverture, au Ministre des Affaires Etrangères, d'un crédit destiné à faire face aux dépenses occasionnées par la conférence de Lausanne.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture d'un rapport tendant à l'adoption du projet de loi. Il proteste toutefois contre la multiplicité des personnes appelées à participer aux conférences internationales et à percevoir, à ce titre, des indemnités qu'elles cumulent, le plus souvent, avec un traitement en France.

M. LE PRESIDENT.- Il faudra faire cette observation à la tribune.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Bien volontiers. Il est inadmissible de voir accorder des indemnités variant de 125 à 200 francs par jour, à une foule de gens qui, comme M.M. LESAGE, Directeur de l'Agriculture, Jules GAUTIER, Président de la Confédération des associations agricoles, ELBEL, directeur des accords commerciaux, n'ont rien à voir avec une conférence.....

conférence destinée à régler le problème des réparations et des dettes intérieures.

M. LE PRESIDENT.- Si vous le voulez bien, M. le Rapporteur Général conclura à l'adoption du projet, mais en accompagnant ses conclusions, d'observations très sévères (Assentiment) Le projet de loi est adopté.

AUTORISATION
D'ÉMISSION DE
Bons du TRÉSOR

M. LE RAPPORTEUR GÉNÉRAL donne lecture d'un rapport concluant à l'adoption du projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation d'émissions/du Trésor.

M. MILAN.- Est-il question du taux auquel sera émis cet emprunt ?

M. LE PRESIDENT.- Non. Il n'est guère possible de dire, à l'avance, qu'un emprunt sera émis à tel taux. La fixation du taux dépend essentiellement de l'état du marché.

M. MILAN.- Je le sais, mais j'estime que depuis quelque temps, on a trop consulté les banquiers, lorsqu'il s'est agi du taux des emprunts à émettre. Si l'on veut que les opérations de conversion envisagées réussissent, il ne faut pas pratiquer une politique d'argent cher, alors qu'il est possible, - les opérations que nous faisons à la Caisse d'amortissement le démontrent, - d'en pratiquer une autre.

M. LE PRESIDENT.- Il est certain que le directeur du Mouvement Général des Fonds n'est pas à la hauteur de sa tâche. Si nous avions encore à la tête de cette direction, un homme de la valeur de M.M. SERGENT, SIMON ou de TREGOMAN, certaines opérations de renflouement d'établissements financiers en difficulté n'eussent pas été entreprises avec les fonds du Trésor.

M. PIERRE LAVAL.- C'est moi qui, en qualité de président du Conseil, ai assumé la responsabilité du renflouement de la Banque nationale de Crédit. Ce renflouement a été demandé au Gouvernement non par la Direction du Mouvement Général des Fonds.....

Fonds, mais par les dirigeants des grandes banques justement effrayés des répercussions qu'eût pu avoir la chute de la B.N.C. . J'ajoute que celle-ci a remboursé 500 millions au Trésor. Je ne suis pas sûr que des renflouements opérés par d'autres gouvernements que le mien, se soient soldés d'une façon aussi satisfaisante.

M. MILAN.- Pour en revenir à ma question, j'estime qu'il faut faire savoir au gouvernement que nous n'admettrions pas que les bons du Trésor dont nous autorisons l'émission fussent émis à un taux exagéré, étant donné qu'en ce moment la Caisse d'amortissement place facilement chaque mois, pour plus de 2 milliards de bons à 2 ans, au taux de 2 $\frac{1}{2}$.

M. LE PRESIDENT.- En cette matière, on ne saurait se montrer trop prudent. Nous ferons donc cette observation, si vous le voulez bien, directement à M. le Ministre des Finances mais nous nous garderons de la rendre publique, en l'insérant dans le rapport.

Le projet de loi est adopté.

CESSION D'UN IMMEUBLE DANS LE
DEPARTEMENT DE LA MOSELLE.-

Sur le rapport de M. BRARD, la Commission adopte le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif à la cession d'un immeuble appartenant au domaine forestier de l'Etat par voie d'échange contre un immeuble boisé particulier dans le département de la Moselle.

SUPPRESSION DES MOTS : "BOISSON A CIDRE"
DANS L'ARTICLE 3 DE LA LOI DU 6 AVRIL 1897.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen de la proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés

tendant.....

tendant à supprimer les mots "boissons à cidre" dans l'article 3 de la loi du 6 avril 1897 concernant la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels.

M. BRARD Rapporteur propose l'adoption de cette proposition.

M. LE PRESIDENT.- Je crains que l'adoption de ce texte ne soulève des difficultés, au point de vue de l'application par les contributions indirectes, des droits de circulation.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Pourquoi laisse-t-on les poirés en dehors de ce texte ?

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Ils rentrent dans son application puisqu'ils sont faits avec des poires tapées.

M.M. ANDRE LEBERT et FRANCOIS SAINT MAUR.- Mais non. Les véritables poirés sont obtenus par la fermentation du jus de poires fraîches.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il faut donc ajouter au texte, les mots "ou de la poire".

M. LE PRESIDENT.- Je crois que nous agirions sagement en réservant notre décision jusqu'à ce que j'aie pu m'entretenir de la question avec le directeur des contributions indirectes.

M. MARCEL REGNIER.- Il vaut mieux ajourner le projet.

M. LE PRESIDENT.- Est-ce votre sentiment messieurs ?
(Assentiment) Nous ajournerions le projet étant bien entendu que si M. le Directeur Général des Contributions Indirectes m'apportait les apaisements nécessaires, vous autorisez notre rapporteur à nous en parler à nouveau.

Le projet de loi est ajourné.

OPERATIONS DE CREDIT A LONG TERME &
ATTRIBUTION DE PRETS A MOYEN TERME

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du
projet.....

projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, facilitant par de nouvelles avances de l'Etat, les opérations de crédit à long terme effectuées, en application de la loi du 5 août 1929, sur le crédit mutuel et la coopération agricoles;

2° le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, facilitant, par de nouvelles avances de l'Etat, l'attribution de prêts à moyen terme, en application de la loi du 5 août 1920, sur le crédit mutuel et la coopération agricoles et ayant notamment pour objet de faciliter à de jeunes ménages d'agriculteurs l'exploitation d'un petit domaine et de venir en aide aux agriculteurs éprouvés par des calamités.

M. BRARD, Rapporteur Spécial donne lecture d'un rapport concluant à l'adoption du projet de loi.

M. FRANCOIS SAINT-MAUR .- A propos du vote de ces projets auxquels je ne fais pas d'objection, je serais heureux d'obtenir un renseignement. Dans la masse des sommes prêtées aux agriculteurs par le crédit agricole, M. le Rapporteur peut-il nous dire quelle est la part provenant des des dépôts de fonds faits par les particuliers aux caisses de crédit agricole.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Le montant des dépôts qui d'ailleurs, varie suivant les départements est assez peu important. Les sommes provenant de ces dépôts ne peuvent, du reste, être employées qu'à des prêts à court terme.

M. FRANCOIS SAINT-MAUR.- Je crois qu'il y aurait intérêt à encourager ces dépôts, afin de soulager d'autant l'Etat qui, comme vous le dites, assume à peu près complètement, le financement du crédit agricole.

M. LE PRESIDENT.- Très juste !

M. TOURNAN.- Il convient de remarquer que, cette année, en raison de la crise, le total des fonds déposés par les agriculteurs dans les caisses de crédit agricole, a baissé de plus de 50 millions.

M. ANDRE LEBERT.....

M. ANDRE LEBERT.- Quoi qu'il en soit, il y a urgence à voter les projets dont nous sommes saisis car les caisses départementales doivent être à peu près toutes dans la même situation que celle de la Sarthe qui au mois d'avril ne pouvait déjà plus faute de fonds donner suite aux demandes d'avances qui lui étaient adressées.

Les projets de loi sont adoptés.

AUTORISATION A L'ALGERIE

D'UN EMPRUNT POUR L'ACHEVEMENT

DE GRANDS TRAVAUX D'INTERET GENERAL

M. FOURCADE RAPPORTEUR SPECIAL donne lecture d'un rapport conduisant à l'adoption de ce projet.

M. SCHRAMECK.- Quelle est la durée des travaux que cet emprunt est destiné à financer ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le programme établi en 1921 prévoyait un échelonnement des travaux sur une durée de 16 ans.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Mais ces prévisions ont été bouleversées. J'ajoute qu'une partie des travaux ont été exécutés.

M. SCHRAMECK.- Comment ont-ils été payés ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Au moyen d'avances de l'Etat que l'on se propose de rembourser sur le montant de l'emprunt.

M. PIERRE LAVAL.- Sur les 3.300 millions que nous allons voter, une somme de 1.200 millions est destinée à payer la construction de nouvelles lignes de chemins de fer. Il est inadmissible de gaspiller de telles sommes tant que l'on n'aura pas réalisé la fusion des divers réseaux algériens . Cette

fusion.....

fusion s'impose et si l'on n'a pas pu la réaliser, c'est uniquement parce que les syndicats des divers personnels s'y opposent. Je demande que l'on invite le Gouvernement à passer outre à cette opposition et, en s'inspirant, uniquement de l'intérêt général, à fixer les lignes d'une politique d'exploitation nationale des réseaux algériens.

M. LEON PERRIER.- Je suis navré de voir qu'on se livre à la construction de lignes nouvelles, alors que les lignes existantes sont déjà déficitaires en raison de la concurrence que leur font les entreprises de transport par automobiles.

M. LE PRESIDENT.- Il ne s'agit pas d'une extension du réseau, mais d'une amélioration de celui-ci. D'ailleurs, la plupart des dépenses ont été faites sans autorisation et payées au moyen des avances de l'Etat. L'emprunt n'a pour but que de permettre le remboursement de ces avances.

M. PIERRE LAVAL.- La construction de la ligne desservant le port de Nemours est un acte de faiblesse de la part des pouvoirs publics. Pour des motifs d'ordre électoral, on construit une ligne qui concurrence la voie ferrée marocaine.

M. LE GENERAL STUHL.- Parfaitement. Le port de Nemours est trop petit et il n'est pas possible de l'agrandir. Le Maroc ne veut pas l'utiliser; il veut se créer un port. Il est déplorable de voir l'Algérie et le Maroc s'obstiner à construire chacun une ligne et un port pour desservir la même région.

M. SCHRAMECK.- Il serait bon peut-être de déposer une demande d'interpellation pour tirer cette question au clair.

M. LE PRESIDENT.....

M. LE PRESIDENT.- Le devoir de la Commission est de faire des observations au Gouvernement et de lui rappeler le rôle d'arbitre qu'il a à jouer en pareil cas.

M. PIERRE LAVAL.- De hauts fonctionnaires ont été envoyés sur place pour étudier la question et tâcher de faire accepter un arbitrage. Ils n'ont pas réussi à faire taire les intérêts particuliers qui s'affrontent.

M. FRANCOIS SAINT-MAUR.- Sur les 3.300 millions que l'Algérie va pouvoir emprunter, quelle somme restituera-t-elle à la Trésorerie en remboursement des avances que celle-ci lui a faites ?

M. LE PRESIDENT.- 1.400 millions.

M. FRANCOIS SAINT-MAUR.- Ces 1.400 millions s'ajoutant aux 2 milliards de bons du Trésor dont nous avons autorisé l'émission seront-ils suffisants pour alimenter la Trésorerie ?

M. LE PRESIDENT.- Oui, pour autant qu'il est possible de faire des prévisions.

Le projet de loi est adopté sous réserve des observations qui ont été faites.

AUTORISATION DE
REPORT d'UN ARTI-
CLE SUR L'AUTRE
de FONDS D'EM-
PRUNT DE L'AFRI-
QUE EQUATORIALE
FRANCAISE.-

Sur le rapport de M. LEON PERRIER, la Commission adopte un projet de loi tendant à autoriser le report d'un article sur l'autre des fonds de l'emprunt que l'Afrique Equatoriale française a été autorisée à réaliser par la loi du 22 février 1921.

La Séance est levée à 16 H. 50 minutes.

Le PRESIDENT de la COMMISSION :

J. Carlier

COMMISSION DES FINANCES

Séance du SAMEDI 17 Septembre 1932.-

La Séance est ouverte à 11 heures, sous la présidence de M. CAILLAUX.

PRESENTS : M.M. CAILLAUX, HENRI ROY. GENERAL HIRSCHAUER.
MILAN. PIERRE LAVAL. GALLET. LEON PERRIER
JEAN PHILIP. BIENVENU-MARTIN. CHAUVEAU.
BLAIGNAN. FOURCADE. HENRY CHERON. GENERAL
STUHL. SERRE. ANDRE LEBERT. HENRY BEREN-
GER. TOURNAN. LISBONNE. SCHRAMECK. MARCEL
REGNIER. SARI. FARJON. PIERRE ROBERT.
ANATOLE MANCEAU.

CONVERSION DE FONDS PUBLICS.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour rapport au fond du projet de loi adopté par la Chambre des Députés portant autorisation de rembourser ou de convertir divers fonds publics.

M. HENRY ROY, Rapporteur Général, donne lecture de son projet de rapport.

M. MILAN.- J'approuve pleinement les termes de ce rapport et en particulier je suis heureux d'y trouver le regret discret mais très net que le taux choisi n'ait pas été 4 %.

M. LE PRESIDENT.- Je déplore, moi aussi, que le Gouvernement n'ait pas fixé le taux de 4 %. Mais nous ne pouvons pas, en pareille matière, substituer notre responsabilité à la sienne.

M. MILAN.- Evidemment. Nous ne pouvons que formuler un regret.....

gret comme l'a fait en termes parfaits M. le Rapporteur Général.

M. SCHRAMECK.- Si le taux choisi avait été 4 %, quelle aurait été l'économie réalisée par rapport au projet du gouvernement ?

M. LE PRESIDENT.- Elle aurait été de l'ordre de 400 millions. Mais si l'on envisage le problème du point de vue de l'économie générale et non pas seulement du point de vue du budget, on voit combien il aurait été important, par une conversion au taux le plus bas possible, d'abaisser le taux du loyer de l'argent.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- On est étonné dans le public du taux relativement élevé choisi par le Gouvernement. Tout le monde s'attendait à 4 %. Dès lors, on ne voit pas les raisons pour lesquelles le gouvernement renonce de gaité de coeur à une économie appréciable.

M. MILAN.- Pour risquer la conversion à 4 %, il serait nécessaire d'avoir de larges disponibilités de trésorerie pour parer à toute éventualité. L'opération était facile quand nous disposions d'une très large trésorerie. Elle ne l'est plus aujourd'hui.

M. LE PRESIDENT.- Ne nous engageons pas dans une discussion rétrospective qui serait inutile. Le gouvernement qui a réuni tous les éléments d'appréciation a choisi le taux de 4 %. Nous ne pouvons qu'enregistrer cette décision dont nous aurons d'ailleurs toute liberté de demander les raisons au Ministre des Finances au cours de son audition qui pourra avoir lieu tout à l'heure.

M. FARJON.- Comment se fera l'amortissement prévu à l'article 3 ?

M. MILAN.- Il sera pris en charge par la Caisse d'amortissement, suivant des modalités qui vont être fixées par une convention.....

tion actuellement à l'étude.

M. SERRE.- Les avantages consentis aux petits porteurs de titres convertis s'appliqueront-ils aux étrangers porteurs de rente si ceux-ci remplissent, par ailleurs, toutes les conditions prévues à l'article 3.

M. SCHRAMECK.- Il n'est pas possible d'exclure les étrangers de ces avantages sous peine de porter une atteinte grave au Crédit public.

M. LE GENERAL HIRSEHAUER.- Il est évident qu'il serait injuste de ne pas traiter les créanciers étrangers de l'Etat dans les mêmes conditions que les créanciers français.

M. SERRE.- Je n'insiste pas, mais je crois que la question devait être posée car le texte n'est pas clair.

M. FOURCADE.- Peut-on savoir quelle sera la dépense résultant de l'article 5 ? L'exposé des motifs la qualifie de "lourde". M. le Rapporteur Général peut-il nous donner une évaluation un peu moins vague ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Nous pourrions poser votre question tout à l'heure au ministre. Je suis presque sûr d'avance qu'il vous fera une réponse qui vous rassurera mais qu'il aimera mieux ne pas répéter en public.

M. FOURCADE.- J'en suis sûr moi aussi.

M. BIENVENU-MARTIN.- Si l'application de l'article 5 donne lieu à des difficultés contentieuses, comment statuera-t-on ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La question a été posée à la Chambre. Le Ministre a répondu que les tribunaux judiciaires seraient compétents.

M. BIENVENU-MARTIN.- Cette réponse est discutable. On peut soutenir qu'il s'agit là d'un contentieux administratif.

M. MILAN.- En fait c'est la Caisse autonome qui devra appliquer l'article 5. Ses décisions peuvent être attaquées devant les tribunaux judiciaires et non devant le Conseil

d'Etat.....

d'Etat.

M. ANDRE LEBERT.- Comment pourra-t-on prouver la possession continue ?

M. LE PRESIDENT.- Au moyen des bordereaux d'achat ou des certificats de dépôts.

M. FOURCADE.- A la campagne, personne n'a de bordereau d'achat.

M. LE PRESIDENT.- A la campagne, on achète des fonds d'Etat chez le percepteur. Il est facile de retrouver la trace de toutes les opérations sur les registres des percepteurs.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le Ministre a d'ailleurs pris l'engagement à la Chambre de se montrer très large en ce qui concerne les preuves à fournir.

M. FOURCADE.- L'intérêt de la question est limité à l'intérêt de la disposition elle-même. Aussi, je n'insiste pas.

M. LE PRESIDENT.- Je suis informé que M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Budget se tiennent à la disposition de la Commission. S'il n'y a pas d'opposition, nous pourrions les entendre tout de suite (Assentiment).

AUDITION DE M.M. LE MINISTRE
DES FINANCES & LE MINISTRE DU BUDGET
SUR LES CONVERSIONS.-

M. LE PRESIDENT.- Messieurs les Ministres, nous vous remercions d'être venus devant nous. Nous sommes prêts à vous entendre si vous avez une déclaration à faire.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Je suis à la disposition de la Commission, mais, pour épargner son temps, peut-être vaudrait-il mieux que nous nous bornions à répondre aux questions que l'on voudra bien nous poser.

M. SCHRAMECK.....

M. SCHRAMECK.- L'opération de conversions projetée portera sur 85 milliards de titres environ. Entre les mains de qui se trouvent ces titres ? Le Gouvernement sait-il quelle est la proportion de ceux qui sont entre les mains des particuliers et de ceux qui sont détenus par les collectivités.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- La question posée par M. WCHRAMECK est une de celle qui m'a préoccupé au moment de la préparation du projet. Mes services estimaient a priori que la proposition devait être sensiblement la suivante : une moitié aux mains des particuliers et une moitié aux mains des collectivités.

Or, de l'enquête à laquelle j'ai fait procéder il résulte que 21 milliards de titres convertissables sont détenus par la Caisse des Dépôts et Consignations et la Caisse autonome d'amortissement et 600 à 700 millions par les Compagnies d'Assurances. Pour le surplus, nous manquons de renseignements précis.

Certaines sociétés de capitalisation ont des titres en quantité relativement considérable, pour 3 à 4 milliards environ, et je signale en passant que ces sociétés avaient pris des engagements à l'égard de leurs créanciers : rentiers et assurés sur la base d'un taux d'intérêt de 4 1/4 %. Si nous avions adopté le taux de 4 %, ces sociétés auraient dû demander le remboursement de leurs titres. C'est là une des raisons qui a amené le gouvernement à prendre le taux de 4 1/2 %

M. ANDRE LEBERT. - Quelle sera la répercussion de la conversion sur le portefeuille des Caisses d'Epargne.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Je n'ai pas de précisions sur ce point.

A l'heure actuelle les dépôts des Caisses d'épargne ont pris une ampleur excessive. Le taux d'intérêt de ces dépôts

est.....

est trop élevé et il sera indispensable dans la prochaine loi de finances de la réduire.

Reconnaissons franchement que nous avons commis une erreur en relevant le taux d'intérêt des dépôts, il y a deux ans. Je suis le premier à faire moi-même mon mea culpa, mais n'hésitons pas à revenir en arrière car il y a là un péril.

N'oublions pas que le sort de nos finances et de notre trésorerie est entre les mains des déposants des Caisses d'Épargne. Qu'une panique survienne, ils ébranl~~eraient~~eraient tout en demandant d'une façon massive le remboursement de leurs dépôts.

M. HENRY CHERON.- Nous avons vu ce qu'a donné dans le Calvados il y a quelques mois une campagne déplorable tendant à faire croire que notre situation financière était désespérée et que le gouvernement et le Parlement ne cherchaient d'autre remède que l'inflation. En quelques jours, les demandes de remboursement ont dépassé les dépôts.

M. PALMADE ,MINISTRE DU BUDGET.- Tout, heureusement, est rentré rapidement dans l'ordre, mais on avait, en effet, provoqué une panique chez les déposants.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Les retraits de dépôts qui ont été faits dans le Calvados à la suite des incidents auxquels il vient d'être fait allusion ont été d'ailleurs sans aucun inconvénient pour le trésor puisque les sommes retirées ont été immédiatement réinvesties en bons.

M. BLAIGNAN.- Le délai d'option est fixé à 6 jours. N'est-il pas un peu court et ne pourrait-on pas l'étendre un peu ? N'oublions pas que beaucoup de personnes sont actuellement en vacances et, par conséquent, mal placées pour s'occuper de leurs affaires. Il serait juste d'en tenir compte.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.....

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Quand la conversion a été décidée, nous comptions la faire à la fin du mois de septembre pour tenir compte justement du fait que la période des vacances se prête mal à des opérations financières de grande envergure. Mais, au sein du Gouvernement, des voix autorisées ont fait observer qu'à partir du 20 Septembre allait se rouvrir à Genève le débat sur le désarmement et que, étant donné l'attitude de l'Allemagne, personne ne pouvait prévoir quelle tournure celui-ci pouvait prendre. C'est pour cette raison, et pour éviter d'engager la conversion au milieu de débats internationaux épineux, que le Parlement a été convoqué aujourd'hui et que le délai d'option a été calculé pour que les six jours soient expirés au moment où la discussion sur l'égalité des armements s'engagera véritablement.

Dans ces conditions, on comprendra que je ne puisse accepter aucune modification sur ce point au texte présenté. La question du prolongement du délai d'option n'a pas donné lieu à de très amples débats à la Chambre. Si l'on avait insisté pour allonger le délai de six jours, j'aurais posé la question de confiance, d'accord avec M. le Président du Conseil.

J'ajoute que, lors de la dernière conversion, le délai d'option n'a été que de six jours, comme nous le proposons.

M. FARJON.- Avez-vous quelques indications sur les intentions des porteurs ?

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Les grandes banques assurent que presque tous les porteurs accepteront la conversion de leurs titres.

Les Banques populaires ne se feront pas rembourser.

Là où nous courrons un risque c'est pour le 6 %. L'Union des Mines, notamment qui a ses fonds de roulement placés en 6 % m'a fait connaître qu'elle cherchait à réaliser des arbitrages pour maintenir son taux d'intérêt. Il s'agit de 350 millions.....

millions environ. D'autres entreprises feront sans doute le même calcul.

M. LE PRESIDENT.- Monsieur le Ministre, je crois être l'interprète de la commission toute entière en venant vous demander des apaisements en ce qui concerne la question si délicate des remises aux banques.

Il court dans le monde des affaires le bruit que la conversion serait une opération surtout avantageuse pour les banques qui en attendraient un bénéfice que l'on va même jusqu'à chiffrer à 500 millions.

Je suis le premier à déclarer que toute peine mérite salaire et que l'intermédiaire indispensable des banques doit être raisonnablement rémunéré. Mais il importe aussi que les banques fassent quelques sacrifices et ne s'enrichissent pas au moyen d'une opération qui va entraîner une lourde perte pour les créanciers de l'Etat.

N'oublions pas que, lors de la récente conversion, les banques anglaises se sont contentées d'une rémunération minime. Je crois, Monsieur le Ministre, que vous agirez sagement en vous inspirant de cet exemple et en révisant les taux que vous avez jusqu'ici envisagé et qui sont manifestement excessifs.

Il importe que les rentiers n'aient pas l'impression que les banques se sont enrichies à leurs dépens.

M. LE MINISTRE DU BUDGET.- Cette question de la rémunération des banques fait l'objet de toutes mes préoccupations. Je m'efforce de concilier les intérêts du Trésor tout en accordant aux banques un taux de courtage assez élevé pour que celles-ci aient intérêt à contribuer efficacement au succès de l'opération.

Certes.....

Certes, je ne veux pas que la conversion soit pour les établissements financiers une occasion de bénéfices scandaleux mais je ne me dissimule pas aussi que sans un concours très ardent des banques auprès de leur clientèle l'opération projetée ne peut pas réussir.

Ceci étant, je négocie avec les banques et je peux assurer que les taux dont il a été parlé à la Chambre n'ont jamais été envisagés par le Gouvernement. De même, le chiffre de 500 millions indiqué comme devant représenter le bénéfice total des établissements de crédit, est tout à fait fantaisiste.

Nous discutons en ce moment avec les représentants des grandes Banques. Dans ces pourparlers, je m'appuierai sur les sages conseils de la Commission des Finances du Sénat comme aussi sur la discussion qui a eu lieu cette nuit à la Chambre pour obtenir le taux le plus avantageux pour le trésor et le plus avantageux pour le succès de la Conversion.

On m'a fait confiance sur ce point à la Chambre, s'il en avait été autrement et si on m'avait imposé un taux de courtage qui n'aurait pas tenu suffisamment compte des frais incontestables que la conversion entraînera pour les banques, j'aurais laissé à un autre la responsabilité de la conversion.

M. LE PRESIDENT.- Nous n'entendons nullement vous lier les mains mais seulement fortifier votre position dans les négociations très délicates que vous menez avec les établissements de crédit. Dans ce but, je préciserai, au cours de la discussion devant le Sénat que la Commission a été unanime pour demander au Gouvernement de rémunérer les banques ainsi qu'il convient, mais qu'elle l'a en même temps, invité formellement à veiller à ce que le taux d'une juste rémunération correspondant au service rendu ne soit jamais dépassé.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.....

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Je vous en remercie à l'avance.

M. LISBONNE.- La rémunération des banques se justifie par une nécessité . Il n'en est pas de même de celle des fonctionnaires. On ne peut pas obliger les banques à contribuer gratuitement aux opérations de conversion mais pourquoi ne s'assure-t-on pas le concours gratuit des fonctionnaires ? Ils sont payés, me semble-t-il, pour être au service de l'Etat.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Vous avez peut être raison en théorie, mais, en pratique, si nous voulons compter sur une propagande active des fonctionnaires, il est indispensable que nous les intéressions au succès de l'opération.

M.M. LES MINISTRES DES FINANCES ET DU BUDGET SE RETIRENT.

M. LE PRESIDENT.- Je pense que nous sommes suffisamment éclairés pour nous prononcer tout de suite sur les conclusions du rapport de M. le Rapporteur Général. (Assentiment).

Ces conclusions sont adoptées.

La Séance est levée à Midi 20 minutes.

Le PRESIDENT de la COMMISSION :

J. Carlier

COMMISSION DES FINANCES

Séance du Mercredi 9 Novembre 1932.-

La Séance est ouverte à 15 heures sous la présidence
de M. JOSEPH CAILLAUX.

PRESENTS : M.M. CAILLAUX. ROY. FOURCADE. CHAUVEAU. BRARD.
FARJON. CAVILLON. MILAN. LEON PERRIER.
SERRE. SCHRAMECK. G ALLET. GENERAL STUHL.
LISBONNE. VALADIER. LEBERT. HAYAUX. CHERON.
CUMINAL. TOURNAN. ROBERT. FRANCOIS SAINT-
MAUR. LAVAL. BERENGER. BETOULLE. HIRSCHAUER
MARCEL REGNIER.

=====

ELOGE FUNEBRE DE M. JENOUVRIER.-

M. LE PRESIDENT.- Je ne puis , mes chers collègues, vous
celer l'émotion que me causent les paroles que je vais pronon-
cer.

Lorsque le 14 Juin dernier, vous m'avez fait le très
grand honneur de m'appeler à présider vos travaux , des paroles
de bienvenue me furent adressées par notre doyen, paroles qui,
venant de lui, m'ont paru d'autant plus précieuses,

Je ne me doutais pas alors que quelques mois plus tard,
j'aurais le douloureux devoir de saluer sa dépouille mortelle.

M. JENOUVRIER avait, en effet, une si admirable vieillesse
que nous nous flattions de le conserver encore de longues an-
nées parmi nous. On pouvait dire qu'il faisait corps avec no-
tre Commission à laquelle, - sauf de rares interruptions -, il
appartenait depuis 1913. En le perdant, elle perd un de ses
membres les plus éminents dont la haute compétence de juriste

lui.....

lui était si précise. Ses interventions, empreintes de la plus parfaite sagacité, étaient toujours dictées par le sentiment, du bien public qui l'animait.

Nous l'entourions de notre respect et de notre affection et nous garderons le souvenir de la courtoisie exquise qui le poussait à ménager ceux mêmes dont il combattait le plus ardemment les idées. Nous nous rappellerons l'affabilité avec laquelle il nous prodiguait les conseils de son expérience et la facilité et la bonne grâce avec lesquelles il se rangeait à l'avis de ceux dont les arguments avaient entraîné sa conviction.

Enfin, nous nous souviendrons du constant souci du bien général qui l'animait.

Je vous le répète, mes chers collègues, mon émotion a été profonde lorsque m'est parvenue la nouvelle que venait de se clore cette carrière qui a constamment attesté la droiture la plus complète et le labeur le plus acharné. (Applaudissements).

EMPLOIS CLASSÉS DANS LA CATEGORIE
DES SERVICES ACTIFS.

M. LE PRESIDENT.- La parole est à M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

M. HENRI ROY, Rapporteur Général,- Le journal officiel de ce matin publie un règlement d'administration publique rendu en application de l'article 75 de la loi de finances de 1932 et qui détermine les emplois classés dans la catégorie des services actifs.

J'avais protesté contre le retard apporté à la publication de ce règlement et l'on m'avait répondu que cette publi-

cation.....

cation en avait été ajournée en raison des protestations de certaines catégories de personnels, notamment de personnels dépendant du Ministère de l'Instruction Publique. J'ai fait savoir au Gouvernement que j'estime mais que de telles protestations étaient inadmissibles.

J'ai eu satisfaction. Le décret paraît aujourd'hui et j'ai le plaisir de constater que peu nombreuses sont les catégories de personnels qui bénéficieront des avantages réservés aux services actifs.

CREDITS D'EXERCICES CLOS ET PERIMES.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Cette fois encore les crédits spéciaux d'exercices/périmés qui sont demandés atteignent un chiffre extrêmement considérable : 4.127 millions. L'importance exceptionnelle de ces crédits s'explique par l'apurement de comptabilités arriérées et leur ouverture n'entraînera pour le Trésor qu'un décaissement très inférieur, ne dépassant pas 127.048.732 francs pour le budget général et 1.330.665 francs pour les budgets annexes.

Cet apurement se prolonge trop et il semble bien qu'avec la guerre, des habitudes d'négligence auxquelles il convient de mettre fin se sont introduites dans l'administration.

D'ailleurs, un projet fixant des règles spéciales pour l'imputation des dépenses arriérées, permettra le retour aux conditions normales de règlement des créances d'exercices clos et d'exercices périmés. Ce projet a fait l'objet d'un rapport favorable de M. MARCEL REGNIER, rapport qui vous a été distribué le 25 Octobre.

Je.....

Je ne proposai pas de modifications importantes au projet qui nous est soumis : toutefois, je me propose d'insérer dans mon rapport, une phrase ainsi conçue :

"Etant donné le nouveau régime prévu pour l'apurement de l'arriéré par le projet de loi dont il s'agit, on peut penser qu'il eût été préférable de distraire du présent projet de loi toutes les créances qui, dans ce nouveau régime, devraient être portées au débit du compte spécial dont la création est proposée pour recevoir l'imputation des recettes et des dépenses correspondant audit arriéré. On éviterait ainsi de déformer le physionomie véritable de l'exercice 1932 en le chargeant de dépenses déjà payées d'exercices antérieurs."

M. HENRY CHERON.- La Commission des Comptes définitifs a été saisie, pour avis, du rapport de M. MAREEL REGNIER dont vient de parler M. le Rapporteur Général. Le projet qui a fait l'objet de ce rapport est né d'une observation de la Cour des Comptes sur les inconvénients qu'il y a à changer des exercices, de dépenses qui ne leur incombent pas. La Commission des comptes définitifs émettra son avis, dès la semaine prochaine; le projet sera donc en état et pourra être très rapidement voté.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL lit son rapport. Il conclut à l'adoption du projet sous réserve de certaines réductions ayant le sens d'une protestation contre la non application par l'administration de la déchéance quinquennale et d'une demande de renforcement du contrôle des dépenses engagées.

Les propositions du Rapporteur Général sont adoptées.

ETAT DE LA TRESORERIE.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture d'une note sur l'état de la Trésorerie. Il signale que l'on semble s'engager dans la voie d'une augmentation de la dette flottante, ce
qui.....

qui est dangereux.

M. HENRY CHERON.- demande si M. le Rapporteur Général possède des renseignements précis sur le budget de 1933.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- J'espérais pouvoir vous fournir ces renseignements aujourd'hui. Or, fait je crois sans précédent dans notre histoire parlementaire, à cette date du 9 novembre, les budgets des dépenses des ministères les plus importants, ni la loi de finances n'ont encore été distribués à la Chambre des Députés. Je crois que le Gouvernement joue à cache-cache avec les assemblées et je crains qu'il ne joue à cache-cache avec lui-même et avec l'opinion publique .

— A voir les communiqués contradictoires qui paraissent chaque jour dans la presse, on a l'impression que le Gouvernement cherche à alerter le Pays et à lui donner des inquiétudes sur la situation financière; mais qu'aussitôt, craignant d'être allé trop loin dans cette voie, il cherche à le rassurer par des nouvelles optimistes.

Quand, essayant de chiffrer les résultats de l'exercice prochain, nous avons parlé d'un déficit probable de 8 milliards, nous avons été taxé de pessimisme. Or, lors du récent débat sur les conversions à la Chambre, le Président du Conseil a prononcé le chiffre de 10 milliards; et plus récemment, il a donné celui de 12 milliards.

Le déficit, en effet, semble pouvoir être évalué à 11 ou 12 milliards, compte non tenu du déficit des Chemins de fer et de celui des P.T.T.

M. LE PRESIDENT.- J'espère que pour combler ce déficit des P.T.T. , on ne va pas encore augmenter des taxes déjà exagérées.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Pour le prochain budget, on ne disposera plus des recettes du plan Young, celui-ci ayant été enterré à Lausanne. On ne disposera plus de certaines recettes.....

tes exceptionnelles comme celle qui a consisté à prélever 700 millions sur les bénéfices réalisés par le service des alcools et surtout, on ne pourra plus recourir, comme on l'avait fait pour le budget de cette année, à l'artifice qui a consisté à abrégé de 3 mois la durée de l'exercice budgétaire. D'autre part, la crise économique a provoqué une chute verticale de certaines recettes.

Pour parer à cette situation, le Gouvernement a proposé certaines compressions de dépenses; il a fait voter les conversions; et il va recourir, d'une façon plus ou moins déguisée à l'emprunt. Certes, on ne peut pas exiger un redressement budgétaire de 12 milliards en période de crise; et pour couvrir certaines dépenses, il faudra recourir à l'emprunt. A cet égard, je trouve tout naturel qu'on cherche à financer par ce moyen un plan d'outillage national. Mais où le recours à l'emprunt me semble plus critiquable, c'est lorsqu'il s'agit de financer une Caisse des Pensions.

Ceci dit, voici, d'après les indications qui m'ont été fournies et qui n'ont encore rien de définitif quelles sont les prévisions du Gouvernement dans l'ordre budgétaire.

Tout d'abord on envisage certaines mesures de renforcement du contrôle des impôts. Du calcul de l'impôt foncier d'après le revenu réel, on attend 100 millions; de l'institution de commissions cantonales de taxation du revenu des professions libérales, on espère 150 millions. D'une nouvelle méthode d'évaluation des bénéfices bruts, on escompte un supplément de 250 millions, au titre de la cédule des bénéfices commerciaux. Ce n'est pas cela, soit dit en passant, qui facilitera une baisse du coût de la vie. De l'obligation de la déclaration des créances, on espère retirer un supplément de recettes de 50 millions. Les mesures de contrôle prévues en ce qui touche le revenu des valeurs mobilières apporteraient 450 millions.

Toutes.....

Toutes ces mesures produiraient donc un supplément de recettes d'un milliard; mais j'ai des doutes sur le sérieux avec lequel ces chiffres ont été établis.

D'une modification au régime des droits de succession on attend 200 millions.

M. MILAN.- On a renoncé à toucher aux droits de succession parce qu'on s'est aperçu que le supplément de recettes devrait être versé à la Caisse d'amortissement, les droits de succession constituant une des recettes constitutionnelles de cette caisse.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Des divers autres aménagements fiscaux envisagés, on attend 1.500 millions. On soumettrait à la taxe sur le chiffre d'affaires les entreprises concessionnaires (eau, gaz, électricité) ce qui produirait 300 millions mais ne faciliterait pas une baisse du coût de la vie. Un relèvement du droit sur les cafés procurerait 300 millions. De la taxation des véhicules automobiles poids lourds on attend 800 millions et l'on attend 100 millions d'une taxe sur les apéritifs à base d'anis. D'autre part, on fait état d'une économie de 2.070 millions à provenir de l'institution d'une caisse des pensions. Le transfert à une tranche d'outillage national financée par l'emprunt de certaines dépenses de l'établissement déchargerait le budget de 1.550 millions.

Les traitements des fonctionnaires subiraient des abattements de 3, 5, 7 et 10 % avec une exonération à la base, de 12.000 francs. Cela donnerait 325 millions.

Un abattement du même ordre avec exonération, à la base de 6.000 francs, avait été prévu sur les pensions d'ancienneté. Il a été abandonné et remplacé par une réduction de 15 % sur des indemnités diverses allouées aux fonctionnaires, exception faite des indemnités pour charges de famille. Cette réduction procurerait.....

procurerait une économie que l'on chiffre à 450 millions.

- D'une réforme administrative, on attend 100 millions.

La révision des pensions des anciens militaires réformés pour maladie et non titulaires de la carte du combattant permettrait de réaliser une économie de 200 millions que viendrait augmenter la suppression de la présomption d'origine.

Avant la guerre, lorsque la présomption d'origine n'existait pas, le nombre des pensions militaires pour maladie ou accident, était de 8 à 900 par an. Il est aujourd'hui, de 9.000.

M. LE PRESIDENT.- Evidemment. Tous les jeunes gens malades cherchent à être pris bons par les conseils de révision pour invoquer, après leur incorporation, la présomption d'origine et se faire réformer avec pension.

M. BETOULLE.- Les conseils de révision prennent aussi, malgré leurs protestations, des jeunes gens que leur état de santé devrait faire écarter du service militaire.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La suppression de la pension aux veuves remariées donnerait 230 millions; et la suppression de la retraite du combattant aux anciens combattants inscrits à l'impôt général, 125 millions.

L'ensemble de toutes ces mesures réduiraient le déficit de 7.765 millions; ce qui, avec les 4 milliards provenant des économies déjà faites et du bénéfice procuré par la conversion, permettrait de combler le déficit.

M. LE PRESIDENT.- Au fond, sur un total de 12 milliards, 4 milliards seront demandés à l'impôt, 5 ou 6 milliards à l'emprunt, les compressions et économies ne comptant que pour 2 milliards.

M. ANDRE LEBERT.- Ce n'est pas là la déflation qu'on nous avait promise.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- En réalité, on fera, à la fois, de la déflation et de l'inflation, car l'emprunt n'est au fond que la forme la plus atténuée de l'inflation.

M. LE PRESIDENT.....

M. LE PRESIDENT.- Nous devons, certes, faire preuve d'indulgence envers un gouvernement qui se trouve en présence d'une situation des plus graves; mais cela ne veut pas dire que nous devions pratiquer une politique d'autruche et nous dissimuler volontairement les périls de la situation, et l'insuffisance des remèdes proposés.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- En ce qui concerne les dépenses comprises au programme d'outillage national et qui devront être financées par l'emprunt, je ferai une remarque. Aucuns grands travaux ne sont prévus et ce que l'on nous demande de couvrir par l'emprunt ce sont uniquement des dépenses qui, normalement, devraient figurer au budget.

M. LE PRESIDENT.- Je vois, dans ce projet, que des sommes sont prévues pour l'amélioration des chemins vicinaux. Je rappelle que la loi de finances de 1930 qui a fait passer une partie de la voirie départementale dans la voirie nationale a obligé les départements à abandonner aux communes le produit de la journée et demie de prestations qu'ils étaient autorisés à percevoir. Cela a mis la plupart des départements dans une situation critique et il faut que l'Etat leur accorde une compensation du sacrifice qu'il leur a imposé.

M. HENRY CHERON.- La perte des prestations a créé dans le budget de mon département, un trou de 3.650.000 francs. En échange de ce sacrifice qu'on nous imposait, des subventions nous avaient été promises, ^{et cette} promesse avait été inscrite dans la loi. Je crois savoir qu'on a l'intention de l'étudier. Si nous nous laissons faire, c'est une certaine de centimes additionnels que les conseils généraux seront obligés de voter pour équilibrer leurs budgets:

M. LE PRESIDENT.- Il y a eu un engagement légal; il doit être tenu.

(M. le Rapporteur Général.....)

(M. Le Rapporteur Général donne lecture, par ministères, et par chapitres, des dépenses prévues au plan d'outillage national).

M. HENRY BERENGER remarque qu'il s'agit là, non d'un plan d'outillage national, mais d'un véritable budget.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Un budget extraordinaire, ce n'est pas douteux.

M. SCHRAMECK.- Mais on en profite pour faire passer, dans ce budget extraordinaire, des dépenses que l'on n'aurait pas osé inscrire dans un budget ordinaire.

M. LE PRESIDENT.- Hélas ! il en est toujours ainsi, dès que le Parlement consent à créer un budget extraordinaire.

M. HENRY CHERON.- Quel est le chiffre prévu pour les constructions scolaires ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il s'élève, pour l'ensemble des 3 ordres d'enseignement à 1.311 millions.

M. HENRY CHERON.- Les sommes inscrites à ce titre au précédent programme d'outillage national ont surtout servi à liquider l'arriéré qu'on avait laissé s'accumuler.

Je crois qu'il en sera encore ainsi cette fois et qu'on n'a rien prévu pour subventionner les constructions projetées. Or, jamais la population scolaire n'a été aussi nombreuse, en France, que cette année. Je réclame l'établissement d'un programme précis des constructions scolaires indispensables. Ce sera vraiment de l'outillage national et du meilleur.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- 4 milliards étaient inscrits au premier projet d'outillage national. Sur cette somme, 1.800 millions ont servi à régler de l'arriéré.

Parmi les dépenses envisagées, je vois une somme de 45 millions inscrite sous la rubrique suivante : Remboursement à la Caisse de garantie des assurances sociales. Voilà qui semble pour le moins curieux dans un projet dit d'outillage national.

M. LAVAL.....

M. PIERRE LAVAL.- L'immeuble des assurances sociales de la rue d'Estrées avait été conçu, par M. LOUCHEUR, sur un plan tel que s'il n'avait pas été achevé rapidement, il se serait effondré. Or, les crédits manquaient pour son achèvement; les sommes nécessaires ont été avancées par la caisse de garantie. Ce sont ces sommes sans doute dont on envisage le remboursement aujourd'hui.

De même, à LYON, les services des assurances sociales, à l'étroit dans les locaux de la Préfecture, ont dû s'installer dans les batiments de l'ancienne manufacture des tabacs. Des travaux ont été exécutés pour lesquels des crédits n'avaient pas été prévus. Ils se montent, je crois, à 700.000 francs. Il est probable que la caisse de garantie a avancé la somme nécessaire au paiement des entrepreneurs et qu'il faudra la lui rembourser.

Qu'on me permette, maintenant, une observation d'un autre ordre. Je vois que 163 millions sont prévus pour les habitations à bon marché. C'est là une dépense que je ne saurais approuver, car j'ai la certitude que, dans un avenir prochain, l'affaire des habitations à bon marché sera désastreuse. Dernièrement j'ai, en tant que maire d'Aubervilliers, refusé la garantie communale à deux sociétés d'habitations à bon marché.

Le façon dont l'Etat accorde des prêts s'élevant jusqu'à 90 % de la dépense à des sociétés de construction d'habitations à bon marché qui n'ont été créées que pour permettre à certains entrepreneurs et architectes de s'enrichir est la marque la plus sûre de l'anarchie et de la gabegie qui règnent dans ce pays.

La Commission devrait supprimer ces crédits car l'Etat n'a plus à intervenir dans ces travaux qui n'ont donné lieu qu'à des scandales.

M. SCHRAMMECK.&.....

M. SCHRAMECK.- Dans un département que je connais bien, 700 millions ont été engloutis dans des constructions d'habitations à bon marché dont la gestion est déficitaire.

M. HENRY CHERON.- Il ne faut pas que la législation des habitations à bon marché soit considérée comme une entreprise vaine et démagogique. Il existe encore trop de taudis, sans air sans lumière, loués à des prix abominables. L'oeuvre des habitations à bon marché fait honneur à la République. Contrôlons en le fonctionnement, soit ! mais n'entravons pas son développement.

M. PIERRE LAVAL.- Les crédits devraient être réservés aux seuls offices publics et non accordés à des sociétés particulières. Et encore, je fais des réserves en ce qui concerne PARIS.

M. BETOULLE.- A Limoges, l'office public d'habitations à bon marché a réalisé une oeuvre sociale admirable et je tiens à rendre justice à ceux qui en ont pris la charge matérielle et morale.

S'il y a des abus, qu'on les réprime ! Et si l'on estime qu'il y a maintenant un nombre suffisant de logements pour éviter que la classe ouvrière ne soit contrainte de se loger dans d'infects garnis, qu'on arrête l'effort. Mais qu'on ne dise pas que l'oeuvre a été nuisible ou même inutile.

M. LE PRESIDENT.- La vérité, c'est que là, comme en tant de domaines, tout le mal vient de la déficience des autorités. Dans les départements où un contrôle sérieux a été exercé, il n'y a pas eu d'abus.

Il y a encore des taudis, hélas ! L'oeuvre entreprise ne doit donc pas être arrêtée ; mais il ne faut accorder de subventions qu'aux institutions présentant de sérieuses garanties et dans la mesure où le besoin de logements se manifestera.

M. HENRY BERENGER.....

M. HENRY BERENVER.- De l'intitulé des divers chapitres dont M. le Rapporteur Général nous a donné lecture, il ressort qu'il s'agit de financer, par voied'emprunt, tous les laissés pour compte du budget.

M. LE PRESIDENT.- Parfaitement et cela est grave. Nous allons épuiser toute notre puissance d'emprunt pour financer ces laissés pour compte, alors que nous allons nous trouver avec un budget à découvert. Car, ne nous le dissimulons pas -, les augmentations d'impôts seront repoussées par la Chambre. Or, si nous épuisons par avance les facultés de l'épargne, de cette épargne que nous avons déjà troublées par une conversion mal réussie, nous ne trouverons plus de prêteurs, lorsqu'il s'agira d'emprunter pour parer au déficit budgétaire.

M. HENRY BERENG ER.- Sans compter que, sous couleur d'outillage national, on va nous faire voter des dépenses qui ne seront que l'amorce de dépenses plus considérables qui viendront grever les budgets futurs.

M. LE RAPPORTEUR GNERAL.- Je vous dois maintenant quelques renseignements sur cette Caisse des Pensions dont la création est envisagée.

La charge actuelle des pensions de guerre est de 7 milliards. Elle doit décroître pour tendre vers 0 dans un délai de 60 ans.

Au lieu d'inscrire 7 milliards au budget, une Caisse serait créée à laquelle l'Etat verserait, pendant 60 ans, une annuité fixe de 4 milliards. Cette annuité permettrait à la Caisse d'assurer le service des emprunts qu'elle émettrait pour faire face à ses charges actuelles.

Le total des pensions actuellement payées s'élève à 6.916.630 francs, se décomposant comme suit :

Pensions.....

Pensions d'invalidité	5.650.630.000 Frs
Retraite du combattant.....	1.267.000.000 Frs

La suppression de la pension des veuves remariées procurerait une économie de 230 millions, la révision des pensions des malades non combattants amènerait un allègement de 200 millions et la suppression de la présomption d'origine un allègement de 125 millions.

La charge à supporter par la Caisse ne serait donc que de 6.332.000.000 Frs.

En fixant, comme le fait le Gouvernement, le taux des emprunts à émettre par la Caisse à 4 %, chiffre évidemment trop faible, le montant de l'annuité à verser par l'Etat à la Caisse de 1933 à 1993 serait donc de 4.300 millions. L'allègement budgétaire qu'entraînerait la création de la caisse serait donc de 2.062 millions.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.-A 3.700 millions en 1952.

Pour faire face à ses besoins jusqu'en 1966, la Caisse sera obligée d'émettre des emprunts pour un total de 52 milliards. Jusqu'en 1993, l'Etat aura versé à la Caisse 258 milliards, alors que s'il continuait à assurer le service des pensions au moyen de dotations inscrites chaque année au budget, le décaissement total, de 1933 à 1993 ne serait que de 164 milliards. L'institution de la Caisse, si elle décharge le budget dans les années à venir, n'en entraînera donc pas moins, une dépense supplémentaire de 94 milliards, à la charge des contribuables.

L'institution de cette Caisse, - acceptée par les combattants qui y voient la consolidation de leurs droits -, est un expédient qui n'apporte qu'une solution paresseuse au problème financier.

M. HENRY BERENGER.- Cette question n'est pas nouvelle. Déjà en 1922, on nous a saisis d'un projet créant une Caisse des Pensions. En votre nom, j'ai fait un rapport défavorable.

On.....

On revient à l'assaut, aujourd'hui.

M. LE PRESIDENT.- Le principe de la création de cette caisse avait même été inscrit, dans la loi de finances de 1924. J'ai pu obtenir, en 1925, l'abrogation de cette disposition.

M. SERRE.- On crée la Caisse, soit ! Et si les emprunts qu'elle tentait d'émettre ne réussissaient pas ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le paiement des pensions retomberait à la charge de l'Etat.

J'espère que le principe de la Caisse sera très vivement combattu, à la Commission des Finances de la Chambre des Députés, par M.M. LAMOUREUX et VINCENT AURIOL.

M. LE PRESIDENT.- Ce qui est plus grave, car il risque d'être voté, c'est le projet dit d'outillage national.

M. HENRY BERENG ER.- Il constitue de la part des administrations, une nouvelle tentative pour échapper au contrôle du Parlement.

N'oublions pas quels abus ont permis les offices dont nous avons autorisé la création.

M. LE PRESIDENT.- Office égale abus. Il semble que la haute bureaucratie que j'ai connue autrefois si scrupuleuse ne cherche qu'à augmenter les possibilités de favoritisme et d'émoluments supplémentaires.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- C'est là un des aspects de la crise de moralité dont souffre notre pays.

M. LE PRESIDENT.- Ces offices permettent aux hauts fonctionnaires placés à leur tête d'augmenter leurs émoluments. En outre, ils y font entrer leurs fils ou gendres sans concours, leur y assurent une belle situation puis provoquent un décret assimilant le personnel de l'office à celui de leur administration.....

tion et font passer, dans celle-ci, avec un grade important, des gens qui n'auraient pas osé affronter le concours d'entrée.

Pour en revenir à notre projet, il faudra spécifier nettement que ces dépenses d'outillage national devront être soumises aux mêmes règles de contrôle que les dépenses budgétaires.

M. HENRY CHERON.- Nous ne pouvons que remercier M. le Rapporteur Général des renseignements qu'il nous a fournis et qui nous ont permis de nous faire une idée d'ensemble de ce que sera le prochain budget.

A côté de ce que propose le gouvernement pour parer au déficit, il y a un certain nombre de mesures qui auraient pu et dû être prises. En reculant de 5 ans l'âge de l'octroi de la retraite du combattant, on réaliserait une économie de 800 millions. D'autre part, si l'on retirait le bénéfice de la retraite du combattant aux fonctionnaires qui ont bénéficié de bonifications importantes, on économiserait encore de ce chef, des sommes importantes.

Est-ce que, pour éviter une bataille politique, notre Président et notre Rapporteur Général ne pourraient pas avoir une conversation avec le gouvernement et lui faire entendre qu'il faut envisager un redressement budgétaire complet, redressement qui pourrait s'échelonner sur trois années.

Mais je crains qu'étant donné les promesses faites par les candidats au cours de la récente campagne électorale, il ne soit impossible de faire ce redressement en employant la procédure parlementaire normale. Et je crois qu'il faudra en arriver au système du décret loi, avec des garanties, bien entendu.

Le redressement, tout le monde en voit les moyens. Il est possible, facile même. Le difficile, c'est de le faire voter. Alors, accordons au Gouvernement le moyen de le faire, par décrets.

M. HENRY BERENGER.....

M. HENRY BERENGER.- M. le Rapporteur Général sait-il à quel moment le Gouvernement a l'intention de déposer une loi de finances ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le 20 Novembre.

M. HENRY BERENGER.- A quelle date le Sénat pourra-t-il en être saisi ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Vers le 1^e mars. A M. CHERON, je réponds que j'ai déjà eu, avec le Gouvernement, les entretiens qu'il me demande d'avoir. J'ai dit à mes interlocuteurs ma façon de penser, je leur ai dit que les engagements pris n'avaient pas été tenus et qu'ils me paraissaient avoir une conception singulière de l'équilibre budgétaire.

Je crois que nous ne pourrions nous tirer d'affaire que si nous avons le courage de dire toute la vérité au pays et la ferme volonté de rétablir la situation dans un délai de 3 ou 4 ans.

J'estime que la manière louvoyante employée par le gouvernement n'est pas la bonne et qu'il serait plus opportun d'en prendre une plus franche.

M. LE PRESIDENT.- Nous remercions M. le Rapporteur Général des renseignements qu'il nous a apportés.

La Séance est levée à 17 heures.

Le PRESIDENT de la COMMISSION :

J. Caillaud

COMMISSION DES FINANCES

Séance du MARDI 29 Novembre 1932.-

La Séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de M. BIENVENU-MARTIN, président d'âge.

PRESENTS : M.M. JOSEPH CAILLAUX, LEON PERRIER. HENRY CHERON. MILAN. FARJON. ALBERT MAHIEU. ANATOLE MANCEAU. HENRY BERENGIER. BIENVENU-MARTIN. CHARABOT. CHAUVEAU. CUMINAL. EDMOND CAVILLON. EMILE SAINTEFOURCADE. FRANCOIS SAINT MAUR. GALLET. HAYAUX. HERVEY. DE LA GRANGE. PIERRE LAVAL. ANDRE LEBERT. LISBONNE. PIERRE ROBERT. MARCEL REGNIER. HENRI ROY. SCHRAMECK. SERRE. GENERAL STUHL. TOURNAN. VALADIER. VOILIN. GUY DE WENDEL.

EXCUSES : M.M. LE GENERAL HIRSCHAUER et LAUDIER.

ALLOCUTION DE M. LE PRESIDENT

D'AGE.-

M. BIENVENU-MARTIN, Président d'âge.- Mes chers collègues, sans qu'il veuille empiéter sur les attributions du Président que vous allez élire, votre président d'âge désire profiter de l'honneur qu'il tient à un triste privilège, pour vous souhaiter à tous la bienvenue dans notre commission reconstituée.

J'aperçois autour de moi beaucoup de collègues qui faisaient déjà partie de la Commission précédente. N'est-ce pas là la meilleure preuve que leur action - et par conséquent celle de la Commission des finances toute entière - ont reçu l'adhésion du Sénat ? Puisque la voie que nos devanciers ont

tracée.....

tracée a paru la bonne à nos mandants, il nous appartiendra, au cours de l'année de travail qui s'ouvre pour nous, d'y persévérer de notre mieux.

En votre nom à tous, j'adresse un cordial souvenir aux anciens collègues qui nous ont quitté, M. JENOUVRIER, CHASTENET, BETOULLE. REBOUL. ALFRAD BRARD. BLAIGNAN et JOSEPH COURTIER. Nous n'oublierons pas leur précieuse collaboration.

Je souhaite la bienvenue à nos nouveaux collègues, M.M. HERVEY et ALBERT MAHIEU, qui ont déjà siégé parmi nous pendant de longues années, CHARABOT, DE WENDEL, LAUDIER.

VOILIN et de LA GRANGE. Ils verront que toutes les discussions s'engagent ici et se déroulent dans une atmosphère de cordialité parfaite et de sérénité absolue. Chacun défend ses opinions sans apreté, et la commission, mue exclusivement par le souci du bien public s'efforce de faire prévaloir les solutions de sagesse et de conciliation.

Les circonstances présentes sont particulièrement graves et appellent toute notre attention. Nous aurons à faire preuve de vigilance et de fermeté. Nous comptons sur notre Président et notre Rapporteur Général pour nous guider dans cette tâche essentielle pour l'intérêt général.

Notre ordre du jour, vous le savez, appelle la constitution de la Commission. Nous devons tout d'abord, procéder à l'élection de notre Président.

VOIX NOMBREUSES.- M. CAILLAUX ! M. CAILLIAUX.

M. LE PRESIDENT D'AGE.- La Commission entend elle procéder à cette élection au scrutin secret ?

VOIX NOMBREUSES.- Non ! Non ! C'est inutile.

M. LE PRESIDENT D'AGE.....

M. LE PRESIDENT D'AGE.- Conformément à une procédure qui a pour elle, sinon le règlement, du moins de nombreux précédents, je propose à la Commission de proclamer Président par acclamation notre président sortant M. JOSEPH CAILLAUX (Assentiment unanime).

L'unanimité qui s'est affirmée dans ce vote, montre que nous ne saurions faire un meilleur choix que celui qu'avait fait la précédente commission. M. CAILLAUX n'est pas seulement un grand maître en matière de science financière; il a montré aussi combien il savait présider nos débats avec compétence, autorité et courtoisie.

Je proclame M. CAILLAUX, Président de la Commission des Finances.

(M. JOSEPH CAILLAUX remplace M. BIENVENU-MARTIN au fauteuil de la Présidence).

PRESIDENCE DE M. CAILLAUX.-

M. LE PRESIDENT.- Mes premiers mots seront pour remercier la Commission de la marque de confiance et de sympathie qu'elle vient de me donner.

Je sens tout le prix de l'honneur que vous me faites et en même temps, toute l'importance de la fonction que vous venez de me confier avec une unanimité qui me touche infiniment.

Je ne crois pas exagérer en disant que notre travail, cette année et pendant les années qui vont suivre est essentiel au bien de l'Etat. Le pays compte sur le Sénat et sur sa commission des finances pour remettre de l'ordre dans nos finances et prendre les décisions courageuses que commande la situation présente.

Nous.....

Nous allons avoir de sérieux débats à engager et, sans doute, de grandes résistances à vaincre pour faire triompher une politique d'économie et de sagesse. Comme nos éminents prédécesseurs, nous saurons entourer nos travaux de cette atmosphère de sérénité et de camaraderie dont parlait tout à l'heure notre vénéré Président d'âge. Comme eux, aussi, nous n'aurons d'autre but, quelles que soient entre nous les divergences de doctrine, que le souci du bien public.

Après notre Président d'âge, je tiens à adresser notre salut aux collègues qui nous ont quitté. J'ai dit déjà, tout ce que nous avons perdu avec M. JENOUVRIER. Notre Commission gardera le souvenir fidèle de la collaboration que lui ont donnée M. ALFRED BRARD, qui, à la suite de son changement de groupe n'a pas été désigné comme commissaire, M.M. BLAIGNAN et Joseph COURTIER, victimes du dernier renouvellement triennal, M. GUILLAUME CHASTENET, qui s'est retiré de la vie politique, M.M. REBOUL et BETOULLE qui ont été remplacés par leur groupe.

Je souhaite la bienvenue aux nouveaux venus M.M. LAUDIER et VOILIN que nous envoie le groupe socialiste. M. LAUDIER s'excuse de ne pouvoir assister à la séance d'aujourd'hui, mais je sais que cette absence sera exceptionnelle et que nous pourrons compter sur son expérience. M. VOILIN arrive ici entouré de l'estime unanime. Sa collaboration nous sera précieuse.

M. ALBERT MAHIEU est trop connu parmi nous pour qu'il soit besoin de faire son éloge. Il reprend sa place et nous bénéficierons de l'expérience qu'il a acquise dans les postes éminents qu'il a occupés, soit comme haut fonctionnaire, soit comme membre du gouvernement. M. HERVEY a siégé ici pendant de longues années. Nous n'avons pas oublié son souci d'économie et sa fermeté. Nous savons que nous pouvons compter sur lui pour lutter contre les abus et les gaspillages.

M. CH. ARABOT.....

M. CHARABOT nous apporte son expérience des affaires et de droiture d'esprit. Nous lui souhaitons la bienvenue.

Enfin, c'est avec un peu d'envie que je félicite M.M. de WENDEL et de LA GRANGE de nous arriver avant même d'avoir atteint la cinquantaine. Heureux privilège de l'âge ! Nous tâcherons de leur donner de bons exemples afin qu'ils perpétuent après nous les glorieuses traditions de notre Commission. Leur apprentissage va commencer sans tarder et ils auront, pour leur début, à étudier avec nous des questions graves de la solution desquelles dépend véritablement l'avenir du pays. Ils verront avec quel coeur, ici, nous savons faire oeuvre utile.

Nous avons tout d'abord le devoir de compléter notre bureau par l'élection de deux Vice-Présidents.

M. LEON PERRIER, par suite du décès de M. JENOUVRIER est seul Vice-Président sortant. Je pense que le poste de 1^e Vice-président ne lui sera contesté par personne (Assentiment).

M. LEON PERRIER est proclamé Vice-Président.

Y a-t-il des candidats à la 2^e vice-présidence ? Je signale qu'il ne s'agit pas là d'un simple poste honorifique, car je me propose de faire présider des sous-commissions d'étude par M.M. les Vice-Présidents.

M. HENRY CHERON.- Je pose ma candidature.

M. FARJON.- Le groupe de l'Union républicaine qui, pendant de longues années, a vu un de ses membres détenir une vice-présidence à la Commission des Finances et qui n'avait abandonné cet honneur après l'élection de M. ALBERT LEBRUN à la Présidence du Sénat que par déférence pour M. JENOUVRIER, avait décidé, d'accord avec la gauche républicaine, d'offrir la candidature à la Vice-Présidente à M. PIERRE LAVAL.

Celui-ci a refusé notre offre en faisant valoir des considérations.....

dérations personnelles devant lesquelles nous nous sommes inclinés. Il nous a demandé de reporter nos suffrages sur M. ALBERT MAHIEU. Celui-ci ayant accepté, nous posons la candidature de M. ALBERT MAHIEU.

M. PIERRE LAVAL.- Je remercie M. FARJON et les membres des groupes qui avaient mis en avant ma candidature. Comme il vient d'être dit, je demande à mes amis de voter pour M. ALBERT MAHIEU.

M. ALBERT MAHIEU.- Je regrette le refus de M. PIERRE LAVAL. Sa place était à la vice-présidence de notre Commission où il aurait montré une fois de plus ses qualités admirables de travail et de conciliation. Désigné par lui, je ne peux me dérober à ce devoir et je pose ma candidature à la vice-présidence, où si je suis élu, je m'efforcerai de travailler dans un esprit de concorde et d'union pour le bien du pays.

M. LE PRESIDENT.- Nous sommes donc en présence de deux candidatures, celles de M.M. HENRY CHERON et ALBERT MAHIEU.

Il est procédé au scrutin qui donne les résultats suivants :

Nombre de votants :	33
Bulletins blancs ou nuls :	1
Suffrages exprimés	32
Majorité absolue.....	17

Ont obtenu M.M. HENRY CHERON ... 17 voix

ALBERT MAHIEU... 15 voix

M. LE PRESIDENT.- M. HENRY CHERON est proclamé 2^e Vice-Président.

M. HENRY CHERON.- Je remercie la Commission.

M. LE PRESIDENT.- Il nous reste à élire deux secrétaires.

M.M. MILAN et FARJON sont proclamés élus.

La Commission, ainsi constituée, procède à la désignation
du.....

du Rapporteur Général et des rapporteurs spéciaux pour l'examen du budget de l'exercice 1933.

M. HENRI ROY est nommé Rapporteur Général.

La répartition des rapports spéciaux est faite dans les conditions suivantes :

Budgets spéciaux	Rapporteurs
Finances.....	M.M. REGNIER (Marcel)
Justice - Services judiciaires.....	LISBONNE
Justice - Services pénitentiaires.....	EDMOND CAVILLON
Affaires Etrangères.....	HENRY DE RENGIER
Services d'Alsace et de Lorraine.....	HERVEY
Intérieur.....	SCHRAMMECK
Guerre et Défense des territoires d'Outre-Mer....	GALLET
Marine Militaire.....	FARJON
Air.....	GENERAL HIRSCHAUER
Education nationale - Education physique.....	JEAN PHILIP
Beaux-Arts.....	FOURCADE (MANUEL)
Enseignement technique.....	CUMINAL
Travaux publics - Personnel et frais généraux - Routes et ponts - Navigation - Ports maritimes..	MILAN
Travaux publics - Forces hydrauliques - Distri- bution d'énergie électrique et mines.....	de LA GRANGE
Travaux publics - Chemins de fer.....	VALADIER (Jean)
Régions Libérées.....	LEBERT (André)
Commerce et Industrie.....	SERRE (Louis)
Agriculture.....	CHAUVEAU
Colonies.....	LEON PERRIER
Travail et Prévoyance sociale.....	ANATOLE MANCEAU
Pensions.....	GENERAL STUHL
P.T.T.	PIERRE ROBERT
Marine Marchande.....	CHARABOT
Santé Publique.....	EMILE SARI
Budget annexe de l'Imprimerie nationale.....	VOILIN (Lucien)
Budget annexe des Monnaies et Médailles.....	TOURNAN
Budget annexe de la Légion d'honneur.....	FRANCOIS SAINT-MAUR
Budget annexe de l'Ecole centrale.....	CUMINAL
Budget annexe de la Caisse d'épargne.....	
Budget annexe de la Caisse d'épargne.....	PIERRE ROBERT
Algérie.....	HAYEUX.

APPLICATION DE LA LOI DU CADENAS AUX VINS EXPEDIES

A DESTINATION DE LA FRANCE AVANT LE 1^{er} AVRIL 1931.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. LAUDIER sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés tenant.....

dant à faire bénéficier des dispositions de la loi du cadenas les vins expédiés à la destination de la France avant le 1^{er} Avril 1931, (N° 428 - année 1932) M. SERRE, Rapporteur.

M. SERRE.- donne lecture de son rapport dont les conclusions concluant au rejet de la proposition sont adoptées.

STATUT DE L'AVIATION MARCHANDE.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle le nouvel examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. de LA GRANGE, sur le projet de loi tendant à fixer le statut de l'aviation marchande (N° 578 - année 1932).

M. HENRI ROY, Rapporteur Général donne lecture de l'avis de M. LE GENERAL HIRSCHAUER rapporteur. Il conclut à l'adoption du projet sous réserve de l'engagement que le gouvernement a promis de prendre d'appliquer le texte de telles sortes que l'Etat n'aura jamais la majorité dans les entreprises contrôlées.

M. HERVEY.- Il est dangereux de se contenter de promesses de ministres. Je ne mets pas en doute la bonne foi du ministre de l'Air, mais son successeur ne sera nullement tenu de respecter ses engagements.

M. LE PRESIDENT.- M. HERVEY a mille fois raison. Il serait nécessaire d'obtenir au moins une promesse écrite.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je vais plus loin encore, car je compte demander l'insertion d'un texte spécial dans la loi de finances.

M. LE PRESIDENT.- C'est là, en effet la meilleure des procédures.

M. de LA GRANGE.- La Commission de l'Air appuiera certainement la commission des finances pour demander l'introduction de ce texte dans la loi de finances. Elle insiste par ailleurs, pour que le texte du projet fixant le statut de l'aviation marchande.....

chande soit voté sans modification. Il importe que ce texte puisse entrer tout de suite en application.

L'avis de M. le Général HIRSCHAUER. est adopté.

REGULARISATION DE CREDITS OUVERTS PAR DECRETS.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour rapport au fond, du projet de loi portant régularisation de crédits ouverts par décrets au titre de l'exercice 1933.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture de son rapport.

M. HERVEY.- M. le Rapporteur Général vient de nous indiquer que la part de la France dans les dépenses administratives de la Société des Nations s'élèvera pour 1932 à 12 millions.....

M. FRANCOIS SAINT-MAUR.- Ce n'est là du reste qu'une toute petite partie de ce que nous coûte la Société des Nations.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je n'ai parlé que des dépenses administratives. Nous participons, en outre, aux dépenses du Bureau international du Travail et nous avons encore nos services à Genève.

M. HERVEY.- Ne pourrait-on pas demander à la Société des Nations de se montrer un peu plus économes des deniers des Etats qui en font partie ?

M. HENRY BRENGER.- Dans le rapport du Budget des Affaires Etrangères, j'ai fait l'an dernier une étude des dépenses de la Société des Nations et j'ai assorti cette étude de critiques assez sévères. Il est exact que la Société des Nations coûte cher, mais veut-on, pour cela, que la France se retire de cette institution internationale qu'elle a tant fait pour mettre sur pied et rendre viable ?

Je dois ajouter que cette année, une économie de 33 % a été réalisée sur les diverses dépenses de la Société des Nations. Rendons hommage à cet effort de compression et efforçons nous, sur ce point, d'imiter l'assemblée de Genève ! Car s'il existe des.....

des abus à la Société des Nations, il y en a beaucoup aussi en France.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- Il faudrait , tout au moins, que tous les Etats qui adhèrent à la Société des Nations remplissent leurs obligations. Or, si je suis bien informé, certaines nations ne payent pas leur quote-part.

M. HENRY BERENGER.- La France n'a aucun intérêt à soulever cette question, car les nations dont il s'agit et qui sont les nations latino-américains, constituent les plus fermes soutiens de sa politique à Genève.

Déjà notre influence auprès de ces nations est contrebalancée par celle de l'Espagne. Prenons garde de ne pas les mécontenter. La plupart ont d'ailleurs commencé à payer ce qu'elles doivent à la Société des Nations.

M. LE PRESIDENT.- Puissent-elles continuer et agir de même à l'égard de leurs créanciers Français !

Les conclusions du rapport de M. le Rapporteur Général sont adoptées.

REPORTS DE CREDITS.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour rapport au fond du projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1931-1932 à l'exercice 1932.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture de son rapport dont les conclusions sont adoptées.

OUVERTURE ET ANNULATION DE CREDITS.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, du projet de loi, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1931-32 au titre du budget général et des budgets annexes.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.....

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture de son rapport.

M. HENRY CBERON.- M. le Rapporteur Général vient de signaler avec raison l'accroissement constant des dépenses d'assistance malgré l'application des assurances sociales qui aurait dû les diminuer.

Je tiens à signaler un moyen d'amener des économies certaines. Autrefois les prix de journée d'hospitalisation dans les hôpitaux étaient fixés pour cinq ans. Pendant toute la période en cours les administrateurs de ces établissements devaient établir leur budget en fonction de ces prix. Aujourd'hui, les prix sont revisables tous les ans. Il en résulte que les administrateurs peuvent se livrer à tous les gaspillages puisqu'ils sont sûrs de trouver, dans un relèvement des prix d'hospitalisation, le moyen d'équilibrer leur budget. Le procédé est commode mais il amène fatalement l'augmentation constante des frais d'hospitalisation donc des dépenses d'assistance des collectivités qui les payent : commune, département et Etat.

Un simple texte introduit dans la loi de finances et imposant le retour à la fixation des prix de journée pour une durée assez longue ferait cesser ce gaspillage que tous les conseils généraux sont unanimes à déplorer.

M. SARI, Rapporteur du Budget de la Santé Publique.- J'étudierai ce texte d'accord avec vous.

Les conclusions du rapport de M. LE RAPPORTEUR GENERAL sont adoptées.

CALAMITES AGRICOLES.-

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- donne lecture d'une lettre de M. le Ministre du Budget concernant le projet de loi voté au mois de juillet dernier portant ouverture d'un crédit de 100 millions pour les calamités agricoles.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.....

M. LE RAPPORTEUR GENERAL rappelle que la Commission avait précisé formellement que l'emploi de ce crédit devait être le suivant : 25 millions pour secours d'extrême urgence et 75 millions pour les collectivités ayant à réparer des dommages causés aux ouvrages d'art, routes, chemins, ponts ou bâtiments d'intérêt général .

La Commission avait affirmé sa volonté de voir cesser les attributions d'indemnités aux personnes, attributions qui donnent lieu à des abus, ne rendent aucun service, coûtent fort cher et soulèvent des mécontentements de la part des intéressés.

Le Gouvernement avait paru, au mois de juillet, accepter la thèse de la Commission. Il semble l'abandonner aujourd'hui. M, le Rapporteur Général demande à être autorisé à rappeler leurs engagements pris, aux Ministres du Budget et de l'Intérieur.

M. HENRY BERENGER.- Vous pouvez dire que la Commission à l'unanimité réprovoque le gaspillage des deniers publics que constitue l'attribution aux particuliers de poussières d'indemnités.

M. LE PRESIDENT.- La Commission est décidée à arrêter tous les gaspillages . Un effort d'économie et de restriction va être demandé au pays. Les mesures nécessaires ne seraient pas acceptées si les contribuables avaient l'impression que l'État continue à gaspiller ses ressources.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Nous devons inspirer un esprit nouveau aux administrations et cela ne sera pas facile !

Tout récemment notre Collègue M. JOSSOT me signalait comment a été gaspillé un crédit de 700.000 francs par le Ministère de l'Instruction Publique. Ce crédit qui demeurait sans emploi a été réparti entre toutes les écoles d'enseignement ménager qui n'avaient cependant rien demandé.

Un.....

Un seul directeur a eu l'honnêteté de refuser cette aubaine imprévue. Les autres ont employé les fonds ainsi alloués. M. JOS-SOT m'a même cité un directeur qui avait acheté pour 23.000⁰⁰frs d'instrument de jardinage alors qu'il n'avait pas de jardin !

M. MARCEL REGNIER.- Cela mérite une sanction.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL est invité à faire connaître au Ministre du Budget, en réponse à sa lettre que l'opinion de la Commission n'a pas changé en ce qui concerne l'utilisation du crédit de 100 millions pour les calamités agricoles.

La Séance est levée à 17 heures 30.

Le PRESIDENT de la COMMISSION :

J. Cail

COMMISSION DES FINANCES

Séance du Mercredi 7 Décembre 1932.-

La Séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de
M. CAILLAUX.

PRESENTS : M.M. CAILLAUX, HENRI ROY. GENERAL STUHL. GENERAL
HIRSCHAUER. FARJON. TOURNAN. CUMINAL. de LA GRANGE
FOURCADE. PHILIP. HENRY BERENGER. HENRY CHERON.
CHARABOT. de WENDEL. HA AUX. MARCEL REGNIER.
PIERRE LAVAL. MILAN. LISBONNE. G ALLET. VALADIER.
HERVEY. SCHRAMECK. ANATOLE MANCEAU. CHAUVEAU.
VOILIN. MAHIEU. ROBERT. ANDRE LEBERT. CAVILLON.

=====

M. LE PRESIDENT.- J'ai reçu de Mademoiselle JENOUVRIER
une lettre par laquelle elle me prie de transmettre à la Commis-
sion ses remerciements pour le témoignage de sympathie que nous
lui avons adressé à l'occasion de la mort de son père.

EMPRUNT DE SIX MILLIONS DE DOLLARS

DE LA VILLE DE

SOISSONS.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour
rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Dé-
putés, ayant pour objet d'autoriser le ministre des Finances à
pourvoir aux insuffisances des annuités remises en gage à ses
prêteurs par la ville de SOISSONS pour le service de l'emprunt de
reconstitution de 6 millions de dollars que cette ville a contrac

té.....

té en 1921 au Canada.

M. MARCEL REGNIER, Rapporteur rappelle que la ville de SOISSONS a contracté, pour permettre des groupements de sinistrés d'entreprendre immédiatement la reconsttuction d'immeubles détruits par la guerre, un emprunt de 6 millions de dollars; lorsque cet emprunt fut négocié, le dollar valait 13 francs et, par une lettre, le Ministre des Finances d'alors, M. DOUMER s'engagea envers la ville de Soissons, à accorder à celle-ci la garantie de l'Etat, en cas de baisse du franc.

Cette baisse s'est produite et il restera en 1936, à rembourser 5.806.000 dollars, ce qui entraînera, pour l'Etat, un décaissement d'environ 150 millions de francs.

Il ne semble pas possible, en effet, de laisser la ville de Soissons dont le budget s'élève à 4.700.000 Frs et dont le centime ne vaut que 6.304 francs, faire face seule à une telle échéance. Toutefois M. le Rapporteur estime qu'il n'est pas excessif de mettre à la charge de la ville une participation de 7.600.000 Frs puisque aussi bien, le ministre n'avait promis la garantie de l'Etat qu'en ce qui concerne le remboursement du capital et non en ce qui touche au paiement des intérêts.

Sous réserve d'une modification en ce sens, du texte voté par la Chambre des Députés, M. le Rapporteur conclut à l'adoption du projet de loi.

M. SCHRAMECK.- D'autres villes sont-elles dans le même cas que Soissons ?

M. LE RAPPORTEUR.- Non.

Les conclusions de M. le Rapporteur sont adoptées.

RECRUTEMENT DE L'ARMÉE DE MER

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. MARTIN BINACHON sur.....

sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au recrutement de l'armée de mer et à l'organisation de ses réserves.

M. HENRI ROY, Rapporteur Général.- Ce projet n'a pas de conséquences financières. Je ne sais pas pourquoi on nous l'a renvoyé.

M. LE PRESIDENT.- Il nous a été renvoyé d'office par le Président à raison de ce fait qu'il contient une disposition modifiant légèrement les règles d'attribution du pécule aux marins quittant le service. Pour le surplus, ce projet se borne à grouper différents textes législatifs déjà en vigueur.

M. HENRY BERRINGER.- Mais le fait de grouper ces dispositions législatives n'entraîne-t-il vraiment aucune conséquence financière.

Ce ne serait pas la première fois que, sous couleur de nous faire voter un texte d'apparence inoffensive, on nous ferait prendre des engagements que nous ne pourrions plus ensuite éluder.

M. LE PRESIDENT.- Il n'y a rien de tel, ici. Le projet se borne à poser des principes, les modalités devant être réglées, soit par les lois de finances, soit par des décrets du ministre de la Marine contresignés par le Ministre des Finances.

M. FARJON rapporteur donne lecture d'un avis favorable à l'adoption du projet de loi.

Les conclusions du rapporteur sont adoptées.

Sur le rapport de M. FARJON, la Commission émet un avis favorable à l'adoption du projet de loi, adopté par la Cham-

bre.....

bre des Députés, fixant pour cinq ans à dater du 1^{er} Novembre 1932 le contingent de décorations avec traitement attribué au Ministère de la Marine pour le personnel des divers corps de l'armée de mer en activité de service.

SITUATION DE LA TRÉSORERIE.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen de la situation de la Trésorerie.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture d'une note résumant la situation de la Trésorerie au 31 Octobre. Au terme de cette lecture, il déclare que les perspectives de la Trésorerie ne semblent pas s'être modifiées depuis cette date. Toutefois, le 22 novembre, le Ministre des Finances a déclaré que le montant des bons du Trésor émis atteignait 6.600 millions, ce qui ne laissait plus qu'une marge de 400 millions à quoi il convient d'ajouter le montant des bons à émettre pour l'Algérie, soit 1.500 millions. Cela permettra de couvrir les besoins jusqu'au 31 décembre si l'on ne tient pas compte d'un décaissement de 500 millions qui serait nécessaire pour le paiement de l'annuité due aux Etats-Unis.

M. HERVEY.- Ne serait-il pas utile que nous demandions au Gouvernement comment il compte, éventuellement, faire face à cette échéance du 15 décembre. Si nous attendons qu'il nous saisisse de la question, il est à craindre que nous ne nous trouvions en face du fait accompli.

M. HENRY BERENGER.- La Commission des Affaires Etrangères s'est préoccupée de la question. Je lui ai exposé l'état de celle-ci et, notamment, que nous avions versé, jusqu'à ce jour, 486 millions de dollars aux Etats-Unis. La Commission m'a chargé d'aller voir M. le Président du Conseil et de lui demander quelles.....

les étaient ses intentions relativement à l'échéance du 15 décembre. Le même jour, c'est-à-dire vendredi dernier, j'ai vu M. le Président du Conseil qui ne m'a pas caché l'embarras où il se trouvait. Il m'a déclaré qu'aucune décision n'avait encore été prise par le Conseil des Ministres et il m'a assuré qu'il viendrait devant la Commission des Affaires Etrangères dès que cela lui serait possible, vraisemblablement vers la fin de cette semaine.

Je crois pouvoir ajouter que l'Angleterre semble décidée à payer et que M. HERRIOT doit avoir, à ce sujet, une entrevue aujourd'hui avec les ministres anglais.

M. PIERRE LAVAL.- Puisque le Président du Conseil doit être entendu ces jours ci par la Commission des Affaires Etrangères, est-ce que la Commission des Finances ne pourrait pas se joindre à elle comme cela s'est fait à diverses reprises.

A cette occasion, je fournirais aux deux commissions les renseignements que je possède. On a fait état, ces temps derniers du moratoire Hoover et du communiqué publié à l'issue de l'entrevue que j'eus avec M. HOOVER à Washington, en 1931. Par discrétion, je n'ai rien voulu dire encore à ce sujet, mais j'estime que le moment est venu pour moi de parler et de fournir certaines explications. J'estime, en effet, que le Sénat ne peut pas se désintéresser d'une échéance moins importante encore par son montant que par la question de principe qu'elle pose.

M. LE PRESIDENT.- La proposition de M. PIERRE LAVAL me semble judicieuse. Si M. BERENGER n'y voit pas d'inconvénient, la Commission des Finances pourrait se joindre à la Commission des Affaires Etrangères pour entendre M. le Président du Conseil.

M. HENRY BERENGER.- Je ne vois aucun inconvénient à une telle.....

telle procédure. A diverses reprises, les Commissions des Finances et des Affaires Etrangères se sont réunies en commun pour entendre le gouvernement sur des questions qui intéressaient à la fois les finances et les Affaires Et rangères.

M. LE PRESIDENT.- C'est entendu. J'informerai donc M. le Président du Conseil que la Commission des Finances désire se joindre à la Commission des Affaires Etrangères pour l'entendre lorsqu'il viendra devant cette dernière.

EXPERTISES DEVANT LES CONSEILS DE PREFECTURE.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. BABAUD LACROZE sur la proposition de loi de M. BABAUD LACROZE tendant à modifier les dispositions législatives en vigueur relativement aux expertises devant les Conseils de préfecture.

M. LE RAPporteur GENERAL donne lecture d'un avis sur cette proposition. Il fait connaître que l'administration des Finances serait assez hostile à l'adoption de celle-ci, sans donner toutefois la raison véritable de son attitude qui serait la suivante : elle craint que la réduction à un du nombre des experts ne favorise les collusions trop souvent déplorées à Paris entre les experts et les agents d'affaires. Mais cette raison ne saurait arrêter M. le Rapporteur Général qui estime qu'il appartient au Garde des Sceaux d'inviter les Parquets à montrer plus de sévérité dans l'établissement des listes d'experts et à surveiller la façon dont ceux-ci s'acquittent de leur mission. Aussi M. le Rapporteur Général conclut-il en donnant un avis favorable à l'adoption de la proposition de loi.

Les conclusions du Rapporteur Général sont adoptées.

TRAVAUX.....

TRAVAUX DE COMPLEMENT D'UN BRAS
DE L'ILL A STRASBOURG.-

La Commission , sur le rapport de M. MILAN donne un avis favorable à l'adoption du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique les travaux de comblement d'un bras de l'Ill à Strasbourg et de prononcer la distraction des terrains correspondants du domaine public fluvial.

M. MILAN.- La Commission m'a chargé du rapport sur une proposition de loi tendant à augmenter la participation de l'Etat dans les dépenses d'aménagement du port de Cherbourg. Cette proposition entraînant une dépense de 14 millions, j'ai demandé l'avis du Ministère des Finances.

Les représentants de l'administration m'ont déclaré que la proposition était utile mais ils se sont refusés à me saisir d'un avis écrit.

M. LE PRESIDENT.- Notre secrétaire administratif me fait savoir qu'un avis du Ministère des Finances nous sera envoyé à la fin de la semaine. J'exigerai que cet avis soit signé du Ministre, car nous ne pouvons nous contenter d'une note émanant de services irresponsables.

M. SCHRAMECK.- Depuis longtemps la question du régime de retraites des employés communaux et départementaux est en suspens . Vous nous rappelez que d'après les calculs de l'administration, le texte rapporté, au nom de la Commission d'Administration civile par notre collègue SARI, entraînait une dépense de 497 millions. Effrayée par un tel chiffre, la Commission des Finances avait ajourné toute décision et demandé au Ministère de l'Intérieur d'étudier un projet moins coûteux.

Or.....

Or, je viens de recevoir de ce ministère une lettre où, renversant les rôles, on me demande si j'ai établi ce nouveau projet et, dans l'affirmative, de vouloir bien le communiquer à l'administration.

J'estime qu'un projet de cette nature ne peut être établi que par l'administration. Au surplus, les renseignements me manquent pour en élaborer un; les renseignements que j'avais demandé à l'administration ne m'étaient pas encore tous parvenus.

M. ALBERT MAHIEU.- Lors de mon passage au Ministère de l'Intérieur, j'ai donné à mes services l'ordre de vous fournir d'urgence tous les renseignements que vous aviez demandés. Je m'étonne que vous ne les ayez pas reçus.

M. LE PRESIDENT.- Je vais écrire à M. le Ministre de l'Intérieur que son administration n'a pas à solliciter de notre rapporteur un texte mais qu'il lui appartient, à lui ministre, de nous saisir d'un nouveau projet, moins coûteux que celui que nous avons déclaré ne pouvoir accepter et qui aboutirait à ruiner nos départements et nos communes.

M. SOKRAMECK.- Ce projet est d'autant plus inacceptable que, depuis que nous en sommes, est intervenu le vote de la loi sur les assurances sociales qui modifie complètement la face de la question.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le Ministère de l'Intérieur nous demande également d'examiner à nouveau le projet sur la réparation des dommages causés par les calamités agricoles, projet que nous avons refusé de voter à la fin de la session ordinaire, parce qu'il entraînait une dépense de 280 millions. Nous avons alors déclaré que nous étions prêts à examiner un projet mettant à la disposition des collectivités une somme de

75 millions pour travaux d'intérêt général et comportant l'ouverture d'un crédit de 25 millions pour secours d'extrême-urgence. Nous pourrions prier le gouvernement de nous saisir d'un nouveau texte en ce sens, s'il le juge utile.

M. LE PRESIDENT.- M. le Ministre du Budget m'a demandé pour cet objet, un crédit de 100 millions. La lettre n'étant signée que de lui seul, je lui ai répondu que je ne pouvais pas accepter une demande de cet ordre qui ne serait pas présentée en même temps par le Ministre des Finances. J'ai pris d'autant plus aisément cette attitude que M. le Ministre des Finances avait officieusement protesté auprès de moi contre le fait que son collègue du Budget prenait de telles initiatives sans le consulter.

M. PIERRE LAVAL.- J'ai eu, étant Président du Conseil, à répartir un crédit de 300 millions pour la réparation des dégâts causés par les calamités agricoles et j'ai été scandalisé par la façon dont ces crédits étaient gaspillés. Le Puy-de-Dôme réclamait 91 millions, la Lozère 128 et l'Aude, battant tous les records, en réclamait 138. J'ai déchiré l'état de répartition qui ~~m'~~ m'était proposé et j'ai distribué les fonds dont je disposais de telle façon qu'ils soient employés à la reconstruction de bâtiments communaux endommagés ou détruits.

J'estime qu'il n'y a pas de crédit plus scandaleusement électoral que ce crédit voté chaque année à l'occasion des calamités agricoles.

Je ne puis accepter la proposition que fait M. le Rapporteur Général du vote d'un crédit de 25 millions, pour secours d'extrême urgence. Je sais trop comment de tels secours sont répartis, au hasard d'une recommandation et pour des fins électorales.

Qu'on.....

Qu'on mette à la disposition du Ministre de l'Intérieur une somme suffisante pour gouverner, très bien ! Mais que l'on cesse d'avoir recours à un tel système.

Contre les calamités agricoles, il faut organiser un système d'assurances mutuelles où les intéressés auront à verser leur quote-part, s'ils veulent être indemnisés en cas de dommage.

M. LE PRESIDENT.- Personne ne demande plus la parole ?
La séance est levée.

La Séance est levée à 16 heures 5 .

Le PRESIDENT de la COMMISSION :

J. Carlier

COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DES FINANCES REUNIES

Séance du 9 Décembre 1932.-

La Séance est ouverte à 17 heures, sous la présidence de
M. JOSEPH CAILLAUX, Président de la Commission des Finances.-

PRESENTS : M.M. CAILLAUX, HENRY BERENGER. HENRY CHERON. SERRE.
HERVEY. FOURCADE. MANCEAU. EMILE SARI. TOURNAN.
CHARABOT. GENERAL STUHL. LEBERT. HAYAUX. PIERRE
Commission ROBERT. HENRI ROY. LEON PERRIER. MILAN. SCHRA-
des MECK. CUMINAL. MARCEL REGNIER. GALLET. CAVILLON.
Finances.- LISBONNE. PIERRE LAVAL. VOILIN. CHEUVEAU. FARJON
JEAN PHILIP.

M.M. MAURICE ORDINAIRE. LEMERY. BARTHOU. CORNUDET.
DE JOUVENEL. BOMPARD. HONNORAT. GENERAL MESSIMY.
Commission STEEG. JOURDAIN. LE TROCQUER. RAYNALDY. GENERAL
des BOURGEOIS. LUCIEN HUBERT. BERGEON. PAISANT.
Affaires Etrangères.- FERNAND MERLIN. TERNAND DAVID. RENE BESNARD.
FOURMENT.

=====

AUDITION.....

M. Herriot le sout au rayon.

9 Décembre 1932

Exemplaire N°

AUDITION

DE M. EDOUARD HERRIOT, PRESIDENT DU CONSEIL, MINISTRE DES AFFAIRES
ETRANGERES ET DE M. GERMAIN-MARTIN, MINISTRE DES FINANCES, DEVANT
LES COMMISSIONS DES FINANCES ET DES AFFAIRES ETRANGERES REUNIES
SOUS LA PRESIDENCE DE M.M. JOSEPH CAILLAUX et HENRY BERENGER. -

Accord MELLON-BERENGER : Echéance du 15 Décembre 1932

M. JOSEPH CAILLAUX, président de la Commission des Finances, -
Monsieur le Président du Conseil, la Commission des Affaires Etrangères et la Commission des Finances m'ont demandé à vous entendre. Vous avez bien voulu répondre à cette invitation. Au nom de M. le Président de la Commission des Affaires Etrangères et de tous nos collègues des deux commissions, je vous remercie, et je n'ai plus, je crois, qu'une chose à faire, c'est de vous donner la parole.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Je vous remercie, Monsieur le Président, je n'ai pas besoin de vous dire combien j'ai été heureux de déférer au si légitime désir de la Commission des Finances et de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat pour les informer de mon mieux sur les éléments dont se compose le problème si grave qui va être soumis aux délibérations du Parlement.

Messieurs, l'exposé qui va vous être fait doit, à mon sens, sous réserve de votre approbation, être divisé en deux parties, puisque le problème comporte lui-même deux éléments, des éléments de caractère diplomatique et des éléments de caractère financier. Il s'agit de déterminer de quelle façon l'affaire se présente aujourd'hui devant le Parlement, et il s'agit aussi de savoir quelles sont les solutions possibles. Les Commissions, à la Chambre des Députés et au Sénat, ont demandé au Gouvernement, non pas de faire connaître sa décision, mais de faire savoir quelles sont les différentes solutions entre lesquelles on pourrait choisir.

Si-.....

Si vous le voulez bien, messieurs, je me chargerai devant vous de l'exposé diplomatique du problème, et je laisserai à M. le Ministre des Finances le soin de vous expliquer la situation en ce qui concerne les différentes solutions possibles.

Dans l'exposé que je me propose de vous faire, à partir de quel point faut-il commencer ? J'estime qu'il serait tout à fait vain et ce serait vous faire perdre votre temps ~~quede~~ remonter jusqu'à l'origine des discussions sur les dettes des alliés envers les Etats-Unis . Vous connaissez les éléments anciens du problème et il y a ici, en particulier, deux hommes, M. le Président CAILLAUX et M. le Président BERENGER, qui, ayant été mêlés de très près à ces négociations, ont, pour en parler devant vous, une autorité qui me manque.

Il me semble qu'il faut prendre l'historique, l'exposé, au moment de l'année 1929 où la Chambre vote la ratification de l'accord que l'on a appelé l'accord MELLON-BERENGER, quitte, d'ailleurs, si c'était nécessaire pour certaines explications, à revenir en arrière pour donner des justifications en ce qui concerne les événements subséquents.

Vous vous rappelez, Messieurs, ce qui s'est passé à cette date, en 1929 ; les Chambres ont voté tour à tour la ratification de l'accord MELLON-BERENGER et des réserves, mais ici, devant vous, je serai plus libre que je ne le serai lorsque je parlerai devant les Assemblées. Tout naturellement, lorsque je me présenterai en public mes interventions seront des plaidoyers en faveur de la France, et je ne pourrai pas, à ce moment, là, vous montrer, comme j'essaierai de le faire aujourd'hui ici, le fort et le faible de nos différents arguments.

A partir de la ratification, j'ai à peine besoin d'insister sur ce qu'il y avait d'unilatéral dans les réserves votées par le

Parlement.....

Parlement et par conséquent sur l'influence tout à fait relative de ces réserves - à partir de ce moment, il est intervenu une série d'actes, une série de textes sur lesquels je voudrais vous renseigner aussi exactement que possible, et cet exposé lui-même, je le diviserai en deux parties, pour essayer de le rendre plus clair : la première partie, je la conduirai jusqu'au seuil des négociations actuelles, je veux dire de la négociation sur l'échéance du 15 Décembre ; dans la deuxième partie, je conduirai mon exposé depuis le début de la négociation sur l'échéance du 15 Décembre jusqu'à ce moment même, puisque aujourd'hui encore nous avons reçu un document des Etats-Unis, que j'aurai à vous faire connaître, qui est la deuxième réponse du Gouvernement de Washington à la deuxième note française.

Si l'on prend d'abord les événements et les textes immédiatement consécutifs à la ratification de l'accord MELLON-BERENGER par le Parlement, on se trouve en face des documents relatifs à l'incident du moratoire HOOVER, et puisque c'est sur l'ensemble des faits qui se rapportent au moratoire que se portent nos revendications, nos justifications ou nos essais de justification quand il s'agit de justifier un refus de paiement, il importe de bien préciser comment cette affaire se présente et ce que comporte le groupe de textes relatifs à ces faits.

Ce groupe de textes comporte d'abord les propositions de suspension du président HOOVER en date du 20 Juin 1931, la réponse du Gouvernement Français au président HOOVER en date de Mai 1931, l'accord franco-américain du 6 Juillet 1931, le communiqué de Washington du 25 Octobre 1931, la résolution du Congrès des Etats-Unis du 18 Décembre 1931 et le rapport de BÂLE sur les dettes intergouvernementales décembre 1931.

Voilà.....

Voilà un ensemble de documents qu'il convient de bien posséder si l'on veut se faire une opinion sur l'importance de ce que l'on a quelquefois appelé, à tort ou à raison, une novation par rapport à la ratification de 1929, qui, elle, a un caractère de netteté et d'engagement indiscutable.

A la date du 20 Juin 1931, le Président HOOVER adresse une déclaration, et, pour ne pas vous la lire tout entière, car ce serait beaucoup trop long, il est parfaitement certain, - c'est un argument dont j'aurai à me servir - que le Gouvernement américain, à cette date, propose l'ajournement pendant une durée d'un an de tous les paiements des dettes intergouvernementales, des dettes dites de réparations et de celles contractées en vertu d'emprunts de secours, tant en capital qu'en intérêts, à l'exclusion, bien entendu, des obligations de gouvernements détenues par les particuliers, et, un peu plus loin, à la fin d'un paragraphe, M. HOOVER dit : "Le fardeau des dettes intergouvernementales, supportable en temps normal, pèse lourdement en ce temps de crise".

Aucun doute: là, la relation est établie entre toutes les dettes intergouvernementales.

Par malheur, et dès ce document, et dans ce document, le Président HOOVER donne déjà les explications que voici:

"A dessein, nous n'avons pas participé soit à la question générale des réparations, soit à celle de la répartition des colonies ou des biens. Le remboursement des dettes qui nous sont dûes par les alliés pour les avances au titre de la guerre ou de la reconstruction a été réglé sur une base ne dépendant pas des réparations allemandes ou n'y ayant aucun rapport. En conséquence, la question des réparations est essentiellement un problème européen avec lequel nous n'avons aucun rapport. Je n'approuve nullement, même dans son sens le plus éloigné, l'annulation des dettes qui nous sont dûes,

aucune des nations ~~sa~~

qui sont nos débitrices ne l'a jamais suggéré, mais comme la base du règlement de ces dettes est la capacité de paiement du débiteur dans des conditions normales, nous agissons en pleine logique avec notre politique et nos principes en prenant en considération la situation anormale existant actuellement dans le monde. Je suis sûr que le peuple américain n'a aucun désir de chercher à extraire d'aucun débiteur des sommes dépassant sa capacité et c'est là ~~notre~~ *notre opinion* qu'une

avec large des choses commande que notre gouvernement reconnaisse la situation tel qu'il est ".

Ainsi, dans ce document, affirmation à coup sûr de la solidarité des dettes gouvernementales, mais affirmation de n'atténuer les conséquences de ces dettes que parce que la dépression mondiale est censée avoir diminué la capacité de paiement des débiteurs, et affirmation solennelle de cette idée que les Américains n'admettent aucun lien entre les dettes contractées envers eux et les réparations, et affirmation non moins énergique de ce fait que l'acte qu'il propose n'entraînera aucune conséquence quant à la revision, quant à l'annulation ou quant à la réduction de ces dettes. Voilà ce document; je ne pense pas qu'on puisse l'interpréter d'autre façon.

Cette proposition étant intervenue, le Gouvernement français a fait une réponse parfaitement conforme aux décisions des Chambres, et ai-je besoin de dire, Messieurs, dès maintenant, que je vais soustraire cet exposé à toute considération rétrospective, à tout souvenir de polémique ? Quoi qu'il en soit, le Gouvernement français

fait

fait une réponse, et, le 6 Juillet 1931, est conclu un accord franco américain, qui suspend le paiement des dettes intergouvernementales du 1^{er} Juillet 1931 au 31 Juin 1932, et qui établit que le Reich versera comme on sait le montant de l'annuité inconditionnelle, que les paiements suspendus sont productifs d'intérêts. C'est la consécration et l'acceptation par les Chambres françaises de la proposition de M. HOOVER.

Survient là-dessus le communiqué publié à l'issue des entretiens de Washington entre M. le Président LAVAL et M. le Président HOOVER, et, bien entendu, il y a dans cette salle quelqu'un qui sait bien mieux que moi de quelles considérations ce communiqué a été enveloppé, mais je me place en face du texte et de la phrase essentielle, que l'on a souvent retenue et citée, et que je veux à mon tour mettre en valeur, et que j'ai bien plus encore à mettre en valeur dans les débats publics, parce que là, je ne ferai pas ce que je fais ici où je montre les deux parties, pensant d'ailleurs qu'on a tort, quand on juge le problème des dettes, de ne vouloir l'apprécier que du point de vue français et de refuser, pour le juger, de se placer au point de vue américain.

Il ne faut pas oublier que, quand il s'agit d'affaires de cette importance, et, en général, dans toutes les entreprises internationales, il faut savoir ce qui se passe de l'autre côté, et M. CAILLAUX et M. BERENGER, qui ont subi à certains moments tant d'injustes critiques, ne me donneront pas tort, si je dis que, quand nous en délibérons entre nous, il faut faire au moins l'effort d'impartialité, de raison, d'esprit et d'intelligence nécessaire pour voir les objections de l'adversaire et en comprendre la force.

Ce texte est très important. Il dit ceci :

"En ce qui concerne les obligations intergouvernementales nous reconnaissons qu'avant l'expiration de l'année de suspension, ^{Hoo-ver} faire un arrangement couvrant la période de dépression économique; ^{pour être nécessaire} aucune des nations

Voilà le texte sur lequel on se fonde, dont j'essaierai même de tirer tout le parti possible, tout en faisant remarquer qu'il contient seulement l'expression "peut être nécessaire". Dans le texte anglais, il y a "may be necessary", "arrangement sur les termes et conditions duquel nos deux gouvernements font toutes réserves.

Enfin, tandis que le communiqué de Washington est du 25 octobre 1931, intervient, pour clore cette affaire, la résolution du Congrès sur le moratoire Hoover pour les dettes étrangères, en date du 18 décembre 1931. Le Congrès, mis en présence des résultats de l'initiative du président Hoover, les approuve, mais il y a un cinquième paragraphe, dans cette résolution, qui est ainsi conçu, et sur lequel j'appelle ici votre attention, ne pouvant pas ailleurs marquer son importance :

"Il est déclaré expressément par la présente résolution qu'il est contraire à la politique du Congrès qu'une fraction quelconque des créances des Etats-Unis sur les pays étrangers soit en aucune façon annulée ou réduite, et rien de ce que contient la présente résolution commune ne sera interprété comme indiquant une politique contraire ou comme impliquant qu'à aucun moment une modification de la politique déclarée dans la présente résolution sera examinée favorablement".

Ainsi, la résolution du Congrès américain qui clot cette série de négociations et si je puis dire la période du moratoire Hoover, se termine par une affirmation dont je n'ai pas besoin de souligner devant vous la netteté - d'aucuns diront peut-être la brutalité - en ce qui concerne non pas seulement la volonté de ne rien réduire, mais la volonté même de ne rien examiner.

Je dois vous avoir dit ce qu'il y a d'essentiel dans ces textes, afin que vous puissiez vous faire vous-mêmes une opinion sur le parti que l'on peut tirer, pour une résistance au contrat essentiel de 1929, de la négociation ainsi ouverte

ainsi poursuivie et ainsi terminée. Je n'incline ni dans un sens ni dans un autre sens, je vous signale les textes, ce sera à vous d'apprécier si et comment ils donnent de la force à un gouvernement qui voudrait protester ou à un parlement qui voudrait réagir contre l'application des traités de 1929.

Cette partie de mon exposé étant terminée, - j'avais essayé de la faire aussi nette que possible - j'ai maintenant à vous parler de la conférence de Lausanne.

En effet, tandis que la résolution était votée par le Congrès, le 18 décembre 1931, ou du moins immédiatement après, le 23 décembre 1931, les experts, réunis à Bâle pour examiner la situation de l'Allemagne, étendant leurs vues au-delà de ce problème, rédigent un rapport et signent des conclusions qui ont servi de préface à la conférence de Lausanne. Ces conclusions sont très importantes pour nous, et ici il y a un argument que certainement nous pouvons retenir en notre faveur, car un expert américain a signé les conclusions, c'est M. Walter Stewart. Ce n'est malheureusement qu'un expert.

Lorsque vous arriverez à ce texte, messieurs, je prends la précaution de vous dire qu'il faudra toujours demander le texte définitif, car - je ne sais pas pourquoi - on a l'habitude de ne citer qu'un texte qui nous donne moins satisfaction que le texte définitif. Ce texte définitif dit :

"Un ajustement de l'ensemble des dettes intergouvernementales (réparations et autres dettes de guerre) à la situation actuellement troublée du monde, ajustement qui devrait avoir lieu sans délai si l'on veut éviter de nouveaux désastres, est la seule mesure durable, capable de rétablir une confiance qui est la seule condition de la stabilité économique et de la véritable paix".

Voilà donc un expert américain qui dit que cet ajustement de l'ensemble des dettes intergouvernementales est la seule condition de la stabilité économique et de la véritable

paix".

Voilà donc un expert américain qui dit que cet ajustement de l'ensemble des dettes intergouvernementales est la seule condition de la stabilité économique et de la véritable paix.

Vous aurez à apprécier quelle est la valeur juridique de ce document, dont la valeur politique et la valeur morale sont tout à fait nettes.

Alors se réunit la conférence de Lausanne. Elle a à examiner, elle, le problème des réparations. A la suite de longues discussions que, celles-là, je connais bien, puisque j'en ai vécu toutes les heures, toutes les minutes, à la demande du gouvernement français, elle dissocie le problème en deux parties. Elle met d'abord à part la question du moratoire. Il y a eu une très longue discussion sur la question de savoir s'il s'agissait d'un moratoire de six mois, d'un an, de deux ans ou de trois ans. M. Germain-Martin se rappelle toutes nos discussions acharnées avec les Anglais, qui voulaient seulement six mois. Nous avons dit : il faut que le moratoire soit de la même durée que la conférence ; et je crois que nous n'avons pas eu tort, étant donné les événements qui se produisent.

Alors intervient, le 16 ^{Juin} ~~février~~ 1932, une déclaration par laquelle les représentants de l'Angleterre, de la France, de l'Italie, de la Belgique, et du Japon sont d'avis - afin de poursuivre sans discontinuer le travail de la conférence - que, sans préjuger la solution susceptible d'être atteinte ultérieurement, "l'exécution des paiements dûs aux gouvernements participant à la conférence au titre des réparations et dettes de gouvernements, soit réservée durant la conférence qui, suivant la volonté des gouvernements soussignés, doit aboutir à un résultat dans le plus bref délai possible".

Nous sommes à l'heure actuelle sous le coup de ce moratoire et de ce texte qui a suspendu les paiements des

réparations pendant la durée de la conférence de Lausanne.

Quant au fond, de quelle façon a été établi à Lausanne le lien entre les dettes à l'Amérique et les dettes de réparation ?

C'est une histoire que je ne veux pas refaire en détail. Cela mènerait trop loin, à moins que vous posiez des questions.

Vous sentez combien il a été difficile à Lausanne d'établir, devant les Allemands qui disaient qu'ils ne connaissent que le problème des réparations, une jonction entre toute remise éventuelle à l'Allemagne et des remises possibles de l'Amérique à ses propres débiteurs. Nous avons longtemps cherché un moyen de résoudre cette difficulté. En tous cas, nous avons abouti à ce que l'on a appelé le gentlemen's agreement que l'on a souvent le tort de confondre avec l'accord, je ne sais pas pourquoi.

C'est un document du 9 juillet 1932 qui a une très grande importance pour les décisions que vous aurez à prendre et qui dit ceci :

"Procès-verbal.- Les accords de Lausanne n'entreront définitivement en vigueur qu'après les ratifications prévues dans lesdits accords."

Vous savez comment on s'était battu à Lausanne. Vous vous rappelez que la France s'était trouvée en présence d'une Allemagne qui ne pouvait pas payer, d'une Angleterre qui voulait le coup d'éponge, d'une Italie qui voulait aussi le coup d'éponge, d'une Belgique qui suivait l'Angleterre. Nous avons soutenu la thèse du solde des réparations, surtout aidés, en tous cas encouragés par les Américains qui nous avaient fait connaître officieusement que nous ne devions pas consentir au coup d'éponge absolu parce que, eux, en ce qui les concernait, ne consentiraient jamais au coup d'éponge absolu. Nous étions

prévenus, c'est une des raisons sur lesquelles j'ai fondé ma résistance à Lausanne.

Nous étions prévenus que si nous consentions à un abandon complet aux Allemands, ce serait à nos risques et périls avec la certitude à ce moment d'avoir à recevoir des Allemands moins que nous ne paierions aux Etats-Unis. C'est la raison de la résistance que j'ai opposée à la thèse anglaise.

Je dois dire que si j'ai vaincu à la fin la thèse anglaise, c'est parce que la communication que les Américains m'avaient faite, je leur ai fait faire aux Anglais qui ont été informés que s'ils consentaient à une annulation complète, ce serait à leur détriment parce que l'Amérique ne s'associerait jamais à cette thèse.

La première phrase du "gentlemen's agreement" fait allusion à cela. Le document continue :

"En ce qui concerne les Gouvernements créditeurs au nom desquels le procès-verbal est paraphé, la ratification ne sera pas effectuée avant qu'un règlement satisfaisant ait été obtenu entre eux et leurs propres créanciers. Ils ^{auront} toute liberté d'expliquer leur position à leurs parlements *respectifs* ; mais aucune référence précise au présent arrangement n'apparaîtra dans le texte de l'accord *avec l'Allemagne*."

"Si, par la suite, un règlement satisfaisant de *leurs propres dettes* est obtenu, *les gouvernements des nombreux pays créditeurs procéderont à la ratification de* l'accord avec l'Allemagne prendra son plein effet. *Mais*

"Dans le cas où le règlement en question ne pourrait pas être obtenu, l'accord avec l'Allemagne ne sera pas ratifié. *une nouvelle situation sera ainsi créée et les gouvernements intéressés auront à se concerter sur ce qu'ils devront faire*. Dans cette éventualité la position légale de tous les Gouvernements intéressés redeviendrait ce qu'elle était avant le moratoire Hoover. [Il sera fait au Gouvernement allemand notification de cet accord".

Il n'y a pas de document plus clair. Pourquoi n'a-t-il

pas été plus répondu, me direz-vous ? Pour une raison que je dois déjà vous indiquer, que je ne pourrais pas dire en public avec la même liberté. C'est parce que le souci constant des Anglais a été d'abord de se maintenir en plein accord avec nous. Vous allez voir tout à l'heure à quel point ils ont été loyaux. D'autre part, ils avaient le souci, de ne pas paraître aux yeux des Etats-Unis faire un front commun avec nous pour ne pas donner à la revendication qui serait adressée aux Etats-Unis le cas échéant, un caractère d'opposition de l'Europe contre l'Amérique, ce qui selon eux et l'interprétation du caractère américain aurait nui à l'examen de notre accord.

Le document est absolument net. Il dit en somme : de deux hypothèses l'une, c'est un des éléments importants du débat qui va s'ouvrir : ou l'Amérique accorde un règlement satisfaisant, alors on revient à Lausanne, on ratifie avec l'Allemagne et il y a accord général de réduction des dettes touchant à la fois les dettes de l'Allemagne à l'égard de ses anciens ennemis, la dette de la France à l'égard de la Grande-Bretagne, les dettes de la France et de l'Angleterre avec les Etats-Unis. C'est la réduction générale que nous considérons comme souhaitable et qui, aujourd'hui d'ailleurs, est compromise par la décision des Américains.

Si, au contraire, - vous voyez que le document a été très prudent - l'Amérique n'accorde pas sa participation à cette espèce de réduction générale, alors l'accord avec l'Allemagne n'est pas ratifié ; une nouvelle situation est créée. Nous revenons à la situation d'avant le moratoire Hoover et nous n'avons ni plus ni moins de chance qu'avant. Nous sommes de nouveau dans la situation du plan Young. Il n'y a rien de plus net.

Il n'y a plus qu'une question à éclairer, c'est celle de savoir ce que, dans ces diverses hypothèses, devient la

13x

créance de l'Angleterre sur la France. J'ai à vous lire encore un document, la lettre que M. Chamberlain a adressée à M. Germain-Martin le 9 juillet 1932 :

"Le Gouvernement du Royaume-Uni aurait été très heureux s'il avait été possible d'annuler la dette de guerre de la France dans un plan d'ensemble. *d'annulation générale des dettes de guerre et des réparations.*

L'Angleterre nous disait : Bien entendu nous vous demandons de consentir à l'annulation de votre créance sur l'Allemagne, il est trop évident que si vous y consentez nous annulons notre créance sur vous.

"Dans les circonstances actuelles, il regrette de ne pouvoir prendre ^{aucune mesure} des décisions définitives. *modifiant l'accord du "War Debts Funding" sur les dettes de guerre franco-britanniques.*

"Toutefois, il est d'accord pour que la suspension prévue par la déclaration du 16 juin - le moratoire que je vous ai lu - s'applique aux annuités dues aux termes de l'accord ^{aux termes} du "War Debt Funding" ^{et} de l'annexe I ^{et} de l'accord de La Haye du 31 août 1929, jusqu'à la mise en vigueur de l'accord de Lausanne ^{signé à la} ou, qu'il ait été décidé de ne pas ratifier ce dernier accord."

Ainsi, par le moratoire de Lausanne, l'Allemagne obtient un moratoire, mais nous aussi, nous obtenons un moratoire.

"Dans l'éventualité d'une non ratification de l'accord de Lausanne, la position légale de tous les Gouvernements intéressés ^{l'un par rapport à l'autre} serait à nouveau celle *qui existait aux termes de* de l'accord de La Haye du 20 janvier 1930 *et de l'accord du "War Debts Funding"*

(Dans ce cas, les gouvernements britannique et français auraient à examiner ensemble la situation de fait qui serait créée."

Rien de plus net : s'il y a annulation générale, la créance anglaise disparaît dans la même proportion où disparaissent les autres créances. Si au contraire il n'y a pas cet

accord, de toutes façons, il faut toujours le rappeler, nous revenons à la position où nous étions avant les accords de Lausanne. Personne n'a contracté d'obligations nouvelles ; chacun conserve ses droits et ses devoirs. Je crois qu'il n'y a rien de plus net. Ainsi d'une part une procédure décisive en ce qui concerne le moratoire de Lausanne et les accords sur les réparations ; sur les dettes, une procédure suspensive qui réserve les droits de chacun. Déjà vous voyez à quel point l'Angleterre a été avec nous, dans cette négociation loyale, prudente...

M. LE PRESIDENT. Et même généreuse.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. ... et même généreuse, j'espère vous prouver qu'elle l'est encore.

Si j'ai été clair en essayant de ne pas me perdre dans les détails, je vous ai montré ce qui s'est passé, ce que vous saviez déjà, mais ce qu'il était nécessaire que chacun se rappelle, depuis l'acte essentiel de la ratification de 1929 jusqu'au moment où se présente la négociation sur l'échéance du 15 décembre. Je vous ai exposé tour à tour le groupe de documents qui se rattache au moratoire Hoover, le communiqué de Washington avec la déclaration de M. Hoover et les indications qui y sont contenues et , fermant le cycle, la déclaration du Congrès américain. Je vous ai expliqué l'accord de Lausanne et la façon dont il se présente, avec une très grande netteté, car cet accord de Lausanne est en cause demain tout autant que le reste de la négociation.

Je passe maintenant, si vous le permettez, à la deuxième partie de mon exposé, c'est-à-dire à la négociation sur l'échéance du 15 décembre.

Comment le gouvernement actuel a-t-il négocié en vue de l'échéance du 15 décembre ?

D'abord il n'est pas besoin d'insister longuement sur

une considération qui cependant a son importance et qui à mon sens doit être retenue par des hommes réfléchis quand il s'agira de prendre une décision définitive. Je n'ai pas besoin de marquer bien longuement cette espèce de fatalité qui fait qu'après les accords de Lausanne, le moratoire Hoover, l'échéance du 15 décembre survient en pleine crise politique américaine, puisque nous sommes au lendemain d'élections et puisque nous nous trouvons en face du président battu, avec qui nous avons à traiter, qui naturellement n'est pas dans des dispositions d'esprit très favorable, qui, après les sanctions dont il a été l'objet, ne paraît pas très désireux de prendre des responsabilités.

Nous sommes nous-mêmes en démocratie. Je crois qu'il est prudent, sage, de ne pas demander peut-être plus d'héroïsme aux autres qu'à soi-même. Je parle simplement pour celui qui est devant vous. On en manifeste quelquefois. C'est l'histoire du gouvernement qui expédie les affaires courantes et n'a pas souci de prendre les responsabilités au-delà des résolutions comme celle du Congrès dont vous venez d'entendre le rappel.

Il y a un président nouveau sur l'état d'esprit duquel j'essaierai de vous donner mieux que ces indications vagues que l'on colporte ici et là; il y a une Chambre des représentants qui est au bout de son mandat, composée pour partie d'hommes eux-mêmes battus, ce que l'on appelle là-bas des "canards boiteux" fort mal disposés pour nous.

La Chambre des représentants avec laquelle nous aurons peut-être à négocier ne se réunira qu'à la fin de 1933. Voilà le tableau clinique. Il n'est pas de nature à faciliter la négociation, mais il est tel que l'on doit réfléchir, se demander le moment venu si ce sera bien l'instant de prendre des décisions définitives sur un problème de cette ampleur qui s'étend sur un tel espace, alors que nous avons, pour essayer

de le résoudre, le maximum de complications.

Vous comprendrez pourquoi le Gouvernement n'a pu commencer ses démarches que le 11 novembre et aussitôt après les élections.

Je n'insisterai pas longuement sur des documents que vous connaissez, c'est-à-dire la note française aux Etats-Unis le 11 novembre 1932. Elle a été publique. Je n'insisterai pas non plus sur la réponse américaine du 23 novembre 1932 ni sur la deuxième note française du 2 décembre. Elle est aussi connue.

On peut me demander pourquoi nous avons envoyé deux notes. C'est parce que la première note a été tout simplement pour poser la question, ce que l'on appelle une note introductive d'instance. Je ne sais pas s'il est exact d'employer cette formule.

On a envoyé d'abord une note très courte; puis, comme on nous a répondu par un refus, nous avons envoyé un long mémoire où nous avons discuté. Vous l'avez lu; il vous appartient de l'apprécier. Nous avons fait de notre mieux pour y accumuler sous une forme qui cependant fut française, c'est-à-dire claire, les arguments en faveur de la France.

Le fait nouveau aujourd'hui, c'est que nous avons reçu une deuxième réponse. Je ne pense pas qu'elle vous soit connue car elle m'est arrivée ce matin.

C'est une des raisons qui justifie en passant l'attitude du gouvernement qui, jusqu'à présent, dans l'intérêt du pays, s'est refusé à des discussions prématurées.

Nous avons reçu ce matin la réponse à la deuxième note. C'est celle-là que je vous demande la permission de vous lire car je suis autorisé à penser que vous ne la connaissez pas encore.

Elle m'a été remise ce matin. On l'a traduite. La voici :

" 8 décembre -

" Mon Gouvernement a examiné avec le plus grand soin la note du Gouvernement français du 1er décembre 1932 dans laquelle il a exposé tout au long les raisons qu'il met en avant pour un examen nouveau de toute la question des dettes de guerre intergouvernementales et pour la remise du paiement dû par le gouvernement français au Gouvernement des Etats-Unis au 15 décembre de cette année ".

Ainsi, dans sa réponse, le Gouvernement américain entend tour à tour répondre au problème que nous avons posé pour l'examen nouveau de toute la question des dettes intergouvernementales et il répond aussi sur la question du paiement de décembre.

" Quel que soit le rôle qu'ait joué dans l'histoire économique des années d'après-guerre le paiement des dettes de guerre, il est clair que dans la présente situation de dépression mondiale accompagnée d'une chute verticale ^{des prix} de produits, leur poids a augmenté, ^{elles} qu'ils ont une relation certaine avec le problème de restauration dans lequel les peuples français et américain ont un intérêt si évident.

" Le Président des Etats-Unis est prêt, par quelque organisme qui pourrait sembler approprié, à coopérer avec le Gouvernement français pour examiner la situation dans son ensemble et considérer quelles mesures pourraient être prises pour amener la restauration des monnaies et des changes stables, la reprise du commerce et le relèvement des prix.

" Je suis convaincu qu'il y a d'importantes ^{d'avantages} voies ^{qui} pourraient être ^{explorées} améliorées. ^{mutuel que}

" Un pareil examen n'implique pas une annulation.

" Au cours d'un tel examen, il y aurait nécessairement lieu de considérer d'autres formes de compensation tangibles, ^{insusceptibles} stables,

.....

d'étendre les marchés pour les produits de l'agriculture et du travail américains. *et*

" Vous comprendrez que le problème des dettes étrangères a aux yeux des Américains une relation très étroite avec le problème du désarmement et le fardeau constant que la course aux armements impose au monde entier.

" Mon Gouvernement cependant n'a pu arriver à la conclusion que la remise du paiement *du G^e fais au G^e de E. U. au 15 Dec* soit nécessaire *raison de son effet sur le problème du relèvement (économique)*

" Bien que nous connaissions les sérieuses difficultés budgétaires auxquelles le Gouvernement français *en commun avec tous les autres gouvernements* doit maintenant faire face, la somme en question et son transfert *ne semble pas* paraissent à mon Gouvernement d'un poids tel *qu'il doit peser sur l'économie mondiale ou le relèvement en de la présente,* ce qui concerne l'économie mondiale.

" Le maintien en vigueur de ces accords en attendant une occasion opportune d'examiner tous les facteurs affectant votre requête de révision *et la prise en considération par le Congrès et le peuple américain* nous paraît l'emporter sur toute raison présentée en faveur d'un délai de paiement.

" J'apprécie la valeur de votre explication concernant l'afflux d'or vers la France.

" L'existence de ces dépôts *en France apparaît* cependant *en rapport* apparaît comme *avec* concernant le présent problème *qui est de faire face aux difficultés immédiates de transfert, spécialement en ce qui concerne le paiement du 15 Décembre.*

" Etant donné la position que, dans mon sentiment, doit prendre mon Gouvernement, j'ai confiance que le Gouvernement français appréciera l'importance d'effectuer le paiement du 15 décembre *tel qu'il est prévu,* et créant par là dans mon opinion une situation plus favorable pour tout examen ultérieur du problème entre nos deux Gouvernements ".

Si j'interprête bien la note - je demande la permission de faire sur ce point des réserves, parce que je l'ai reçue ce matin au moment même où je partais pour me présenter devant les Commissions de la Chambre - si je comprends bien, les réponses sont distinctes comme l'avaient été les questions.

Sur le premier point, révision des accords, M. HOOVER semble bien dire oui . Le document va être rendu public. Sur la suspension du paiement au 15 décembre, il dit certainement : non. Voilà par conséquent : acceptation d'une révision des accords et obligation de payer l'échéance du 15 décembre.

Il vous appartiendra d'apprécier si, comme je le crois, cette note marque cependant un progrès sur les précédentes et prouve que la deuxième note française avec son argumentation n'a pas été inutile.

Avant de prendre sa décision, le Gouvernement aura à se demander quel est le sens exact de cette note. Sur ce sujet, d'ailleurs, nous provoquerons, bien entendu, des informations car je dois vous dire que nous recevons beaucoup de communications des Etats-Unis. Nous avons, aux Etats-Unis, de très bons amis, des hommes qui nous ont puissamment aidés à régler nos difficultés d'après-guerre, à établir nos plans : le plan Young, le plan DAWES. Nous avons dans certaines banques américaines des hommes très sûrs. Si je ne craignais de les découvrir, je vous communiquerais les avis qu'ils nous donnent. Des indications nous sont envoyées par certaines personnes qui sont très près du Président lui-même.

A cette occasion je demanderai à être couvert par le secret le plus absolu, même pour les déclarations que j'ai faites parce que

M. LE PRESIDENT - Je crois que je puis, avec M. Henry BERENGER, me porter fort pour tous les Membres de la Commission.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL - Le communiqué pourrait donner lieu à des informations tendancieuses qui naissent cependant autour des Commissions.

Le communiqué pourrait dire qu'il désavoue, comme n'ayant pas un caractère d'authenticité, toutes informations qui pourraient être données en dehors. Ce serait une formule à chercher.

Nous recevons des communications, des avis et même des conseils, de personnes qui sont en situation de nous les donner.

Que signifie cette Note ? A première impression, je crois que le Président HOOVER est un peu impressionné par l'attitude de M. ROOSEVELT. Il était de mon devoir d'essayer de me renseigner sur l'opinion de M. Roosevelt. J'ai voulu le faire. J'ai posé des questions. Ce qu'il y a de plus intéressant, je crois, c'est la déclaration qu'il a faite après son entrevue avec le Président HOOVER. Je vais vous la lire ; c'est un élément important d'appréciation.

" Mes conférences avec le Président et les leaders de mon parti ont été des plus instructives et des plus utiles. Je désire exprimer combien j'apprécie l'occasion qui m'a été ainsi offerte.

Je ^{tiens} souhaite maintenant à réaffirmer ma position sur les questions qui ont fait l'objet principal de nos discussions.

Ces principes une fois établis et reconnus, les méthodes par lesquelles
des contacts entre notre gouvernement et les pays déshérités peuvent être établis
sont d'importance secondaire. J'estime que ces contacts peuvent être
le plus commodément et le plus efficacement établis par les organismes
existants et

" Je ne trouve aucune raison de modifier la déclaration que j'ai faite au Président le 14 Novembre, dans laquelle j'indiquai que les questions immédiates soulevées par les notes anglaises, françaises et des autres puissances, engendrent une responsabilité qui incombe à ceux qui sont actuellement investis de l'autorité exécutive et législative.

" En ce qui concerne la politique générale à suivre à l'égard de ces dettes, je soutiens fermement le principe qu'un débiteur individuel doit à tout moment pouvoir avoir ^{accès} recours auprès de son créancier, que l'occasion doit lui être donnée de présenter les faits et ses arguments à son créancier et que le créancier doit toujours considérer de manière courtoise, sympathique et attentive ces faits et ces arguments. C'est la règle essentielle pour la sauvegarde des relations ordinaires de la vie. C'est là une des obligations essentielles de la civilisation. Elle s'applique aux Nations aussi bien qu'aux individus. Ce principe exige que le débiteur ait un libre accès auprès de son créancier.

" Chaque cas doit être considéré à la lumière des conditions et des *nécessités* propres à chaque Nation intéressée. Je suis en complet accord avec les quatre principes *disants dans l'un de la Conférence d'avis entre le Président et moi et* qui figurent dans la déclaration que le Président a publiée aujourd'hui ".

Et un peu plus loin :

" ~~tout en affirmant que~~ les dettes des différentes Nations européennes à l'égard de l'Amérique n'ont aucune relation avec les *paiements de* réparations. *que ces nations ont eues ou qui leur sont dues.*

... ~~et~~ les voies déjà établies pour les communications diplomatiques, [aucune action du congrès n'a limité ou ne peut limiter le pouvoir constitutionnel du Président de continuer les contacts ou de poursuivre les communications diplomatiques *avec des gouvernements étrangers.*]

" Il est également vrai que les accords ^{sur} des dettes actuellement existants ne sauraient être modifiés si ce n'est par une action du congrès ".

J'ai aussi un article de M. Roosevelt dans le Cosmopolitan :

" Les dettes ^{des années} des Etats-Unis ^{par les gouvernements étrangers} doivent être payées

C'est par une ^{claire compréhension des points obligatoires qu'on minimise la menace} appréciation claire de la justice
^{à une stabilisation des finances monétaires.}

" Le nouveau Gouvernement national ^{traduira} cette situation d'une manière équitable, honnête et sincère.

Il n'oubliera pas toutefois que nous sommes divisés en Nations, ^{donc l'état actuel de la Société} que le bien être de chaque nation doit être envisagé aussi ^{et qu'il est du devoir de votre administration nationale de considérer d'abord le bien être de ses propres citoyens.} par les Gouvernements ".

Je ne veux pas me livrer à des hypothèses, me demander si cette déclaration de M. Roosevelt n'a pas agi un peu sur M. Hoover; mais en tous les cas, il y a un fait qu'en toute objectivité, je me crois autorisé à retenir, c'est que la porte n'est pas fermée, qu'elle est même ouverte à des négociations en vue de la révision de l'accord existant. En affirmant cela, je ne crois pas aller au-delà des textes que je viens de vous lire. Cela encore est un élément de votre prochaine appréciation.

Je crois maintenant que je vous aurai dit en ce qui me concerne tout l'essentiel quand j'aurai ajouté quelques mots sur l'attitude des Anglais, élément très important du problème, leur attitude du point de vue politique et diplomatique, car il y a peut être des points sur lesquels vous désirez interroger M. le Ministre des Finances sur la question technique.

Je voudrais parler avec plus de liberté que je n'en aurai à la tribune, parce que je ne veux pas compromettre nos amis Anglais. Je vous ai dit tout à l'heure leur état d'esprit. Dans toute cette négociation, l'Angleterre a été d'une loyauté remarquable.

Constamment, nous en sommes sûrs - nous en avons la preuve dans toutes les dépêches -, l'Amérique a essayé de la séparer de nous, comme elle essaie en ce moment-ci de séparer la Belgique. Je ne parle pas de l'Italie qui s'est séparée d'elle-même en affirmant sa volonté de payer, en escomptant probablement l'effet que cette décision produira sur le Gouvernement américain, d'autant plus que la somme à payer par l'Italie est en ce moment très faible.

L'Angleterre a été constamment sollicitée d'avoir à se séparer de nous. Elle s'y est refusée. J'en ai deux preuves. Je ne veux pas les verser dans le débat.

Un Ministre anglais m'a fait une déclaration qui se résume à peu près en ceci. Il m'a dit : " L'Amérique nous a invités à nous séparer de vous. Nous avons répondu que si inquiets que nous soyons pour la livre, nous n'étions pas encore descendus à ce point d'avoir à trahir nos Amis ".

Je sais de source très sûre que lorsque M. Neville Chamberlain a transmis au premier Ministre anglais le mémoire de la Trésorerie, il l'a accompagné de toute une série d'observations en marge, disant à plusieurs reprises : " Surtout, ne rien faire qui puisse désobliger ou gêner la France ".

Une autre preuve de cette attitude est dans ce fait que saisi de nos difficultés à Genève par moi, sur la demande de M. GERMAIN-MARTIN, de notre désir de connaître leurs intentions, M. MAC DONALD m'a dit spontanément : " Dans ces conditions je quitte Genève, je vais à Paris ".

J'ai eu une conversation avec le chancelier de l'Echiquier. Elle se résume à ceci: ce n'est qu'une indication historique. Tout à l'heure, M. le Ministre des Finances aura à vous dire quels sont les avantages et les inconvénients de cette solution parmi les différentes solutions qu'il a envisagées et entre lesquelles il aura à nous proposer un choix.

Les Anglais ont été très sensibles aux arguments que je leur ai donnés sur l'état d'esprit en France. Le communiqué retient principalement que nous nous sommes expliqués sur l'état d'esprit de nos opinions publiques.

J'ai expliqué au Gouvernement anglais l'espèce d'irritation qu'il y avait en France à l'heure actuelle. Je lui ai dit: "La France a accepté les résultats de la Conférence de Lausanne bien qu'ils ne lui soient pas immédiatement très favorables. Mais elle éprouve une sorte d'indignation à la pensée que le Président HOOVER, Président de ce même pays qui nous a engagés dans le traité de Versailles, qui nous a imposé certaines modalités dans ce traité, après cela, nous a abandonnés. Le peuple réduit les faits en des termes simples. Il sait que l'initiative de M. HOOVER a tout bouleversé. Il a détraqué tout le mécanisme qu'on avait eu tant de peine à organiser et à faire fonctionner. Le peuple de France sait tout cela." Il m'a dit: "Je le comprends très bien! Nous réfléchissons à cela. Mais puisque vous parlez des dispositions de l'esprit du peuple français, je vais vous parler des dispositions de mon peuple. Il viendra peut-être dans quelque temps à cette idée du refus de paiement, mais l'idée du paiement, même quand la signature est donnée dans les conditions les plus imprudentes et les plus injustes est

une

une idée tellement ancrée dans le peuple britannique que même ceux qui étaient les plus voisins de votre opinion ne peuvent à l'heure actuelle que s'incliner devant cette volonté de l'Angleterre de ne pas faire défaut. Laisser protester une traité tirée sur le peuple anglais est une idée insupportable à notre nation, d'autant plus que, je ne vous le cache pas, à cette préoccupation que nous considérons comme une préoccupation nationale se joignent des préoccupations matérielles, nos créances sur beaucoup de points du monde; et nous observons qu'il y a une espèce de crise de la morale publique qui, après avoir gagné les Etats et les avoir habitués à cette idée que répudier ses dettes, se mettre en état de moratoire, refuser ses paiements extérieurs, était une petite opération usuelle, s'étend aux contrats privés. Nous voyons cette crise menacer les dettes privées. Le sentiment fort du Gouvernement et du peuple anglais, c'est que nous sommes qualifiés, par l'histoire et devant le monde, pour défendre cette notion de la morale nationale, même si cela doit nous coûter très cher !".

- "Mais pratiquement ?"

- "Eh bien! nous ont-ils dit, nous nous inclinons à payer parce que nous ne voulons pas (c'est l'expression qu'ils reprennent tout le temps) nous ne voulons pas faire défaut. Mais nous ne voulons pas payer dans les conditions des accords actuels. Pour nous, ils sont finis".

Je puis vous relire, dans mon désir de vous renseigner aussi profondément que possible, mes notes ou du moins les passages qui vous intéresseront le plus. M. CHAMBERLAIN dit : "Nous payons pour ne pas ruiner la morale internationale et ne pas laisser se développer un point de vue déjà trop répandu. Mais nous ne payerons pas sans conditions. Notre

payement

Notre paiement sera un paiement en capital et en acompte sur le règlement final. Nous signalerons aux Etats-Unis qu'il faudra avoir tout réglé avant juin."

- "Et pour la dette française envers la Grande-Bretagne ?"

- "Aucune réclamation. Mais la situation serait modifiée : 1^{re}) si la France ne payait pas et ne ratifiait pas Lausanne ; 2^{de}) si la France payait et réclamait à l'Allemagne l'ensemble de ses réparations..."

La conversation reprend sur d'autres points. Mais je reviens : et je dis à Chamberlain : "Si je vous comprends bien, c'est un paiement final que vous voulez faire ?"

J'ai dit : "Dans les télégrammes que j'ai reçus de personnes très qualifiées pour donner un avis, on me conseille : "Dites que c'est la dernière fois que vous payez. Vous nous rendrez service, parce que nous n'osons pas prendre de déterminations."

J'ai dit aux Anglais : "Paiement final ?" Ils ont répondu : Non ! même pas cela ! Le paiement final, pour nous, est fait. C'est le dernier que nous avons fait avant la conférence de Lausanne. Nous disons un paiement en capital et qui n'implique pas une reprise de paiements aux termes des anciens accords et qui devrait être incorporé dans le règlement final, à valoir sur le règlement final".

Alors, ils nous ont dit : "Bien entendu". C'est à vous d'apprécier le communiqué. Vous l'avez vu. Nous réservons publiquement comme nous l'avons fait dans notre conversation, l'indépendance nationale. Ils nous ont dit : "Ce sera à vous d'apprécier."

Le chancelier de l'Echiquier a fait une déclaration publique pour dire qu'il réservait encore la faculté de délibération de son gouvernement. C'est à vous de décider si vous voulez prendre une attitude indépendante et ne pas payer ou si

vous préférez faire la note en commun avec nous en disant aux Américains : "C'est la dernière fois que nous vous payons, dans ces conditions. Nous voulons une revision ! Et nous serions d'accord, France et Angleterre, pour procéder, devant l'Amérique, à cette demande de revision, pour poursuivre cette politique de revision, laissant ensemble, nous qui avons ensemble travaillé à Lausanne, la responsabilité éventuelle de l'échec total d'un système auquel, jusqu'au bout, nous aurions apporté notre contribution."

Je termine ma communication. Elle s'arrête aux événements d'hier et d'aujourd'hui. Les commissions se rendront compte que j'ai voulu les renseigner d'une façon objective. J'ai essayé de dégager les détails, de ne retenir que les documents d'ensemble. Mais j'espère vous avoir donné une présentation claire et exacte de la situation, telle qu'elle se présente dans l'ordre diplomatique, sous réserve des explications techniques que pourra vous donner M. le ministre des finances pour compléter l'exposé que j'ai eu l'honneur de faire devant vous.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES FINANCES. Je crois être l'interprète de tous les membres de la commission, en vous remerciant, monsieur le président du conseil, de la clarté, de l'étendue et de la précision de vos explications.

M. PIERRE LAVAL. Je voudrais, sur la première partie de l'exposé de M. le président du Conseil, apporter des contributions par mes souvenirs. (Parlez ! Parlez !)

Comme chef du gouvernement, je me suis trouvé en face d'une difficulté redoutable. C'était la lettre par laquelle le président Hoover saisit le gouvernement français de son intention de voir suspendre le payement de toutes les dettes intergouvernementales.

Je ne veux pas rappeler à mes collègues les détails de

toutes les délibérations qui ont eu lieu à ce moment et dont certaines ont eu lieu devant vos commissions. Mais je voudrais être aussi net que possible et affirmer qu'en ce qui concerne la liaison et des dettes et des réparations, contrairement à l'affirmation de M. Hoover, dans la lettre à laquelle M. le président du conseil faisait allusion, cette liaison me paraît évidente.

La lettre du président Hoover est un document ; il n'est qu'un document. A ce document, fait suite la note française qui a été lue aux Chambres à ce moment. Le gouvernement français rappelait les droits que la France tirait du plan Young, règlement général et technique. Mais dans le moratoire Hoover lui-même, je n'ai pas accepté, le gouvernement français s'est refusé à souscrire à la prétention de M. Hoover en ce qui concernait la suspension pure et simple des dettes intergouvernementales. Nous avons voulu, j'ai exigé et j'ai obtenu de l'Allemagne la priorité des dettes sur les réparations, en contraignant le contribuable allemand à payer le montant des réparations, en d'autres termes, à payer la part française de l'annuité indonditionnelle, c'est-à-dire 500 millions de marks, qui devaient être versés à la banque des règlements internationaux et prêtés à la Reichbank, aux chemins de fer. Mais nous n'aurions pas accepté que cette somme de 500 millions de marks qui représentait notre solde, notre part de l'annuité incondi-tionnelle, fût reprêtée au Gouvernement allemand.

Nous avons insisté, et nous avons obtenu que sur ce point, et malgré la résistance, parfois de mauvaise humeur, des négociateurs américains, la dette française l'emportât.

Plus tard, j'ai été invité, comme chef du gouvernement, par le chef du gouvernement des Etats-Unis à me rendre à Washington. C'est sur son invitation que j'ai quitté la France et que je me suis rendu à la Maison Blanche.

M. le président du Conseil vous a lu tout à l'heure le communiqué. Il vous en a lu le passage essentiel, le seul qui importe dans notre discussion, celui qui se réfère aux dettes et aux réparations. Là encore, j'affirme de la manière la plus nette que la liaison des dettes et des réparations ne peut pas être contestée. Voici le texte.

"En ce qui concerne les obligations intergouvernementales, nous reconnaissons qu'avant l'expiration de l'année de suspension, *Hoover*, un arrangement couvrant la période de dépression économique peut être nécessaire, arrangement sur les termes et les conditions duquel les deux gouvernements font toute réserve. L'initiative de cet arrangement devra être prise par les puissances européennes principalement intéressées dans le cadre des accords en vigueur avant le 1er juillet 1931".

Je l'analyse en ce qui concerne les obligations intergouvernementales. Nous n'avons pas tout de suite trouvé la formule ; et il a fallu noircir beaucoup de papier avant d'établir, par cette formule simple mais expressive les obligations intergouvernementales, la liaison certaine

• • • • •

des dettes et des réparations. Ce texte n'aurait pas de signification s'il ne visait que les réparations, puisque le communiqué est signé non seulement par le président du Conseil Français, mais aussi par le Chef du Gouvernement des Etats-Unis. J'affirme, étant donné que telle était bien notre pensée qu'il s'agissait des dettes et des réparations. Nous reconnaissons qu'avant l'expiration de l'année, un arrangement en raison de la dépression économique peut-être nécessaire. Il s'agit bien d'un moratoire. Nous n'avons pas employé l'expression "moratoire"; mais quand nous avons parlé d'un nouvel arrangement, c'était en pensant au moratoire HOOVER, pour le limiter dans le temps, pour la période de dépression économique. C'est bien d'un moratoire qu'il s'agissait.

Nous avons dit que ce moratoire pouvait être envisagé. Pourquoi le mot "peut" au lieu de "doit" ? C'est que nous allions déclencher tout le mécanisme du plan Young; et qu'à l'origine, il devait y avoir la convocation du comité des experts, qu'il dépendait de l'avis que les experts donneraient de savoir s'il y aurait ou non à aménager ce nouvel arrangement, c'est-à-dire à consentir ce nouveau moratoire, moratoire ou arrangement sur les termes et conditions duquel les deux Gouvernements faisaient des réserves.

Que signifie cette phrase ? C'était, semblait-il, d'une certaine manière, restreindre la portée du paragraphe concernant les obligations intergouvernementales.

Il ne s'agissait pas d'envisager tous les problèmes. Ils étaient nombreux, angoissants pour la plupart. Ils le sont encore plus aujourd'hui.

J'avais continué à émettre, devant M. HOOVER, la prétention de la France, c'est-à-dire la priorité des réparations sur les dettes et le droit, pour la France, en tout état

de.....

de cause, même dans le cadre du moratoire, de ne point perdre le bénéfice de notre solde substantiel. Vous dire que M. HOOVER m'ait donné complète satisfaction et n'ait pas fait des réserves, ce ne serait pas exprimer la vérité. Il a fait des réserves sur le solde substantiel. Il a tout de même envisagé que, dans un moratoire à intervenir, par des modalités à rechercher, la prétention de la France pourrait être examinée.

Enfin, on disait que l'initiative de cet arrangement devrait être prise par les puissances européennes principalement intéressées. Nous n'avons pas voulu, dans notre communiqué, viser expressément l'Allemagne, parce qu'elle n'était pas présente à notre entretien; mais par notre formule, c'est d'elle dont il était question. Ce qui le prouve, c'est que, dès mon retour à Paris, j'ai convoqué l'Ambassadeur d'Allemagne. Je lui ai fait connaître la décision que nous avons prise; le désir que nous avons de voir le Gouvernement du Reich ~~à~~ demander la convocation du comité des experts.

Là encore, vous dire que l'Ambassadeur d'Allemagne a accepté d'enthousiasme la suggestion que je lui faisais au nom du Gouvernement français et au nom du Gouvernement des Etats-Unis, ce ne serait pas l'expression exacte de la vérité. Il s'est incliné.

Le communiqué continue :

- "Dans le cadre des accords en vigueur, avant le 1^{er} Juillet 1931", c'est-à-dire que le moratoire nouveau que nous envisagions à Washington était moins désavantageux pour la France que le moratoire HOOVER qui s'était écarté de la procédure prévue au plan Young.

En d'autres termes, le communiqué de Washington apporte cette indication, je dis mieux, cette preuve que la France a obtenu.....

obtenu de M. HOOVER à ce moment que les termes et les modalités du moratoire futur soient moins dommageables au Gouvernement et à l'Etat Français que le moratoire dont il avait pris l'initiative au mois de juin précédent.

On peut dire , et l'on ne manquera pas de le faire , les Américains ont pu le faire - que la parole du chef du Gouvernement des Etats-Unis n'engage pas l'Etat américain. Nous ne le savons , hélas ! que trop ! L'exemple du président WILSON est présent à toutes les mémoires.

Mais, sur ce point, je ne partage pas l'avis intéressé des opinions américaines. Lorsque le Congrès, le 18 Décembre de la même année, a ratifié le moratoire HOOVER, il a fait sienne l'initiative du président HOOVER. Le Congrès a pris sa propre responsabilité. Postérieurement au moratoire HOOVER, est intervenue la décision du Congrès américain.

Il m'a semblé que le Congrès américain avait visé non pas un moratoire, mais une réduction ou une annulation des dettes. Sur ce point encore, j'éprouve le besoin - c'est pour moi, un devoir - de renseigner mes collègues. C'est aussi un devoir de conscience vis-à-vis du président des Etats-Unis. Il n'a jamais été question entre M. HOOVER et moi, à aucun moment, d'une annulation partielle ou totale des dettes, parce que, à aucun moment, je n'ai envisagé une annulation partielle ou totale des réparations.

Nous n'avons pas, messieurs, rédigé un procès-verbal de notre entretien. J'ai posé la question à M. HOOVER. Il a dit non. Je n'ai pas insisté. Le seul document officiel dont on puisse se réclamer, auquel il peut être fait allusion, est le communiqué; ses termes sont précis, clairs; ils ne prêtent à aucune sorte d'ambiguïté. La liaison des dettes et des réparations.....

tions est certaine; et c'est un moratoire qui a été prévu.

Au cours de notre entretien, il n'a pas pu être fait allusion à une réduction ou à une annulation éventuelle des dettes, parce que, à différentes reprises, le président HOOVER s'est demandé ce que pourrait être la force de récupération de l'Allemagne, ce que pourrait être dans dix ans - c'est le chiffre qu'il avait indiqué - le crédit de l'Allemagne.

Ensuite, je lui ai rappelé avec quelque amertume le mauvais accueil que j'avais reçu au Parlement en présentant son initiative et en soumettant aux Chambres son initiative c'est-à-dire son projet de moratoire. Je lui ai dit que je lui serais reconnaissant, à l'expiration du moratoire en cours, de ne pas me présenter une autre initiative du même genre. Très galamment, je dirai spontanément, il a exprimé le désir qu'à l'avenir et avant l'expiration du moratoire HOOVER - c'est ce qui est écrit au communiqué - on revienne au plan Young, c'est-à-dire aux accords en vigueur avant le premier juillet 1931.

C'est pourquoi j'ai pris l'initiative de convoquer l'Ambassadeur d'Allemagne, en me demandant d'ailleurs si l'Allemagne serait disposée à accepter.

(Ici, M. PIERRE LAVAL prie le sténographe de ne plus écrire).

.....

Messieurs, j'ai voulu vous rappeler ces souvenirs. Il m'a paru important de donner, dans ce débat, mon opinion. Est-

ce.....

ce que, dans le cadre du moratoire, la thèse des Etats-Unis est soutenable ? Les Etats-Unis ont eux-même détraqué le plan Young. Ils ont imposé à la France la suspension des paiements de l'Allemagne. La thèse des Etats-Unis est insoutenable, parce que, postérieurement à cette initiative du moratoire HOOVER, ils ont confirmé, dans un communiqué qui portait la signature des chefs des deux gouvernements, la nécessité d'un nouveau moratoire.

C'est parce que je connaissais la résistance que les Américains opposaient, qu'ils n'opposeront pas toujours mais qu'ils opposent encore à une réduction ou à une annulation des dettes, que je me suis toujours très strictement tenu dans le cadre du moratoire, lorsque les experts ont été convoqués et jusqu'à ce que j'ai été "renversé".

J'ai sous les yeux un document qui va vous montrer la position exacte de la France, l'interprétation exacte qu'il faut donner à ce communiqué de Washington. Il s'agit d'un télégramme qui a été envoyé à tous nos postes diplomatiques, des instructions qui ont été données à M. *Rust* notre représentant au Comité des Experts. Je ne veux pas le lire tout entier, car le document est long. Je n'en citerai que quelques passages.

.....

"Elle garde donc son entière liberté d'action et d'entente avec les autres puissances créancières."

Et plus loin :

"Le gouvernement français est prêt à admettre que la crise économique, dont l'ampleur et l'acuité, quelles que soient ses causes, dépasse toutes ses prévisions, puisse motiver un aménagement également temporaire du plan Young lié à un arrangement relatif aux dettes intergouvernementales, mais cet aménagement devra avoir une durée limitée à la période de dépression économique, et, pour se tenir dans le cadre du plan, ne doit pas dépasser deux années, délai de moratoire maximum prévu par les accords de La Haye."

Or, messieurs, nous nous trouvions en présence du gouvernement britannique, dont M. le président du conseil vous a rappelé tout à l'heure la position exacte. Le gouvernement britannique ne cessait d'insister pour que les réparations fussent ^{eu} supprimées. J'ai beaucoup de difficultés pour m'entendre avec le gouvernement britannique sur l'objet et même sur la date de la conférence de Lausanne. Nous avons fini par admettre un texte. Sur la demande du gouvernement français, j'ai insisté pour que seules les réparations ne soient pas en cause à Lausanne. Les Anglais ont accepté d'envisager un cas plus général, d'envisager la crise générale et même les réparations, étant considérées comme un des aspects importants de cette crise, et nous nous sommes séparés en échangeant deux notes verbales, qui doivent être dans le dossier de M. le président du conseil, l'une, celle du gouvernement anglais, affirmant la nécessité de supprimer complètement les réparations, l'autre, celle du gouvernement français, disant que la position de la France à la conférence serait celle qui avait été précisée par le président du conseil à la tribune du parlement.

J'ai exposé, messieurs, l'essentiel de ce que je savais.

Ces événements se placent avant mon départ du Quai d'Orsay, pendant la période où j'étais président du conseil et ministre de l'intérieur. Mon sentiment est que la France est fondée à demander au Gouvernement des Etats-Unis un moratoire ; mon sentiment est qu'elle n'est pas fondée, d'après les documents auxquels je me suis référé, à exiger des Etats-Unis une réduction ou une annulation des dettes. Le Gouvernement des Etats-Unis sur ce point a toujours été net, il n'a jamais voulu envisager cette question, il a toujours tenu à préciser que sa position était celle de la capacité de paiement de chacun de ses débiteurs, et c'est encore sa thèse d'aujourd'hui.

J'ai pensé qu'il n'était pas sans intérêt de rappeler ces souvenirs devant la commission.

En ce qui concerne la deuxième partie de l'exposé de M. le président du conseil, sur les négociations en cours, je ne puis que me féliciter de l'intensité de l'amitié confiante qui unit la France et la Grande-Bretagne dans des circonstances aussi délicates et aussi angoissantes que celles que nous vivons, et je formule le vœu que pour confirmer cette entente des sacrifices seront peut-être nécessaires. J'ai connu trop les difficultés du pouvoir, j'ai trop pesé la difficulté qu'il y avait à exiger, à obtenir de l'Allemagne ce qu'elle ne nous donnera pas, en ce qui concerne les réparations. Il n'en est pas moins vrai que dans le domaine d'un moratoire pour la période de dépression, la thèse de la France est incontestable. M. Hoover est battu. M. le Président du conseil, tout à l'heure, disait que cela ne devrait pas le prédisposer à une excellente humeur de discussion. Je l'ignore, mais M. Roosevelt a fait connaître, dans une déclaration que rapportait tout à l'heure M. le président du conseil, son sentiment. Il ne semble pas que le sentiment de M. Roosevelt doive différer sensiblement de celui qu'exprimait son prédécesseur.

Messieurs, c'était la seule contribution que je voulais apporter au dossier. Je n'entre pas plus avant dans la

discussion elle-même, me réservant de le faire tout à l'heure après le départ du gouvernement.

M. LE PRESIDENT. La parole est à M. le ministre des finances.

M. GERMAIN-MARTIN, ministre des finances. Messieurs, ma tâche sera à la fois plus simple et plus rapide que celle que vient d'accomplir M. le président du conseil. Je tiens à vous apporter les éléments financiers de l'espèce, du règlement du 15 décembre de la présente année. Ces éléments, je vais vous les soumettre autour de trois idées principales : la première, essayer de bien dégager, avec la plus grande netteté possible, l'origine, la nature du règlement du 15 décembre, son importance, les moyens financiers que nous avons d'y faire face; puis je chercherai à mettre en valeur l'attitude des différents débiteurs vis-à-vis de leur créancier et l'attitude des Etats-Unis vis-à-vis des nations européennes qui doivent opérer le règlement; et enfin - ce sera la partie la plus délicate, sur laquelle je m'efforcerai d'être simplement objectif sans aucun souci de tendance ni d'influence gouvernementale, - je vous présenterai successivement les solutions qui se présentent à nous avec leurs avantages et leurs inconvénients.

Voilà, si vous me le permettez, les trois points que je voudrais vous soumettre aussi rapidement que possible, étant donné l'heure avancée.

Et tout d'abord, messieurs, quelle est donc la nature du règlement que nous avons à faire, quelle en est l'importance? C'est un règlement d'intérêts, d'une valeur de 19.261.000 dollars, intérêts qui sont à valoir, en raison du tableau des annuités de l'accord Mellon-Bérenger.

Est-ce que ces intérêts - et c'est un point important - sont à valoir par rapport aux annuités déjà payées en capital en 1932, au mois de juin, ou au contraire sont-ce des annuités

à valoir par rapport à l'ensemble des paiements en intérêts et en capital 1932-1933 ?

La question est intéressante. Si vraiment ce n'était qu'une annuité en intérêts se rapportant à des paiements précédents, nous serions fondés à invoquer le moratoire Hoover pour demander termes et délais sur ce paiement. Mais, conformément au tableau que j'ai sous les yeux et à une étude très précise qui a été faite de la question, il n'y a pas de doute et je pense ne pas être démenti par M. le président de la commission des affaires étrangères : la somme d'intérêts que nous avons à payer est une des tranches de la masse des intérêts que nous avons à payer pour 1932-1933, l'autre partie d'intérêts étant à payer en même temps qu'une somme en capital, au cours du mois de juin.

Voilà, messieurs, l'origine de la dette.

Cette origine se rattache à l'accord Mellon-Bérenger, résultat de longs et très méritoires efforts, dont le Sénat a le droit d'être fier, efforts faits d'abord par M. le président Caillaux aux Etats-Unis, continués par M. l'ambassadeur Bérenger et aboutissant à un règlement de la masse de nos dettes vis-à-vis des Etats-Unis, fixée en 1926 à la valeur nominale de 4.025.000.000 de dollars, comportant de larges abattements qui étaient faits sur les intérêts. Je passe, c'est le passé, messieurs. J'avais surtout à préciser pour le moment quelle était la nature de la créance, son origine, son importance.

Est-ce que nous avons là une situation de débiteur plus lourde ou moins lourde que d'autres nations ? Je tiens à vous préciser ce point, il a son intérêt ; il faudra de temps à autre, dans l'intérêt même de la vue générale du sujet, faire un rapprochement entre la situation de la France et celle de l'Angleterre.

La situation, en effet, de l'Angleterre, pour ce même paiement, est la suivante : un paiement de 95.550.000 dollars - de 30 millions - en capital, et de 65.550.000 en intérêts. Les autres nations : l'Italie, 1.245.000 dollars; la Belgique, 2.125.000 dollars. Je passe sur toutes les autres nations : Roumanie, Yougoslavie, Pologne, Tchécoslovaquie, Estonie, qui ont des sommes presque insignifiantes à payer par rapport à nos propres paiements. Pourquoi est-ce que je souligne le rapprochement entre la somme que nous devons et la somme que doit l'Angleterre ?

C'est tout d'abord pour bien vous montrer que l'Angleterre est en présence d'un paiement autrement lourd que le nôtre : 3 milliards, valeur en francs, au lieu de 500 millions.

L'Angleterre, comme vous le disait M. le président du conseil, tantôt; a reçu des offres de la part des Etats-Unis et voici une précision. L'une des offres faites ces jours-ci par les Etats-Unis à l'Angleterre était la suivante : "Acceptez donc de nous régler les intérêts, nous vous ferons pour le moment grâce du capital."

L'Angleterre s'y est refusée, elle a dit : "Non ! je tiens à payer le tout, parce que je le considère comme étant une valeur en capital, " - et j'aurai dans un instant quelques indications complémentaires à vous donner sur ce point et à interpréter cette attitude.

Pour le présent, je dégage simplement l'existence de la créance, les sommes, et maintenant voyons très rapidement quels seraient les moyens de faire face à ce paiement sans avoir de répercussions fâcheuses pour la tenue de nos changes.

Messieurs, que possédons-nous à l'étranger pour faire un pareil règlement ? D'une part il y a les avoirs du Trésor ; d'autre part, il y a des approvisionnements en dollars, qui sont la propriété de la Banque de France.

Les avoirs du Trésor, ils sont à la Banque des Règlements

internationaux, et sous deux formes ; d'une part, des avoirs bloqués en vertu de l'exécution du plan Young, jusqu'à concurrence de 68 millions de reichmarks, somme bloquée parce que l'intérêt de cette somme est nécessaire pour faire face aux frais dus par la France pour le mécanisme, l'activité de la B.R.I.

Une seconde somme de 13 millions en dollars, également bloquée tant que le plan Young fonctionnera.

Si je vous donne ces précisions, c'est que j'ai lu dans certains journaux ; " Mais pourquoi ne pas, somme toute, faire une délégation de créance sur les sommes que nous avons à la B.R.I. ? " Ce serait peut-être un moyen très ingénieux de régler le problème. Impossibilité, messieurs, tant que le plan Young existe.

Nous sommes donc obligés de regarder quels sont les autres approvisionnements que nous avons en dollars. Nous les trouvons du côté de la Banque de France : 15 millions de dollars à New-York et 20 millions à la B.R.I, qui peuvent être disponibles.

Comment arriver à nous faire transférer ces sommes pour les offrir en paiement aux Etats-Unis, dans l'hypothèse bien entendu, d'un paiement ? Je vous signale que je ne vois qu'un moyen.

Crédits budgétaires ? Il n'y en a pas. Par conséquent, je ne vois qu'un moyen : ce sont les moyens de trésorerie.

J'ai bien examiné le problème, je ne vois pas d'autres possibilités, si le paiement est fait, que d'avoir recours à l'emprunt à très court terme, car, pour le moment, vous savez les difficultés de l'emprunt à long terme sur le marché, vous êtes tous renseignés sur ce point.

Voilà, messieurs, présentés sous la forme la plus simple, la plus ramassée, l'existence de la créance, son origine, son montant les charges qu'elle peut imposer et qu'elle imposerait nécessairement à la trésorerie française.

Est-ce que la Trésorerie française est très à l'aise pour faire ce paiement ? Ce sera la dernière question que je vous soumettrai et qui me permettra ensuite d'aborder l'attitude des différents débiteurs.

La trésorerie française, messieurs, je l'ai gérée depuis que je suis venu ici ^{vous} exposer sa situation, avec le plus de parcimonie possible, je ne m'en cache point, Cela me vaut un certain discrédit dans bien des milieux, mais c'est le propre d'un ministre des finances d'encourir ce discrédit aux limites maxima.

La trésorerie française, dispose aujourd'hui d'une faculté d'émission de ~~600~~ 500 millions de francs de bons du Trésor, sur la masse que vous nous aviez autorisés à émettre au mois de juillet : il nous reste ~~600~~ 500 millions. De plus, nous sommes en présence de la faculté de création, conformément également aux lois votées, de 1.500.000.000 de récupération sur les emprunts algériens. Donc, le Trésor peut se procurer tout de suite, sur le marché ... (mouvements divers) -mais si ! toutes les précautions sont prises - une faculté de 2 milliards de placements j'ai étudié le problème, car c'est mon devoir de faire toutes les hypothèses en vue de paiements futurs.

Est-ce à dire qu'il y a là une situation très aisée ?
D'appelle votre attention sur ce fait que vous avez comme menace qui vient peser lourdement sur le Trésor ; au-delà de toutes les prévisions du mois de juillet, ces 500 millions, s'il faut les payer ~~et~~ les 300 millions que vient de consentir à titre d'avance la Caisse des Dépôts et Consignations, ^{car celle-ci} ~~mais en faisant bien observer~~ ~~au ministre des finances que la Caisse des Dépôts et Consignations~~ pourrait se trouver dans l'obligation, étant donné la ; masse des engagements qu'elle assume, de retirer une partie de ses avances en compte-courant au Trésor ~~ou de ne pas couvrir ce dernier de ses avances~~
^{aux H.B.M.}

Ce n'est pas tout, Vous connaissez les dernières moins-values : au mois dernier, 750 millions de moins-values, et,

d'après tous les renseignements que me donne mon collègue Palmade, j'ai bien peur que les mois suivants ne soient également des mois à très faible rendement d'impôts. Par conséquent, le ministre des finances a un devoir - il l'accomplit auprès de la commission des finances en ce moment - c'est de dire que les résultats qu'il vient de vous énumérer comporteront de la part d'un ministre des finances ayant quelque prudence, ne voulant pas laisser la trésorerie en carence, le devoir de se retourner *lentot* vers vous et de vous demander des facultés d'émission.

J'en ai terminé avec le premier point. J'en arrive maintenant à la présentation rapide des attitudes des débiteurs. Je ne prendrai, bien entendu, dans cette revision, que les principaux débiteurs. D'abord ^{L'Italie} l'Italie/accepte de payer, pour plusieurs raisons. J'interpréterai rapidement les décisions, je ne veux pas vous donner simplement une nomenclature. L'Italie accepte de payer, d'abord à cause de la faiblesse de la somme - 30 millions ~~xx~~ en francs - . Le geste est facile. Ensuite, parce que vous n'ignorez pas le grand intérêt qu'a l'Italie à ménager ses prêteurs américains. C'est à l'égard de l'Amérique que l'Italie a la situation débitrice la plus lourde. Sans l'Amérique, l'Italie n'aurait pas pu tenir sa situation au cours de ces dernières années .

La Belgique ? Son premier sentiment, c'est la carence. Vous savez toutes les difficultés de cette nation : une nation qui n'a que . . . pour trois mois de vivres sur son propre sol, dont les exportations se sont à peu près effondrées. Il faut reconnaître que le sort de la Belgique est des plus difficiles. Elle se tourne vers nous, M. le président du conseil en sait quelque chose, elle nous demande de la soutenir, nous y mettons quelques conditions, tout en ayant aussi des soucis de solidarité à l'égard d'un peuple que nous ne pouvons pas traiter comme un peuple étranger ! (Très bien ! très bien !)

Maintenant, la Pologne. Elle déclare qu'elle est dans l'impossibilité de payer. Elle n'a pas fait connaître sa décision définitive, mais c'est sa tendance.

J'en arrive maintenant, messieurs, à l'Angleterre. M. le président du conseil a facilité beaucoup ma tâche. Il vous a dit quelle était la tendance de l'Angleterre : respect des contrats, désir de défendre une situation créditrice vis-à-vis des nombreux débiteurs répandus dans le monde, et puis, il y a d'autres raisons, et très intéressantes, que vous allez voir se dérouler bientôt : d'abord, disons - le, - les Anglais ne le disent pas, mais quiconque a été en Amérique est un peu renseigné - l'Angleterre n'est pas très, très libre à l'égard des Etats-Unis. Nous nous en sommes aperçus hier, à un moment donné, tout à fait à la fin de notre réunion, qui cependant a été tout à fait amicale : un grand souci de ménager les voisins du Canada. C'est forcé quand on connaît la situation. L'Angleterre ne peut pas faire autrement. Mais il y a encore autre chose, et c'est intéressant : il y a le désir de rester dans la ligne des accords de Lausanne. Les Anglais disent : "Si je paye actuellement, si je ne fais pas défaut, je vais après, grâce à des réserves - dont je vous parlerai dans un instant, dont je vous dirai la nature - "je vais faire mon paiement en stipulant des réserves qui vont obliger à mon avis les Etats-Unis à pénétrer dans ce que M. Macdonald, d'accord avec nous à Lausanne, a appelé le règlement des dettes intergouvernementales dans le cadre d'un accord universel. Par conséquent, moi, j'ai respecté tous les accords conclus, mais je prépare avant le paiement du mois de juin mon règlement définitif."

"Est-ce à dire que je fais là un paiement qui sera suivi d'autres paiements ? Non, j'affirme que le paiement que je fais est le dernier des paiements que je veuille faire dans le cadre des accords Mellon-Baldwin.

" A la vérité, disent les Anglais, je vais demander en faisant ce paiement, d'imputer le montant de ce paiement sur mon règlement de dette que j'obtiendrai après revision dans le cadre du règlement universel". Voilà la position de l'Angleterre.

Quelle est l'attitude des Etats-Unis ? Messieurs, comme vous le disait M. le président du conseil, nous avons entendu ces temps-ci des critiques peut-être un peu légères, à mon avis. On nous dit : "Mais vous venez bien tard pour en parler, de ce règlement !" A la vérité, nous n'avons rien pu faire qui comportât une manifestation extérieure jusqu'au moment où ont été terminées complètement les campagnes politiques américaines. Tous les avis concordaient. On nous disait : "Préparez l'union, suivez de près la question du règlement, tant à Londres qu'à New-York qu'à Washington, mais ne donnez pas prise aux Américains pour qu'au cours de la campagne, la question des dettes serve de plateforme à la bataille."

La vérité, c'est que le lendemain même de l'élection américaine, M. le président du conseil avait réuni une conférence dans son cabinet, nous nous mettions au courant de toutes les dépêches échangées, car nous avons vécu ce problème au jour le jour, on pourrait presque dire heure par heure, grâce d'ailleurs à des fonctionnaires extrêmement dévoués et très distingués, les ambassadeurs et les deux attachés financiers à Londres et à Washington, qui ont montré un dévouement et une activité considérables et surtout une exactitude d'information surprenante : des informations tellement rapides que nous ne courions qu'un danger c'est que le Gouvernement français ne parût trop bien renseigné, vous me comprenez.

Quelle a été l'attitude de l'Amérique ? Elle a été bien différente, suivant que le débiteur était anglais ou français. Le débiteur anglais, on lui a fait savoir, à tout instant, jour après jour, que s'il voulait accepter une consignation ou un

payement par bons différés, ou par bons placés immédiatement, on lui accorderait ce traitement, mais qu'on le refuserait à la France. A chacune de ces propositions, le Gouvernement a répondu : "Non ! je ne consentirai pas à avoir d'autres conditions que celles que vous accorderez à la France, je n'en veux pas d'autres" et je puis affirmer au Sénat que ces sentiments, toute cette attitude très liée de la France et de l'Angleterre, a troublé singulièrement, au cours de ces derniers jours, le Gouvernement des Etats-Unis, et si vous constatez un recul, dans la dernière note qui vient d'être envoyée, pensez bien que cette attitude de l'Angleterre est pour beaucoup dans l'évolution qui s'est produite.

(Marques d'approbation)

(des Commissions)

Je ne veux pas retenir trop longtemps l'attention du Sénat mais cependant, messieurs, je pense qu'il est de mon devoir de souligner l'attitude des Etats-Unis à notre égard. Il ne faut pas se faire d'illusion. La France, dans la masse populaire aux Etats-Unis, sous l'influence des journaux de Hearst, sous l'influence de la campagne méchante faite contre nous en ce qui concerne le drainage de l'or par la France - le soi-disant drainage de l'or - nous a valu le maximum d'impopularité. Voilà la vérité.

Je parle très rapidement de cette question de l'or. Je ne peux pas tout dire, et j'en suis au regret, car, arrivé au ministère des finances, cette question des rapatriements d'or a été un de mes soucis. J'ai fait appeler le gouverneur de la Banque de France, je lui ai demandé s'il était bien opportun de faire ces retraits. Le gouverneur m'a avoué que mon prédécesseur, M. Flandin, avait eu le même souci, lui avait fait la même observation, mais qu'il pouvait m'affirmer, preuves en mains, que tous les rapatriements d'or avaient été faits dans des conditions qui accompagnaient un accord et une approbation de la part de la Federal Reserve Bank des Etats-Unis.

Il est tout à fait fâcheux ...

M. PIERRE LAVAL.- A ce propos, je voudrais vous signaler que j'ai été l'objet d'une démarche dans le sens exactement contraire de la part de la commission des finances.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Je le sais, et je le dis. Je l'ai rappelé, mais je ne voudrais pas retenir trop longtemps l'attention du Sénat. Votre observation est exacte. Je viens de rappeler le fait à la commission des finances de la Chambre. Ce que vous dites est tout à fait fondé. Mais je voudrais, - si vous me le permettez, pour aller vite, et surtout pour garder les grandes lignes d'un tableau qui ne peut être intéressant que par les sommets, - je voudrais vous indiquer quelles sont encore, messieurs, les raisons de l'attitude des Etats-Unis pour que vous ne soyez pas surpris.

Autre raison : l'endettement profond des Etats-Unis. Nous ne nous faisons pas, en France, une idée de ce qu'est cet endettement. Nous n'avons pas obtenu le moratoire, messieurs, - ceci peut paraître enfantin - parce que - et j'en ai eu l'affirmation de la part de nombre d'Américains - parce que les fermiers de l'ouest demandent un moratoire pour leurs dettes et que les hommes politiques ne veulent pas avoir un précédent pour ne pas être débordés. Créances très lourdes des états, créances très lourdes des villes, créances très lourdes des grandes entreprises, et si bien que tout le gouvernement, que le Congrès sont extrêmement gênés pour accorder des réductions de dettes...

Voilà, messieurs, le schéma qui vous permet de comprendre l'attitude de résistance des Etats-Unis. Bien entendu, je laisse de côté tous les aperçus juridiques, tous les aperçus moraux. Ils vous ont été soumis par M. le président du conseil. Et j'en arrive à l'essentiel des développements que j'ai à vous soumettre, c'est-à-dire aux différentes modalités de paiement ou de non paiement, avec les avantages et les inconvénients de chaque système.

Ces modalités, on peut les grouper autour des idées suivantes : d'abord le défaut, la carence ; ensuite la consignation ; ensuite les paiements en bons ; ensuite les paiements faits avec réserves et enfin la procédure d'arbitrage.

Je reprends, messieurs, très rapidement ces différents aperçus, car c'est l'essentiel du problème que nous avons à vous soumettre ce soir.

Et d'abord le défaut. Il a un avantage, c'est incontestable, un grand avantage, d'ordre politique. Il donne une satisfaction profonde, il faut le reconnaître, à une très grande partie de l'opinion publique, je ne dis pas de l'opinion parlementaire, je ne peux pas préjuger sur ce point.

Voici maintenant le tableau des inconvénients. Sur le plan politique, est-ce que demain nous allons trouver les Etats-Unis nous soutenant, lorsque nous serons à Genève, en train de débattre sur des problèmes internationaux intéressant notre sécurité elle-même ? Seconde ^{inconvénient} ~~durée~~ : est-ce que ce défaut ne pourra pas être invoqué par nos différents débiteurs, d'abord par l'Allemagne elle-même ? Certes, l'Allemagne a commis un manquement, lorsque nous avons été obligés, ce manquement constaté, d'occuper la Ruhr. Mais depuis lors - il faut que j'appelle là-dessus votre attention - elle a eu l'habileté, lors des règlements Dawes et Young, d'éviter toujours le défaut et d'obtenir la solution juridique, si bien que lorsque M. le président Herriot et moi-même nous avons trouvé l'Allemagne à Lausanne au mois de juin, l'Allemagne nous a affirmé que sur le terrain juridique, elle entendait bien respecter tous ses engagements.

Troisième inconvénient qui est grave : c'est l'abandon, par la France, de la thèse juridique du respect des contrats.

Nous n'avons cessé de nous appuyer sur cette thèse au cours de toute notre histoire, depuis le traité de Versailles, jusqu'à maintenant. Nous avons déclaré que c'était le respect des contrats qui était, somme toute, la base de toute civilisation.

Est-ce nous qui allons, par notre défaut, faire la première brèche sérieuse dans la thèse du respect des contrats ?

~~Ensuite~~, ^A autre inconvénient : la dissociation d'avec l'Angleterre, attendue par l'Amérique et, jusqu'à avant-hier ~~bien~~ ^{de} constamment préparée par elle.

Enfin la possibilité de complications commerciales en ce qui concerne notamment les soieries, le vin, les relations de nos grands paquebots. Je passe sur toute la série des représailles dont les hypothèses pourraient vous paraître excessives. Cependant il y a le dépôt des 15 millions de dollars.

Personne n'ignore que, sur l'invitation même du gouverneur de la Banque de France en 1930, beaucoup de Français ont acheté des valeurs américaines. Vous savez quel en est le régime, les titres sont pour la plupart en Amérique; seuls les certificats nominatifs sont en France.

Voilà l'aperçu rapide des inconvénients; mais j'arrive à un autre inconvénient complémentaire beaucoup plus grave encore. Si nous faisons défaut, quelle va être notre attitude à l'égard des accords de Lausanne ? Quelle est la conséquence du défaut en ce qui concerne la procédure du gentlemen's agreement ? Vous savez quelle est la portée de ce document ; c'est que l'accord de Lausanne ne devient définitif qu'après ratification par tous les Etats. Sinon il est caduc. Mais, dans les accords de Lausanne, on n'a jamais envisagé l'hypothèse du défaut. Or cette hypothèse est intéressante non seulement par

rapport à l'accord de Lausanne même, mais par rapport à notre situation de débiteur à l'égard de l'Angleterre.

Malgré toutes les précautions prises par M. le président Caillaux lorsqu'il a conclu les accords avec M. Churchill, malgré les échanges de lettres très précis de la part de M. Caillaux qui indiquait que l'Angleterre ne s'engageait qu'en raison de sa capacité de paiement, de sa situation au moment où il concluait l'accord Caillaux-Churchill, l'Angleterre ^{nous} a déclaré depuis lors - et ^{notamment} à Lausanne, avec ^{la plus grande} quelle précision ~~ne nous a-t-elle point dit~~ ^{Faites} Attention, pour l'avenir, ~~je vous préviens~~ je vous accorde bien le moratoire et le moratoire complet en ce qui concerne vos dettes à mon égard tant que la ratification des accords de Lausanne n'aura pas eu lieu, mais je vous préviens que le jour où l'accord de Lausanne tombe, que l'Allemagne paie ou ne paie pas, moi j'entends me retourner vers mes débiteurs pour payer ce que j'ai à payer aux Etats-Unis.

C'est là à mon avis un des aspects les plus graves du défaut. Il faut bien en voir toute la portée. La dissociation d'avec l'Angleterre n'est pas simplement grave parce que vous ne suivez pas la même politique en matière de dettes, ce qui peut occasionner des frictions d'ordre politique, économique, commercial ; mais elle est surtout grave sur le terrain financier et c'était mon devoir de bien préciser cette situation.

J'en arrive, car j'entends être très rapide, à la consignation. Qu'est-ce que la consignation ? Quelles sont les formes de la consignation ? Il y a la consignation en France d'un compte bloqué ; la consignation à la banque des règlements internationaux dans les mêmes conditions, compte bloqué. Hier, j'ai reçu de la part de financiers qui méritent que leur suggestion retienne l'attention, la suggestion d'un compte bloqué à la B.R.I. sous forme d'un compte du Trésor américain, la responsabilité des retraits étant laissée aux Etats-Unis.

Je m'explique rapidement. On a pressenti les Etats-Unis sur ce mécanisme. Ils ont répondu très nettement, qu'à leur avis, cela n'offrait aucun intérêt, que ce qu'ils désiraient c'était d'être payés cash par leurs débiteurs, sauf pour un seul, l'Angleterre auquel il fallait bien, en raison de la situation de la livre, accorder quelques avantages.

Je ne retiens cependant que quelques minutes seulement l'attention des commissions sur le troisième point, car beaucoup de personnes ont cru qu'on avait trouvé quelque chose de très ingénieux. Une somme est déposée à la B.E.I. Il est entendu que les Etats-Unis ont la faculté de faire le retrait ou de laisser la somme : On leur dit : attention ! si vous retirez, nous vous prévenons, nous considérons que vous faites tomber les accords de Lausanne.

Cela paraît très ingénieux. On vient appeler l'attention des Etats-Unis sur la gravité de faire tomber ces accords. En vérité, c'est une légère conception, malgré les autorités qui ont pu donner leur avis. Il n'est pas de la volonté des Etats-Unis de faire tomber les accords de Lausanne. Ces accords constituent une procédure inscrite dans le gentlemen's agreement. Ils sont res inter alios acta par rapport aux Etats-Unis. Voilà la vérité.

Voilà ce qui fait tomber l'intérêt de tout le système. Il est irréalisable dans le cadre juridique des accords de Lausanne. J'ajouterai que le ministre des finances tout de même, malgré son devoir de pure objectivité, malgré le respect qu'il a de l'indépendance des commissions a un devoir, c'est tout de même d'accuser son opinion à l'égard de certains procédés qu'il considérait comme indignes de son pays.

Je déclare ~~que je considère~~ que les procédures de conciliation, ~~étant donné l'état d'esprit aux Etats-Unis à l'heure actuelle,~~ ou les procédures de paiement en bons, étant donné ^{l'état d'esprit et} l'attitude prise par les Etats-Unis ne me paraissent pas dignes d'un pays

comme la France. Je vais passer sur les paiements en bons. J'arrive à cette conclusion : je comprends que l'on hésite, que l'on ouvre la discussion au fond sur deux procédés : ou ne pas payer, ou payer .

M. LE PRESIDENT.- Toute la question est là.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Sur les payemats en bons, je passe.

M. LE PRESIDENT.- Ce serait la chose la plus grave et la plus fâcheuse.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Les Anglais, hier -M. le président d u conseil peut vous le dire - quand j'ai exprimé mon opinion à M. Mac Donald et à M. Chamberlain sur ces paiements, m'ont approuvé pleinement .

Ils m'ont dit : Oui, les Etats-Unis nous ont offert ce système ; nous leur avons dit non . On ne met pas son propre crédit à la merci d'un débiteur.

J'arrive au ^{Pour} paiement avec réserve. / de paiement , sous quelle forme auront lieu ces réserves ?

Il est apparu aux Anglais et à nous-mêmes que les réserves les plus intéressantes paraissent être les suivantes : ce serait d'indiquer à l'Amérique que l'on fait en tous cas le dernier payement par rapport aux règlements passés.

L'intérêt de cette attitude, c'est d'empêcher qu'au mois de juin les difficultés actuelles ne soient renouvelées, c'est d'appeler l'attention du Gouvernement américain, étant donné que la présentation est faite à la fois par l'Angleterre et par la France sur la nécessité de réunir le Congrès , alors que sa session ordinaire n'aurait lieu qu'au mois de décembre. On appelle l'attention sur la nécessité d'une réunion avant juin afin de discuter la revision dans le cadre du règlement universel. C'est là

la tendance des Anglais. Ce pourrait être notre tendance. Je ne puis pas aller plus loin. C'est, je crois, dans cette procédure que l'on pourrait trouver, si l'on acceptait l'idée du paiement, la seule modalité intéressante et susceptible de mener à la réforme du règlement élargi, tel qu'il a été prévu à Lausanne, d'accord, il faut bien le dire, non pas officiellement, ~~mais financièrement,~~ ^{mais} étant donné les modalités adoptées à Lausanne, ^{mais} officieusement d'accord avec le Gouvernement américain.

J'arrive maintenant à l'arbitrage. À la Chambre, beaucoup d'esprits ont été séduits par l'arbitrage. Seulement il n'y a qu'un malheur. M. le président du conseil a fait étudier avec attention les textes de 1924 et de 1928; surtout le texte de 1928. On est arrivé à dégager rapidement ceci : il faudra un compromis d'arbitrage. Ce compromis devra être accepté par le Congrès. Enfantillage ! Après, il faudra tout de même définir la matière de l'arbitrage. Sera-ce un arbitrage juridique ? Il faut bien reconnaître que le terrain est des pires. Sera-ce un arbitrage d'équité ? En ce qui concerne la capacité de paiement, les Etats-Unis n'ignorent pas que nous avons cette faculté.

Après que l'on aurait dégagé la matière de l'arbitrage, concevez-vous que la situation serait plus facile quand on viendrait devant le Parlement français, si celui-ci devait repousser, non seulement le paiement, mais encore le résultat de l'arbitrage ? Ce serait déplorable .

Je vous demande pardon d'avoir retenu votre attention. Je vous ai exposé rapidement, messieurs, l'aspect financier du problème, laissant aux commissions, bien entendu, le soin de décider quant au fond de la matière.

M. LE PRESIDENT.- Monsieur le ministre, au nom des deux commissions réunies, je vous remercie de la clarté et de l'étendue de votre exposé.

La parole est à M. Chéron.

M. HENRY CHERON.- J'ai une seule question à poser à M.
le président du conseil ^{et} à M. le ministre des finances s'ils le
permettent .

De la première partie de l'exposé de M. le président du
conseil, il résulte que nos règlements sur les dettes, suivant les
accords connus et le plan Young sont toujours juridiquement
debout.

Je vois M. Herriot faire un signe d'assentiment. C'est
un point essentiel de sa déclaration ; je la retiens pour ma
part.

Dans l'hypothèse du paiement - c'est une simple hypothèse
que je formule - il semble que M. le président du conseil a
dit tout à l'heure que si l'on suivait la suggestion anglaise,
l'Angleterre voudrait effectuer le paiement sous la forme d'un
capital en attendant un arrangement qu'elle souhaite , et en
dehors du mécanisme des accords actuels. Je vois M. le prési-
dent du conseil faire un signe d'assentiment.

Or, je me permets, à tort peut-être, de trouver cela très
grave. En effet, il résulte bien de ce que vous avez dit, les
accords, le plan Young, constituent notre droit, un droit pénible-
ment établi. A partir du jour où nous allons, si nous nous asso-
cions à la suggestion anglaise, faire le paiement en dehors du
cadre des accords, c'est nous qui allons de nos propres mains
modifier les mécanisme des accords .

J'appelle sur ce point l'attention du Gouvernement.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Eventuellement, je me rends
bien compte que la nature et la forme des réserves pos^{nt} des problèmes
très délicats. A un premier examen, je ne crois pas que la crainte
de M. Chéron soit complètement justifiée. En effet les Américains
ont constamment soutenu qu'il n'y avait pas de jonction entre les
dettes et les réparations. C'est nous qui l'avons établie. A
Lausanne, nous avons dit que nous recherchions un accord

satisfaisant avec nos propres créanciers, Mais nous sommes maîtres des moyens par lesquels nous rechercherons cet accord, je le pense.

Le plan Young n'a rien à voir avec les Américains, par malheur à certains égards, de sorte que ce qui me paraîtrait grave, beaucoup plus grave, ce serait de porter atteinte à nos accords avec les Anglais ; mais jusqu'à plus ample réflexion, je ne vois rien dans les accords de Lausanne qui soit de nature à limiter les moyens par lesquels, Anglais, Français et autres, nous pouvons rechercher avec les Américains cet aménagement de la dette à leur égard. S'il nous paraissait, à un moment donné, aux uns et aux autres qu'un paiement actuel, dans cette période de suspension, malgré les droits moraux évidents que nous avons à un moratoire, s'il nous paraissait que c'est la meilleure façon d'arriver à ce règlement définitif, je ne vois rien sur quoi les Allemands aient le droit de faire des réserves.

M. HENRY CHERON.- J'ai dû mal m'expliquer. Vous avez un règlement sur les dettes, l'accord Caillaux-Churchill avec l'Angleterre, l'accord Mellon-Bérenger avec les Etats-Unis.

N'oublions pas que les accords intervenus ont eu pour effet de réduire sensiblement et de modifier la dette telle qu'elle avait été d'abord fixée. C'est un point que l'on perd quelquefois de vue.

J'ai parlé du plan Young parce qu'il consacre tout cela, couvrant automatiquement chaque année vos créances. Vous me répondez que c'est autre chose. Si je me place, même au point de vue de cet accord pour les dettes, voici l'hypothèque que je fais : vous sortez du mécanisme de cet accord ; vous créez une espèce de novation. Vous ne vous entendez pas avec les Etats-Unis pour le règlement .

Les Etats-Unis vous diront : je n'accepte plus la réduction résultant des accords intervenus et je me replace, en ce qui concerne le titre de créance qui existait à l'origine.

Je fais une hypothèse ; je vous prie d'y réfléchir.

M. LE PRESIDENT.- Il est bien évident qu'il faut faire attention de ne pas perdre le bénéfice des réductions considérables.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Je ne prétends pas du tout résoudre le problème de savoir comment des réserves devraient être rédigées. Beaucoup de questions se posent sur lesquelles nous avons besoin de réfléchir.

Je m'estime heureux que la Chambre ait bien voulu, sans peine, accorder les délais dont le Gouvernement aura besoin, toutes informations prises et communiquées, pour réfléchir.

Je vous demande la permission de vous signaler la conséquence du fait inverse. Je vais en profiter parce que devant les commissions du Sénat, nous trouvons un accueil plus reposant que celui que nous avons trouvé devant les commissions de la Chambre.

J'ai dit à la Chambre, ce que je crois vrai, ce qui à mon avis est une vérité de bon sens devant dominer toute cette discussion et la préparation de cette discussion : si, dans une pareille situation, nous cherchons une solution parfaite, nous ne la trouverons pas. Il est impossible, à première vue, et, je crois, à deuxième et à troisième vue, quand on se trouve sous la loi d'un contrat solennellement ratifié par les Parlements et que l'on n'a invoqué que la considération subsidiaire, accessoire et accidentelle d'un moratoire temporaire, il est impossible de se trouver dans une situation de toute façon parfaite.

Je crois qu'une de nos difficultés sera que, Français que nous sommes, nous chercherons toujours une solution exempte de critiques et nous ne la trouverons pas.

Avec une certaine résignation, je suis dans l'état d'esprit que voici . Avec mes collaborateurs, je cherche, non pas la solution parfaite, mais la solution la moins mauvaise, car je

sais d'avance que quelle que soit la solution que j'apporte aux Chambres, on pourra diriger, et j'aurais dirigé moi-même contre cette solution-toutes sortes de critiques-

Je crois dire quelque chose de sage en déclarant qu'il faut choisir, non pas une solution qui ne comportera pas d'inconvénients mais celle qui en comportera le moins.

De ce point de vue, puisqu'en fin de compte, nous en arrivons à éliminer les solutions équivoques, artificielles, les bons, l'arbitrage, la conciliation (Assentiment), ces imaginations dont nous sommes saisis dans la journée par de bonnes volontés ou par des activités quelquefois un peu agitées, par conséquent parvenus en somme au refus de paiement ou au paiement, je vous prie de songer à ce qui arriverait en cas de non paiement.

C'est ce que je disais à la Chambre cet après-midi. Je voudrais qu'elle m'entendît bien. Je tâcherai de me bien faire entendre la semaine prochaine, avant qu'elle prenne sa décision, quelle qu'elle soit.

On ne paye pas. Qu'advient-il dans ce cas de l'accord si péniblement obtenu par M. Bérenger à Washington ? Nous sommes en défaut. Le 20 décembre, il est constaté que nous sommes en défaut. Cet accord tombe. Au moment où il a été conclu, on a pu ne pas en voir tout le mérite, car les uns après les autres, nous arrivons en face de difficultés considérables. M. Caillaux les a connues ; M. Bérenger les a connues ; M. Poincaré les a connues. Il faut substituer aux solutions de l'imagination ou d'amour-propre des solutions de raison. Il faut substituer à des décisions uni-latérales des contrats bi-latéraux.

Si le 20 décembre l'Amérique dit : votre défaut dénonce l'accord Bérenger-Mellon, alors ...

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES.-
Nous voyons les accords Jusserand.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL... nous voyons de nouveau la question remise sur le tapis ; nous entendons de nouveau parler de la dette commerciale et politique. Nous sommes dans ce chaos.

Est-ce que je puis faire une hypothèse et terminer par une considération d'un ordre bien simple . Je crois que si nous réglions cette question au nom de la passion publique et non d'après les ordres de l'intérêt de l'Etat, il est possible que nous donnions quelques satisfactions passagères à une opinion mal renseignée , mais qui ne serait pas longue à reprocher à des hommes publics, qui auraient peut-être manqué de courage et qui, à cet égard, n'auraient pas suivi l'exemple de leurs devanciers, d'avoir placé le pays dans une situation qui serait pendant longtemps inextricable.

Je dis cela, je crois, en réponse directe à l'observation de M. Chéron, car si j'accepte de mesurer les conséquences qu'auraient éventuellement des réserves sur un paiement , et la forme à donner à ces réserves, selon moi, ces réserves ne pourront jamais ne donner qu'une espérance ; elles ne créeront pas un droit. On ne crée pas un droit unilatéralement.

Après la note d'aujourd'hui, notre première espérance, s'il est vrai que cette procédure ne soit pas sans danger ...

M. HONNORAT.- C'est de nester d'accord avec les Anglais .

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Voilà . Cet accord, je le trouve moins important encore sur la lettre du texte éventuel que dans l'esprit, car je ne sais pas quel sera l'accord fait à la lettre du texte, mais je sais que nous entrons dans une période de nouveau infiniment difficile , que le problème qui se pose au fond est celui de savoir si l'Amérique résistera longtemps à cette mise en demeure que lui imposent les faits d'avoir à s'associer à l'effort universel pour la conciliation, la sagesse, la réduction des dettes et des paiements inutiles.

Pour moi, la question qui se pose, celle à laquelle je vais gravement réfléchir, c'est de savoir si, pour une entreprise de ce genre, il n'y a rien de plus souhaitable que l'association des deux pays les plus diversement raisonnables du monde, c'est-à-dire l'Angleterre et la France. Si l'Angleterre payant, si la France ne payant pas, l'Europe se trouvait amenée à cet état de désordre, je ne vois pas comment, pour s'être donnée pendant quelques jours ou quelques heures des satisfactions d'amour-propre, elle résisterait au chaos qu'elle aurait créé et dont elle serait victime. (Très bien ! et applaudissements).

M. LE PRESIDENT.- La parole est à M. Fourcade.

M. MANUEL FOURCADE.- Je renonce à poser la question que je voulais.

M. LE PRESIDENT.- Si personne ne demande plus la parole, il ne me reste qu'à renouveler les remerciements des commissions pour le superbe exposé de M. le président du conseil.

(M. le président du conseil et M. le ministre des finances se retirent.)

(La séance est levée à 19 heures et demie.)

Le PRESIDENT de la COMMISSION :

J. Caill

COMMISSION DES FINANCES

Séance du Mercredi 14 Décembre 1932.-

La Séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de
M. CAILLAUX,

PRESENTS : M.M. CAILLAUX. HENRI ROY. HAYAUX. VALADIER. MARCEL
REGNIER. LISBONNE. PIERRE LAVAL. DE LA GRANGE.
DE WENDEL. TOURNAN. FRANCOIS SAINT MAUR. VOILIN.
HIRSCHAUER. GALLET. HENRI CHERON. LEON PERRIER.
SCHRAMECK. HERVEY. ANATOLE MANCEAU. CUMINAL.
HENRY BERANGER. PHILIP. BIENVENU-MARTIN. CHARA-
BOT. SERRE. CHAUVEAU.

=====

CLASSEMENT DE ROUTES NATIONALES EN ALGERIE.-

Sur le rapport de M. HAYAUX, la Commission émet un avis
favorable à l'adoption : de deux projets de loi, adoptés par la
Chambre des Députés, ayant pour objet le classement des routes
nationales en Algérie.

CENTENAIRE DE LA MORT DE CUVIER.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen de la
proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, autori-
sant le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts à
participer aux frais entraînés par la célébration, en 1932,
du centenaire de la mort de Cuvier, et portant ouverture sur
l'exercice 1932, de crédits afférents à cette participation.

M. HENRI ROY, Rapporteur general lit un rapport de
M. PHILIP, Rapporteur spécial, concluant à l'adoption de la
proposition.....

proposition, non sans protester contre le fait que le centenaire de Cuvier a été célébré au mois de juillet 1932, et que les dépenses envisagées ont été faites sans l'autorisation du Parlement.

M. LE PRESIDENT.- Comment a-t-on pu payer de telles dépenses ? Par la procédure des avances à régulariser ? Mais ce serait illégal, car cette procédure n'a point été instituée pour permettre des dépenses de ce genre.

M. MARCEL REGNIER.- Je propose le rejet de la proposition

M. LE PRESIDENT.- Comment le contrôleur des dépenses engagées auprès du Ministère de l'Instruction Publique a-t-il pu laisser ordonnancer des dépenses effectuées dans de telles conditions.

M. PIERRE LAVAL.- On n'attache plus d'importance au veto des contrôleurs des dépenses engagées parce qu'ils ne l'opposent plus.

J'ai été le seul ministre de l'Intérieur à refuser d'utiliser la procédure des avances à régulariser pour l'ouverture de crédits en vue de l'attribution de secours d'extrême urgence. Jamais, les contrôleurs des dépenses engagées ne s'étaient opposés à une telle manière de faire.

Dans le cas qui nous occupe, si le contrôleur des dépenses engagées n'a pas fait son devoir, qu'on le révoque, si le Ministre a passé outre à son veto, qu'on blâme le ministre.

Si l'on ne se décide pas à prendre des sanctions, la machine ne marchera plus longtemps.

M. LE RAPPORTEUR GÉNÉRAL.- Que voulez-vous que fassent les contrôleurs des dépenses engagées. J'en connais un qui s'est opposé à l'ordonnancement d'une dépense illégale et a refusé son visa. Le Ministre l'a fait appeler, l'a menacé et lui a dit : "J'arrangerai cette affaire avec votre supérieur, le Mi-

nistre.....

nistre des Finances." Ce qu'il a fait. Que pouvait faire le malheureux contrôleur ?

M. LE PRESIDENT.- Le Ministre des Finances n'avait pas le pouvoir de passer outre au veto du contrôleur des dépenses engagées. La loi est formelle, quand un contrôleur refuse son visa, c'est le Conseil des Ministres qui doit statuer.

S'il faut fortifier les textes existants, nous les fortifions, mais nous devons mettre un terme aux abus.

Pour le cas qui nous occupe, je crois qu'il convient de renvoyer la proposition à M. PHILIP en le priant de s'informer auprès du ministre sur le point de savoir si le visa du contrôleur des dépenses engagées a été demandé, si ayant été demandé, il a été accordé et comment ont pu être payées des dépenses que le Parlement n'avait pas encore autorisées.

M. PIERRE LAVAL.- Si vous adressiez, Monsieur le Président, une lettre au ministre des Finances pour l'avertir que, désormais, on refusera de régulariser des dépenses effectuées dans des conditions aussi peu régulières, je suis sûr que les contrôleurs des dépenses engagées ne se laisseraient plus aller à accorder des visas en dehors des cas précis où ils les doivent accorder.

M. HENRY CHERON.- Je crois qu'il convient auparavant de s'informer, comme le propose M. le Président. La loi décide, en effet, que dans le cas d'opposition du contrôleur des dépenses engagées, un ministre a le droit de s'adresser à son collègue des Finances qui peut engager les dépenses au titre des avances à régulariser.

M. HERVEY.- Qu'on me permette une remarque incidente. Il n'existe pas de contrôleurs des dépenses engagées pour les budgets coloniaux. Or, l'abus de la procédure d'avances à régulariser.....

ser par les gouverneurs des colonies, fausse totalement les budgets locaux des colonies. Il serait bon, je crois, d'instituer des règles qui ne laissent pas l'arbitraire s'exercer ainsi.

M. LEON PERRIER.- Il existe, au ministère des Colonies, un service du contrôle.

posée par M. HERVEY

M. LE PRESIDENT.- Je crois que la question mérite d'être étudiée. Voulez-vous le faire, puisque vous êtes rapporteur du budget du Ministère des Colonies .

M. HENRY CHERON.- Ce qu'il y a de curieux c'est que la procédure des avances à régulariser, source actuelle d'abus, fut instituée par M. RIBOT pour empêcher les ouvertures illégales de crédits. Cette procédure ne devait être utilisée que pour les ouvertures urgentes de crédits intéressant la défense nationale et l'ordre public.

M. LE PRESIDENT.- Et elle est devenue un moyen de perpétrer toutes sortes d'abus. Il faudrait la supprimer.

J'aimais mieux les errements autrefois suivis. Le Président du Conseil qui, en période de tension diplomatique estimait devoir engager des dépenses qu'il y eût eu inconvénient à rendre publiques, saisissait de son intention d'ouvrir par décret les crédits nécessaires, les Présidents et les rapporteurs généraux des Commission financières des deux Chambres. Ceux-ci, à leur tour, en saisissant officieusement les membres des Commissions et si, la majorité d'entre eux approuvaient l'initiative gouvernementale, les crédits étaient ouverts par décret. Il s'établissait ainsi un contrôle parlementaire restreint, mais suffisant pour empêcher les abus que nous voyons se multiplier avec le système des avances à régulariser.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.-----

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- Pour revenir au cas qui nous occupe, je remarque que le projet portant ouverture de crédits est contre signé des ministres des Finances et du Budget. N'est-il pas à prévoir que le contrôleur des dépenses engagées répondra ? "Le projet était signé des ministres compétents, je n'avais pas à m'opposer à la dépense".

M. LE PRESIDENT.- Il était signé du ministre des Finances mais ce n'était qu'un projet tant qu'il n'avait pas été voté par le Parlement. Le devoir du contrôleur était de s'opposer à tout ordonnancement sur des crédits non régulièrement ouverts.

M. HENRY BERENGER.- L'an dernier, on nous a demandé de voter, dans les mêmes conditions, un crédit de 600.000 Frs pour payer le déplacement à Genève d'une sociétaire de la Comédie-Française et de divers acteurs et actrices. Nous avons rejeté le projet qui nous était soumis. Ne pouvons nous faire de même, aujourd'hui ?

M. LE PRESIDENT.- Il me paraît préférable de charger d'abord M. le Rapporteur Spécial de s'enquérir de la façon dont les choses se sont passées pour le paiement des dépenses entraînées par la célébration du centenaire de Cuvier, puis d'élargir le débat et de poser la question de la suppression de la procédure des avances à régulariser.

Je vous demande de vouloir bien autoriser la création d'un sous-comité, composé de vos deux Vice-Présidents, du Rapporteur Général et de moi-même et qui serait chargé d'étudier cette question et vous saisisrait ensuite de ses conclusions. (Assentiment).

- AJOURNEMENT DE LA PROPOSITION DE LOI
TENDANT A LA PARTICIPATION DE L'ETAT DANS LES TRAVAUX
A EXECUTER AU PORT DE CHERBOURG.

Sur la demande de M. le Rapporteur Général, la Commission
ajourne.....

ajourne l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'augmentation de la participation de l'Etat dans les travaux restant à achever ou à exécuter au port de Cherbourg et déclarés d'utilité publique par décrets des 22 novembre 1922 et 8 Septembre 1930.

ECHANGE DE VUES SUR LE PROJET D'AVIS
FINANCIER DE M. HERVEU SUR LE PROJET DE LOI
MODIFIANT L'ARTICLE 52 DE LA LOI SUR LES
ASSURANCES SOCIALES.-

Sur la demande de M. CHAUVEAU et après un échange d'observations entre M.M. le Président, HERVEY, et le Général HIRSCHAUER, la Commission ajourne l'examen du projet d'avis financier de M. HERVEY sur le projet de loi modifiant l'article 52 de la loi du 30 Avril 1930, sur les assurances sociales.

La Séance est levée à 15 heures 45.

Le PRESIDENT de la COMMISSION :

J. Ceil

COMMISSION DES FINANCES

Séance du Lundi 26 Décembre 1932.-

La séance est ouverte à 16 heures, sous la présidence de
M. CAILLAUX.

PRESENTS : M.M. CAILLAUX HENRI ROY. LAUDIER. TOURNAN. CHARABOT.
GALLET. MILAN. CHAUVEAU. JEAN PHILIP. VOILIN.
HAYAUX. MAHIEU. VALADIER. ANATOLE MANCEAU.
SCHRAMECK. HENRY BERENGER. BIENVENU MARTIN.
PIERRE ROBERT. FRANCOIS SAINT MAUR. EMILE SARI.
VAVILLON. LISBONNE.

=====

M. LE PRESIDENT.- En ouvrant la séance, je crois être l'interprète de tous en adressant à notre Vice-Président M. CHERON appelé à l'honneur de diriger les finances publiques, l'expression de nos bien vives félicitations et de nos encouragements.

La tâche qu'il assume est lourde mais nous savons qu'elles sont la compétence, le courage, et les facultés de travail de notre ancien collègue dont la première pensée en nous quittant a été d'affirmer qu'il entendait faire au gouvernement la politique de notre Commission.

Le départ de M. HENRY CHERON créant une vacance dans notre bureau, il y aura lieu de pourvoir, lors de notre prochaine séance, à l'élection d'un nouveau Vice-Président. En vue de cette élection, je prie les représentants des groupes formant la minorité de notre assemblée, de désigner leur candidat.

AVANCE AU GOUVERNEMENT AUTRICHIEN.

M. LE PRESIDENT.- La Commission sera saisie prochainement

d'un.....

d'un projet de loi autorisant le ministre des finances à accorder la garantie de l'Etat à une tranche de 100 millions de schillings d'un emprunt du gouvernement fédéral d'Autriche.

Conformément aux usages, il serait normal que M. le Rapporteur général soit désigné comme rapporteur, mais il m'a fait connaître qu'il entendait se récuser.

M. HENRI ROY. Rapporteur Général.- J'ai examiné ce projet comme c'était mon devoir. Or, ne me plaçant du point de vue strictement financier qui doit être celui du Rapporteur Général, je ne vois que des raisons pour repousser ce projet.

J'hésite cependant à présenter un rapport défavorable, car je reconnais que des raisons diplomatiques très sérieuses militent en faveur de son adoption. Aussi je demande que l'on veuille bien nommer un autre rapporteur.

M. LE PRESIDENT.- Nous pourrions surseoir au choix d'un rapporteur jusqu'à ce que nous ayons entendu M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, qui tiendra sans doute à venir lui même nous indiquer l'intérêt qui s'attache au vote du projet de loi au point de vue de notre politique extérieure.

M. MILAN.- En tous cas, nous devons attendre que la Commission des Affaires Etrangères ait pris une décision.

M. LE RAPporteur GÉNÉRAL.- C'est nous qui sommes saisis au fond. La Commission des Affaires Etrangères n'a qu'un avis à émettre.

M. MILAN.- C'est illogique. Laissons cette commission statuer au fond sur cette question puisqu'on nous dit qu'elle est beaucoup plus politique^{que} financière.

M. HENRI BERENGER.- Je me permets de n'être ni de l'avis de M. HENRI ROY ni de l'avis de M. MILAN.

En ce qui concerne l'attribution du rapport au fond, c'est à bon droit que notre Commission en est chargée car il s'agit

d'une.....

d'une opération de trésorerie. Tous les précédents sont en faveur de cette théorie : c'est ainsi notamment, que l'on a précédé pour les avances à la Tchéco-Slovaquie.

Nous ne sommes pas des techniciens étroitement spécialisés à des questions budgétaires. Notre Commission est la Commission politique par excellence, apte à jeter ses vues sur tous les grands problèmes, nos devanciers ont toujours fait triompher cette thèse et nous ne saurions laisser s'amoindrir nos attributions.

La Commission étant régulièrement saisie, c'est à M. le Rapporteur Général de présenter le rapport. C'est lui qui étudie de près tout ce qui concerne la trésorerie. Comment pourrait-il laisser à un autre tout ce qui a trait aux avances à des gouvernements étrangers ? J'insiste auprès de M. HENRI ROY pour qu'il revienne sur sa décision.

M. LE PRESIDENT.- Je suis d'accord au fond avec M. HENRY BERENGER, mais un point me préoccupe.

C'est à nous qu'il appartient de faire le rapport, je n'en disconviens pas, mais les décisions que va contenir ce rapport c'est sur des arguments diplomatiques que nous les baserons, incontestablement beaucoup plus que sur des arguments financiers.

Or, quelle serait notre situation si la Commission des Affaires Etrangères, qui, elle, n'a à se préoccuper que des arguments diplomatiques prenait une décision différente ?

M. HENRY BERENGER.- Nous pouvons procéder à une séance commune des deux commissions pour entendre les explications du Gouvernement.

M. LE PRESIDENT.- J'allais le proposer. Ce n'est qu'après cette réunion que nous désignerons les rapporteurs qui devront garder le contact pour éviter que nous nous présentions devant le Sénat, dans une question qui intéresse au plus haut

point.....

point notre politique étrangère, avec des propositions contradictoires.

M. HENRY BERENGER.- Nous sommes tout à fait d'accord et la Commission des Affaires Etrangères ne demandera pas mieux que d'accepter cette manière de procéder.

M. LE PRESIDENT.- Je vais donc faire part à M. le Président du Conseil du désir des deux commissions de l'entendre. D'ici là nous avons intérêt à suspendre cette discussion.

Il s'agit d'une question très délicate qui dépasse le cadre financier proprement dit. Malgré nos difficultés budgétaires, devons-nous, venir en aide à l'Autriche ? A une question ainsi posée, il importe de répondre en sachant que si nous abandonnons l'Autriche, elle se jettera dans les bras de l'Italie.

M. HENRY BERENGER.- Oui. Il faut qu'on sache que la politique de la France en Europe centrale devient de plus en plus inquiétante et difficile. Le Quai d'Orsay subventionne sans compter les états Balkaniques : c'est un gouffre dans lequel on a englouti des dizaines de milliards sans obtenir un résultat appréciable.

Peut-être est il temps de rompre avec de pareils errements et de s'orienter résolument vers un grand pays qui a été notre allié pendant la guerre et que notre diplomatie a maladroitement éloigné de nous ?

En ce qui concerne l'avance qu'il s'agit de faire aujourd'hui à l'Autriche, la question n'est pas entière car il paraît ~~être~~ bien que nous soyons engagés dans une oeuvre de tentative de restauration organisée par la Société des Nations. Mais profitons de ce débat pour faire le tour du problème et décider résolument de mettre un terme à une politique ruineuse, dangereuse.....

se.....

se et inutile.

M. LE PRESIDENT.- J'ai donné le mauvais exemple en abordant le fond d'un débat que nous ne pouvons pas engager aujourd'hui.

Je vais demander à M. le Président du Conseil de venir le plus tôt possible devant les Commissions des finances et des Affaires Etrangères réunies. Nous statuerons, après cette audition sur le choix du rapporteur.

SUBVENTION AU PORT DE CHERBOURG.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'augmentation de la participation de l'Etat dans les travaux restant à achever ou à exécuter au port de Cherbourg et déclarés d'utilité publique par décrets des 22 Novembre 1922 et 8 Septembre 1930 (N° 562-année 1932).

M. MILAN rapporteur, donne lecture de son rapport concluant à l'adoption de la proposition de loi.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La proposition de loi se justifie par une situation exceptionnelle du port de Cherbourg et par la nécessité qui s'attache à terminer des travaux qui sont très avancés, mais, il importe de ne pas créer un précédent qui pourrait être par la suite invoqué par d'autres ports. Dans ce but, je demande à M. le Rapporteur d'accroître les réserves qu'il a formulées et de marquer que le régime de faveur consenti à Cherbourg n'est qu'un régime essentiellement transitoire.

M. ALBERT MAHIEU.- J'appuie la demande de M. le Rapporteur Général. Il ne peut être question, en aucune façon, de modifier.....

modifier la répartition des ports établis en vue de l'attribution des subventions de l'Etat.

On a dit que lors de l'établissement de cette répartition une erreur avait été commise pour Cherbourg. C'est inexact. Cherbourg a été, à bon droit, classé parmi les petits ports, car la répartition a été basée exclusivement sur le trafic marchandise et Cherbourg n'est qu'un petit port de marchandises doublé d'un grand port d'escale pour les voyageurs.

Si nous nous laissons aller à accepter le principe d'une revision de la répartition, je ne sais pas où nous nous arrêtons. N'oublions pas que tous les ports sont en déficit cette année.

M. LE RAPPORTEUR.- J'accepte d'autant plus la suggestion de M. le Rapporteur Général qu'elle ne fait que renforcer la thèse que j'ai soutenue dans mon rapport.

M. FRANCOIS SAINT-MAUR.- Qu'on le veuille ou non, l'adoption de la proposition de loi créera incontestablement un précédent dangereux. Cherbourg n'est pas le seul port qui souffre de la crise. Si, sur l'initiative du représentant local, nous remettons en cause la répartition, je ne vois pas où nous irons où plutôt je le vois trop.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je ne méconnais pas l'importance de l'observation de M. FRANCOIS SAINT-MAUR, mais il s'agit de parer à une situation exceptionnelle. Les travaux du port de Cherbourg sont en voie d'achèvement. Il n'en est de même dans aucun autre port.

M. LE PRESIDENT.- La vérité c'est que, pour parer à une situation exceptionnelle et digne d'intérêt, il aurait beaucoup mieux valu employer une autre formule que celle qui nous est proposée.....

L'Etat aurait pu, par exemple, prendre à sa charge les annuités de l'emprunt nécessaire pour assurer l'achèvement des travaux. Ainsi aucune modification n'aurait été faite, même en apparence, à la répartition entre les ports à laquelle il faut bien se garder de toucher.

M. FRANÇOIS SAINT MAUR.- Ne pourrait-on pas rattacher la subvention exceptionnelle consentie à Cherbourg au programme d'outillage national ?

M. LE RAPPORTEUR.- J'exprime un vœu dans ce sens dans mon rapport.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

BONI DES CAISSES D'ÉPARGNE.-

M. LE PRÉSIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. ARMBRUSTER, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 10 de la loi du 20 Juillet 1895, complété par la loi du 31 Décembre 1929, relatif à l'emploi du boni des Caisses d'Épargne.

M. ANATOLE MANCEAU, Rapporteur donne lecture de son avis dont les conclusions sont adoptées.

CENTENAIRE DE LA MORT DE CUVIER.-

M. JEAN PHILIP, Rapporteur,- Le jour de la clôture de la session la Chambre des Députés a adopté un projet de loi portant ouverture d'un crédit de 200.000 francs pour la participation de l'Etat aux fêtes du centenaire de la mort de Cuvier.

Ayant cherché à savoir dans quelles conditions avait été prévue cette participation j'ai appris qu'elle résultait d'un engagement.....

gagement verbal pris par M. MARIO ROUSTAN , ministre de l'Instruction Publique. (M. le Rapporteur donne lecture à ce sujet d'une note émanant du ministère de l'Education nationale) .

M. LE PRESIDENT.- Aucun ministre ne peut, en dehors du P^{ar}lement, engager les finances de l'Etat.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Réjouissons nous encore que M. MARIO ROUSTAN n'ait promis que 200.000 francs !

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- Est-ce que la commémoration dont il s'agit n'a pas eu lieu déjà?

M. LE RAPPORTEUR.- Les fêtes ont eu lieu quelques jours avant le vote du projet par la Chambre.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- C'est la farce du "Cuvier" (Sourires).

M. LE RAPPORTEUR.- Ma conclusion est que nous pourrions adopter le projet en formulant des réserves sur les conditions anormales dans lesquelles a été promise la participation de l'Etat.

M. HENRY BERENG ER.- Les seules réserves efficaces consisteraient dans le refus du projet. Si nous cédon dans un cas comme celui-là, nous ne serons que des contrôleurs financiers "en peau de lapin".

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Avant de statuer il conviendrait de savoir quelles ont été exactement les dépenses du comité.

M. ALBERT MAHIEU.- Il serait intéressante aussi de demander quelle a été la participation du département et celle de la ville où a été célébrée la fête.

M. LE RAPPORTEUR.- Je vais poursuivre mon enquête dans ce sens.

La séance est levée à 16 heures 45 minutes

Le PRESIDENT de la COMMISSION :

J. Cail

COMMISSION DES FINANCES

Séance du Mardi 27 Décembre 1932

La séance est ouverte à 16 Heures 30, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX, Président.

Présents : MM. CAILLAUX. ROY. de LA GRANGE. FOURCADE. FARJON
MAHIEU. FRANCOIS SAINT MAUR. CHAUVEAU. LAUDIER
MANCEAU. CAVILLON. LISBONNE. TOURNAN & HERVEY.
BIENVENU-MARTIN. PIERRE ROBERT. LAVAL. VALA-
DIER. BERENGER. MILAN.

CONVENTIONS ENTRE LA FRANCE et L'ITALIE
LA FRANCE et la BELGIQUE .

Sur le rapport de M. ROY, Rapporteur Général, la Commission adopte :

1°/ - le projet de loi portant ratification de la Convention signée à Paris , le 3 Octobre 1932, entre la France et l'Italie, pour éviter, à l'importation, les doubles impositions en matière d'impôt sur le chiffre d'affaires et de taxe sur les échanges;

2°/ - le projet de loi portant approbation de la Convention additionnelle , signée à Paris, le 23 Décembre 1931, à la Convention entre la France et la Belgique pour éviter les doubles impositions, signée à Bruxelles , le 16 Mai 1931.

M. LE PRESIDENT.....

ELECTION D'Un VICE - PRESIDENT

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle la désignation d'un Vice-Président de la Commission en remplacement de M. HENRI CHERON.

A mains levées, M. MAHIEU est élu Vice-Président de la Commission.

M. LE PRESIDENT.- Je vous adresse, mon cher Collègue, toutes mes félicitations. Je suis heureux de voir accéder à la Vice-Présidence de notre Commission, non seulement le parlementaire éminent que vous êtes, mais encore le grand fonctionnaire que vous avez été avant que les électeurs du Département du Nord ne vous aient envoyé siéger parmi nous.

M. MAHIEU.- Je vous remercie, Monsieur le Président, de ces aimables paroles et je remercie mes collègues du témoignage de sympathie qu'ils viennent de me donner.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi portant - 1^o/ - ouverture, sur l'exercice 1933, de crédits provisoires applicables au mois de Janvier 1933; 2^o/ autorisation de percevoir pendant le même mois, les impôts et revenus publics .

La parole est à M. le Rapporteur Général pour nous donner connaissance de ses conclusions, conclusions provisoires d'ailleurs, puisque le projet de loi n'est pas encore voté par la Chambre.

M. ROY, Rapporteur Général donne lecture de son rapport.

Au sujet de l'article 13 qui accorde au Gouvernement une autorisation supplémentaire d'émission de bons du Trésor, il propose de fixer à 3 milliards et non à 5 comme le demande le Gouvernement, le montant des bons à émettre .

Le Rapporteur estime, en effet, que dans les circonstances actuelles et tant que le rétablissement de l'équilibre budgétaire n'aura pas été effectué, le montant des émissions autorisées doit être

CREDITS
PROVISOIRES DE
JANVIER 1933

être déterminé d'après les besoins réels de la Trésorerie. Or, le chiffre de 3 milliards permet à celle-ci de pouvoir faire face aux besoins jusqu'à la seconde quinzaine de Mars.

M. LE PRESIDENT.- Je crois que sur une telle question, nous ne pouvons prendre une décision sans avoir entendu le Ministre. A mon sens, nous devons lui fournir les moyens d'assurer le fonctionnement de la Trésorerie jusqu'à la fin du mois de Mars.

M. BERENGER.- Pourquoi cette date de fin Mars. Ne compte-t-on donc pas faire voter le budget rapidement ?

Depuis des mois, on nous rebat les oreilles avec ce mot de déflation contre lequel j'ai protesté lorsqu'il fut lancé dans la circulation. Quand on voit à quoi tout l'effort de déflation solennellement annoncé s'est réduit jusqu'à présent, on a quelques motifs de scepticisme à l'égard des mesures de redressement que l'on nous annonce.

Si nous donnons trop de latitude au Ministre des Finances actuel ou à ceux qui lui succéderont, nous pouvons être sûrs qu'ils joueront un rôle de sévérité apparente et de facilité foncière.

C'est pourquoi, j'estime que nous devons les contraindre à faire voter rapidement le budget .

Puisque nous avons en ce moment la bonne fortune d'avoir au Ministère des Finances un de nos Collègues qui s'est montré ici un des plus chauds partisans de la déflation budgétaire, au moyen de compressions énergiques, encourageons-le à mettre ses théories en pratique en ne lui fournissant que des moyens qui l'inciteront à agir le plus vite possible.

M. LAVAL.- On nous propose de réduire le montant des Bons du Trésor que le Gouvernement sera autorisé à émettre. Soit ! mais à la condition que nous ne cédions pas en séance publique. Si

c'est

c'est pour donner, en fin de compte, le spectacle d'une abdication totale après avoir fait preuve d'une sévérité toute verbale, mieux vaut accepter tout de suite le chiffre du Gouvernement.

Par ailleurs, je partage entièrement le sentiment de M. BERENGER. La Chambre ne veut pas prendre la responsabilité de certaines mesures dont elle redoute qu'elles soient impopulaires. En lui accordant un délai de trois mois, nous lui donnons la possibilité de continuer la politique de faiblesse que nous déplorons et nous reportons au 1er Avril la solution du problème budgétaire qu'il faudra pourtant bien se résoudre à absorber.

M. FOURCADE.- Je crois, mais aussi, qu'il y aurait un danger à poser, dès maintenant, comme un postulat que le Budget ne sera pas voté avant le 1er Avril.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- En ne nous demandant maintenant que le vote d'un seul douzième, le Gouvernement nous donne l'assurance que les mesures propres à assurer l'équilibre budgétaire seront incluses dans le second projet de douzième.

Dans ces conditions, il ne me paraît pas dangereux, de lui accorder les moyens de Trésorerie qui lui permettront de vivre jusqu'à la 2ème quinzaine de Mars.

En tout cas, je me rallie à la proposition formulée par M. le Président, d'entendre M. le Ministre des Finances, afin que la Commission puisse prendre sa décision en toute connaissance de cause.

L'article 14 du projet décide la suppression définitive de la Caisse des pensions d'ancienneté dont la loi de 1924 avait ordonné la création.

La Commission des Finances de la Chambre propose simplement d'ajourner la création de cette caisse au 1er Janvier 1934. Je

vous

vous demande de vous en tenir au texte du Gouvernement.

L'article 17 a pour objet de proroger, jusqu'au 31 Janvier 1933, les dispositions instituant une indemnité spéciale aux fonctionnaires d'Alsace et de Lorraine.

M. SERRE.- Si nous votons le maintien de cette indemnité jusqu'au 31 Janvier, il est bien évident que nous nous engageons par là-même à la maintenir pour l'année entière.

M. MILAN.- Le maintien de cette indemnité ne se justifie pas. Je demande que l'article soit mis aux voix.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- On justifie cette indemnité par le bilinguisme que doivent pratiquer les fonctionnaires d'Alsace Lorraine.

M. LAVAL.- On appelle indemnité de bilinguisme, une indemnité qui n'est, en réalité, qu'une indemnité de cherté de vie spéciale aux départements recouvrés parce que les impôts locaux frappant les fonctionnaires y sont beaucoup plus lourds que dans les autres départements. C'est dire que les fonctionnaires d'Alsace et de Lorraine n'ont jamais considéré que cette indemnité pût leur être retirée un jour.

M. BIENVENU MARTIN.- Il faudrait, en tout cas, attendre pour le faire que le projet tendant à l'atténuation des impôts locaux dans les trois départements en question, fût voté.

M. LE PRESIDENT.- Ne pourrait-on, au lieu de verser, à tous les fonctionnaires du cadre alsacien-lorrain une indemnité de 16 % sur leur traitement, se borner à leur rembourser le montant des impôts locaux dont leurs traitements sont frappés.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La complexité des impôts locaux est telle en Alsace-Lorraine que la comparaison avec le reste de la France est impossible.

L'article

L'article est réservé.

La Commission décide de disjoindre , si elle est votée, une disposition additionnelle de M. de CHAPPEDELAINE, acceptée par la Commission des Finances, concernant les chemins vicinaux.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL propose d'adopter un article, proposé par le Gouvernement et qui tend à réaliser une économie par la réduction des crédits d'engagements des Ministres de la Guerre et de l'Air.

M. BERENGER.- Ainsi ce douzième qu'on nous avait annoncé comme un douzième mathématique modifie profondément les crédits des Ministères de la Défense Nationale. Sur une question aussi grave, a-t-on consulté les commissions compétentes ?

Je constate que M. le Ministre des Finances qui se dit animé d'un esprit énergique de compression commence par l'appliquer sur les crédits destinés à assurer la défense nationale. Les économies qu'il nous propose sont-elles justifiées ? Je déclare n'avoir pas les moyens d'en décider .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- M. le Ministre des Finances nous a dit qu'il n'avait proposé ces réductions de crédits d'engagements qu'en plein accord avec les Ministres intéressés. Je n'ai pas à me montrer plus royaliste que le roi.

M. BERENGER.- Avez-vous la certitude que ces réductions ne portent pas atteinte à la structure de notre organisation militaire ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le Ministre de la Guerre est le Chef de l'armée; il sait mieux que nous ce qu'il convient de faire.

M. BERENGER.- Voilà une théorie curieuse. J'avais toujours cru que les Commissions parlementaires avaient le droit et le devoir de contrôler les actes du Gouvernement.

M.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Pour le moment, je me borne à vous proposer de sanctionner une mesure proposée par les Ministres responsables. C'est à ceux-ci qu'il convient de poser des questions.

M. BERENGER.- Il est possible que les mesures qu'on nous propose soient justifiées; mais nous connaissons les idées de M. le Ministre de la Guerre en matière de Défense Nationale et je pense que les Commissions compétentes ont leur mot à dire en pareille matière.

Toucher ainsi, sans études à l'organisation de notre armée, au risque de lui porter une atteinte qui peut être grave, cela me paraît un peu léger et un peu rapide.

M. VOILIN.- Je ne crois pas que l'économie qu'on nous propose puisse avoir de graves conséquences.

M. LE PRESIDENT.- Il ne s'agit en effet que d'une diminution des crédits d'engagements prévus pour le seul mois de Janvier. Cela ne diminue pas d'un centime les crédits affectés à la défense nationale. Au surplus, les Ministres intéressés auront à s'expliquer sur ce point.

M. HERVEY.- Je ne vois rien dans ce projet de douzième qui concerne l'impôt général sur le revenu.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Les dispositions relatives à l'impôt général figureront dans le douzième de Février.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi relatif à la défense du marché du blé.

M. CHAUVEAU, Rapporteur Spécial, donne lecture de son rapport sur ce projet de loi. Après avoir exposé que celui-ci a pour objet, d'une part, de permettre à l'Etat de mettre à la disposition du crédit agricole pour être employée au financement.....

PROJET DE LOI
RELATIF A LA
DÉFENSE DU MARCHÉ
DU BLE

cement de la récolte, une somme de 300 millions avancée par la Caisse des Dépôts et d'autre part, de permettre, à concurrence de 300 millions de francs, la constitution par le Ministère de l'Agriculture d'un stock de blé, le Rapporteur conclut à l'adoption du projet de loi.

M. LE PRESIDENT.- Ainsi, ce projet a pour objet de permettre à l'Etat de spéculer sur les blés avec cette différence qu'à l'encontre des spéculateurs ordinaires qui, à côté de chances de pertes, ont des chances de gain, il n'aura lui, que des chances de pertes.

M. LE RAPPORTEUR .- Mais non.

M. LE PRESIDENT.- Mais si, puisque l'Etat achètera le blé au cours actuel et qu'il n'en prendra livraison que si, d'ici au mois de Septembre les cultivateurs vendeurs n'ont pas trouvé à le vendre à un cours supérieur.

En outre, un crédit de 50 millions est prévu, pour payer à ces cultivateurs favorisés une prime de garde et d'entretien du blé que l'Etat s'engage à leur payer au cours actuel en cas de baisse ultérieure.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Tout cela est très grave.

Avec les 300 millions prévus à l'article 2, l'Etat va pouvoir acheter dans les conditions que vient d'exposer M. le Président, 3 millions de quintaux. Cela, nous dit-on, permettra d'assainir le marché, ce dont je doute car ce n'est pas 3, mais 6 millions de quintaux qui pèsent sur le marché. Admettons le cependant, et envisageons ce qui se produira à la récolte prochaine, en Septembre. Si cette récolte est excédentaire, les cours ayant baissé, l'Etat sera obligé de prendre livraison de ces 3 millions de quintaux qu'il ne pourra revendre. Si, au contraire, elle est déficitaire, le cultivateur profitera de la hausse

hausse ; il vendra son blé pour la conservation duquel l'Etat lui aura versé une prime appréciable. Donc tous les risques pour l'Etat, toutes les chances de gain pour le cultivateur.

M. MANCEAU.- Qu'on y prenne garde. En agissant comme on nous le propose, nous allons encourager les emblavements. Se voyant protégés contre le risque de baisse, les cultivateurs vont augmenter les surfacesensemencées en blé et, l'an prochain, si l'on veut maintenir les cours, ~~ne~~ ce ne sera plus 3 millions mais 10 millions de quintaux que l'Etat devra absorber .

Dans ma région, la baisse du bétail et l'annonce de ce projet de loi ont déjà en ce résultat que des cultivateurs labourent leurs prairies pour y semer du blé.

M. LAUDIER.- Il me semble que nous attaquons le problème pas le petit bout. Le blé cher, ne l'oubliez pas, c'est le pain cher.

M. LE PRESIDENT.- Vous savez bien que la politique démocratique consiste à faire monter les prix des matières nécessaires à la vie (Sourires).

M. LAUDIER.- Il y a d'autres moyens de rendre la production du blé rémunératrice. Il faut industrialiser la culture du blé pour augmenter le rendement à l'hectare.

Ce que l'on nous propose de faire profitera aux régions où l'on récolte 30 quintaux à l'hectare, mais sera insuffisant pour rémunérer les producteurs des régions qui ne produisent que 12 à 14 quintaux.

M. MILAN.- Je ne puis voter ce projet qui créerait un précédent dangereux . Nous nous engageons, aujourd'hui , à garantir les producteurs de blé contre la baisse; demain, les viticulteurs , les sylviculteurs et les herbagers , nous demanderont de leur accorder un traitement analogue.

Et puis, les cultivateurs de notre pays ont encore un sort
enviable.....

enviable vis à vis de celui des autres pays. Le blé qui se vendait 25 francs avant la guerre, se vend actuellement 102 francs, alors que dans les autres pays son prix oscille entre 10 et 60 francs.

Les industriels touchés par la crise, les commerçants acculés à la faillite se retournent-ils vers l'Etat pour qu'il les couvre de tous risques ?

Non, n'entrons pas dans la voie où l'on veut nous engager; elle est trop dangereuse.

M. de LA GRANGE.- Deux pays, les Etats-Unis et le Canada ont tenté l'expérience à laquelle on nous convie; elle a été marquée par l'insuccès le plus complet. Ne les imitons pas.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Je ne méconnais pas que les mesures envisagées ne constituent un encouragement à la culture du blé. Mais que M. MANCEAU se rassure; cet encouragement sera insuffisant pour pousser les cultivateurs à abandonner les autres cultures, car les années excédentaires sont rares.

Les agriculteurs achètent à des prix élevés tout ce dont ils ont besoin; s'ils se voient contraints de vendre leur blé à un prix tel qu'ils ne rentrent pas dans leurs débours, ils abandonneront la culture du blé et ce sera un désastre pour notre pays.

M. LAVAL.- Il conviendrait que nous eussions, en matière économique, une politique cohérente. Récemment, nous avons lu, dans les journaux, des compte-rendus élogieux de la Conférence de Strésa en vue de la restauration économique des nations de l'Europe Orientale. Or, ces nations ne pourront nous acheter nos produits que si nous leur achetons ce qu'elles produisent en excès, à savoir le blé. Comment pourrons-nous le faire si

comme

comme y tend le projet que M. CHAUVEAU nous demande de voter, nous encourageons et nous développons la culture du blé en France . Grâce à l'emploi de moyens cultureux scientifiques: engrais chimiques, semences sélectionnées, etc.. la production moyenne du blé, à l'hectare, est passée depuis la guerre, de 11 à 17 quintaux, mais ~~ce~~ relèvement de la moyenne est dû surtout à l'accroissement considérable des rendements obtenus dans les pays où la nature du sol et l'importance des exploitations a permis l'emploi des méthodes scientifiques d'agriculture.

Vouloir, dans ces conditions, encourager, par des moyens factices, la culture du blé dans les régions qui, manifestement, ne sont pas faites pour une telle production, est une lourde erreur. C'est la conséquence d'une politique de démagogie électorale qui risque de nous fermer tous les marchés européens et contre quoi je crains que notre opposition ne soit impuissante.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Il est inexact de dire que nous avons développé la culture du blé puisqu'il y a en France, un million d'hectares d'emblavés de moins qu'avant la guerre .

M. LAVAL.- Mais si vous garantissez le paysan contre les risques de baisse en lui assurant un prix rémunérateur, il développera ses emblavements. Tous ceux qui, depuis la guerre, ont abandonné la culture du blé vont la reprendre. Comment ^{cela} conciliez-vous/avec les résolutions de Stresa ? Si la France produit plus de blé qu'elle n'en peut consommer, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie ne pouvant pas vendre le leur ne nous achèteront plus rien. Et il ne faudra plus venir nous parler de restauration de l'Europe danubienne.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL. Ce que vous me dites touchant les résolutions de Stresa, ne saurait m'émouvoir. Je n'ai

jamais

jamais été partisan des négociations internationales de cette sorte, car si j'ai bien vu tout ce qu'elles nous ont coûté, je n'ai jamais pu apercevoir le profit que nous en avons retiré.

Je représente un pays d'élevage et j'estime qu'ouvrir nos frontières aux chevaux que la Pologne peut vendre 120 frs ou aux vaches que la Tchécoslovaquie peut vendre 200 frs, chevaux et vaches d'ailleurs excellents serait une faute de la plus extrême gravité. Si vous voulez détruire l'agriculture et l'élevage dans ce pays, il faut le dire. Quant à moi, je vous laisserai la responsabilité d'une telle politique.

M. FOURCADE.- Les paroles mêmes de M. le Rapporteur montrent bien dans quelle voie périlleuse nous nous engagerions si nous votions les mesures qu'on nous propose.

Va-t-on demain, nous demander d'appliquer à l'élevage un régime analogue à celui qu'on nous demande d'appliquer au blé ?

M. LE RAPPORTEUR.- Non, car les éleveurs qui sont des commerçants ont la possibilité de compenser les pertes qu'ils subissent une année par les bénéfices qu'ils ont réalisés les années précédentes.

M. LE PRESIDENT.- Il en est peut-être ainsi dans votre région, M. le Rapporteur, mais je vous assure que les éleveurs de la Sarthe sont de petits paysans comme les cultivateurs qui font du blé.

M. MANCEAU.- Les cours du blé ont baissé parce que la récolte de l'an dernier a été exceptionnellement abondante. Les agriculteurs de mon pays ne se plaignent pas car ayant fait une récolte double de celles des années passées -, et M. le

Président

Président qui les connaît comme moi ne me démentira pas, ils ont finalement réalisé le même bénéfice que durant les années où le blé était cher, mais où la récolte était moins abondante.

Ceux qui réclament surtout une valorisation des cours du blé, ce sont les propriétaires qui ont loué leurs fermes en stipulant que le prix du fermage serait calculé à raison de tant de quintaux de blé par hectare.

b M. LE PRESIDENT .- Je crois que la discussion est épuisée et que nous pouvons passer aux voix.

M. BERENGER.- Ne serait-il pas sage d'entendre le Gouvernement et ^{en} tout cas de surseoir jusqu'à ce que la Chambre se soit prononcée sur ce projet que nous discutons sans savoir même s'il sera adopté par l'autre Assemblée.

M. LE PRESIDENT.- Votre proposition est des plus sages. Nous pouvons renvoyer la suite de la discussion à demain et selon ce qu'aura fait la Chambre, nous verrons s'il y a lieu d'entendre le Gouvernement (Assentiment).

La suite de la discussion est renvoyée à demain.

La séance est levée à 18 Heures 1/2.

Le PRESIDENT de la COMMISSION des FINANCES :

J. Cail

COMMISSION DES FINANCES

=====

Séance du 28 Décembre 1932

La séance est ouverte à quinze heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Présents : MM. CAILLAUX. HENRI ROY, HERVEY, SERRE. de WENDEL, BIENVENU MARTIN. de LA GRANGE. PHILIP. TOURNAN. LAUDIER. LEON PERRIER. FOURCADE. MILAN. MAHIEU. CHARABOT. FARJON. CAVILLON. VOILIN. FRANCOIS SAINT MAUR. MAHIEU. VALADIER. SCHRAMECK. GALLET. LISBONNE. HAYAUX. PIERRE LAVAL. SARI. PIERRE ROBERT. MARCEL REGNIER. CHAUVÉAU.

COEFFICIENTS APPLICABLES EN 1933 POUR L'EVALUATION FORFAITAIRE
DES BENEFICES AGRICOLES.

M. LE PRESIDENT.-- L'ordre du jour appelle l'examen pour rapport au fond du projet de loi fixant les coefficients applicables en 1933 pour l'évaluation forfaitaire des bénéfices agricoles en matière d'impôts sur les revenus.

M. HENRI ROY, Rapporteur Général, donne lecture de son rapport dont les conclusions sont adoptées.

Audition

AUDITION DU MINISTRE DES FINANCES

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'audition de M. HENRY CHERON, Ministre des Finances, sur le projet de loi portant 1°/ - ouverture sur l'exercice 1933 de crédits provisoires applicables au mois de Janvier 1933; 2°/ - autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics .

M. HENRY CHERON, Ministre des Finances, est introduit .

.....

C O M M I S S I O N D E S F I N A N C E S .

-:-:-

28 décembre 1932.

-

A U D I T I O N

de M. Henry CHERON,
Ministre des Finances.

-

La séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de M. Joseph CAILLAUX, président.

M. HENRY CHERON, Ministre des finances. Messieurs, je commence par vous remercier des sentiments très indulgents et très sympathiques que vous avez bien voulu, par l'organe de votre éminent président, m'exprimer l'autre jour.

M. LE PRESIDENT.- Vous m'avez écrit, en réponse, une lettre qui m'a paru destinée à la commission tout entière et qui a été lue ici.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Je vous en remercie, Monsieur le Président.

Messieurs, je vous demande la permission de vous exposer comment se présente la situation.

Si j'ai accepté le ministère des finances, dans les circonstances difficiles que nous traversons, c'est avec

la volonté très ferme de faire tout ce qui dépend de moi pour assurer la restauration budgétaire et financière que la commission des finances du Sénat a réclamée à tant de reprises. J'ai encore dans la mémoire le discours si énergique et dont je l'avais félicité à l'époque, qu'a prononcé le 30 novembre dernier le rapporteur général, M. Henry Roy, et je suis bien décidé à entrer dans la voie qu'il a tracée.

M. LE PRESIDENT.- Vous avez l'approbation unanime de la commission.

M. LE MINISTRE.- Si le budget n'est pas en équilibre, il vit aux dépens du Trésor. J'ai là des chiffres qui sont particulièrement probants. Si je prends les budgets de 1930-1931, de 1931-1932 et le budget de 1932 qui pourtant n'a été fait que pour neuf mois, je constate, d'après la situation provisoire des exercices, que leur déficit était de 6.707 millions pour le premier, de 5.611 pour le 2e et de 5.067 pour le 3e, soit pour ces trois budgets un total de 17 milliards. qui ^a ont nécessairement vidé la trésorerie de ses dernières ressources et qui explique les émissions successives de bons du Trésor.

M. LE PRESIDENT. Vous êtes sûr de ces chiffres?

M. LE MINISTRE.- Ils m'ont été donnés par la Direction du budget. C'est évidemment une situation provisoire.

Ce furent, à partir du mois d'avril 1932 les 5 milliards prévus par la loi de 1926 et dont il n'avait pas été fait usage, puis les 2 milliards de la loi du 30 juillet dernier et l'émission spéciale de 2 milliards qui a permis de faire face au remboursement de la con-

version.

Voilà les conséquences auxquelles on arrive, en ce qui concerne le Trésor, lorsque le budget n'est pas en équilibre. Ce n'est pas tout. Le lourd déficit des chemins de fer pèse sur le Trésor et sur le crédit public. Le découvert du fonds commun des réseaux oscille entre 9 et 10 milliards. Sur ce chiffre énorme, le Trésor a fourni 1500 millions, les émissions d'obligations ont couvert ou couvriront le surplus. Mais le service en intérêts et en amortissement est assuré par l'Etat au moyen de crédits budgétaires. Voilà la situation.

Faut-il s'étonner si, comme l'avait prévu M. le rapporteur général, la Trésorerie peut tout juste faire face aux charges de l'Etat jusqu'au 31 décembre prochain, c'est-à-dire pendant quelques jours.

Quand je suis arrivé au ministère, le 20 décembre au matin, il y avait 212 millions de disponibilités en caisse. J'avais en outre à récupérer 400 millions sur l'emprunt du Maroc, 600 millions de la Caisse des dépôts et consignations, pour avances faites aux organismes d'intérêt social, mais vous savez tous que ce n'est pas de l'argent frais, mais un virement entre la Caisse des dépôts et le Trésor. J'avais enfin une faculté d'émission à court terme qui se trouvait ramenée, à la date du 20 décembre, à un peu plus de 1500 millions. Seulement l'échéance de fin d'année est toujours considérable. Il faut que nous prenions toutes les précautions pour franchir cette date. Je n'ai pas besoin de vous dire que je les prends et que, jour par jour, je me renseigne attentivement sur la situation de la trésorerie.

Mes honorables prédécesseurs, auxquels je tiens à

rendre justice...

ME LE PRESIDENT.- Oui. Ils ont fait un sérieux effort devant une situation très difficile.

M. LE MINISTRE.- C'est pour cela que je tiens à leur rendre justice.

Ils avaient fait un premier effort par la loi de juillet dernier et ils avaient prévu, dans le budget de 1933 un certain nombre de ressources et de compressions. Mais vous savez que ce budget n'a pas pu venir devant la Chambre et que l'accord avec la commission des finances n'a pas pu être réalisé.

Je vous ai dit tout à l'heure la situation en ce qui concerne les chemins de fer et je vais tout de suite au-devant de l'objection qui vient à l'esprit. J'aurais voulu pouvoir apporter immédiatement au Parlement un programme de compressions et de ressources pour arrêter, ce qu'on appelle dans le langage des temps difficiles: l'hémorragie[?] du Trésor. Nous étions à la fin de décembre. N'est-ce pas une méthode fâcheuse que d'envisager d'aussi graves problèmes sous le plan ~~xxxxx~~ de quelques petites mesures partielles. Le Gouvernement a voulu avoir un programme d'ensemble. Mais, comme cette situation ne peut durer, le Gouvernement, que les circonstances eussent autorisé à demander plusieurs douzièmes provisoires, a voulu marquer sa volonté très nette en n'en sollicitant qu'un seul. Le ministre des finances a beaucoup insisté à cet égard et il a été compris. Ainsi, nous nous obligeons à vous apporter un programme dès la rentrée de janvier dont nous incorporons la partie essentielle dans le prochain douzième provisoire. Nous sommes très décidés à engager sur ce point toute notre responsabilité. En particulier je suis résolu à engager la mienne.

Vous allez d'abord me poser cette question: "Quelle est la situation budgétaire?"

M. LE PRESIDENT.- Non!

M. LE MINISTRE.- Vous allez être étonnés - M. le président ne le sera pas.- de ce que je doive la faire étudier d'une façon précise, par un comité de techniciens. Nous sommes dans un pays où les défectuosités de la comptabilité publique sont telles que l'Etat ne peut jamais savoir où il en est. Sur cette question importante M. Caillaux a appelé à plusieurs reprises l'attention du Sénat. Je l'ai fait moi-même. Les études avaient commencé, à notre demande commune, en 1930. Il faut les faire aboutir. C'est une réforme fondamentale.

M. LE PRESIDENT.- Très bien!

M. LE MINISTRE.J'ajoute qu'il faut, comme dans les autres pays, un bilan mensuel qui permette de se rendre compte à tout moment de la situation financière de l'Etat.

Si urgente que soit cette réforme, le problème budgétaire ne peut attendre. Je vais donc, avec les moyens dont je dispose, dans les quinze jours qui me séparent de la rentrée des Chambres, établir, comme je le pourrai, la situation budgétaire.

Voilà comment j'en vois les éléments.

Si l'on veut avoir des évaluations très exactes il ne faut pas se contenter des indications de la pénultième dont les considération seraient illusoires. Il faut corriger la pénultième en prenant les recettes les plus récentes. C'est d'ailleurs la véritable tradition. De même, en ce qui concerne les dépenses, il faut qu'elles

soient toutes comprises dans le budget. Il faut avoir devant soi la totalité du problème pour envisager la totalité de la solution.

J'avais été frappé de ce que la commission des finances du Sénat avait éritiqué le programme d'outillage national qui lui avait été soumis, non pas parce que vous ne vouliez pas qu'on fît de l'outillage national pour occuper des travailleurs dans un moment comme celui où nous sommes mais parce que vous disiez que c'était moins un programme constructif que ce n'était une opération budgétaire et parce que certaines dépenses du budget avaient été passées à l'emprunt. En examinant le douzième de janvier, vous verrez que j'ai appliqué vos théories et que, d'accord avec la commission des finances de la Chambre les crédits du douzième ont été accrus pour tenir compte d'un douzième mathématique sur les dépenses qui avaient un caractère budgétaire et qui avaient été incorporées dans le programme d'outillage national.

M. LE PRESIDENT.- Très bien!

M. LE MINISTRE.- J'ai voulu marquer l'exécution de la volonté de la commission des finances du Sénat. Je n'ignore pas que j'ai accru mes difficultés en ce qui concerne l'équilibre mais si l'on veut faire la restauration budgétaire il faut commencer par la sincérité. (Très bien! Très bien!)

Si je fais établir un plan budgétaire, c'est encore parce qu'il y a des questions qui ne peuvent être éludées.

Le projet de douzième comprend l'approbation de la convention avec la Caisse autonome d'amortissement, qui porte la date du 7 novembre 1932. A la Chambre, M. Marin est intervenu avec véhémence contre cette convention. On a dit d'elle qu'elle assassine la Caisse d'amortissement. Or cette Caisse a bénéficié d'une somme de 567 millions par suite de la conversion. Qu'a-t-elle pris à sa charge? 169 millions d'amortissement d'emprunts contractuels qui figuraient jusqu'alors au budget. Elle a d'autre part rétrocédé à l'Etat le bénéfice de frappe des monnaies d'argent qui est évalué à 343 millions.

M. MILAN. Pour l'année 1933 seulement.

M. LE MINISTRE. Elle a donc pris en charge 512 millions et a bénéficié de 567 millions.

Cette convention a d'ailleurs été passée antérieurement à mon arrivée au ministère des finances. Elle est seulement passée pour l'année 1933. Cette observation étant faite, je m'empresse d'ajouter qu'il faut veiller à la situation de la Caisse autonome. Voilà encore un problème qui se lie étroitement au budget. La loi constitutionnelle du 10 août 1926 lui a garanti un minimum de recettes de 5 milliards 405 millions. Jusqu'alors le produit des recettes qui lui sont attribuées, bien qu'il ait baissé, est légèrement supérieur à ce minimum. Mais il faut être vigilant sans quoi le budget de l'Etat devrait intervenir. Veillons bien à la situation de la Caisse et à ne pas lui imposer de nouvelles charges. D'ailleurs la convention dont j'ai expliqué le mécanisme n'est passée que pour un an et ne paraît pas menacer les ressources de la Caisse.

Je désire d'autre part appeler l'attention de la commission

La Caisse des dépôts et Consignations. Elle est satisfaisante mais on a une trop grande tendance à y faire appel dans toutes les circonstances. Je ne veux pas revenir sur les engagements qui ont été pris avant mon arrivée, mais j'ai fait connaître hier très nettement à la Chambre qu'il serait impossible, sans imprudence, après que la Caisse ~~aura~~ fait face aux engagements qu'elle a contractés dans le projet qui a été déposé, de lui faire consentir de nouvelles libéralités.

Je vous ai parlé, il y a un instant, de la question des chemins de fer. Il n'est pas possible de laisser se poursuivre, au rythme de 13 ou 14 millions par jour un déficit qui ruine notre pays. Il y a deux parts dans ce déficit., celle qui est relative à la crise que nous traversons. Mais il y en a certainement une autre, relative aux conditions d'exploitation. Il y a une foule de petites lignes, de petites gares (Très bien!) de trains qui circulent trois fois par jour et dans lesquels il ne monte personne. Il faut avoir le courage de hacher dans tout cela et se préoccuper de la concurrence des autocars qui circulent sur nos routes sans payer sur leurs recettes l'impôt que supportent les chemins de fer.

M. LE PRESIDENT.- Très bien !

M. LE MINISTRE.- C'est là que j'ai voulu en venir. Vous voyez la nécessité d'un plan d'ensemble sans lequel on ne peut rien faire d'opérant.

M. LAVAL.- Pour ceux de nos collègues qui ignorent que des initiatives ont été prises en cette matière, j'indique qu'un grand projet ~~que~~ les chemins de fer a été

déposé il y a un an pour y apporter des simplifications et des suppressions.

M. LE MINISTRE.- Je ne fais le procès de personne. Le Gouvernement continue l'effort de autres gouvernements. Je me garderai bien d'indiquer avant l'heure les mesures auxquelles nous songeons. Ce serait les détruire par avance. Dès qu'on émet une idée en matière d'équilibre budgétaire on est sûr de coaliser contre elle toutes les protestations et récriminations. Je tiens simplement à indiquer aux Chambres les principes dont je m'inspirerai.

Nécessité de faire payer à chacun l'impôt avec une égale sincérité et bonne foi. Pas de tracasserie spéciale mais de la fermeté contre la fraude sous toutes ses formes. Avant tout une politique de rigoureuse économie, suppression de tous les emplois inutiles et, pour commencer, arrêt du recrutement partout où il est réalisable.

Des sacrifices seront nécessaires. Il importe de les faire supporter par tous et pas spécialement par telle ou telle catégorie de citoyens. M. le rapporteur général vous a dit ici même avec beaucoup de force que les petits rentiers qui viennent d'accepter avec patriotisme les conséquences d'une conversion qui était inévitable, ne voudraient pas être les seuls à faire les frais du redressement.

C'est sur ces divers principes que nous nous appuyerons, le jour venu. Mais avant tout il faut vivre. Les économies pourront donner leurs résultats et ~~xxxxx~~ les ressources produire leur effet, mais pas tout de suite. Je ne veux pas gérer une trésorerie réduite à des expédients.

J'ai demandé une émission de 5 milliards. Je m'explique très nettement comme je l'ai fait hier à la Chambre. On m'a dit: "Vous n'avez pas besoin de 5 milliards." Ce chiffre n'est pas une improvisation. C'était celui des experts en 1926. On objecte que d'autres émissions ont déjà eu lieu. C'est possible. Mais comme le montant en a été consommé, je ne peux pas vivre sur des souvenirs. On ne peut pas demander au ministre des finances de justifier mathématiquement et à l'avance ses besoins parce qu'il y a une foule d'inconnues qui jouent en la matière. Or le Trésor aura à acquitter, au cours de 1933, au titre de ses charges propres, les échéances de la dette à moyen terme, les avances aux P.T.T., les avances aux organismes d'intérêt social, les avances au fonds commun, pour les fortifications et les indemnités aux sinistrés. Il aura à acquitter tout ce qui est relatif à ce que j'appellerai le déficit provisoire du budget, pendant la partie de l'année où les impôts ne rentrent pas, puis le déficit réel, tant qu'il n'aura pas été complètement comblé. Il y a une quantité d'événements imprévisibles sur lesquels je me garderai bien d'insister.

Il y a une quantité d'évènements imprévisibles sur lesquels je me garderai d'insister. J'ai en face de moi M. le président de la Caisse d'amortissement. Je me permets de dire un mot à ce sujet parce que devant la Commission des finances, dont je connais la discrétion, on peut tout dire. La Caisse des Dépôts a un compte de 3 milliards et demi au Trésor. Or ce compte est, à l'heure actuelle, lavé par les circonstances. Que pourrais-je faire si certaines éventualités, que je ne veux pas envisager, se produisaient? Vous saisissez bien ce que je veux dire. Je ne veux pas me trouver gêné, je ne veux pas être dans la situation d'un homme - pour employer une expression qui n'a rien de protocolaire - qui tire le diable par la queue.

M. LE RESIDENT DE LA COMMISSION. L'expression est très pittoresque et aussi très claire.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. Voici ce que disaient les experts en 1926:

" De toute façon, un Trésor, quel qu'il soit, ne peut vivre qu'avec un certain fonds de roulement suffisamment élastique. Avant la guerre, pour un budget de 5 milliards, le Parlement autorisait le Gouvernement à émettre 600 millions de bons du trésor ordinaires. Le développement des chiffres budgétaires et des engagements nouveaux paraît justifier aujourd'hui une faculté d'émission de 5 milliards de bons pour le fonds de roulement normal du Trésor."

Et les experts parlaient ainsi à une époque où la masse budgétaire était moins considérable qu'aujourd'hui.

En réalité c'est une question de confiance. Le problème a pris hier un aspect nettement politique. J'ai rencontré en face de moi, non seulement M. Louis Marin, mais

un ancien ministre des finances des plus qualifiés. Je ne critique pas la méthode: la bataille est normale dans la vie politique. Seulement quand on est attaqué, il faut se défendre. Comme je ne suis pas décidé à me laisser grignoter, comme je n'ai pas demandé à venir là où je suis, je préférerais quitter mon poste que de ne pas être l'homme énergique, l'homme de volonté que vous attendez. J'ai posé la question de confiance. J'ai recueilli 400 voix, je vous le signale. Vous voyez dans quelle situation je me trouve.

Avant de terminer, je veux indiquer quelques mesures que j'ai prises dans l'esprit qui anime vos délibérations. J'ai été un peu formé par vous, notamment par votre éminent président auquel je ne veux pas adresser des éloges qui apparaîtraient comme des flatteries. Je n'ai pas attendu aujourd'hui pour dire ce que je dis. Voici tout cas quelques petites mesures que j'ai prises qui rentrent dans votre manière de voir.

J'ai réuni les contrôleurs des dépenses engagées. Cette réunion est prévue par le décret de 1923. La loi du 10 août 1922, leur ai-je dit, il faut l'appliquer avec la plus grande fermeté. En outre, il faut me suggérer toutes les économies possibles que vous rencontrerez sur votre passage. Déjà ils m'en ont suggéré certaines d'une réelle importance. Je ne veux pas préciser, ce n'est pas l'heure.

J'ai condamné devant eux la procédure abusive des avances à régulariser dont vous vous étiez préoccupés dans une de vos dernières séances. Il m'arrive chaque jour des décrets de cette nature. Je ne peux pas faire souffrir ni du personne, ou des créanciers de l'Etat et je suis bien forcé de liquider la situation, mais j'ai nettement prescrit

qu'à l'avenir je ne voulais pas qu'on procède par de tels errements. Le programme que je vous soumettrai à la rentrée contiendra une modification, par un texte législatif, de la loi de 1921. (Marques d'approbation.) La loi de 1921 était déjà une loi de restriction. Elle couvre encore un grand nombre d'abus. Il ne faut pas qu'on puisse échapper au contrôle du Parlement.

J'ai pensé qu'il fallait arrêter par une mesure énergique le recrutement de nouveaux fonctionnaires et supprimer les emplois inutiles. Ce n'est pas une œuvre qu'on puisse réaliser en vingt-quatre heures, mais l'arrêt du recrutement me paraît comme indispensable. Je prépare un décret dans ce sens qui sera pris dans trois jours.

On voulait que je fasse voter un texte législatif. Il était trop absolu. Je vais vous citer des exemples. Je ne pouvais pas en ce qui concerne les jeunes gens qui sortent des grandes écoles comme St Cyr briser leur carrière par une mesure intempestive. Il y a des administrations au contraire où le décret peut s'appliquer. On peut poser un principe très net, même rigoureux, avec les dérogations nécessaires.

Je vais faire la chasse aux emplois inutiles. Dans la situation de trésorerie où nous nous trouvons, je me suis permis d'envoyer une lettre à mes collègues du Gouvernement pour leur demander d'arrêter toutes les dépenses obligatoires évitables et notamment de supprimer toutes allocations ou subventions nouvelles, même si elles sont autorisées par les textes en vigueur. C'est une mesure qui me permettra de ne pas utiliser pour une bonne partie les facilités de trésorerie auxquelles je fais appel.

J'ai dit hier à la Chambre que le problème de la restauration financière et budgétaire était moins un problème

technique, si difficile qu'il soit, qu'un problème politique et un problème de volonté. Les droits politiques, c'est vous qui les détenez, droit de contrôle, droit auquel est attaché l'existence du Gouvernement. La volonté, pour ce qui est du ministre des finances, c'est mon affaire. Je me borne à vous dire avec la franchise que vous me connaissez qu'elle ne me fera pas défaut.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION. Nous vous avons entendu avec infiniment d'intérêt. Avant de donner la parole à M. le rapporteur général, je me permets de vous poser une simple question: Vous vous préoccupez des offices, n'est-ce pas? Tous les abus passent par là.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. Parfaitement. Quand j'ai réuni les contrôleurs des dépenses engagées, je leur ai demandé de me dire parmi les offices ceux qui ne répondaient pas à des nécessités inévitables.

En outre, j'ai appris qu'un certain nombre d'offices ne sont pas dotés du contrôle des dépenses engagées, ce qui est contraire à la loi de 1922. J'ai pris les mesures nécessaires pour que par une meilleure division du travail les offices non encore dotés du contrôle le soient immédiatement.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION. Vous avez à ce sujet les résultats d'une enquête de l'inspection des finances et un dossier extrêmement complet, auxquels vos prédécesseurs n'ont donné aucune suite. Vous voudrez bien les regarder.

La parole est à M. le rapporteur général.

M. HENRIROY, rapporteur général. Messieurs, je m'excuse de vous faire descendre des hauteurs où nous a conduits M. le ministre des finances. Maintenant il nous faut venir à l'objet particulier de notre réunion d'aujourd'hui. Les questions que je poserai porteront uniquement sur le douzième provisoire.

La première est relative à l'article 1er. Je voudrais que M. le ministre nous expliquât dans quelles conditions l'article 1er a été majoré d'abord de 115 millions, somme qui a été ramenée à 110,325.000 frs. Je ne serais pas fâché de connaître les intentions du ministre des finances sur le projet d'outillage national.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. Aux modifications de chiffres, il y a les raisons suivantes. D'abord les 10 millions qui ont été introduits pour le petit projet relatif au blé...

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Je ne parle pas de cela.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. Vous me demandez la modification apportée aux chiffres: je vous la donne.

Il y a ensuite l'incorporation dans les chiffres du douzième de la partie qui correspondait à des dotations budgétaires écartées du budget.

On a dit à la Chambre, et c'était une idée raisonnable, qu'il n'est pas possible d'écarter en ce moment tous les travaux de l'outillage national. Mais, moi, je ne voulais pas qu'on mit en dehors du budget, par la voie de l'emprunt, des crédits qui normalement doivent figurer au budget. C'est l'observation même que vous aviez présentée et, en

acceptant la suggestion de la commission des finances, j'ai cru me mettre d'accord avec elle.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Je voulais simplement vous le faire préciser.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. Le douzième contient une somme de 110.325.000 frs que je m'oblige à réincorporer dans le budget.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Vous avez parlé des 10 millions du blé. La commission serait heureuse d'entendre vos observations sur ce chiffre d'autant que nous aurons à nous en occuper à propos d'un autre projet relatif au blé.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. J'exprime un désir à cet égard. J'hérite de ce passé. Je ne veux pas me donner un mérite que je n'ai pas. De ce projet je ne suis pas le père. Ne voyez pas dans mes paroles une pensée péjorative.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION. Au contraire.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. Ce que je désire, c'est que l'honorable ministre de l'agriculture soit présent. C'est tout naturel. Il est à votre disposition. Je désire ne pas traiter cette question en dehors de lui.

M. LE PRESIDENT. Parfaitement. Nous vous entendrons en même temps que M. le ministre de l'agriculture.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Ma troisième question est celle qui préoccupait M. Henry Bérenger. Dans quelles conditions interviennent les réductions qui sont prévues

sur les crédits d'engagement?

M. LE MINISTRE DES FINANCES. Ce n'est pas de l'imprévision de ma part. Si vous voulez réaliser une politique d'économies, il faut réduire les crédits d'engagement. On ne peut pas les considérer comme une simple clause de style. On passe des marchés: il faut ensuite les exécuter!

J'ai donc pris contact avec les ministères intéressés et c'est avec l'adhésion des chefs des départements ministériels que j'ai fait les réductions qui ont été apportées soit au titre du budget de la guerre, soit au titre du budget de l'air. Je ne veux pas me permettre, en l'absence des titulaires de ces ministères, d'exprimer la moindre opinion définitive, mais d'après les renseignements du contrôle des dépenses engagées, il y a des économies sérieuses à faire dans ces ministères.

En tout cas, je n'ai pris aucune responsabilité personnelle. J'ai fait venir les représentants des services. De même en ce qui concerne un autre budget ministériel auquel vous avez fait allusion. Il y avait une question plus délicate, celle des réseaux, celle de la faculté d'émission.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. J'allais y arriver.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. Si j'ai bonne mémoire, les réseaux ont besoin d'une faculté d'émission de 6 milliards pour l'année 1933. J'avais demandé 2 milliards pour le mois de janvier parce que c'est au commencement de l'année généralement que les réseaux font leur plus forte émission. J'ai intérêt à ce que les facultés d'émission mises à la disposition des réseaux soient suffisantes pour qu'ils ne se retournent

pas vers le Trésor. D'autre part, nous voulons obtenir que des économies soient réalisées dans la gestion des compagnies. J'ai alors pris contact avec le ministre des travaux publics qui m'a dit que je pouvais réduire de 2 milliards à 1.500 millions le chiffre prévu. Puis la commission des finances de la Chambre a encore réduit d'elle-même ce chiffre de 200 millions, le ramenant ainsi à 1.300 millions pour janvier.

Je me suis alors retourné vers le ministre des travaux publics et je lui ai demandé, à lui qui est responsable, s'il pouvait se contenter de ces 1.300 millions. Il m'a répondu d'une façon affirmative. Voilà pourquoi je n'ai pas demandé le relèvement du chiffre.

Pour les autres crédits, je répète ce que j'ai dit tout à l'heure. Je ne serais pas entré dans la voie des économies si je n'avais pas recherché sur les crédits d'engagement les réductions qui pouvaient être faites. Elles ont été faites d'accord avec les services de ministères intéressés.

M. HERVEY. M. le ministre n'a pas répondu à la préoccupation qu'avait exprimée hier M. Bérenger. Certes vous avez réduit les crédits d'engagement^{ment} après accord avec les ministres intéressés, mais par le fait même que vous avez introduit ces réductions dans le projet de douzième, vous empêchez qu'une discussion puisse s'instituer sur les répercussions que ces réductions peuvent entraîner pour l'année entière. Et ainsi peut-être arriverez-vous à la ~~xxx~~ suppression de fabrications ou autres qui ne serait pas admise par les commissions compétentes. Les ministres

ont certainement leur responsabilité, mais quand il s'agit de changements importants, on a l'habitude de demander leur avis aux commissions intéressées.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. Ça m'a déjà fait cette objection à la Chambre. Le Parlement ne considère pas que le Gouvernement sorte de son rôle en essayant de réaliser des économies. Si l'on veut dire que tous les crédits ouverts doivent être dépensés jusqu'au dernier sou, il faudrait renoncer à l'accomplissement de ma tâche.

M. HERVEY. Ce n'est pas ce que j'ai dit.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. J'ai parfaitement compris. M. Hervey me dit qu'en réduisant certains crédits d'engagement, je risque d'engager une politique en ce qui concerne la défense nationale dont il peut être sûr que j'ai le plus grand souci. C'est avec le concours du ministre de la guerre lui-même et du Secrétaire général du ministère, M; le Contrôleur Guinand, dont vous connaissez la conscience, J'ai d'ailleurs qu'ont été faites ces réductions. ~~xxxx~~ un argument décisif, à savoir que les crédits d'engagement sont encore supérieurs au douzième mathématique. M. le directeur du budget peut vous le confirmer.

M. HAGUENIN, directeur du budget. C'est exact.

M. PIERRE LAVAL. La réponse est satisfaisante en ce qui concerne le projet qui nous est soumis. Je suis allé devant le Conseil supérieur de la défense nationale quand j'étais le chef du Gouvernement et j'ai le souvenir vivant que les ministres de la guerre, de la marine et de l'air

mont affirmé qu'on ne pouvait faire la moindre réduction sur les crédits sans mettre en péril notre défense nationale. J'ai le souvenir aussi précis qu'à la commission spéciale qui siégeait aux Invalides et qui préparait le rapport sur les travaux de Genève, j'avais remporté ou semblais avoir remporté une grande victoire lorsque j'avais fixé le plafond des dépenses de la défense nationale au total du dernier budget pour les trois ministères. J'ai constaté depuis avec une certaine surprise agréable que le même Conseil supérieur de la défense nationale et que les mêmes représentants des états-majors, à moins qu'ils n'y aient été contraints par les ministres responsables, avaient modifié leurs observations. Nous sommes loin en effet aujourd'hui des chiffres qu'à ce moment on me signalait comme absolument incompressibles sans mettre en péril notre défense nationale. C'est encore un renseignement que je voulais donner à mes collègues.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION. Si vous aviez été au Gouvernement comme moi il y a 30 ans, vous auriez vu que ce sont des choses qui arrivent constamment.

M. PIERRE LAVAL. Comme elles présentent un petit intérêt d'actualité et qu'elles en présenteront peut-être dans un avenir prochain un plus délicat encore, j'ai tenu à donner ce renseignement.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. Je vas présenter un douzième. Ce devrait être un douzième mathématique.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION. La question est réglée.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Monsieur le ministre, je ne vas cacherai pas que, sans préjuger de l'opinion de mes collègues, mon émotion a été très vive lorsque j'ai

appris que vous aviez posé la question de confiance sur le point de savoir si l'on devait vous accorder une faculté d'émission de 5 ou de 3 milliards de bons. Je ne vous cacherai pas non plus que j'avais l'intention de proposer ici à la commission des finances du Sénat de ne vous accorder que 3 milliards.

Je savais, quoique peut-être avec moins de précision que M. le ministre, quel était l'état de la Trésorerie et comment nous pouvions tout juste assurer l'échéance du 31 décembre. Mais je savais par ailleurs qu'il y a eu cette année un certain décalage dans les rentrées d'impôts et que le mois de janvier, et peut-être celui de février, doivent bénéficier de ressources un peu plus considérables qu'à l'ordinaire.

Je savais aussi que les échéances du Trésor en ce qui concerne sa dette intérieure et ses dettes extérieures ne sont que de 600 millions pour janvier.

Dans ces conditions les 3 milliards envisagés devaient permettre de vivre convenablement jusque vers le milieu de mars.

Je n'ai pas besoin de dire qu'en proposant à la commission le chiffre de 3 milliards, cela n'impliquait dans mon esprit aucune défiance à l'égard du ministre des finances. Je n'ai qu'à rappeler son attitude et son énergie ici; je n'ai qu'à rapeler sa déclaration ministérielle et celle même qu'il vient de faire à l'instant. J'ai la certitude par conséquent qu'il sera aussi ménager que possible des ressources qu'on met à sa disposition.

Je ne veux même pas me servir d'un argument qui

a été employé à la Chambre, à savoir qu'un ministre n'est pas éternel.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. C'est certain.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. La confiance que nous ^{n'}avons envers le ministre actuel des finances, nous aurions peut-être ^{pas} des raisons équivalentes pour la maintenir envers son successeur.

Je veux simplement dire qu'il me paraît dangereux de laisser trop de latitude en matière d'émission de bons et qu'il me paraît désirable que le contact soit aussi fréquent que possible entre le ministre des finances et les commissions parlementaires dans les moments que nous vivons.

Dans ces conditions, la somme de 3 milliards que je me proposais de faire accepter par la Commission est parfaitement suffisante pour assurer le jeu normal des échéances.

M. le ministre a rappelé les chiffres de M. Poincaré en 1926. Je ne méconnais pas la valeur du précédent. Mais la situation était tout à fait différente. Lors que M. Poincaré a demandé ces facilités de trésorerie, c'était pour procéder au rétablissement budgétaire. Aujourd'hui on nous les demande antérieurement à ce rétablissement. Nous savons le danger de la dette à court terme. Il serait bon de ne pas avoir à y recourir. Par conséquent je demande à M. le ministre s'il estime devoir maintenir d'une façon absolue l'adjonction qu'il a faite à la Chambre d'avoir à lui attribuer 5 milliards au lieu de 3.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. Je vous réponds en toute franchise et très amicalement comme vous m'avez parlé.

Vous m'avez demandé d'établir le contact entre le Gouvernement et les commissions financières. C'est ma méthode. J'ai été très occupé nuit et jour ces temps derniers; j'ai eu à me pencher sur les multiples questions de fin de session. Mais j'ai appelé votre amicale collaboration de toutes mes forces. Je vous ai même dit que, lorsque j'aurais préparé mes projets, je tenais à venir en parler avec vous et votre Président. C'est vous dire que, sur le terrain du contact, je suis complètement de votre avis.

" J'ai été un peu ému, dites-vous, de voir que vous avez posé hier la question de confiance." L'idée du Sénat n'est pas entrée une minute dans mon esprit. Mais vous n'étiez pas présent à la séance d'hier à la Chambre et je vais vous dire ce qui s'y est passé.

Quand j'ai vu se dresser contre moi, non pas seulement M. Louis Marin représentant l'opposition, mais un ancien ministre des finances de qualité, j'ai senti s'éveiller cet instinct combatif qu' j'ai conservé malgré mon âge. A moins de recourir à d'autres méthodes que je ne propose pas, nous n'arriverons à faire voter la restauration financière par le Parlement que si le ministre des finances est excessivement ferme, s'il ne se laisse pas grignoter, s'il donne l'impression d'une grande volonté. On a dit à plusieurs reprises: les gens manquent d'énergie, ils ont des idées politiques, ils ne les réalisent pas. Je n'ai pas demandé à venir au ministère des finances. J'étais tranquillement à Caen: on est venu me chercher. Mais du moment que je suis là, c'est pour accomplir une besogne que vous savez et que vous avez vous-même précisée au sein de la commission.

Le premier jour devant la Chambre, quand le ministre demande une émission de bons du Trésor pour les raisons qu'il a dites et sur lesquelles je ne reviens pas, on lui ~~répond~~ répond: Vous demandez 5 milliards? On vous en donnera 2 ou 3! Accepter, c'est se laisser grignoter! J'ai répliqué: Pas cinq francs de moins! Ou vous avez confiance en moi, ou vous n'avez pas confiance!

Le système a assez bien réussi puisque la Chambre a répondu par 400 voix qu'elle avait confiance. Vous auriez fait la même chose à ma place. Votre Président, il n'y a pas besoin de le connaître longtemps pour savoir son caractère, votre Président ne se serait pas laissé faire. (Sourires)

Ce n'est pas la question du Sénat. Je sais que vous m'accordez votre confiance et par conséquent je fais appel à votre sollicitude. Je n'ai aucune raison de revenir sur la proposition que j'avais faite.

Je veux répondre à un argument que vous avez produit. Vous m'avez dit avec trop d'obligeance: Nous avons confiance dans le ministre des finances actuel, nous sommes convaincus qu'il n'oubliera pas les thèses qu'il a soutenues devant la commission des finances.

A la Chambre, M. Marin a bien voulu avec beaucoup de complaisance relire mes discours devant la Haute Assemblée, si bien que je l'ai félicité de connaître les bons auteurs.

Mais vous ajoutez: Il n'est pas interdit de penser que vous mourrez un jour, non pas seulement d'une mort ordinaire, mais d'une mort politique. Il y a même des gens qui le prédisent. Vous avez même d'autant plus de chances de mourir que vous serez plus ferme. Et vous aurez un successeur. Nous ne voudrions pas par avance, surtout

s'il agissait moins carrément, lui accorder des facilités de trésorerie trop grandes.

Je ^{m/}comprends votre argument et voici ma réponse. Nous avons paré à cette objection en ne demandant qu'un seul douzième provisoire. Si plusieurs douzièmes étaient votés ~~en~~^{au} même temps, vous pourriez craindre qu'on va vous entraîner dans une politique de facilités. Mais il n'y en a qu'un seul. Je vais être obligé de chercher des ressources nouvelles, des compressions de dépenses, en un mot de dresser mon programme ~~du~~^{où} je devrai dire à la Chambre: il faut l'insérer dans le prochain douzième, ou je m'en vais. Je suppose qu'ainsi vous tiendrez mon successeur comme vous me tiendrez moi-même.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Beaucoup moins.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. Je m'adresse en confiance à vous. Vous devinez que la tâche que j'ai acceptée est infiniment difficile. Je vous assure que les avenues du ministère des finances n'étaient pas encombrées l'autre jour quand on a ^{m/}constitué le Gouvernement. On a demandé au bon vieux que je suis, qui a été nourri dans le sérail...

M. FRANCOIS MILAN. Au bon ~~Dieu~~ Dieu!

M. LE MINISTRE DES FINANCES. Je n'ai pas dit: au bon Dieu.

On lui a demandé de prendre la charge du ministère des finances. Il fera de son mieux; il s'inspirera de vos conseils; il prendra contact avec vous. Je vous demande de puiser dès aujourd'hui dans le Sénat la confiance dont j'ai besoin pour accomplir ma tâche.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je veux simplement dire à M. le ministre des finances que j'ai tenu, sensiblement moins bien que lui, le langage qu'il aurait tenu s'il avait été encore à ma place. En second lieu, je n'accepte pas tout à fait l'argument qui vaudrait contre son successeur éventuel et j'estime que nous aurions été autrement armé contre celui-ci, si nous avions pu disposer de cette arme qui nous est enlevée aujourd'hui. Enfin, en troisième lieu, je suis très heureux de voir M. le ministre des finances s'engager dans la voie de la fermeté et de l'autorité, mais j'appréhende un peu qu'il n'anémie, si je puis dire, la force de la question de confiance en la portant sur des terrains comme celui-là, alors qu'il aura besoin de toute sa force sur d'autres terrains, singulièrement plus délicats.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- C'est une question de méthode, et je vous fais remarquer que, chaque fois que j'ai été ministre des finances, j'ai toujours posé la question de confiance. C'est la seule manière de défendre devant la Chambre l'autorité gouvernementale.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le ciel vous assiste!

M. MILAN.- J'ai applaudi tout à l'heure, comme tous vos collègues, vos déclarations très nettes concernant votre désir de faire des économies farouches et surtout d'empêcher toute dépense nouvelle. Mais comment concilier ces déclarations avec le fait qu'aujourd'hui même vous laissez passer ce projet de 300 millions, non pas pour l'Autriche, mais

pour le blé, qui constitue pour notre budget un précédent extrêmement dangereux ? Vous parlez de fermeté, vous dites qu'il ne faut pas se laisser grignoter, mais aujourd'hui même on vous grignote avec ce projet ! Je sais bien que M. le ministre de l'agriculture n'est pas présent, mais la question que je pose est purement financière. Vous laissez introduire dans le budget une forme de dépense qui va aller se développant; en ce moment, ce sont les producteurs de blé, demain ce seront les viticulteurs, etc. J'ai tout de même le droit de dire que l'énergie qu'on nous annonce de la part du ministre des finances aurait pu déjà se manifester à cette occasion.

M. LE PRESIDENT.- Mon cher collègue, nous aurons l'occasion d'y faire appel tout à l'heure, lorsque nous entendrons ensemble M. le ministre des finances et M. le ministre de l'agriculture.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- J'ai répondu par avance tout à l'heure en disant que je me suis trouvé en face d'une ~~situation~~ question qui n'était pas entière, sur laquelle le précédent gouvernement avait pris position et la Chambre aussi. Il ne faut demander que le possible. J'arrive à une date déterminée. J'ai des méthodes, mais si je bouscule ce qu'on a fait avant moi, ce n'est pas le moyen de faciliter ma tâche, M. Milan le sait bien.

M. LE PRESIDENT.- Nous vous demanderons tout à l'heure, monsieur le ministre des finances, de voir si votre

sagesse ne vous inspire pas quelque résolution à cet égard.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- J'ai une dernière question à poser à M. le ministre des finances. Il connaît comme moi le tohu-bohu des fins de sessions; je voudrais qu'il nous dise quels sont les projets d'incidence financière dont il estime le vote nécessaire avant la clôture de la session.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- J'en fais dresser la liste; mais vous avez pu voir à l'Officiel qu'au début de la séance d'hier à la Chambre, un incident s'est produit. Un certain nombre de demandes de discussion immédiate, en vertu de la procédure réglementaire de la Chambre, avaient été présentées. J'ai dit : "Je demande à la présidence de la Chambre de n'accepter aucun projet de discussion immédiate qui n'ait été vu au préalable par le ministre des finances." Là-dessus, le président m'a répondu : "Ce sont vos collègues du gouvernement qui les ont déposées." J'ai répliqué : "C'est bien possible, mais voilà la règle que je me suis permis d'adopter." Et je prends toutes mes précautions pour qu'il ne vienne en discussion que des textes qui auront été vus soit par votre serviteur, soit par le secrétaire général, qui j'en suis ~~xxxx~~ sûr, a votre confiance.

Et pour répondre à votre interrogation précise, je vais faire dresser, puisqu'il y a cet après-midi conseil de cabinet, la liste exacte des projets qui peuvent sans discussion venir devant vous; il n'en viendra pas d'autres, et je vous demande même au besoin de barrer la route à ceux qui viendraient sans que je le sache.

M. LE PRESIDENT.- J'applaudis de tout point à cette règle. La commission des finances s'opposera à la discussion de tout projet qui n'aura pas votre aval écrit.

M. FRANÇOIS-SAINT-MAUR.- Je voudrais poser une question au sujet de l'émission des bons. A quel taux seront-ils émis ?

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Au taux le meilleur que je pourrai obtenir, c'est la seule réponse que je puisse faire.

Il y a une mesure que j'aurais bien voulu prendre dès maintenant, c'est de procéder, comme en Angleterre, à l'adjudication des bons du trésor. J'y songe, seulement je ne puis le faire que dans une période plus facile. Je ne peux pas à l'heure présente courir un risque, mais je vous indique quelle est mon opinion.

M. LE PRESIDENT.- Il faudrait arriver le plus vite possible à cette solution, car il y a des abus scandaleux en la matière.

Personne n'a plus de questions à poser ?...

Monsieur le ministre, nous vous rendons votre liberté, pour quelques instants.

(M. le ministre des finances se retire).

AUDITION DE M. LE SOUS-SECRETAIRE D'ETAT A LA PRESIDENCE

DU CONSEIL

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'audition de
M. FROT, Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil,
chargé des services d'Alsace et de Lorraine.

M. le Sous-Secrétaire d'Etat est introduit .

.....

AUDITION DE M. FROT,

Sous-secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

M. LE PRESIDENT.- Messieurs, nous avons prié M. le sous-secrétaire d'Etat spécialement chargé des services d'Alsace et de Lorraine, de venir devant nous pour justifier la disposition introduite dans la loi de finances, concernant l'indemnité de 16 % des fonctionnaires d'Alsace et de Lorraine.

M. FROT, sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil.- Je fais appel à la bienveillance de la commission, et j'essaierai de lui dire aussi clairement que possible les raisons qui ont déterminé mon prédécesseur d'abord, et moi-même ensuite, à maintenir la disposition dont vient de parler M. le président.

Depuis le lendemain de la guerre jusqu'en 1923, des indemnités spéciales très importantes ont été accordées aux fonctionnaires du cadre général ou du cadre local d'Alsace et Lorraine. Jusqu'en 1923 ces indemnités ont été si importantes qu'elles ont parfois doublé le traitement. A partir de 1923, une mesure restrictive a été prise et les indemnités ont été réduites à un taux uniforme de 16 % pour le cadre national, et de 8 % du traitement pour le cadre local. Cette situation a duré cinq ans, de 1923 à 1928. Puis, en 1928, on a unifié le taux de 16 %, à la fois pour le cadre général et pour le cadre local. Cette mesure devait durer jusqu'au 1^{er} janvier 1933. Si aucune mesure nouvelle n'est prise, toute indemnité disparaît.

Les arguments qu'on avait donnés pour le maintien de ces 16 % étaient les suivants. D'abord, le bilinguisme rendait plus difficile l'exercice de certaines fonctions, et la multiplicité des législations, allemande, française et transitoire, nécessitait une bonne volonté particulière des fonctionnaires. Je me permets de dire à la commission qu'à mon sens ces éléments ont maintenant beaucoup perdu de leur valeur; mais par contre, il y en a un qui persiste et dont je crois qu'il y a lieu de retenir l'importance, c'est la fiscalité communale particulière aux départements recouvrés.

Une loi d'ailleurs a diminué un peu le fardeau qui pesait plus lourdement sur les fonctionnaires d'Alsace et Lorraine, c'est la loi Nominé, qui a réduit dans une proportion de 20 à 25 % les impositions locales dans les départements recouvrés. Néanmoins il y a encore une différence certaine entre la situation des départements de l'intérieur et celle des départements recouvrés, qui fait que les fonctionnaires locaux méritent une attention particulière.

Je pense quant à moi, et sous réserve d'une plus longue expérience, que très rapidement, sinon dans le budget de 1933, du moins dans celui de 1934, des mesures restrictives de ces allocations exceptionnelles devraient être prises (Très bien!) Je pense cependant qu'il y a lieu à mesure transitoire, que la mesure devrait être prise en 1933 non pas quant au chiffre, mais quant à la durée de l'allocation. Jusqu'à présent, on avait renouvelé pour cinq ans ces allocations spéciales. Dans le budget de 1933 on en demande seulement le renouvellement pour un an. J'espère, si les événements me permettent de comparaître encore devant votre commission dans un an, vous apporter des propositions qui

seraient de nature à commencer la réduction de cette indemnité de 16 %.

M. LAUDIER.- Est-ce qu'on pourrait savoir s'il n'y a pas un rapport entre les traitements des fonctionnaires locaux, et les charges communales et la cherté de la vie qu'on invoque ? Je suis convaincu, quant à moi, que les traitements des fonctionnaires locaux, en Alsace et Lorraine, sont bien supérieurs à ce qu'ils sont dans l'intérieur du pays. Il ne faudrait tout de même pas leur donner d'abord des traitements supérieurs, et ensuite leur faire allouer par l'Etat une indemnité supplémentaire.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Actuellement, le maintien de la disposition ne nous est demandé que pour la durée du douzième, et je voudrais demander à M. le sous-secrétaire d'Etat s'il ne serait pas possible d'étudier, pendant ce mois dont il va disposer, la possibilité de ramener à 8 %, d'une façon uniforme, cette indemnité.

L'indemnité était au début de 16 % pour les fonctionnaires du cadre national parce qu'il fallait leur tenir compte de leur venue en Alsace. Elle n'était que de 8 % ~~pour~~ pour le cadre local. Il s'est produit là ce qui se produit chaque fois que vous avez des fonctionnaires d'origines diverses : on unifie toujours par en haut. C'est ainsi que l'indemnité a été portée de 8 à 16 % pour tous les fonctionnaires.

Etant donné que l'argument essentiel, c'est la différence entre les impositions locales en Alsace et Lorraine, et les mêmes impositions dans le reste de la France, différence qui hélas va diminuant de jour en jour, parce que nos imposi-

tions en France augmentent sans cesse, je crois qu'il serait parfaitement possible d'étudier un ~~xxx~~ système qui permette de ne plus accorder que 8 %. Ce serait une solution transitoire, et à la fin de l'année nous pourrions envisager un autre système.

M. LE PRESIDENT.- Nous recommandons à M. le sous-secrétaire d'Etat d'aborder ^{l'étude de/} ~~cette~~ réforme le plus tôt possible.

M. PIERRE LAVAL.- Si l'on met à l'étude un projet de ce genre, il n'aboutira jamais. Vous avez une occasion exceptionnelle de faire maintenant la réforme. Si vous dites à M. le sous-secrétaire d'Etat de mettre la question à l'étude, il va se produire ce que vous ~~devinez~~ devinez. Les intéressés vont être avisés, ils le seront par nos délibérations mêmes. Ils vont harceler de réclamations les parlementaires, qui seront placés dans l'impossibilité de soutenir la thèse de la commission des finances .

Il y a deux indemnités, celle de 8 % et celle de 16 %. Celle de 8 %, si vous la supprimez, vous soulevez en Alsace un problème politique, parce qu'il s'agit des agents du cadre local, d'origine alsacienne, et alors tous les sénateurs et députés d'Alsace se rebelleraient contre une telle décision.

L'indemnité de 16 % est accordée aux fonctionnaires venus de l'intérieur. Pourquoi ? A cause du bilinguisme, mais surtout à cause des charges fiscales.

Comme le disait tout à l'heure M. Laudier, il est certain que les fonctionnaires locaux sont accoutumés, en

Alsace et Lorraine, à avoir des traitements correspondant aux charges qui leur incombent.

Si vous voulez faire quelque chose, je le dis à M. le rapporteur général, il faudrait plutôt ramener tout de suite, dans le douzième, l'indemnité à 8 %.

Je n'insiste pas; je sou mets simplement à mes collègues la difficulté du problème à résoudre. Si vous demandez à M. Froh d'étudier la question, dans un mois nous nous retrouverons dans la situation que j'ai dite, c'est à dire que M. le sous-secrétaire d'Etat, qui sera documenté abondamment par M. le directeur général des services d'Alsace et Lorraine, qui aura reçu la visite des trois préfets, qui aura reçu la visite des parlementaires, sera obligé de se faire l'avocat éloquent et enthousiaste d'une cause qui n'est plus guère défendable, en ce qui concerne les 16 %.

M. DE WENDEL.- Malheureusement, les raisons qui ont motivé les 16 %; le bilinguisme et la dualité de législation, n'ont pas disparu. Je le regrette, mais c'est ainsi; en ce qui concerne la langue, les progrès sont à peu près nuls, et nous continuons à avoir, en Alsace et Lorraine une législation amphibie, que je déplore grandement, quant à moi!

Quant aux impôts locaux, qui sont la véritable raison de l'indemnité compensatrice - car certains fonctionnaires payent deux mois de leur traitement complet comme impositions locales - il y a une solution: c'est l'unification du régime des impôts. Tant que cette question, qui se pose depuis l'armistice, ne sera pas tranchée, il n'y aura pas

d'assimilation possible. Cela dit, je me rallie entièrement à la proposition de M. le rapporteur général, à titre de mesure transitoire.

M. LE PRESIDENT.- Elle n'accorde la prorogation du système actuel que pour un mois. La commission des finances est pleine de discrétion et je ne redoute pas que ce qui se passe ici soit connu à l'extérieur. Vous avez donc, monsieur le sous-secrétaire d'Etat, toute latitude pour travailler et nous présenter un projet qui se tienne à la fin du mois de janvier.

M. LE SOUS-SECRETAIRE D'ETAT.- Monsieur le président, je vous remercie de votre bienveillance.

(M. le sous-secrétaire d'Etat se retire.)

M. LE PRESIDENT.- Avant de poursuivre l'examen de notre ordre du jour, je dois rappeler à la Commission que l'audition de M. le Président du Conseil et de M. le Ministre des Finances doit avoir lieu , à 16 Heures, devant les deux Commissions des Affaires Etrangères et des Finances réunies.

L'heure de cette audition étant arrivée, je propose à la Commission des Finances de suspendre sa séance (Assentiment).

La séance commune des Commissions des Finances et des Affaires Etrangères est ouverte à 16 Heures 15, sous la présidence de M. CAILLAUX.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'audition de M. PAUL-BONCOUR, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères et de M. HENRY CHERON, Ministre des Finances sur le projet de loi autorisant le Ministre des Finances à accorder la garantie de l'Etat à une tranche de 100 millions de schillings d'un emprunt du Gouvernement fédéral d'Autriche.

M. le PRESIDENT du CONSEIL et M. le MINISTRE des FINANCES sont introduits .

.....7.

REUNION COMMUNE
DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES ETRANGERES

Mercredi 28 Décembre 1932

°°°
(

PRESIDENCE DE M. JOSEPH CAILIAUX

-\$\$\$\$-

Audition de M. Paul-Boncour, Président du Conseil, et de
M. Henry Chéron, ministre des Finances.

EMPRUNT AUTRICHIEN

M. LE PRESIDENT.- Messieurs, sur le projet de loi tendant à accorder la garantie de l'Etat à une tranche d'un emprunt du Gouvernement fédéral d'Autriche, le désir m'a été exprimé que la question financière soit exposée en premier lieu, la question diplomatique ensuite. Je pense que cette suggestion ne rencontrera pas d'objection; mais M. le président du Conseil, ministre des affaires étrangères, a tout naturellement d'abord la parole, pour un exposé d'ensemble.

M. PAUL-BONCOUR, président du Conseil, ministre des affaires étrangères.- Monsieur le président, ce n'est pas un exposé d'ensemble puisque, très judicieusement, vous divisez la discussion en deux parties, qui sont en effet

distinctes, encore qu'elles soient très étroitement jointes - ce qui justifie la réunion de vos deux commissions, dont je vous remercie - mais je voulais vous apporter une parole d'excuse très sincère pour la date tardive à laquelle un débat de cette importance est porté devant le Sénat. Il n'a pas dépendu de nous qu'il en fût autrement. Le projet de loi portant ratification du protocole sur lequel les explications les plus complètes vont vous être fournies a été déposé dès le mois de juillet. Malheureusement, par suite d'événements qui ne sont du fait de personne, mais encore moins du nôtre, ce projet de loi qui avait déjà fait l'objet de la désignation d'un rapporteur devant la commission de la Chambre, M. Georges Bonnet, n'a pas été discuté.

Or, comme il va vous être montré maintenant, nous sommes absolument contraints, jugulés par une date qui est celle du 31 décembre, et c'est ce qui explique que nous abordions à une date tardive, et contrairement à une méthode qui est autant dans nos goûts que dans nos désirs de déférence vis à vis du Sénat, un débat que nous aurions voulu aborder plus tôt.

Cette réserve faite, je crois qu'en effet il est préférable que M. le ministre des finances vous fournisse d'abord les explications nécessaires sur le mécanisme financier, d'ailleurs fort simple, du protocole en question, et en même temps sur les risques ou les avantages qu'il peut comporter. Il va de soi, messieurs, vous vous en apercevrez très vite et je le dis tout de suite avec une entière franchise, que ce n'est évidemment pas du point de vue financier que nous le recommandons très instamment à votre attention, mais parce qu'il est lié à des nécessités de politique extérieure, sur lesquelles je m'expliquerai à mon tour.

M. HENRY CHERON, Ministre des Finances. - Messieurs, comme vient de le dire M. le Président du conseil, c'est en effet sous l'angle de la politique extérieure que se présente le projet qui vous est soumis.

Je l'ai trouvé à mon arrivée au ministère des finances et je vais vous dire tout de suite très franchement quel est mon état d'esprit. Je suis, en principe, nettement hostile à l'octroi d'avances spéciales, par le trésor français, aux gouvernements étrangers; l'état du trésor s'y opposerait à lui seul et on peut affirmer, sans crainte de se tromper, que l'unanimité des Assemblées est dans cet état d'esprit. Mais l'opération qui nous a été léguée par le précédent gouvernement se présente à nous sous une forme toute différente de certaines opérations antérieures, et c'est là-dessus tout d'abord que je voudrais insister.

Il ne s'agit pas d'un prélèvement à demander au Trésor, ni d'un crédit à ouvrir sur le budget. Il s'agit d'une simple garantie à donner à une émission qui sera faite sur le marché français, dans la limite d'un maximum, et cette garantie peut nous permettre, je vous le démontrerai tout à l'heure, d'éviter ~~un~~ un débours beaucoup plus considérable résultant d'engagements pris par la France, lors de l'emprunt autrichien en 1923.

Enfin, l'opération se présente - et ceci est essentiel - non pas comme une aide unilatérale, mais comme une coopération avec l'Angleterre, avec l'Italie, avec d'autres puissances, sous les auspices et le contrôle de la Société des Nations.

Dans ces conditions, et pour éviter un mal plus grand dans l'ordre de la politique extérieure et dans

l'ordre financier, je n'ai pas cru, en ce qui me concerne, pouvoir m'opposer à la ratification d'un engagement pris pour le rétablissement de l'ordre européen et pris aussi pour accélérer la fin d'une crise qui a précisément pris naissance à Vienne.

Après ces déclarations de principe, je vais, si vous le permettez, entrer dans quelques détails.

Tout le monde sais comment la crise financière qui désole l'Europe centrale et qui a sa répercussion dans le monde entier a pris naissance, en 1931, en Autriche, avec la faillite de la Kreditanstalt. C'était la principale banque de Vienne, une banque considérable. Elle s'effondra, une panique générale s'ensuivit, des retraits massifs de capitaux se produisirent en Europe centrale et orientale. Alors que l'Autriche - c'est un fait incontestable - avait amélioré sa situation financière depuis 1922, elle se trouvait de nouveau plongée dans les plus graves difficultés.

C'est une loi du monde aujourd'hui que nul ne peut se désintéresser de ce qui se passe chez le voisin. Il y a entre les nations une interdépendance économique et financière dont il est inutile de souligner ici l'importance et, si jaloux que nous soyons, avec raison, de garder notre personnalité, il est impossible que nous nous désintéressions d'une politique de coopération internationale. Il ne s'agit pas de la considérer comme une politique de générosité, mais, si je puis employer cette expression, plutôt comme une politique d'assurance.

Du moment où l'Autriche se trouva dans cette situation, des projets d'union douanière austro-allemande apparurent et causèrent de légitimes préoccupations. L'Autriche,

menacée d'avoir à déclarer un moratoire de ses paiements, recourut à l'aide de la Banque d'Angleterre. Sous quelle forme ? Sous la forme d'une avance de 150 millions de schillings, ultérieurement ramenée à 100 millions. Pour la clarté de l'exposé, je vous rappelle qu'un schilling vaut, au pair, 3 fr.50 environ.

Le gouvernement autrichien~~x~~ obtenait également de la Banque des Réglements Internationaux une avance de 100 millions de schillings. Il acceptait d'autre part, le 7 août quivant, ~~aux~~ comme le gouvernement de Paris le lui avait conseillé, de demander à la Société des Nations un examen approfondi de sa situation financière.

Cet examen - il est indispensable que je vous expose ces détails pour vous permettre de comprendre ce qui va suivre - cet examen fut effectué en septembre 1931, et le 19 du même mois le Comité financier de la Société des Nations se mettait d'accord avec le chancelier d'Autriche sur un programme détaillé, ~~à~~ tant dans le domaine budgétaire que dans celui de la monnaie et de ~~l'économie~~ la législation économique. Enfin, le rapport du comité financier de la Société des Nations concluait à l'obtention d'un crédit extérieur s'élevant à 250 millions de schillings, qui était jugé nécessaire pour la restauration financière de l'Autriche.

Le rapport dont je viens de parler est en somme la base de l'opération que vous êtes appelés à apprécier aujourd'hui. Le Comité financier a renouvelé des recommandations en Janvier et en Mars 1932.

Au cours des études qui ont suivi les travaux de ce Comité, deux tendances se sont manifestées parmi les experts en trésorerie. Il y a eu d'abord la tendance des Français à s'opposer à toute aide spéciale au profit d'un pays déterminé mais à favoriser une action commune, d'ordre principalement monétaire, dans le cadre du projet économique danubien qui avait été déposé par la France à Genève. Il y a eu d'autre part la tendance britannique à repousser toute garantie de l'Etat au profit d'emprunts étrangers mais à favoriser une aide spéciale à l'Autriche en raison de la situation particulière de ce pays.

La Banque d'Angleterre a envoyé à l'Autriche 100 millions de schillings en 1931 et le Gouvernement britannique s'est déclaré prêt à les consolider dans une opération d'ensemble. Il serait inexact de dire que l'argent français servira à rembourser l'argent anglais. Il vaut mieux être franc. Le Gouvernement précédent, celui de M. HERRIOT, qui voulait sortir d'une véritable impasse, se rallia en principe à une aide à l'Autriche, mais dans le cadre du protocole de 1922 et sous la réserve d'une entente avec la Grande Bretagne pour l'examen ultérieur, dans un esprit de collaboration loyal, des mesures qui pourraient être jugées nécessaires de part et d'autre pour la reconstruction de l'Europe centrale et orientale.

Cette entente fut réalisée à Lausanne par M. GERMAIN-MARTIN, mon prédécesseur, et par le Chancelier de l'Echiquier. Ce dernier ne crut pas pouvoir prendre d'engagement précis, mais il a affirmé sa volonté d'étudier en commun le problème financier européen.

La

La Grande-Bretagne a ainsi participé, à côté de la France à la Conférence de Stresa présidée par M. GEORGES BONNET. Et si elle n'a pas encore donné de résultats définitif, on ne peut pas dire non plus que ses conséquences soient négatives.

Il m'était indispensable de donner ces détails .

J'ai voulu montrer , Messieurs, que l'acte dont la ratification vous est demandée n'est qu'un élément dans un ensemble de longues et difficiles négociations.

Il y a plus. La seule signature du protocole de Juillet 1932 dont nous vous demandons aujourd'hui la ratification a eu des résultats très favorables pour les finances autrichiennes. Cela est indiscutable . C'est ce qu'a souligné avec force , à la Chambre des Communes, M. NEVILLE CHAMBERLAIN, en disant que l'Autriche avait déjà appliqué le programme de réformes financières auquel elle s'était engagée par le protocole. Ainsi le budget autrichien de 1932/se^{va} trouver à peu près en équilibre , à une centième près. Ne pourrait-on se contenter de cette solution pour d'autres budgets ?.... Des mesures sont à l'étude pour éviter que le déficit des chemins de fer fédéraux ne porte atteinte à la situation générale. La situation monétaire s'est grandement consolidée sur la base d'une dépréciation limitée du schillings, 20 % environ. A la période du retrait des capitaux a succédé une période plus stable, et on a même récemment constaté certaines rentrées de devises. Un accord est intervenu pour la Creditanstalt qui rend impossible toute atteinte nouvelle à sa situation financière.

Je voudrais , Messieurs, être aussi clair que possible; mais je dois me borner à cet aspect financier ^{de} ~~xxx~~ la question et laisser à M. le Président du Conseil le soin de se placer sur le terrain des relations extérieures. Si donc le protocole est ratifié, cette tendance à la restauration des finances autrichiennes s'accentuera: ce n'est pas seulement mon avis personnel, c'est également l'opinion
des

des techniciens étrangers conseillers de l'Autriche.

Voyons, par contre, ce que serait la situation si le Gouvernement français n'était pas autorisé à ratifier le protocole de Genève : c'est tout le problème qui vous est soumis. Je ne parlerai pas seulement de l'atteinte qui serait ainsi portée au crédit de l'Autriche, à l'une des principales monnaies de l'Europe centrale. Cette monnaie avait été stabilisée non sans peine, et le refus de la ratification serait la destruction d'un effort de consolidation qui n'intéresse pas seulement l'Autriche mais l'Europe Centrale. Je tiens à dire aussi que cela entraînerait des conséquences spéciales au Trésor français et c'est ce que je vais vous exposer, Messieurs, à la fin de ces observations, en vous suppliant d'y réfléchir.

En 1922, la France a garanti l'emprunt international consenti à l'Autriche en vue de son relèvement, dans la proportion de 28,5 % et l'Angleterre y a participé également, dans la même proportion. Notre garantie représente un paiement annuel de 75 millions de francs français et comme cette situation peut se prolonger dix ans, cela fait 750 millions de francs.

Or le service de l'emprunt, qui avait été d'abord assuré en devises, ne l'est plus actuellement qu'en schillings. Donc, en cas de ratification du nouvel emprunt, le service en devises pourrait être repris. Il ne le sera pas dans le cas contraire, et comme nous ne pourrions pas utiliser les schillings à la prochaine échéance, notre garantie jouera. M. CHAMBERLAIN s'est servi du même argument en disant aux communes : voici la traduction de ses paroles " Si l'Autriche faisait défaut à l'emprunt de 1923^{que}/le Royaume-Uni a garanti, nous serions responsables d'une somme de 800.000 livres par an ".

Et dans le même cas, nous serions nous autres, responsables d'une somme de 75 millions de francs par an, c'est-à-dire de

750

750 millions pendant dix ans.

Par conséquent, Messieurs, et c'est par là que je termine, nous sommes en face de cette alternative. En cas de refus de la ratification, le Trésor français risque de faire un décaissement immédiat et dans le cadre d'une Europe centrale bouleversée derechef. Avec le vote du projet, au contraire, c'est la continuation de l'effort d'assainissement entrepris.

En somme, nous risquons une garantie pour sauver notre argent, et vous allez certainement dire que c'est une formule qui consiste à courir après son argent. Nous avons les assurances les plus fermes des conseillers étrangers de l'Autriche que les fonds de ce nouvel emprunt ne seront pas utilisés pour le service de l'emprunt précédent. D'ores et déjà, disent ces techniciens l'Autriche dispose de devises. Elle aura consolidé sa position générale et pourra assurer le service de ses dettes extérieures sur des moyens de change normaux, dans l'exécution d'un accord international passé sous l'égide et le contrôle de la société des Nations, dans l'intérêt de la restauration de l'Europe Centrale.

Cette simple garantie d'un emprunt émis sans aucune souscription du Trésor - cela est très important, peut nous éviter de faire un débours de 750 millions. Sans elle, nous pouvons entraîner l'insolvabilité du débiteur.

Enfin, Messieurs, si peu enthousiaste que soit, malgré tout, le Ministre des Finances quand il s'agit de donner la garantie de la France, nous devons voir dans la ratification un acte de coopération internationale, accompli de concert avec la Grande-Bretagne, l'Italie et d'autres nations avec qui des négociations sont actuellement en cours. Son refus risque, si nous

nous ne tenons pas la parole donnée , d'affaiblir notre position dans la Société des Nations et dans l'Europe Centrale. Pour toutes ces considérations, après avoir beaucoup hésité, et tout pesé, je crois pouvoir donner , comme Ministre des Finances, mon adhésion au projet de loi déposé par le précédent cabinet et vous demander pour lui un vote favorable (applaudissements).

M. PIERRE LAVAL.- M. le Ministre des Finances connaît-il exactement le montant des prêts consentis par la France aux différents pays de l'Europe centrale ? Peut-il nous dire également le montant des prêts faits aux mêmes pays par d'autres nations et notamment par l'Angleterre ?

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Je n'ai pas ces renseignements mais je vous les donnerai.

M. PIERRE LAVAL.- Qu'advient-il du prêt de cent millions de schillings fait à l'Autriche par la Banque d'Angleterre ? M. le Ministre a dit que l'emprunt servirait en aucun cas à rembourser l'Angleterre. Sur quel raisonnement s'appuie-t-il pour donner cette affirmation ?

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Sur ce que j'ai dit tout à l'heure et sur les déclarations du Gouvernement anglais à la Chambre des Communes où il a été dit que l'Angleterre va consolider son prêt. La cause du malentendu est qu'il y a un mouvement de fonds entre le Gouvernement britannique et la Banque d'Angleterre . Il est faux de prétendre , comme on l'a fait, que l'argent français servira à rembourser l'Angleterre.

M. HENRY BERENGER.- Ce n'est pas comme Président de la Commission des Affaires Etrangères mais comme simple membre de la Commission des Finances que je veux demander deux éclaircissements.....

cissements à M. le Ministre.

Le bilan de la Banque Nationale d'Angleterre indique que la dette d'Etat autrichienne a passé, en 1931, de 91 millions de schillings à 663 millions. C'est donc une différence de plus de 500 millions de schillings, soit 1 milliard 800 millions de francs. J'ai voulu me rendre compte et j'ai pu constater que cette augmentation de la Dette ^{tenait} ~~sauvait~~ à la prise en charge, par l'Etat autrichien, de la plus grande partie du portefeuille de la Creditanstalt.

Je demande simplement à M. le Ministre de nous dire quelles vont être les relations des créanciers de la Creditanstalt, qui sont pour la plupart des créanciers privés, avec l'Etat autrichien, lorsque le prêt aura été consenti à la demande de la Société des Nations ? Autrement dit : les sommes fraîches qui vont être apportées et qui peuvent atteindre 250 millions de schillings - puisque l'Angleterre se rembourse de cent millions de schillings - est-ce que ces sommes, dis-je, vont servir je ne dirais pas sous une forme détournée, mais par le canal de l'Etat autrichien, à rembourser ces "crédits gelés" que représentent les créances des créanciers privés de la Creditanstalt ? Et l'opération aurait-elle pour résultat de favoriser un certain nombre de banquiers ou de créanciers qui, ayant laissé "geler" leurs crédits au moment de l'effondrement de la Creditanstalt, en retrouveraient ainsi le montant ?

C'est un éclaircissement que je me permets de demander à M. le Ministre des Finances dont j'accueille, au reste, les ^{dont} idées avec la plus grande sympathie et/j'ai suivi tout à l'heure avec un très vif plaisir, le lumineux exposé.

La seconde question que je voudrais lui poser est celle-ci.

Le produit brut des douanes et des tabacs de l'Etat autrichien est très supérieur, nous dit M. le Ministre des Finan-

ces

ces , à l'ensemble des dépenses que ces recettes sont appelées à gager. Ce produit a atteint, en gros, 518 millions de schillings en 1931. Il a déjà atteint 413 millions pour les neuf premiers mois de 1932, tandis que la dépense totale de la Dette extérieure, gagée ou non gagée, de l'Etat autrichien est évaluée pour 1933, compte tenu du nouvel emprunt, à 154 millions de schillings . Donc, en tout état de cause, si l'emprunt actuel n'était pas consenti, le produit brut des douanes et des tabacs serait bien de 518 millions de schillings, tandis que les dépenses ne seraient encore à peine que de cent millions. Je déclare ne pas comprendre comment l'Etat autrichien peut être menacé d'un effondrement brutal et absolu qui nous obligerait à faire jouer la garantie de 75 millions, alors que le produit des douanes et des tabacs serait cinq fois supérieur aux dépenses de la Dette gagée ou non gagée. Quelle est donc cette catastrophe ?

M. LE PRESIDENT.- Cela ne donne pas des devises !

M. HENRY BERENGER.- J'ai simplement demandé des éclaircissements, Monsieur le Président. Je suis comme le bon paysan français, je me préoccupe de savoir si notre argent ne va pas aller à des banquiers qui avaient prêté à la Creditanstalt et si l'Etat autrichien est vraiment dans la situation catastrophique qu'on nous dépeint. Vous avez soulevé, Monsieur le Président, cette question très intéressante du ~~bloquant~~ blocage des devises. Vous dites que nous pourrions être payés en schillings , mais pas en devises or. Il est possible que l'Autriche tombe un jour dans une situation catastrophique. Pourra-t-elle alors renouveler le même effort, par un autre emprunt auquel nous donnerions notre concours ?

Sans doute ne faut-il pas trop insister là-dessus. J'ai précisé en mains le rapport de M. VAN...., un grand technicien

nicien, comme tous ceux qui trônent à Genève dans cet olympe des finances. Ce rapport n'est pas très affirmatif. On constate, dit-il, une légère amélioration du système des devises; mais on ne saurait dire que le nouvel emprunt doive apporter une amélioration définitive.

Je crois donc que ma demande^{d'}éclaircissements était intéressante parce que si le Sénat, après la Chambre qui n'a pas encore voté, doit prendre une responsabilité, il faut que la question soit absolument tirée au clair. Autrement, on nous pardonnerait difficilement un vote favorable, étant donnée les campagnes sur nos prêts à l'étranger qui durent depuis six mois.

J'ai l'esprit trop international pour ne pas comprendre les nécessités, mais je tiens à avoir des éclaircissements.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Vous avez dit, Monsieur le Sénateur, qu'on nous avait beaucoup reproché les prêts que nous avons faits à l'étranger en ces dernières années. Remarquez qu'il ne s'agit à présent de rien de semblable. Il ne s'agit pas d'un décaissement à faire par le Trésor, mais d'une garantie d'emprunt pour laquelle on demande un vote du Parlement.
du Conseil

M. le Président/voudra sans doute vous répondre sur la première de vos questions.

M. LEPRESIDENT.- La parole est à M. le Président du Conseil.

M. PAUL-BONCOUR, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères.- Ma réponse, Messieurs, est-celle-ci. Je crois que certaines dispositions du protocole de Lausanne sont de nature à vous donner des apaisements sur la première de vos inquiétudes, c'est-à-dire sur le bond de la Dette autrichienne, au lendemain même de la crise de la Creditanstalt. Les engagements de l'Etat sont alors passés de 91 millions à 660 millions de schillings. Cela tient à ce que l'Etat autrichien s'était substitué

titué à la Creditanstalt dans ses engagements.

A Lausanne, ici mes souvenirs personnels me servent bien à propos et ne pourraient être que confirmés par les techniciens du Ministère des Finances qui nous prêtèrent un concours aussi éclairé que dévoué, on s'est préoccupé de cette situation puisque toute aide risquait de ne servir qu'à désintéresser les créanciers de la Creditanstalt. On a donc permis dans le protocole la réduction de cette Dette pour un montant de 200 millions de schillings, au moyen d'un emprunt intérieur. Ce qui restait de la Dette ainsi réduite, 460 millions de schillings doit être, aux termes de ce protocole de Lausanne, qui est lié directement à l'opération d'aujourd'hui, amorti progressivement suivant un accord spécial. Les sommes nécessaires ont déjà été prévues dans le budget autrichien de 1933.

De l'avis des experts du Comité mixte institué par le Conseil de la Société des Nations et du Comité financier de cette Société, on estime que cette solution doit suffire à sauvegarder la monnaie autrichienne.

Je ferai remarquer que les précautions qui ont été prises portent ce caractère de dureté spécial au Contrôle international et qu'aucun Etat ne pourrait supporter ce contrôle s'il ne portait la marque de la Société des Nations. Avec ces précautions je crois qu'on peut espérer que les termes du protocole seront respectés et que les fonds de l'emprunt ne serviront en aucune manière à faire face aux obligations de la Dette de l'Etat autrichien.

Il faut évidemment, Messieurs, pour apprécier l'opération, la rapprocher du protocole de Lausanne.

M. HENRY BERENGER. - Je remercie M. le Président du Conseil de ses explications. Je pense que l'article du protocole
de

de Lausanne auquel il fait allusion est l'art. 6 , § 3, qui est ainsi conçu :

Art. 6.-- Le Gouvernement autrichien s'engage à régler la dette de la Creditanstalt envers la Banque Nationale et à émettre dans un délai aussi bref que possible, un ou plusieurs emprunts intérieurs dont le produit total ne sera pas inférieur à 200 millions de schillings

Et l'article 2 ajoute :

"Le Gouvernement autrichien fera sans délai tous ses efforts pour conclure un accord avec les créanciers de la Creditanstalt.."

Je me permets de demander si on ne pourrait pas exiger une garantie plus précise que celle qui est contenue dans ce protocole de Lausanne. Les termes en sont très généraux . On dit que la réforme de la Creditanstalt doit faire partie du programme général de réformes financières, que le gouvernement autrichien fera tous ses efforts et qu'il s'engage à régler la dette. Mais je me demande si vraiment les financiers internationaux sont des gens très subtils et si, à travers les mailles de ces engagements, il ne s'est pas glissé un engagement du Gouvernement de rembourser les créanciers en grande partie. Nous savons ce qui se passe, non seulement en Europe Centrale, mais dans le monde entier et je me demande si ces formules ne vont pas nous conduire à un ajournement indéfini.

Sans vouloir insister davantage pour le moment, je me permets de demander à M. le Président du Conseil et à M. le Ministre des Finances s'ils ne croient pas utile de chercher à obtenir une garantie supplémentaire pour la part de la France, pour qu'il soit bien entendu que notre argent ne servira pas à rembourser des créanciers suisses, hollandais ou anglais de la Creditanstalt.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. - Je vous ai fait connaître tout à l'heure, Monsieur le Président, que, depuis le texte que vous venez de lire, un accord est intervenu tel que le statut futur de la Creditanstalt rend impossibles, de ce chef, un certain nombre des préoccupations que vous pouviez avoir...

M. LE PRESIDENT. - Vous avez le texte formel, Monsieur le Directeur du Mouvement des fonds?...

M. LE MINISTRE DES FINANCES. - Si vous voulez bien autoriser, Monsieur le Président, Monsieur le Directeur à fournir quelques explications...

M. LE PRESIDENT. - Mais parfaitement, au contraire.

M. LE DIRECTEUR DU MOUVEMENT DES FONDS. - Il y avait deux catégories d'engagements à régler : les engagements intérieurs et ceux à l'extérieur, vis-à-vis des créanciers étrangers. Les engagements intérieurs sont ceux auxquels M. le Président a fait allusion tout à l'heure, en indiquant que le Gouvernement avait garanti la banque nationale. Ce sont des engagements qui devront être liquidés par une série d'émissions purement intérieures, mais ils ne peuvent peser sur le schilling, — puisqu'il ne s'agit que d'opérations en schillings. Cette situation résulte de la situation de fait, de la dette de l'Etat autrichien vis-à-vis de la Banque nationale, mais c'est une dette en schillings...

M. LE PRESIDENT. - Oui, cela ne nous regarde pas.

M. LE DIRECTEUR DU MOUVEMENT DES FONDS. - D'autre part, vis-à-vis de l'extérieur, il y a une masse de créanciers étrangers, pour une somme de 420 millions...

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES. -
Connaît-on les cotisations, d'une façon générale ?

M. LE DIRECTEUR DU MOUVEMENT DES FONDS. - La grosse masse est anglo-américaine, l'autre, pour une part extrêmement faible, française.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES. -
C'est bien ce que je pensais.

M. LE DIRECTEUR DU MOUVEMENT DES FONDS. - Cet ensemble s'élève à 420 millions de schillings. Il a fait l'objet d'un accord paraphé et mis sous la forme juridique, qui va être signé incessamment. L'ensemble des créances étrangères de la Creditanstalt sera représenté désormais, pour partie par des actions de la Creditanstalt et pour partie par des ^{ac} ~~actions~~ ^{actions} d'une holding# étrangère qui prendra en charge les avoirs étrangers de la Creditanstalt. Ces ^{ac} ~~actions~~ ^{actions} représenteront la moitié des actions étrangères, l'autre moitié sera réglée par la remise d'obligations autrichiennes aux créanciers...

M. LE PRESIDENT. - De l'Etat autrichien.

M. LE DIRECTEUR DU MOUVEMENT DES FONDS. - Oui. Mais le service est réglé à l'avance. Il y a deux méthodes: obligation de se libérer en sept ans, avec abattement de 33 %, ou bien en 23 ans. Il y a donc la formule courte et la formule longue. Le gouvernement ^{autrichien} a l'option, et en tout état de cause la charge ne dépasse pas 15 millions de schillings pour 1933. Par conséquent, l'ensemble de l'arrangement risque de faire peser sur l'Autriche une charge de 15 millions de schillings...

M. LE PRESIDENT. - Vous avez la confiance, la conviction ou la certitude que ces accords sont passés ?

M. LE DIRECTEUR DU MOUVEMENT DES FONDS. - A mon avis - purement personnel - le fait par le parlement français de ratifier le protocole laisse le gouvernement français entièrement libre ensuite de ne donner sa ratification totale qu'une fois qu'il aura la certitude que l'accord est signé.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES.
Je me félicite de cette intervention qui donnera un encouragement plus énergique au gouvernement français.

M. LE PRESIDENT.- Je m'en félicite aussi.

M. PIERRE LAVAL. - J'en demande pardon à M. le Directeur des fonds, mais quand il dit qu'une fois le protocole ratifié par le parlement le gouvernement aura le droit de traiter avec les autres gouvernements, je réponds que cela n'est pas possible; il faudrait une réserve. Nous allons ratifier un protocole qui a été conclu à Lausanne; une fois qu'il est ratifié il est accepté et le gouvernement français n'a plus qu'à accepter la décision du parlement.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Il n'est pas ratifié par M. le Président de la République. Il faut le vote de la chambre avant le 31 décembre, cela ne prive pas de moyens de pression le gouvernement français.

M. LE PRESIDENT. - Il me semble que la question, sur ce point, peut être résolue si le gouvernement veut bien dire qu'il ratifiera le protocole seulement après ^{que} les accords ^{auront été} ~~passés~~, en mettant à l'abri toutes les conditions spécifiées par M. Rізot.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES
C'est une garantie supérieure.

M. LE PRESIDENT. - N'est-ce pas votre sentiment, je vous le demande ?

Si le gouvernement prend cet engagement, nous aurons une garantie très forte.

M. RAYNALDY. - Morale.

M. LE PRESIDENT. - Non pas morale, effective. Si l'accord est passé et si le gouvernement ne signe qu'après que l'accord avec les créanciers de la Creditanstalt sera passé, nous aurons une garantie complète.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL - Je ne puis prendre d'engagement que si je puis le tenir et je tiens à mettre très franchement le sénat et les commissions réunies devant la situation : avant le 31 décembre doit intervenir la ratification faisant l'objet du projet de loi. Il y a, d'autre part, un accord des créanciers de la Creditanstalt qui, pour l'instant, est paraphé. C'est tout ce que je puis dire Mais cela constitue tout de même une garantie sérieuse.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES
Il est une autre question que je veux poser. Monsieur le Ministre des finances, vous avez dit que tout allait s'écrouler et que l'état français devrait fournir 75 millions par an pendant dix ans si l'on ne votait pas ce projet. Il est évident qu'une telle affirmation, aussi précise et aussi nette pourrait être de nature à nous engager. C'est pourquoi je me suis permis de vous signaler que les recettes brutes des douanes sont de 5 fois supérieures, même s'il n'y a pas la ratification du projet actuel. Alors, pourquoi y aurait il un écroulement ? D'où viendra-t-il ?

M. LE MINISTRE DES FINANCES. - Je vous ai donné l'avis des techniciens, des experts financiers. D'autre part, il y a

tout de même quelque chose qui semble le confirmer: c'est qu'après avoir longtemps fait le service des emprunts en devises le gouvernement autrichien est réduit à le faire en schillings, ce qui n'est pas la même chose pour nous. Voilà pourquoi j'ai envisagé l'éventualité.

M. LE PRESIDENT. - Je n'ose pas intervenir à nouveau.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES.
Au contraire, Monsieur le Président, nous voulons vous entendre.

M. LE PRESIDENT. - Je vous prie simplement, mon cher collègue et président, de bien vouloir remarquer qu'actuellement dans toute l'Europe, et presque dans le monde entier, les budgets pourraient subvenir aux charges qui leur incombent s'ils avaient le moyen de faire passer l'argent par-dessus les frontières...

M. LE MINISTRE DES FINANCES. - C'est cela!

M. LE PRESIDENT. Il n'y a que deux moyens pour cela : c'est d'envoyer des marchandises ou de fournir des services. Or, toutes les frontières sont fermées; par conséquent le gouvernement autrichien peut avoir des excédents considérables. Notez bien que ce sont des raisons que nous pourrions opposer à notre tour.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES.
Cet argument porte pour le nouveau prêt; c'est l'autarchie, autarchie monétaire et douanière.

M. LE PRESIDENT. - Oui, c'est l'autarchie, mais cela crée, par le fait même qu'il y a importation de fonds et par conséquent de devises, une situation à l'Autriche qui doit lui

permettre de se relever, notez le bien.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES

C'est une piquûre de morphine.

M. LE PRESIDENT. - Sans être plus pessimiste qu'il ne convient, si cela ne s'arrange pas, c'est la ruine pour l'Europe et peut-être davantage. Nous pourvoyons au plus pressé, et je vais donner des explications techniques. Il y a, en ce moment, dans ce pays, une situation qui est celle de beaucoup d'autres pays, qui fait que la Serbie, par exemple, déclare qu'elle ne peut payer les arrérages de nos emprunts et qu'il faudra, ce qui fera sans doute frémir M. le Dr Chauveau, consentir à lui prendre quelques millions de cochons. Dans toute l'Europe, c'est un peu la même situation : nous aurons certainement l'obligation de payer les 75 millions.

J'ai eu tort de prendre la parole, mais j'y ai été amené par l'autre président (Sourires)

M. LE MINISTRE DES FINANCES. - S'il s'agit uniquement pour l'Autriche de faire les excédents en schillings, cela ne nous intéresse pas parce que nous ne pouvons pas en faire emploi, mais les conseillers techniques affirment que si l'encouragement promis à l'Autriche lui est donné sous la forme de la garantie dont nous avons parlé, il y aura les plus grandes chances pour que le relèvement s'accroisse...

M. LE PRESIDENT. - Il y aura des chances :

M. LE MINISTRE DES FINANCES. - ... Et qu'elle puisse faire le service en devises.

M. LE PRESIDENT. - Il y a des chances qu'elle puisse ainsi traverser le grand ouragan, s'il ne dure pas trop longtemps.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES

C'est la conclusion des rapports, mais elle n'est pas très optimiste.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Les questions mêmes qui viennent d'être posées marquent les préoccupations qui se font jour et les réponses qui ont été faites justifient la déclaration très franche que j'avais promis de faire au début de cette réunion, à savoir qu'il ne s'agit pas de recommander une opération financière, et sans doute M. le Ministre des finances m'interromprait-il tout de suite pour dire que ce n'est pas une caractéristique de la politique financière du gouvernement.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. - Sûrement pas !

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Il s'agit d'une opération de politique étrangère seulement, et il est tout de même intéressant - cela peut diminuer les alternatives qui risquent de vous inquiéter - de constater que, même du point de vue financier, nous avons la garantie, de l'avis de personnes extrêmement compétentes que si l'on ne fait pas l'opération, on est sûr de perdre beaucoup plus d'argent qu'on risque d'en perdre en la faisant.

Ceci dit, quelle est l'opération de politique étrangère? Elle est extrêmement simple. Et de même que M. le Ministre des finances s'attachait tout à l'heure à la garantie nouvelle qu'on vous demande à l'emprunt de 1923, indiquant que si cette garantie n'était pas fournie il y avait les plus grandes chances pour ne pas dire la certitude qu'il faudrait faire jouer la garantie de 1923 et donner ainsi 700 millions au lieu de 300, de même, dans l'ordre politique, du point de vue de la politique extérieure, on peut dire du protocole de Genève de juillet dernier, qu'il s'agit de ratifier, exactement ce qu'on dit du protocole de 1922 et que les résultats politiques de ce protocole seront perdus si ce protocole nouveau n'est pas ratifié. C'est ainsi que se pose la question.

Or, quels ont été les bénéfices politiques du protocole de 1922? Un fait unique, mais éclatant, vous permettra d'en mesurer la portée: lorsque nous avons dû aller devant la Cour de la Haye au sujet de l'Anschluss - je puis apporter ici un témoignage d'expérience personnelle, et vous m'en excuserez, car j'avais l'honneur de plaider au nom de la France - il n'est pas douteux que nous avons gagné notre procès non pas à cause des textes des traités de paix de Trianon ou de St Germain, extrêmement sujets à controverses, j'en sais quelque chose par la peine que j'ai eue à les défendre, mais à cause du passage correspondant du protocole très net de 1922 :

"En contre-partie des avantages pécuniaires, de l'aide qui allait être consentie à l'Autriche et qui a été l'objet de l'emprunt de 1923, un protocole avait été ~~signé~~ passé entre les puissances qui s'engageaient à aider l'Autriche et l'Autriche.

"Les puissances qui s'engageaient à aider l'Autriche s'engageaient, d'accord avec les engagements qu'elles ont déjà pris quand elles ont accepté de soutenir les membres de la Société des nations ; elles déclaraient reconnaître l'indépendance politique, l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Autriche, et l'Autriche, de son côté, s'engageait, dans les termes de l'article 88 du traité de St Germain, à ne pas aliéner son indépendance et à s'abstenir de toutes négociations et de tous engagements économiques ou financiers qui seraient de nature à compromettre, directement ou indirectement, cette indépendance."

M. HERVEY - Cela dure toujours.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL . - La valeur très grande du protocole de 1922 venait précisément de ce que, à la différence de l'article 88 du traité de St Germain, qui parlait de l'indépendance en général et permettait, par conséquent,

des discussions à perte de vue devant la Cour de la Haye sur la notion de l'indépendance in abstracto, on tirait, au contraire du protocole la conséquence concrète que l'Autriche déclamerait s'abstenir de toutes négociations et de tous engagements économiques ou financiers de nature à compromettre directement ou indirectement son indépendance.

M. HERVEY. - Le protocole dure toujours.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Je répondrai tout à l'heure à cet argument.

L'avantage du protocole de 1932 c'est qu'il re-
et confirme
nouvelle/cet engagement. Mais j'entends l'objection de notre collègue qui nous dit : "pourquoi éprouver le besoin de confirmer et de renouveler quelque chose qui existe ?"

Lorsqu'on se met en présence des réalités politiques, économiques et sociales de l'Autriche, on ne peut se dissimuler qu'au-dessus de la lecture des textes il y a les nécessités vitales et qu'il ne s'agit pas seulement, - ce qui, tout de même n'est pas négligeable, - de faire signer à nouveau quelque chose qui était excellent, mais qu'il s'agit surtout en permettant à un pays de vivre, de le dissuader d'aller chercher les moyens de vivre ailleurs. C'est là toute la question.

Messieurs, quelles que soient les rigueurs des textes et des engagements, on n'empêchera pas l'Autriche, si elle sent qu'elle s'écroule - et je pense que c'est une sensation qu'elle a dû avoir depuis pas mal d'années déjà, d'aller chercher ailleurs, ici ou là...

M. LE PRESIDENT. - Au Nord ou au Sud ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - ... comme le souligne M. le Président de la commission des finances...

M. LE PRESIDENT. - J'ai plus de liberté que vous

pour en parler.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Il n'y a pas qu'un seul risque, il y en a deux, - je n'en dis pas davantage, - M. le Président, comme il l'a très bien souligné, ayant plus de liberté que moi à ce sujet, mais ma conviction et mes inquiétudes ne sont pas moindres;

Si l'Autriche trouve, par l'aide que nous lui apportons, les moyens d'achever son assainissement - et nous pouvons, sans doute, en croire l'avis d'experts qui se présentent à nous avec des garanties de compétence qui doivent nous faire impression, - si grâce à ce nouveau prêt elle est capable d'achever l'assainissement économique et financier auquel elle a déjà procédé, cela ne doit-il pas nous donner à réfléchir ? Et si je dis qu'elle y a déjà procédé, c'est que cela résulte non pas seulement de faits ou de constatations d'experts, mais surtout de ce fait important qui, pour moi, domine tout: c'est qu'elle s'est vraiment soumise aux réformes budgétaires qui lui avaient été imposées.

Il faut bien dire, en effet, messieurs, que la valeur du contrôle financier de la Société des Nations, à laquelle, en tant que ministre des finances, M. Chéron faisait allusion tout à l'heure, vient précisément de ce que, le jour où un Etat, par la nécessité où il se trouve de faire appel à la Société des Nations, s'est soumis par là-même à ce contrôle financier, il devient l'objet non pas seulement de suggestions, mais de quelque chose de beaucoup plus fort: d'obligations et de réformes souvent extrêmement dures, et qu'il ne peut réaliser précisément que parce qu'elles lui sont imposées du dehors et qu'il ne les trouverait pas en lui-même ou dans le fonctionnement de ses propres institutions.

Certains Etats s'y sont soumis - c'est le cas de l'Autriche - d'autres y ont été récalcitrants. La ruine s'en est suivie rapidement. C'est pourquoi, moi-même, je donne en passant cet argument, pour dissiper une critique ou un doute de vos esprits, pour que vous sachiez bien qu'il ne faudrait pas sous-estimer le contrôle de la Société des Nations, en prenant la liste de tous les emprunts qui se sont faits sous son égide, et en constatant qu'hélas! tous n'ont pas été également fructueux, tant s'en faut! Car, remarque qui corrige cette impression défavorable, c'est que, généralement la Société des Nations ne vient pas en aide à des ~~nationaux~~ Etats en pleine prospérité, sans quoi ils se seraient rétablis par leurs propres moyens.

Il n'est pas étonnant que sur le nombre des emprunts, tous consentis à des états en très mauvais état, si vous voulez me permettre de risquer ce mot, il s'en soit trouvé qui n'aient pas réussi, mais on constate que ceux-là sont précisément des emprunts en faveur d'Etats qui ne se sont pas soumis aux réformes imposées.

D'après les rapports qui nous ont été présentés et qui figurent au dossier que nous avons livré complètement à la commission, ~~M.~~ le Président de la commission des ~~finances~~ affaires étrangères avait raison de dire tout à l'heure que la conclusion n'en paraît pas très optimiste, ~~mais~~ du moins peut-on dire que s'ils ne témoignent pas d'un optimisme coupable, ils sont décisifs en ce sens qu'ils affirment et constatent que les réformes demandées ont été opérées. Voilà, pour moi, la garantie. C'est un fait qui peut être tenu pour vrai, que la commission des finances et la commission des affaires étrangères, avec le grand soin qu'elles apportent à leurs analyses, peuvent admettre comme évident sans risquer de tomber dans

l'optimisme, parce que c'est la réalité, c'est un fait existant.

Quand ces experts objectifs, impartiaux, ayant comme c'est le cas de M. Rist, par exemple une connaissance approfondie de l'Autriche, viennent nous dire: "de tous les Etats de l'Europe centrale, c'est celui qui, en ce moment, témoigne le plus de force heureuse pour son rétablissement," je crois, sans exagérer, - car je ne voudrais pas pour arracher un vote avancer des affirmations qui seraient contredites par les faits, rien n'étant plus pénible à qui encourt une responsabilité, - je crois, dis-je, qu'il y a là quelque chose de nature à vous donner les apaisements nécessaires.

J'ajoute que cette opération s'inscrit dans toute une suite d'opérations qui marquent l'effort de la France depuis plusieurs années, effort qui n'a pas toujours été heureux, payé de retour, effort constant, auquel se sont attachés tous les gouvernements, quels qu'ils soient et qu'il serait véritablement désastreux, au moment même où, en ce qui concerne l'Autriche tout au moins, nous touchons le but, de faire tomber ce qui est certainement une des pièces maîtresses de la restauration de l'Europe centrale en général.

Et si je prononce mot d'Europe centrale, c'est parce que le gouvernement - M. le Ministre des finances le disait tout à l'heure d'une manière concise, mais très nette, - ne vous propose pas cette opération comme une opération isolée; il la considère comme une condition de cette opération d'ensemble esquissée à Lausanne, précisée à Stresa, et qui consiste à tâcher de restaurer cette partie de l'Europe qui, dans sa ruine, entraînerait celle de l'Europe entière.

J'entends que nous aurions préféré, - et je crois que c'est votre pensée - que ce pût être une opération d'ensemble.

M. RAYNALDY. - C'est par là que cela pêche.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL - Nous sommes d'accord. Les gouvernements de M. Tardieu et celui de M. Laval avaient tenté la réorganisation générale de l'Europe centrale, alimentée par un fonds commun; j'ai eu l'honneur, comme délégué de la France à la Société des Nations, de soutenir ce point de vue qui avait notre préférence. Il n'a pas dépendu de nous qu'il en fût ainsi. Ce fonds commun n'a pas été adopté. Les techniciens qui sont derrière moi se rappellent les discussions qui ont eu lieu à ce sujet. Mais parce que nous n'avons pas pu atteindre cette amplitude de réorganisation, serait-il sage de laisser crouler une des pierres essentielles de l'édifice que nous voulons construire ?

Je livre ces réflexions aux méditations du Sénat et je me permets de penser qu'étant donné, par ailleurs, les apaisements apportés par M. le Ministre des finances, nous ne pouvons pas, vraiment, nous abandonner et ne pas ratifier ce protocole, car nous aurions la certitude que ce ne serait pas un moyen d'empêcher l'Autriche de se tourner d'un côté ou de l'autre, - peut-être des deux - là où évidemment, nous n'avons rien à attendre de bon ni pour nos intérêts, ni pour la paix.

Je crois que l'opération que nous venons vous demander, trop tardivement, - et je m'en excuse- ...

M. LE PRESIDENT. - Mais non, ce n'est pas votre faute!

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL - ... et je vous promets de ne pas renouveler, - est tout à fait conforme et aux intérêts de la France et à ceux de la paix.

M. LOUIS BARTHOU. - L'exposé précis de M. le Président du Conseil nous montre combien étaient utiles les questions que j'avais l'intention de poser, au nom de la commission des affaires étrangères.

M. le ministre des finances a dit qu'il s'agissait moins d'une question financière que d'une question de politique extérieure, de coopération internationale tendant au rétablissement de l'ordre européen. Il convient de dire, au surplus, que c'est autour de cette réponse qu'il a développé son argumentation technique, et M. le Président du conseil, avant même qu'il entrât dans un développement particulier, nous a déclaré que le projet était justifié par des nécessités de politique extérieure, et c'est par là qu'il a terminé.

Or, nous nous sommes réunis à la commission des affaires étrangères pour examiner le projet déposé par des précédents Gouvernements et que celui-ci nous demande de ratifier.

Des membres de la commission sont intervenus; il n'y a aucun inconvénient à donner leurs noms, cela ne les gêne pas, et, au surplus, il est probable qu'il y aura un communiqué...

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES.
C'est déjà fait.

M. LOUIS BARTHOU. - M. Millerand a posé la question de l'Anschluss, M. Cornudet l'a reprise, M. Raynaldy a précisé son aspect particulier, et moi-même, sans avoir la prétention d'avoir traité la question avec plus de compétence que mes collègues, je suis intervenu plus longtemps, et c'est pourquoi, à l'unanimité, la commission m'a donné mission de présenter les observations que je sou mets à M. le Président du Conseil.

Ce qui nous a frappés, dans l'exposé des motifs qui est celui du gouvernement précédent, - mais le gouvernement actuel en est solidaire, - c'est que les engagements et le protocole de 1922, auxquels s'est référé M. le Président du Conseil, sont indiqués d'une manière assez vague; le protocole lui-même de 1932 ne rappelle que d'une manière trop vague les termes mêmes du protocole de 1922.

L'exposé des motifs dit, entr'autre : "le protocole contient l'engagement de l'Autriche de s'abstenir de toutes négociations économiques ou financières, de tous engagements qui seraient de nature à compromettre, directement ou indirectement, son indépendance."

La Commission des Affaires étrangères croit qu'il serait nécessaire que le Gouvernement précisât - et, au surplus, M. le Président du Conseil a déjà presque répondu - que le Gouvernement précisât ses engagements .

Il y a une tradition qui lie tous les Gouvernements , tradition qui a également lié toutes les assemblées , c'est que la France ne peut pas laisser porter atteinte au Traité de Versailles ou au Traité de Trianon, et, d'une manière plus générale, aux dispositions par lesquelles il est interdit à l'Autriche de se réunir à l'Allemagne .

Je ne doute pas que cette politique, affirmée par tous les Gouvernements, ne soit celle du Gouvernement actuel, mais la Commission des affaires étrangères estime nécessaire que le Gouvernement le dise, qu'il le dise avec netteté, avec fermeté et avec autorité .

Quand on examine la question du côté de l'Autriche, on voit que le protocole de 1932 rappelle, en effet, celui de 1922 . Le Gouvernement autrichien affirme à nouveau sa volonté de faire face ponctuellement à toutes ses obligations extérieures .

De même que la Commission des Affaires étrangères ne met pas en doute la volonté du Gouvernement actuel de poursuivre la politique du Gouvernement précédent , la politique française toute entière , la Commission serait heureuse si M. le Président du Conseil venait dire que les engagements pris par l'Autriche et renouvelés par elle ont une force décisive et qu'il croit à leur sincérité .

Que s'est-il passé ? Je sais, par expérience, qu'on pose des questions au Gouvernement et qu'on ne discute pas

avec lui. Mais je veux marquer, après l'exposé de M. le Président du Conseil, que nous avons vu ce qui s'est passé depuis 1922 .

M. le Président du Conseil a exposé avec force que l'aide financière prêtée à l'Autriche avait maintenu l'Autriche dans le respect des traités et ^{l'avait} écartée de cette tentative d'Anschluss - qui peut venir sous des noms différents de deux côtés différents .

Tout de même, nous avons vu en 1931, à la suite d'un revers financier, bien entendu, l'Autriche sur le point de céder à la tentation qui lui venait d'un pays voisin et de manquer ainsi de la manière la plus formelle à ses engagements. Nous avons connu des négociations - négociations secrètes - auquel aucun des gouvernements garants n'avait été associé, et ces négociations avaient été poussées très loin ! Il a fallu résister , il a fallu dire à l'Autriche qu'elle ne pouvait aller plus loin ...

La Commission des affaires étrangères, dont je suis en ce moment l'interprète, demande donc à M. le Président du Conseil de dire de la façon la plus nette à la Tribune du Parlement , à la Chambre et au Sénat, que le Gouvernement français considère qu'il y a un engagement d'honneur et qu'il ne laissera pas l'Autriche y manquer .

Monsieur le Président du Conseil, vous avez parlé de l'importance que présentait ce projet pour la situation européenne . Je vais plus loin que vous , et permettez-moi d'ajouter qu'au surplus nous ne serons pas en désaccord . Je considère que ce projet dépasse l'Europe , qu'il intéresse la paix du monde . Mais je m'en tiens à l'Europe et même pas à toute l'Europe pour le moment . Je ne prendrai que les

grands Etats, quoique je ne me dissimule pas - et la Commission des affaires étrangères non plus - l'intérêt qu'il présente pour certains états, qu'on appelle les états secondaires, mais qui ont, dans cette convention, un avis à donner et un rôle à jouer .

Mais il y a deux Etats sur lesquels nous vous demandons de nous donner des renseignements , c'est l'Allemagne et c'est l'Italie .

J'ai une liberté très grande , plus grande même que M. le Président de la Commission des Affaires Etrangères , aussi je ne m'exposerai à aucun risque en parlant . Dussé-je même m'exposer à quelque risque , je dirais ce que je pense de la question .

Du côté de l'Allemagne, il est superflu de poser la question . Nous connaissons parfaitement la situation . Vous n'élèverez aucune contradiction si la Commission des Affaires étrangères vous dit qu'il n'y a pas un parti allemand qui ne soit favorable à l'Anschluss .

Il va de soi que personne ne peut soupçonner que ce projet procède d'un sentiment de camaraderie politique internationale , ni de la part de ceux qui l'ont déposé , ni de la part de ceux qui le soutiennent aujourd'hui . Votre patriotisme vous met au-dessus d'une accusation de cette nature . Mais, vous le savez, en Allemagne, tous les partis sont pour l'Anschluss et, sur ce point, entre Hitler et Loebbecke, ancien Président du Reichstag , il n'y a ~~aucun~~ point de nuances . Il a pu y^{en} avoir chez Bruning ?... M. Pierre Laval l'a rencontré, et il a fait l'éloge de Bruning . Il a eu raison, mais quelque temps après nous avons entendu un

discours du Chancelier allemand dans lequel, en ce qui concerne les revendications allemandes, son langage ne différerait pas, si ce n'est dans la forme, de celui d'Hitler.

Nous avons pensé, à la Commission des affaires étrangères, que nous avions le devoir de signaler cette situation et ce danger.

Au surplus, vous-même - avec plus de discrétion que moi parce que vous êtes moins libre que moi - vous l'avez montré, et je ne pense pas, monsieur le Président du Conseil, que vous contesterez la réalité de ce danger.

Mais il y a un autre danger dont vous avez parlé avec une discrétion plus grande encore, et je la comprends. La Commission des Affaires étrangères, qui a essayé de faire le tour de la question, ne peut pas ne pas se préoccuper de la participation de l'Italie à la garantie de l'emprunt et du rôle qu'elle a joué dans les négociations.

M. le ministre des finances, dans son exposé, a marqué qu'il était nécessaire d'être d'accord avec l'Italie sur la question de la garantie. Nous entrons dans la garantie pour 100 millions de shillings et l'Italie pour 30 millions de shillings. Il semble qu'il y ait là une solidarité; mais cela ne suffit pas. Je parle avec une entière liberté, qui a ses périls sans doute, mais je veux faire connaître mon sentiment tout entier.

A la Commission des Affaires étrangères, je me suis expliqué il y a quelque temps sur les relations de la France et de l'Italie, à la suite du voyage de notre Président. Comment se fait-il qu'en Italie on ait été à peu près

exactement renseigné sur ce que j'avais dit à la Commission ? Je ne m'en plains pas , ce que j'ai dit, je peux le redire , mais il n'en est pas moins vrai qu'il est fâcheux que nous n'ayons pas cette sécurité qui devrait exister entre nous dans une commission aussi importante que celle des Finances ou celle des Affaires étrangères .

Je parle en mon nom personnel et je fais connaître mon avis à nos collègues . Je suis partisan d'une entente très cordiale entre la France et l'Italie , je n'ai jamais cessé d'être de cette opinion . Mais quelle est l'attitude de l'Italie dans l'Anschluss ?...

Vous avez parlé du "double péril", monsieur le Président du Conseil , l'un que vous avez à peu près défini - il éclate aux yeux de tous -, l'autre dont vous avez parlé avec plus de discrétion . Nous ne vous en avons pas moins compris . Cet autre danger, je le précise donc .

Il y a sept ans, M. Mussolini a prononcé contre l'Anschluss un discours d'une rare violence. Aucun homme politique français n'a prononcé un discours de cette nature ! Il parlait de guerre , il disait quel 'Anschluss entraînerait la guerre et il indiquait que l'Italie était prête .

Depuis, les paroles du chef du Gouvernement italien se sont singulièrement atténuées, et cette atténuation ne nous rassure pas , elle nous inquiète plutôt. Car nous nous demandons s'il n'y a pas entre l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne une entente que nous ne connaissons pas . Et c'est la raison pour laquelle je prends la liberté d'attirer votre attention sur ce point et de vous dire qu'il y a là un péril dont vous avez certainement mesuré l'importance . Et je

vous demande en même temps si, en votant le projet, nous arriverons à apaiser, du côté de l'Italie, certaines appréhensions . Pouvez-vous, dans une certaine mesure au moins , nous donner cette garantie ?..

Tel est l'objet de mon intervention. Elle a peut-être été un peu plus longue que devant la Commission des Affaires étrangères, je m'en excuse, mais je voulais essayer de justifier l'attention que la Commission avait bien voulu m'accorder . La question que je vous pose, monsieur le Président du Conseil , ne procède d'aucun sentiment de l'ordre politique . La politique nous rapproche beaucoup plus qu'elle ne nous éloigne . A mesure qu'on se rapproche du pouvoir, on voit mieux les responsabilités, on se rend compte que les points de vue ne sont pas toujours les mêmes ... Je suis prêt, monsieur le Président du Conseil, à vous prêter un très loyal, un très entier concours . Je le répète , nous avons, à la Commission des affaires étrangères, fait le tour de ces questions , nous vous les soumettons et nous attendons de votre vigilance et de votre patriotisme une réponse claire et précise . (Très bien, très bien !)

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL . Je vous assure, mon cher Président, que je n'ai pas besoin de cette perspective pour sentir certains dangers sur lesquels vous avez attiré mon attention . Même loin du pouvoir, j'en étais convaincu, soit du point de vue politique, soit sous la forme professionnelle. Je crois que l'insistance même que je me permets de mettre, devant les deux Commissions réunies, pour obtenir le vote

de ce projet, et les motifs par lesquels je la justifie, vous indiquent suffisamment mon sentiment . Je crois d'ailleurs vous avoir dit, en termes clairs, combien je partage vos inquiétudes . Et je vous ai dit que je crois précisément que la ratification de ce protocole est , non pas hélas! une certitude - je me place devant l'objectivité, devant les réalités - mais une garantie sérieuse de parer aux dangers qui nous menacent, et en tout cas l'absence de ratification nous précipiterait dans les périls auxquels vous avez fait allusion.

En ce qui concerne l'Anschluss , dont nous pouvons parler avec une entière liberté puisque nous sommes en présence d'un traité que nous entendons faire respecter , c'est le protocole de 1922 qui a été notre salut , notre unique salut devant la Cour de La Haye , et c'est dans le renouvellement des engagements de ce protocole que je vois l'intérêt politique de l'opération.

A ce point de vue , le texte même du protocole ne peut prêter à aucune ambiguïté : l'Autriche affirme à nouveau sa volonté de faire face ponctuellement à toutes ses obligations extérieures . C'est en tenant compte de cet engagement formel que les gouvernements garants - y compris le gouvernement italien - déclarent fonder leur aide sur le protocole I signé en Genève en 1922, avec tous les engagements qu'il comporte .

Et si j'ajoute que ce texte est accepté par l'Autriche à la suite de négociations au courant desquelles je me suis trouvé comme membre du Gouvernement précédent et délégué du Gouvernement français à Genève, si j'ajoute que l'Autriche a senti qu'elle ne pouvait obtenir une aide nouvelle sans ~~prendre~~ ~~prendre~~ à nouveau ~~à~~ ces engagements , il ne peut y avoir de

doute sur la portée de tels engagements de la part de l'Autriche .

Vous m'entendez bien , les textes sont les textes , la vie est la vie , les réalités sont les réalités . Il est bien certain qu'il faut que cela réussisse, qu'il faut que l'Autriche s'assainisse , qu'il faut qu'elle puisse vivre par elle-même avec le contact des autres états danubiens , sans quoi, trop petite pour rester seule , elle ira dans l'orbite de l'un ou de l'autre des Etats .

On a parlé de l'un , on a parlé de l'autre . Je voudrais tant arriver à disjoindre ce que nous craignons toujours de voir se rejoindre que je ne voudrais prononcer aucun mot qui pût compromettre un des aspects de la politique extérieure à laquelle je suis résolu à m'attacher .

.....

M. PIERRE LAVAL. J'ai écouté avec beaucoup d'attention les explications de M. le Ministre des finances et de M. le Président du Conseil .

La question qui nous est aujourd'hui soumise n'est pas nouvelle pour le Gouvernement français . A une date que je ne saurais exactement préciser de mémoire , mais postérieurement à l'effondrement du Kreditanstalt et à la tentative d'union douanière , le Gouvernement autrichien a demandé à la France de lui consentir un prêt .

A ce moment, l'Angleterre a usé de toutes les relations cordiales que nous avons avec elle pour tenter sur nous une pression amicale .

Le Gouvernement français s'est refusé de la façon la plus formelle , et malgré toutes les raisons invoquées - les mêmes exactement que celles qu'a exposées tout à l'heure M. le Président du Conseil - à céder à la demande qui nous

était adressée .

Je me rappelle un conseil de cabinet où la question avait été posée . J'ai pris la responsabilité de dire à mes collègues que nous ne consentirions un prêt à l'Autriche , que nous n'envisagerions l'octroi d'un secours que dans l'hypothèse où, solennellement et publiquement, elle renoncerait à son projet d'Anschluss .

Le Ministre des finances était de mon avis .

Le Ministre des affaires étrangères insista , comme M. Paul-Boncour vient de le faire . Nous avons passé outre, et nous n'avons pas consenti le prêt .

Je remercie M. Paul-Boncour d'avoir, en termes aussi précis et aussi éloquents , justifié le prêt que nous avons fait à la Hongrie . Les raisons qui nous avaient déterminé à refuser le prêt à l'Autriche étaient les mêmes , en sens inverse, qui nous amenaient à consentir le prêt à la Hongrie.

J'ai retrouvé dans mes notes une lettre du Ministre des Affaires étrangères au ministre des finances . On y parlait de l'Allemagne et de l'Italie, on y parlait aussi des pays de l'Europe centrale ... " conséquence inévitable de ce traité qui a créé un certain nombre de pays qui ne peuvent pas vivre ..."

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES FINANCES . Voilà la vérité !

M. PIERRE LAVAL . Et tout à l'heure je posais à M. le ministre des finances une question qui me paraissait d'un intérêt vital pour notre discussion : A combien s'élève le montant des avances et prêts consentis par la France et

par d'autres pays - l'Angleterre notamment - à tous les pays de l'Europe centrale ?

Vous constateriez , par l'énormité de ce chiffre , que si ces pays ont été contraints de faire appel à ces emprunts c'est parce que, économiquement, ils ne peuvent pas vivre .

Or, le ministre des finances écrivait, le 15 juillet 1931, au ministre des affaires étrangères :

" Toutefois, les difficultés actuelles ne peuvent être surmontées sans l'assistance de l'étranger, et l'émission de Bons du Trésor est une opération de sauvetage indispensable pour l'oeuvre de redressement entreprise par le gouvernement hongrois .

" J'insiste sur l'intérêt qu'auraient les banques françaises à participer à l'émission ... En effet, la Hongrie peut être , pour la stabilisation politique et économique de l'Europe centrale, un facteur important, particulièrement dans la période actuelle Les sages dispositions manifestées au moment de la conclusion de l'union douanière austro-allemande, et le programme financier du gouvernement hongrois fournissent une occasion peut-être unique etc...."

.....

Lorsque le Gouvernement anglais , qui avait insisté de la manière la plus pressante pour nous déterminer à consentir le prêt à l'Autriche, a su que nous opposions un refus formel , la Banque d'Angleterre , qui comme d'autres banques anglaises avait des capitaux énormes engagés dans le Kredit-anstalt, a fait une avance de 100 millions de schillings et elle a demandé au Gouvernement français d'en prendre sa part, malgré le refus déjà opposé .

Aujourd'hui, on nous propose de prendre part à un prêt

de 235 millions de schillings, la part de la France étant de 100 millions de schillings . Or, quelle est la part de l'Angleterre ? La Banque ~~de~~ d'Angleterre a prêté, je vous l'ai dit , 100 millions de schillings . Demain, si le Parlement français accepte votre proposition et ratifie le protocole de Genève , y aura-t-il un franc d'argent frais anglais prêté à l'Autriche ?... Non , et vous l'avouez d'ailleurs.

Vous le dites même dans le texte : " Si la Banque d'Angleterre a avancé 100 millions de schillings dès l'année dernière , l'opération projetée aboutit à transformer en un prêt à vingt ans ce qui n'est actuellement qu'une avance à trois mois ".

Dans cette affaire délicate où la susceptibilité française sera très engagée , où, pour vous suivre , le Parlement votera le protocole de Genève, parce que c'est la coutume dans nos assemblées de ne jamais démentir les engagements pris par les Gouvernements (Rires) - ce qui donne précisément à notre pays une certaine sécurité - (nouveaux rires) ... je dis cela au lendemain même du vote de la Chambre en ce qui concerne l'échéance du 15 décembre, car je pense que la Chambre est restée dans le cadre exact des engagements souscrits par les Gouvernements précédents .

Je dis qu'aujourd'hui l'opération qui nous est soumise consiste à demander à l'épargne française, avec la garantie du Gouvernement français , une somme de 100 millions de schillings, alors que l'Angleterre ne fait aucun sacrifice nouveau d'aucune sorte , qu'elle serait dans l'impossibilité d'obtenir actuellement de l'Autriche le remboursement des 100 millions de schillings qu'a avancés la Banque d'Angleterre,

et que, d'une certaine manière, c'est, de la part du gouvernement britannique un moyen de venir en aide à la Banque d'Angleterre qui se serait imprudemment engagée .

Je voulais dire ces choses, car elles me paraissaient utiles dans le cadre de cette discussion . Quand j'interroge ma conscience en ce qui concerne l'emprunt à la Hongrie, elle ne me reproche rien , surtout après avoir entendu les explications de M. Paul Boncour .

Je lui dis qu'en ce qui concerne l'Autriche je ne suis pas autant que lui rassuré par la signature nouvelle que l'Autriche va apposer au bas du protocole . Le protocole de 1922 était clair, et M. Paul Boncour, avec son talent habituel, a pu faire valoir devant la Cour de La Haye la solidité du texte en ce qui concerne l'interdiction faite à l'Autriche d'aliéner son indépendance économique .

Aujourd'hui elle ne fait que renouveler son engagement . Mais tout récemment nous avons reçu une déclaration de M. Dollfus, chancelier d'Autriche, qui ne parle plus d'union douanière ; il a trouvé une autre formule , il a réédité celle du Mittel Europa .

Sans doute, nous nous sommes engagés à Genève , mais les instructions données par le Gouvernement que j'avais l'honneur de présider ont été accompagnées de l'engagement que nos négociateurs , techniciens et experts, devaient obtenir de l'Autriche : une renonciation formelle et expresse à l'Anschluss.

Quand M. Chéron nous dit : si vous ne faites pas ce prêt, nous allons chaque année nous engager pendant dix ans à verser 75 millions — je lui demande : est-ce que vous me garantissez — vous ne le pouvez pas et je ne le pourrais pas davantage à votre place — qu'en faisant ce nouveau sacrifice, qu'en consentant ce nouveau prêt vous aurez assaini et consolidé la situation financière de l'Autriche de telle façon que nous serons à l'abri de tout risque en ce qui concerne la garantie que nous avons donnée en 1923 ?

Je voulais — je m'en excuse — vous donner ces quelques renseignements. On avait dit au gouvernement français, lorsqu'il a fait son prêt à la Hongrie : vous ne vous rendez pas compte de la gravité de votre geste ; l'argent que vous ~~vous~~ avez prêté à la Hongrie va lui permettre d'acheter des avions — et on nous a cité telle ou telle commande qui avait été passée par le gouvernement hongrois en Italie. Je pourrais vous poser, M. le président, la même question. Que va faire l'Autriche du seul argent qu'elle va recevoir, c'est-à-dire de l'argent français, alors qu'elle sera simplement dispensée de rembourser à l'échéance de trois mois la somme de qu'elle devait à l'Angleterre ? Avez-vous obtenu ces garanties politiques que j'exigeais et que je n'avais pas pu obtenir ? Croyez-vous que le protocole de Genève, tel qu'il est rédigé, qui ne fait que rééditer le protocole de 1922, constitue une garantie supplémentaire ? Quand j'entends parler du contrôle de la Société des nations, je réponds que je suis plein de respect pour elle, mais à condition qu'on n'attende pas de l'assemblée de Genève plus qu'elle ne peut donner.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES FINANCES. - Non, mais il y a des techniciens qui ont quelque valeur.

M. PIERRE LAVAL. - Jusqu'à présent ils nous ont coûté très cher.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES FINANCES. - Les hommes politiques encore plus cher. (Sourires)

M. PIERRE LAVAL. - Je ne dis pas le contraire.

Si je pensais que ces prêts fussent de nature à apporter ces apaisements que demandait tout à l'heure M. Barthou, j'y souscrirais volontiers, mais il ne me semble pas qu'avec le protocole nouveau, réédition d'un protocole déjà existant, et après les manifestations oratoires de M. le chancelier Dollfus dans la période même où il fait appel au crédit de la France, nous soyons en présence de dispositions meilleures que celles sur lesquelles nous pouvions compter quand j'ai refusé le prêt à l'Autriche.

M. LE PRESIDENT. - La parole est à M. Cornudet.

M. CORNUDET. - A la commission des affaires étrangères je me suis surtout appliqué au côté italien de la question et c'est pour cela qu'après avoir entendu M. le président du conseil nous dire que dans le protocole ~~mes~~ nous avions des garanties et que le gouvernement autrichien affirmait à nouveau sa volonté de faire face à toutes ses obligations extérieures, je dois dire que, si partisan que je sois du prêt à l'Autriche et de l'accord avec l'Italie qui me paraît plus intéressant aujourd'hui qu'autrefois, je suis tout de même frappé de ce que le protocole de 1922 n'ait pas empêché l'Autriche de poursuivre des

tractations patientes et tenaces avec l'Italie et en particulier je suis surpris de voir que l'Autriche a pu, en toute conscience, conclure un accord secret avec l'Italie. L'Italie s'est trouvée être, chose invraisemblable pour un homme de mon âge, l'intermédiaire entre l'Autriche et la Hongrie.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES FINANCES. - Il y a tant de choses invraisemblables pour des hommes de notre âge !

M. CORNUDET. - C'est vrai.

Et sans prendre à mon compte toutes les remarques qui ont été faites par M. William Stead, je ne peux pas laisser ignorer à M. le président du conseil qu'après les renseignements que j'ai recueillis depuis un an, il m'a semblé que la politique de l'Italie était singulièrement active et qu'elle ne visait pas seulement des chemins de fer, des routes, qui ont, comme vous l'avez dit, une grande importance, mais qu'elle tendait à reprendre la grande politique de l'Autriche vers l'Orient et à faire que l'Italie soit la maîtresse, qu'elle ait le contrôle du Danube.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES FINANCES. - C'est pour cela qu'il faut causer avec elle.

M. CORNUDET. - Oui, mais je voudrais avoir quelques garanties. Je ne voudrais pas que l'accord avec l'Italie nous amenât à nous brouiller avec ceux qui ont été pendant plusieurs années nos alliés et qui le sont encore. Or la politique de l'Italie tend à la maîtrise de l'Adriatique, l'accord douanier dont les journaux parlaient récemment entre l'Albanie et l'Italie en est la preuve. Dans ces conditions, je ne voudrais pas

La séance de la Commission des Finances est reprise à 18 Heures 20.

M. LE PRESIDENT.- Nous devons nous prononcer sur les articles réservés du projet de douzième provisoire, l'article 1er et l'article 13.

M. HENRI ROY, Rapporteur Général,- A l'article 1er, je maintiens mes précédentes propositions tendant à la disjonction du crédit de 10 millions inscrit par la Chambre pour faire des achats de blé au comptant.

Cette décision ne préjugerait d'ailleurs en rien du sort qui sera fait ultérieurement au projet de loi relatif à la défense du marché du blé. Il s'agit, en effet, de deux questions différentes ce dernier prévoyant tout un système de marchés à terme, tandis que le texte que nous examinons vise des achats au comptant.

M. VALADIER.- Ne pourrait-on pas, avant de prendre une décision, entendre le Ministre de l'Agriculture ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- A quoi bon ? La question est très simple. J'insiste pour la disjonction.

La disjonction est prononcée par 14 voix contre 3.

M. le RAPPORTEUR GENERAL.- En ce qui concerne l'article 13, je persiste à demander que l'autorisation supplémentaire d'émission de Bons du Trésor sollicitée par le Gouvernement soit limitée à 3 milliards.

Pour le mois de Janvier, il est incontestable qu'une faculté d'émission de 3 milliards suffit très largement. Pourquoi accorder plus qu'il n'est nécessaire ?

M. LE PRESIDENT. Le Gouvernement a posé la question de confiance à la Chambre sur cette question. Il s'agira certainement

ment de même au Sénat. Dès lors, est-il bien utile d'engager une résistance que nous ne pourrions poursuivre bien longtemps.

M. le Rapporteur Général a raison au point de vue technique, mais la question est devenue politique et il faut l'envisager comme telle.

M. FOURCADE.- Si nous devons nous incliner toutes les fois que le Gouvernement aura posé la question de confiance devant la Chambre, et si, comme l'a annoncé M. le Ministre des Finances, ce dernier brandit cette arme à chaque instant, je me demande ce qui restera de notre pouvoir de contrôle !

M. LE MINISTRE DES FINANCES n'a justifié en rien sa demande de 5 milliards " M. FLANDIN m'avait agacé " a-t-il ! Où irions-nous, Messieurs, si nous prenions pour des arguments les accès de mauvaise humeur d'un Ministre ?

M. LE PRESIDENT.- Il y a tout de même une autre raison que le Ministre a indiquée et sur laquelle il a eu le tort de ne pas insister assez.

Les experts de 1926 avaient établi d'une manière péremptoire que le Trésor avait besoin toujours d'une faculté d'émission de 5 milliards .

Avant la guerre, on jugeait que la faculté d'émission ne devait pas descendre au-dessous de 600 millions. Avec l'importance des budgets actuels , ce chiffre doit être porté à 5 milliards. Il n'y a là aucune exagération.

M. LE RAPPORTEUR GÉNÉRAL.- J'admets qu'il soit nécessaire l'équilibre du Budget étant réalisé, de donner au Ministre des Finances, la faculté d'émettre pour 5 milliards de bons du Trésor. Mais nous n'en sommes pas là aujourd'hui.

Il n'y a pas de Budget. Ce que le Gouvernement nous demande, c'est le moyen de s'en passer. Eh bien! limitons le plus possible tout ce qui pourrait retarder l'établissement d'un budget.....

Budget en équilibre.

M. SCHRAMECK.- N'oublions pas la crise qui retarde la rentrée des impôts et rend nécessaire un appel du budget à la Trésorerie.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Cet argument du retard dans la rentrée des impôts joue plutôt en faveur de ma thèse, car on escompte en Janvier une accélération des rentrées qui doit donner par rapport aux mois précédents une plus value de 600 millions.

Une faculté d'émission de ~~2~~ 3 milliards suffit donc amplement .

M. HERVEY.- Je voterai la proposition de M. le Rapporteur Général pour protester contre la politique de facilité dont s'inspire le Ministre des Finances en exagérant les facultés d'émission de la Trésorerie.

La proposition de M. le Rapporteur Général est adoptée par 13 voix contre 9 .

MARCHE DU BLE

Sur la proposition de M. LAUDIER, la Commission décide d'entendre M. le Ministre de l'Agriculture avant de statuer sur le projet de loi relatif à la défense du marché du blé.

Cette audition est fixée à la séance de demain.

BUDGET DE L'ALGERIE.

M. le Président.- L'ordre du jour appelle l'examen pour rapport au fond du projet de loi tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au Budget de l'Algérie pour l'exercice 1933.

M. LE RAPPORTEUR

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La Chambre n'a voté ce projet qu'à la séance d'hier. C'est donc le renouvellement de la comédie lamentable à laquelle donne lieu tous les ans l'examen du budget de l'Algérie.

En signe de protestation, notre Rapporteur spécial M. HAYAUX a refusé de faire le rapport. Comme toutefois, il est indispensable qu'un vote intervienne avant la fin de la session, j'ai accepté de me substituer à lui, étant entendu qu'il profitera de la discussion pour marquer notre mécontentement et demander énergiquement que le Sénat ne soit plus mis dans une pareille situation.

M. LE PRESIDENT.- Si M. HAYAUX n'obtient pas satisfaction, la Commission lui donnera mandat de déposer sur ce sujet une demande d'interpellation.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture de son rapport qui est adopté.

La séance est levée à 18 Heures 45.

Le PRESIDENT de la COMMISSION des FINANCES:

J. Caillat

COMMISSION DES FINANCES

Séance du Jeudi 29 Décembre 1932

La séance est ouverte à 13 Heures 30, sous la présidence de M. CAILLAUX, Président.

Présents : MM. CAILLAUX, ROY. PERRIER. CAVILLON. HIRSCHAUER
HERVEY? MILAN. de WENDEL, CHAUVEAU, GALLET.
REGNIER. BIENVENU MARTIN. LESBONNE. VALADIER.
HAYAUX. CHARABOT. LEBERT. LAUDIER. SARI.
FARJON. BERENGER. MAHIEU. TOURNAN. MANCEAU.
SERRE. FOURCADE. SCHAREMCK. PIERRE ROBERT.
FRANCOIS SAINT MAUR. VOILIN. LAVAL.

PROJET DE LOI AUTORISANT LE MINISTRE DES FINANCES A
ACCORDER LA GARANTIE DE L'ETAT A UNE TRANCHE DE 100 MILLIONS
de SCHILLINGS D'UN EMPRUNT DU GOUVERNEMENT FEDERAL AUTRICHIEN.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle la suite de
l'examen pour avis financier, du projet de loi autorisant le
Ministre des Finances à accorder la garantie de l'Etat à une
tranche de 100 millions de schillings d'un emprunt du Gouverne-
ment fédéral autrichien.

Nous étions en droit de penser que la Chambre aurait terminé
ce matin, l'examen de ce projet. Il n'en est malheureusement
rien. Un grand débat politique vient de s'instituer. M. FLANDIN

a

a mis en cause M. HERRIOT qui doit lui répondre cet après-midi. Dans ces conditions, je crois que la prudence nous commande de s'abstenir à statuer sur un projet aussi délicat et qui n'a pas encore été voté par l'autre Assemblée.

M. ROY, Rapporteur Général.- J'ai préparé un projet d'avis dont je crois que la Commission peut entendre lecture sans inconvénient.

M. LE PRESIDENT.- Alors, veuillez nous en donner lecture.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture d'un avis ou après avoir formulé les réserves que lui inspire le projet, il conclut à son adoption en raison des arguments d'intérêt national invoqués par M. le Président du Conseil.

M. LE PRESIDENT.- Je ne ^{me} sens pas en état de refuser de voter un projet dont M. le Président du Conseil nous dit que son rejet risquerait de faire tomber l'Autriche dans la sphère d'influence d'une puissance qui ne semble pas animée à notre égard des meilleurs sentiments.

M. BERENGER.- Hier, la Commission des Affaires Etrangères, réunie après l'audition de M. le Président du Conseil, a décidé par 12 voix, contre 1, non pas de recommander l'adoption du projet, mais de ne pas s'opposer au vote de celui-ci par le Sénat. Aucun des membres présents n'ayant voulu se charger du rapport, la Commission a décidé de charger son Président d'exposer à la tribune du Sénat, les raisons qui ont déterminé son attitude. C'est donc sans enthousiasme que je présenterai à la tribune des conclusions tendant à permettre le vote, par le Sénat, d'un projet dont le Gouvernement lui demande instantamment l'adoption.

Je dois, toutefois, faire ici une remarque. Il m'a été affirmé que la Banque d'Angleterre, créancière du Gouvernement autrichien.....

autrichien d'une avance de 100 millions de schillings, serait remboursée de cette avance, même si la tranche anglaise de 100 millions de schillings du présent emprunt n'était pas couverte. Le résultat serait donc, dans ce cas, que les 100 millions de schillings souscrits par la France, serviraient en tout ou en partie à rembourser la Banque d'Angleterre.

D'autre part, des arrangements comme ceux dont j'ai parlé à propos de la Kreditanstalt peuvent être intervenus.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Si l'argent de la tranche française devait servir à dégeler les crédits anglais et américains imprudemment avancés à la Kreditanstalt, ce serait pour nous une raison de refuser de voter le projet.

M. BERENGER.- J'estime que quand on soumet un projet de cette importance au Parlement, on devrait fournir aux Commissions certaines explications indispensables. Or, on ne nous en a donné ni sur le rôle de la Kreditanstalt, ni sur les conditions du remboursement de l'avance de 100 millions de schillings que la Banque d'Angleterre avait consentie en 1931 au Gouvernement autrichien pour dégeler les crédits accordés par des Banquiers anglais à la Kreditanstalt. Il ne faudrait tout de même pas que la solidarité internationale que l'on invoque n'eût d'autre effet que de faire rembourser avec l'argent des souscripteurs français, les sommes aventurées par les banquiers anglais.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le Conseil de la S.D.N. a décidé que le présent emprunt comporterait diverses tranches: une de 100 millions de schillings souscrite en Angleterre, une d'un égal montant souscrite en France, une tranche de 30 millions de schillings souscrite en Italie et une de 5 millions de schillings

Schillings souscrite en Belgique. Ma plus grande crainte, en cette affaire, est que la France soit la seule à apporter de l'argent frais. Nous ne savons pas, en effet, comment seront émises les tranches étrangères.

M. LE PRESIDENT.- Nous pourrions exiger du Gouvernement l'engagement qu'il n'accordera pas la cote aux titres de la tranche française tant qu'il n'aura pas obtenu la garantie que le produit de cette tranche ne servira pas à rembourser la Banque d'Angleterre et tant qu'il ne sera pas sûr que nous ne serons pas les seuls à apporter de l'argent frais.

M. REGNIER.- Pourquoi n'insérerait-on pas cette double condition dans le texte du projet ?

M. LE PRESIDENT.- Ce n'est pas possible, mais nous pouvons obtenir un engagement ferme de M. le Président du Conseil à la tribune du Sénat.

M. MAHIEU.- Il faudrait demander que le taux de l'emprunt soit tel, qu'il ne puisse gêner les émissions que le Trésor s'apprête à faire pour son propre compte. Il est bien évident que si la tranche française de l'emprunt autrichien est émise sur le marché de Paris à 6 %; il sera impossible au Trésor de placer des bons à 5 .

M. LE PRESIDENT.- Non, car le public, - et cela est incompréhensible, - n'a pas la même confiance dans les fonds simplement garantis par l'Etat que dans les emprunts émis directement par l'Etat, pour son propre compte. Et cela explique que le taux de ceux-là est toujours plus élevé que celui de ceux-ci.

M. MILAN.- Il n'y a qu'à voir les obligations des Compagnies de chemins de fer. Bien qu'elles soient garanties par l'Etat, leur taux est toujours plus élevé que celui des emprunts d'Etat.

M. LE PRESIDENT.- Et c'est ce qui explique que l'emprunt récent
du

du Maroc n'ait pas été couvert.

Mais ce ne sont point là des questions qu'on puisse traiter à la tribune .

M. HERVEY.- Les titres du nouvel emprunt seront, paraît-il, émis au-dessous du pair, vers 450 francs. Comme il a été stipulé que la tranche française doit produire 100 millions de schillings, net; c'est donc en réalité un emprunt de 110 millions de schillings environ que l'Etat aura à garantir.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Parfaitement .

Les conclusions de l'avis de M. le Rapporteur Général sont approuvées.

Sur le rapport de M. le Rapporteur Général , la Commission adopte un projet de loi relatif à la Cie générale transatlantique.

M. HERVEY.- Le Gouvernement et nos Collègues d'Alsace-Lorraine

PROJET DE LOI
TENDANT A L'OU-
VERTURE D'UN CREDIT
DE 3.150.000 FS.
DESTINE AU PAYE-
MENT D'INDEMNITE-
S AUX ALSACIENS
ET LORRAINS

me demandent de rapporter un projet tendant à l'ouverture d'un crédit de 3.150.000 francs destiné au payement d'indemnités aux Alsaciens-Lorrains internés pendant la guerre.

M. de WENDEL.- Le vote de ce crédit permettra de terminer une histoire ridicule qui aurait pu ne jamais naître , mais qu'il semble légitime de terminer. Etant donné que certains des internés ont déjà touché des indemnités , il serait injuste de refuser toute indemnisation aux autres.

M. HERVEY.- L'opération à laquelle le crédit permettra de faire face, est une opération de liquidation. Les 3 millions qu'on nous demande sont, en effet, destinés à payer les indemnités accordés par la Commission de Strasbourg dont les travaux sont terminés.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il faudra bien spécifier dans votre rapport qu'il s'agit d'une solde et qu'aucune nouvelle demande d'indemnité.....

d'indemnité ne saurait être accueillie.

Le projet de loi est adopté.

AUDITION de MM . les MINISTRES DES FINANCES ET DE L'AGRICULTURE

...../.

COMMISSION DES FINANCES

Audition de M. Henry Chéron, ministre des finances,
et de M. Queuille, ministre de l'agriculture.

M. LE PRESIDENT. - Vous pourriez, Monsieur le ministre de l'agriculture, commencer votre exposé, au risque que nous ayons tout à l'heure l'avis diamétralement opposé de votre collègue des finances.

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE. - J'espère que cette hypothèse ne deviendra pas réalité.

J'ai à défendre devant la commission des finances un projet relatif à la défense du marché du blé, projet préparé par le ministère précédent, dont le ministre de l'agriculture était l'ancien rapporteur général du budget à la commission des finances du Sénat et qui, connaissant d'une façon particulière la misère des temps et la détresse des finances publiques, a essayé d'établir un projet de telle sorte que le Trésor soit le moins grevé possible.

Ce projet est loin d'avoir au point de vue financier les conséquences graves que l'on a dites parfois, mais avant de vous l'exposer, je voudrais vous parler en quelques mots de la situation générale du marché du blé.

Je ne reviens pas sur le passé. Avant 1914 la France, pays généralement déficitaire, était au milieu d'une économie mondiale que la guerre n'avait pas encore bouleversée. La protection douanière jouait alors son plein et on pouvait, avec des variations de droits de douane qui n'étaient pas très fréquentes dans les dernières années, assurer aux producteurs de blé des situations au sujet desquelles ils n'émettaient pas de protesta-

tions bien graves. Avec la guerre, il y a eu une augmentation des emblavures, à cause du blé nécessaire pour les pays qui se battaient, et cela s'est produit surtout dans les pays neufs, aux Etats-Unis, au Canada, en Argentine, en Australie. La surproduction qui est résultée de cet état de choses n'a pas cessé lorsque les agriculteurs européens ont vu leurs possibilités reconstituées. D'ailleurs, avec des surfaces emblavées moins grandes qu'en 1914 on a maintenant des récoltes comparables et quelquefois supérieures à celles de 1914.

La situation mondiale est donc extrêmement grave. Des pays qui avaient escompté pendant longtemps triompher de la concurrence des pays supportant les charges de la guerre doivent envisager des mesures presque révolutionnaires pour limiter la surface des terres emblavées. C'est ainsi que l'Argentine, vient d'adresser à la Société des nations, au bureau qui se préoccupe de la conférence économique mondiale, une proposition tendant à la restriction des emblavures.

Mais ce n'est pas la seule conséquence de la surproduction née de la guerre. Il en est résulté dans tous les pays producteurs, exportateurs ou non, un protectionnisme excessif et, pour pouvoir exporter les excédents de récolte, des mesures de dumping sur lesquelles je n'ai pas à insister, d'autant que la plupart d'entre vous les connaissent.

Dans cette bataille qui se livre entre les pays producteurs, il est bien certain que si un pays qui a eu autrefois comme une des bases de son économie cette prétention de se suffire au point de vue du blé reste complètement désarmé et ne se défend pas, nous ne savons pas quels désagréments arriveront à nos producteurs.

Notre pays a essayé de se défendre et, au cours de 1929, après une belle récolte comme celle que nous connaissons cette

année, la législation est intervenue, qui a fait jouer en France des mesures d'un ordre nouveau. On a limité l'emploi des blés en meunerie. J'ai été le premier à proposer comme député cette législation en France, elle était déjà appliquée alors en Espagne et en Allemagne depuis juillet 1929. Cette protection a joué au plein quand nous avons eu des récoltes déficitaires, mais en période de récoltes excédentaires, elle ne joue plus.

Certains d'entre nous, bien avant qu'on connaisse les résultats de la récolte de 1932, l'ont dit et nous avons prévenu les agriculteurs qu'une extension des emblavures aurait comme résultat de faire de la France un pays qui produise du blé plus que ses besoins.

Nous avons essayé une protection supplémentaire pour les céréales secondaires, mais c'est une question qui est en ce moment hors du débat.

La récolte de 1932 était de très belle apparence et dépassait sensiblement la production moyenne du blé en France. Une campagne alarmiste s'est alors déclenchée, susceptible d'impressionner d'autant plus les cultivateurs qu'il y avait un tarif protectionniste qui ne pouvait pas jouer en cas de pléthore. Il en est résulté un mouvement dans les campagnes, mouvement qui, par moment, a pris une allure inquiétante. Je sais bien qu'en France, pays de polycultures, dans les régions où l'on n'est pas seulement producteur de blé - dans ma région par exemple - on accepte très bien la baisse, mais dans les endroits où c'est la culture fondamentale, la baisse des cours a soulevé un mouvement de protestation, d'inquiétude, et parfois de colère qui s'est déjà traduit par des réactions verbales violentes et qui demain peut se traduire par des manifestations un peu inquiétantes.

M. LE PRESIDENT. - Oh!

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE. - Nous avons eu certaines manifestations de municipalités devant lesquelles je ne m'incline pas, mais que j'ai enregistrées.

Peut-on faire quelque chose de raisonnable pour essayer d'atténuer dans une certaine mesure le malaise paysan, qui est incontestable dans les régions de monoculture du froment ? On me dira que si on fait cela, on sera peut-être obligé de prendre des mesures analogues pour d'autres productions agricoles françaises, pour le vin, le bétail...

M. LEON PERRIER. - Les bois.

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE. - Pour les bois, la question n'est pas la même, nous avons toujours été importateurs et c'est surtout par la restriction des importations - à laquelle nous nous efforçons actuellement de procéder - que l'on arrivera à donner aux producteurs de bois et à l'industrie forestière une protection analogue à celle qui, pour le blé, avait joué les années déficitaires. Pour le producteur de bétail, nous faisons les mêmes limitations d'importation et il ne peut être question de reporter à l'année suivante...

M. LOUIS SERRE. - Le blocage est fait ~~par le~~ ~~par le~~ cultivateur et à ses frais...

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE. - Pour le vin, avec la protection que la Chambre et le Sénat ont voulu très grandes, cela va.

Pour le blé, lorsque la question s'est posée en 1929, après une récolte comparable à celle que nous avons eue, avec un excédent par rapport à nos besoins de cinq millions de quintaux, le Parlement a eu à choisir entre deux éventualités :

reporter sur la campagne suivante les cinq millions de quintaux en excédent, puisqu'on pouvait escompter cette campagne déficitaire, ou essayer d'exporter. Malgré la différence de prix entre le cours intérieur et le cours mondial, c'est à la deuxième solution que la Chambre s'est arrêtée et on a fait un sacrifice pour décongestionner le marché des blés. Ce sacrifice s'est traduit par le passage de 4.700.000 quintaux à l'extérieur, avec la prime à l'exportation dont l'Etat français a supporté le poids financier.

Si on avait reculé l'excédent de 1929, nous n'aurions pas été obligés, après la récolte déficitaire de 1930, de faire rentrer en France les 5 millions de quintaux qui en étaient sortis et l'opération eût été certainement avantageuse.

Actuellement, même si on est favorable au principe des primes d'exportation, il est bien certain qu'une telle opération, à un moment où les nations sont alertées contre les mesures de dumping, se heurterait à des mesures de représailles et, quelles que soient les espérances nées dans certains milieux, elles seraient très vite limitées par les mesures de réciprocité qui seraient prises.

M. LE PRESIDENT. - Soyez-en bien convaincus.

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE. - Pourquoi ne pas reporter le stock en excédent ? C'est la question que s'était posée mon prédécesseur et que je m'étais posée moi-même. Il y a d'abord une objection à laquelle je réponds : Avons-nous les moyens de nous assurer la propriété du stock pour le reporter, avons-nous les moyens d'entretenir ce stock ? Si l'Etat n'a pas les moyens d'entretenir le stock, l'opération est hasardeuse. C'est pourquoi le projet envisage un stock fait chez les agriculteurs ou dans les coopératives.

Ainsi, une partie des objections disparaissent.

L'auteur du projet, mon ami M. Gardey, devant la misère des finances publiques, n'avait envisagé qu'un crédit d'engagement, avec décaissement par l'Etat en septembre 1933, donnant possibilité, s'il y avait en 1933 une récolte déficitaire, de faire bénéficier les agriculteurs de la hausse et de libérer l'Etat de cette manière d'hypothèque que les agriculteurs vont prendre sur lui. On peut me faire l'objection : Vous jouez sur la récolte déficitaire...

M. LOUIS HERVEY. - Ce n'est pas une objection, mais une vérité.

M. LE PRESIDENT. - Une constatation.

M. LE MINISTRE. - Oui, mais qui s'appuie sur cette constatation certaine qu'en ce moment les emblavures augmentent en France et que nous allons, d'une façon à peu près sûre, à une France agricole produisant plus de blé que les quantités nécessaires au pays.

Reportons-nous aux statistiques du ministère de l'agriculture. Je sais bien que les statistiques, on a affirmé et répété qu'elles étaient pour les hommes politiques une manière habile de mentir.

M. LE PRESIDENT. - C'est comme les notes de musique : Suivant la façon dont on les frappe, elles donnent des airs différents.

M. LE MINISTRE. - Je vous avouerai en avoir là montrant qu'en 1932, au moment des semailles qui ont fait la récolte que nous venons de voir, la surface des terres emblavées en blé en France avait augmenté d'environ 200.000 hectares.

Quand j'ai écrit cela, je m'étais reporté aux statistiques et je leur avais bien fait dire ce qu'elles disaient par rapport à 1931, mais ce n'est pas vrai par rapport aux années précédentes : En 1930, les semailles qui ont conduit à la récolte de 1931 avaient été faites dans des conditions particulièrement défavorables, les semailles de printemps n'avaient pas été aussi développées qu'on l'aurait voulu et il n'y avait eu que ^{millions d'}494.000/hectares emblavés.

En 1932, on a emblavé en froment 505.355.000 ha. mais si nous rapprochons ce chiffre des terres ensemencées en blé en 1930 et en 1929, nous voyons qu'il est inférieur. On peut donc dire que si on prend la moyenne depuis 1928, les surfaces ensemencées en blé n'ont pas augmenté en France et sont en régression par rapport à 1914 de 1.500.000 ha.

J'entends bien que les rendements ont augmenté dans des proportions considérables, mais si vous prenez la moyenne des récoltes depuis 1928, vous voyez qu'il n'y a tout de même eu que deux récoltes en excédent de nos besoins et, toutes conditions égales, d'ailleurs, on ne peut pas conclure de ces chiffres que nous allons en France vers des récoltes pouvant toujours satisfaire à tous nos besoins, mais seulement que nous aurons plus souvent qu'avant guerre des récoltes excédentaires, mais qu'il y aura tout de même des besoins d'exportation et de report.

La crainte que l'on exprime est donc un peu chimérique. On me dira : Si, contrairement à toutes les statistiques, vous avez deux récoltes excédentaires, que ferez-vous des excédents ? Qu'en ferez-vous si les deux années excédentaires qui se sont produites tous les cinq ou six ans se succèdent ? Cela dépend du soleil et pas de nous, mais je ne crois pas que cela puisse avoir des conséquences désastreuses, je ne crois même pas que

ne présente pas quelque intérêt.

M. LE PRESIDENT. - Ah!

M. LE MINISTRE. - Oui, car il faut prendre un système protectionniste comme celui que nous avons insistué par la loi de 1929 avec ses avantages et ses inconvénients. Or, indépendamment de la grande politique économique qu'il faudra bien organiser quand on aura remis sur pied l'Europe d'abord et le monde entier, il faut bien dire que ce système peut avoir un inconvénient grave au point de vue de la sécurité et de l'ordre public, et je pose la question suivante : Supposons que nous ayons eu en France, en juin 1932, un état de guerre. C'est une hypothèse que nous ne pouvons pas considérer comme à rejeter définitivement, loin de nos yeux. On se préoccupe des conséquences qu'aura, au point de vue du marché du blé, une récolte admirable, on restreint les importations étrangères, et il y a la guerre, alors qu'on n'a pas de réserves. On s'est arrangé, en effet, pour qu'il n'y ait pas de stock - et j'en remercie mon prédécesseur - au moment où la grosse récolte de 1932 va arriver sur le marché. Il est matériellement impossible, si on n'a pas la liberté des mers, d'attendre la récolte. Cette hypothèse compte tout de même, car si on ne l'admet pas pour le blé, il faut supprimer tous les stocks de l'armée. Il est donc indispensable de prévoir en ces matières, ou alors on ne doit le faire dans aucun cas.

Pour l'ordre public, il faut également que certaines réserves existent et je vais me placer dans une autre hypothèse que j'ai connue : Vous savez qu'à certains moments, des difficultés de ravitaillement peuvent se produire, soit parce que vous êtes en bataille avec la grande maunerie, -

c'est ce qui est arrivé en 1925. On ne veut pas réquisitionner les moulins. En 1925, comme ministre de l'agriculture, j'ai eu l'honneur de faire voter par le Sénat, après l'avoir fait voter par la Chambre, une loi permettant de fixer le prix minimum de la farine et, le lendemain, j'ai eu en face de moi toute la grande meunerie, centralisée en un nombre de mains un peu trop faible, qui a organisé la résistance sous la forme suivante : On a refusé de livrer la farine aux boulangers dans les quartiers communistes de Paris et les coins communistes de Seine-et-Oise.

J'avais la responsabilité du ravitaillement. J'ai fait appel à l'entente. Le stock dont elle disposait à Paris était de 13.000 quintaux, ce qu'il faut pour nourrir Paris un jour. Je n'ai pu me tirer de cette difficulté qu'en faisant appel au concours de certains grand moulins sur lesquels j'avais peut-être alors une prise. Je leur ai demandé de livrer au ministère de l'agriculture, pour être livrés aux boulangers avec le concours des camions et des soldats de l'Intendance 500 quintaux par jour, ce qui m'a permis de pallier à la difficulté.

Cet état de fait donne à certaines grandes forces économiques des moyens d'action inadmissibles contre le Gouvernement. Dans des périodes de tension diplomatique, il ferait que nous ne serions pas sûrs du ravitaillement. Ne croyez-vous pas qu'il implique la constitution en France d'un stock de prévoyance et de sécurité ?

Je l'envisage uniquement dans l'hypothèse où nous devrions garder une partie du stock constitué par des achats différés en surnombre. Mais si nous sommes en présence d'une hausse des blés et si les agriculteurs nous demandent ^{en grand nombre} ~~xxxx~~ de résilier le contrat passé avec eux avec des paiements et des livraisons différés, ce stock pourra être constitué en échelonnant sur un grand nombre d'années.

Telles sont les raisons générales qui ont commandé le dépôt du projet et qui ont fait que pour ma part je l'ai adopté sans réserves.

J'en arrive au détail.

Vous connaissez les dispositions essentielles. Sur l'article 1er, qui tend à donner aux agriculteurs des facilités spéciales, je pense qu'il n'y a pas de difficulté.

M. LE PRESIDENT. Aucune, monsieur le ministre.

DE L'AGRICULTURE

M. LE MINISTRE. / On donne aux agriculteurs des prêts à intérêt réduit sans que l'Etat, grâce aux négociations conduites par M. le ministre des finances, supporte un ^{prête} préjudice puisqu'il ~~emprunte~~ aux Caisses de crédit agricole de l'argent à 2 p. cent, taux d'intérêt consenti par la Caisse des dépôts et consignations.

M. BIENVENU-MARTIN. La Caisse des dépôts et consignations accepterait de prêter à 2 p. cent ? Cela ne me paraît pas possible.

ministre des finances.

M. HENRY CHERON. / En arrivant au ministère des finances, j'ai trouvé ce projet. J'ai demandé immédiatement les renseignements. Ma préoccupation était la même que celle de M. Bienvenu-Martin. On m'a fait connaître que le Directeur de la Caisse des dépôts et consignations a donné son adhésion à des prêts à 2 p. cent.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. Ces prêts sont considérés comme étant à très court terme.

M. LE PRESIDENT. Il n'y a donc pas un centime à décaisser par l'Etat. Sur ce premier article, vous pouvez compter, monsieur le ministre, sur l'adhésion complète

de la commission des finances.

M. BIENVENU-MARTIN. Evidemment, la Caisse est obligée de placer temporairement un certain nombre de centaines de millions pour assurer sa trésorerie. Elle aime mieux placer à 2 ou 3 p. cent auprès des Compagnies de chemins de fer et des établissements de crédit que d'être obligée de verser ces sommes en compte-courant au Trésor où elle reçoit 1 % ou à la Banque de France où elle ne reçoit rien.

M. CHAUVEAU. A combien arriveront les prêts ?

M. QUEUILLE, ministre de l'agriculture. A 4,50 %.

L'article 2 prévoit l'ouverture d'un crédit d'engagement de 300 millions pour la constitution de ce stock que j'ai essayé de justifier tout à l'heure. Il s'agit uniquement d'un crédit d'engagement.

L'Etat contractera avec les groupements agricoles, avec les agriculteurs et, à leur défaut, avec d'autres personnes, des contrats aux termes desquels les agriculteurs s'engagent à livrer en septembre une certaine quantité de blé. Il sera acheté à un cours voisin du cours du jour. D'après les dispositions qui seront insérées au décret, l'agriculteur aura la possibilité de résilier le contrat s'il y a hausse pour dégager l'Etat de l'engagement moral qu'il aura pris et pour diminuer dans toute la mesure possible les paiements qui pourront intervenir ultérieurement.

M. LE PRESIDENT. Qui achètera ?

M. QUEUEILLE, ministre de l'agriculture. E'Intendance, sauf possibilité pour le ministre de l'agriculture de traiter directement avec les coopératives pour les contrats déjà intervenus, d'après lesquels elle stocke des blés et s'engage à faire des livraisons échelonnées.

M. LE PRESIDENT. Vous n'avez pas envisagé la constitution d'un Office privé ?

M. QUEUEILLE, ministre de l'agriculture. J'ai dit à la Chambre qu'en ce qui concerne les projets ultérieurs dont elle nous demande d'étudier avec M. le ministre des finances et le Gouvernement l'élaboration et le dépôt, nous étudierions de très bonne foi une combinaison pour faire la conciliation entre les états d'esprit des deux Assemblées.

Il y a deux hypothèses : ou bien le blé hausse et nous nous retrouverions avec des possibilités de résiliation de ce contrat qui remettrait les blés en circulation. Nous aurions soutenu le marché pendant la période de dépression qui suit immédiatement chaque récolte et pendant laquelle les agriculteurs veulent toujours vendre. Je crois très sincèrement que les chances de voir consolider ce stock jusqu'en septembre 1933, bien que ce soit fonction des perspectives de la récolte prochaine, ne sont pas aussi grandes qu'on le dit.

On a lancé dans le public, en ce qui concerne le montant de la dernière récolte une série de chiffres que je considère comme manifestement exagérés. Nous avons

eu, c'est entendu, une récolte qui a dépassé la moyenne. Nous n'avons qu'une campagne d'un mois et demi à vivre sur la récolte de 1932. C'est encore entendu. Mais il y a un élément dont on n'a pas tenu compte quand on a rédigé certains articles à tendance baissière : la récolte ayant été faite en août, une grande partie des blés du Nord de l'Afrique doivent être portés au compte de l'approvisionnement de la campagne 1931/1932 et non de la campagne 1932/1933.

J'ajoute que des chiffres que j'ai eus sous les yeux il semble résulter que nous avons reçu avant le 20 août en France des blés algériens et tunisiens dépassant de beaucoup les possibilités d'exportation de ces deux pays. Je suis convaincu qu'avant la fin de la campagne, l'Algérie et la Tunisie, si on y exerce un contrôle sérieux, seront obligés d'acheter des blés en France ou à l'étranger. Nous n'admettrions pas cette dernière hypothèse.

Qu'on fasse le compte. L'excédent de la récolte par rapport aux besoins, compte tenu de cette rectification fondée sur l'entrée massive de blés algériens avant le 20 août, est d'un ordre de grandeur d'environ 7.500.000 quintaux. Comme la campagne 1932 a débuté avec des stocks inexistants et qu'on reporte habituellement l'approvisionnement d'un mois, soit 6.500.000 quintaux, nous avons très peu de chose à faire pour assainir le marché.

C'est pourquoi je suis convaincu que le crédit de 300 millions que nous vous demandons actuellement de nous ouvrir ne sera pas définitivement engagé et ne donnera pas lieu à 300 millions de paiements par l'Etat.

Même dans cette hypothèse, les 300 millions ne seront pas perdus pour l'Etat. Il faudra imputer sur cette somme les achats normaux de l'Intendance, sans tenir compte du stock de prévoyance dont j'ai parlé tout à l'heure, jusqu'à concurrence de 80 à 100 millions avec ce qui nous resterait sur les blés qui seraient définitivement acquis. La perte pour l'Etat serait donc pour ainsi dire inexistante.

Je vous demande de vouloir bien permettre au ministre de l'agriculture d'engager ce crédit de 300 millions dans les conditions que je viens de dire, avec des risques aussi limités et des possibilités d'utilisation du stock qui, je vous l'assure, correspondent à un souci de prévoyance et de sécurité pour l'ordre public et pour la défense nationale.

Il y a par ailleurs en ce moment dans le monde des campagnes menées par certains mauvais bergers qui vont disant qu'on ne fait rien pour l'agriculture. Nous sommes loin de suivre la démagogie et nous nous opposons de toutes nos forces à certains courants qui, à la Chambre, trouvent pour s'exprimer une véhémence à laquelle le malheureux ministre de l'agriculture essaie de résister. Donnez-lui tout de même la possibilité de se présenter devant ceux-là et surtout devant l'opinion publique rurale et de dire que s'il n'a pas fait tout ce que certains

réclament, il essaie tout de même, quand les agriculteurs souffrent, de les soulager.

Nous serons, en adoptant ce projet, très en dessous de ce qu'on fait dans les autres pays du monde qui vont beaucoup plus loin en engageant parfois des finances beaucoup plus obérées que les nôtres. C'est un exemple à ne pas suivre, je le sais, mais il faut tout de même, pour me permettre de résister, que j'apporte à certains éléments de l'opinion publique et aux inquiétudes paysannes un apaisement.

M. TOURNAN. La différence entre le taux de 2 p. cent accepté par la Caisse des dépôts et consignations et le taux de 4,50 p. cent accordé aux agriculteurs me paraît excessive.

M. LE PRESIDENT. Nous emprunterons à la Caisse des dépôts et consignations. Nous prêterons au même taux aux Caisses. Il dépendra des Caisses de déterminer leur taux d'intérêt.

M. HENRY CHERON, ministre des finances. C'est cela !

M. DE WENDEL. Je ne suis pas certain que M. le ministre lui-même soit très enthousiaste de ce projet.

M. QUEUIDLE, ministre de l'agriculture. Mais si, monsieur le Sénateur !

M. DE WENDEL. Le crédit de 300 millions mis à la disposition du ministre de l'agriculture pour lui permettre d'acheter du blé à livraison et paiement différés me semble un précédent extrêmement dangereux, qui obligera ~~la~~ l'Etat à spéculer sur le blé sans connaître la perte possible.

Par ailleurs, les agriculteurs pourraient vendre leur blé réellement au moment où ils consentiraient les contrats avec l'Etat et vous livrer en septembre le blé de la nouvelle récolte. Ce serait possible, mais scandaleux.

Je m'étonne de l'hostilité que vous témoignez aux bons de compensation. C'est la seule mesure susceptible, dans les années excédentaires comme dans les années déficitaires, de faire jouer le droit de douane et de maintenir les cours du blé dans aucun risque pour le Trésor. C'est le système qui a donné jusqu'à présent les meilleurs résultats.

Le système envisagé a prouvé où il pouvait mener. L'Amérique et le Canada en ont tiré des résultats épouvantables qu'il faudrait mieux éviter.

M. LOUIS SERRE. Quels seraient la date de paiement et de livraison de ces contrats ?

M. QUEUILLE, ministre de l'agriculture. Un agriculteur, traitant avec l'Intendance, s'engage à livrer en septembre mettons 300.000 quintaux de blé au cours du jour. L'agriculteur a donc souscrit ce contrat, qui l'engage à livrer en septembre. Il engage le Gouvernement à le payer en septembre sauf si l'agriculteur use de sa

faculté de résiliation.

M. LE PRESIDENT. C'est une opération de bourse.

M. LOUIS SERRE. A quel moment le paysan touchera-t-il son argent ?

M. QUEUILLE. En septembre. Mais dès qu'il est en possession de son papier, il peut se retourner vers le crédit agricole et demander qu'on lui consente une avance sur le marché passé. Il peut donc nous aider à organiser le report. Il touchera momentanément une partie du prix de son blé. Il en touchera le prix réel en septembre ou il en aura le complément, ce qui lui permettra de rembourser son prêt.

M. LOUIS SERRE. Vous établissez donc une relation directe entre les deux articles ? Les Caisses resteront dans la limite des 300 millions dont l'Etat aura pris la charge ?

M. QUEUILLE, ministre de l'agriculture. Il n'y a pas une correspondance absolue. Il peut se faire qu'un agriculteur ne veuille pas demander de prêt au crédit agricole s'il a des disponibilités, mais il peut conjuguer les deux avantages : demander un prêt pour du blé qu'il a vendu payable et livrable en septembre.

M. LOUIS SERRE. Ainsi, l'opération n'est pas limitée à 300 millions et l'Etat court encore le risque supplémentaire sur le surplus ?

M. QUEUILLE, ministre de l'agriculture. Non, monsieur le sénateur. Le Crédit agricole offre 300 millions aux agriculteurs pour des prêts à intérêt réduit. En supplément des sommes qu'il a déjà avancées pour le même objet. Cela peut permettre aux agriculteurs de faire l'opération suivante : emprunter sur du blé qu'ils possèdent en le warrantant et en donnant des garanties aux Caisses de crédit agricole. Ils essaieront ainsi de reporter eux-mêmes leur stock de blé. Mais le stock sur lequel il a été ainsi emprunté et pour lequel l'Etat peut avoir, aux termes des règlements en vigueur, consenti son prêt avec en supplément pour l'agriculteur l'engagement d'échelonner ses ventes, peut être vendu avec paiement et livraison différés par un nouveau contrat avec le ministère de l'agriculture. Il n'a pas emprunté au Crédit agricole. Il a du blé et il a une tendance à le livrer sur le marché. Le marché à ce moment - c'est ce qui arrive dans la période de l'année que nous vivons - est surchargé d'offres de vente. Il se tourne vers le ministère de l'agriculture et lui demande de lui consentir un contrat à paiement et livraison différés. Ainsi, la loi s'adapte à toutes les situations particulières. Mais du point de vue de l'Etat, les 300 millions, qu'il y ait ou non achat par l'Etat, seront remboursés en septembre. Nous aurons la garantie des caisses de crédit agricole et de leurs administrateurs, qui s'y trouveront engagés. Si donc nous avons en septembre certains marchés qui ne sont pas consolidés et si on ne nous a pas demandé la résiliation de contrats de vente à paiement et livraison différés, nous pourrions trouver dans le maintien ou le recouvrement de ce prêt de quoi faire face à cette échéance.

M. LOUIS SERRE. Comment ferez-vous votre réserve si les vendeurs peuvent résilier en cours de contrat ?

ministre de l'agriculture.
M. QUEUILLE. Je me suis placé dans l'hypothèse où nous n'aurions pas, d'ici le 30 septembre, de hausse sur les blés et où nous serions dans l'obligation de lever cette sorte d'option. J'ai dit que même dans cette hypothèse, la moins favorable au point de vue particulier auquel se place la commission des finances, la création d'un stock n'aurait pas pour l'Etat des conséquences défavorables et pourrait correspondre à des besoins. Il est bien entendu que si je ne peux pas faire ce stock, étant donné la situation difficile des finances publiques cette année, je l'ajournerai. Je dis que si les circonstances sont nettement défavorables, nous serons conduits à faire une opération qui se justifierait par des raisons puissantes. J'espère cependant que je n'aurai pas à la faire.

M. DE WENDEL. Seul le cultivateur vendeur aura le droit de résilier le marché ?

M. QUEUILLE. Le ministre de l'agriculture aura la possibilité de résilier.

M. LOUIS SERRE. Vous allez provoquer immédiatement une hausse ? A ce moment, tout le monde vous demandera la résiliation. Avez-vous un moyen d'éviter cette résiliation ?

M. QUEUELLE, ministre de l'agriculture. Oui, monsieur le sénateur. Tout cela sera précisé dans le décret fixant les conditions d'application. Pour éviter que les contrats soient résiliés sur une poussée spéculative du marché, ce qui serait contraire à l'intérêt des agriculteurs, le ministre de l'agriculture ne tiendra compte que d'une hausse stabilisée à un certain prix pour ne pas provoquer une manœuvre à la baisse qui serait désastreuses pour ceux même à qui nous voulons porter aide.

M. LOUIS SERRE? C'est bien compliqué, monsieur le ministre ! Il aurait été préférable d'affecter 600 millions aux caisses de crédit agricole, sans laisser au ministre de l'agriculture l'alternative d'avoir à intervenir dans ces sortes de marchés où il n'a rien à gagner et où il peut perdre beaucoup.

Il y a des fraudes très aisées et auxquelles on a déjà songé.

M. HENRY CHERON, ministre des finances. Je me permets de faire une réserve en ce qui concerne cette somme de 600 millions que vous indiquez. Il faudrait les trouver et je suis très résolu à ne plus rien demander à la Caisse des dépôts et consignations en dehors des engagements qu'elle a déjà pris.

M. LE PRESIDENT. L'opération demandée par M. Louis Serre serait tout de même admissible en donnant un intérêt plus élevé à la Caisse des dépôts et consignations, qui ferait ainsi du placement de fonds.

M. MILAN. - Où trouvera-t-on l'argent nécessaire ?

M. LOUIS SERRE. - La caisse des dépôts et consignations est obligée de faire tout le temps des prêts. On vient de nous le dire encore. N'aurait-il pas mieux valu mettre l'opération à la charge des caisses régionales et des associations agricoles que de la faire faire par l'Etat qui ne pourra pas suivre cela de très près, et sera victime de fraudes? On paiera des différences que ni vous ni moi ne pouvons prévoir, et c'est d'autant plus dangereux que c'est plus loin.

M. ANATOLE MANCEAU. - Je suis tout à fait d'accord avec mon collègue M. Serre et tout à l'heure, quand j'entendais dire que les caisses régionales de crédit agricole prêteraient à 4 1/2 pour cent aux agriculteurs, je tiens à déclarer que c'est inexact. Lorsque les caisses régionales de crédit agricole obtiennent de la caisse des dépôts et consignations le taux de 2 pour cent, il est d'usage qu'elles prêtent à 2 1/2, en prenant seulement 1/2 pour cent de bénéfice.

Je me permettrai d'ajouter qu'il est à la disposition des agriculteurs comme des commerçants d'obtenir non seulement l'escompte, mais des avances de la Banque de France, et j'ajoute que si celles-ci sont à 4 1/2 pour cent pour les commerçants, elles ne sont qu'à 2 1/2 pour les agriculteurs. Comme administrateur de la Banque de France, je fais l'opération tous les jours.

M. LE MINISTRE. - Vous avez raison quand il s'agit de

prêts à longs termes, mais pas de prêts à courts termes.

M. ANATOLE MANCEAU. - Il y a trois sortes de termes : le long, le moyen et le court. Pour le court terme, c'est 1 pour cent pour les mutilés de guerre et 2 1/2 pour les autres; pour le moyen terme, 5 pour cent, puisqu'on a la faculté de réescompter en Banque de France à 4 1/2 pour cent. Si les 300 millions sont prêtés aux caisses de crédit agricole à 2, les agriculteurs les auront à 2 1/2.

M. HENRI ROY. - Nous n'avons pas à le regarder.

M. HENRI LAUDIER. - Quelles seront les conséquences de la mesure qu'on propose? A-t-elle pour but de relever le cours du blé et à quel cours entend-on le ramener? C'est très important pour les mangeurs de pain.

M. LEON PERRIER. - Je suppose que le cours du blé soit resté le même jusqu'en septembre, c'est-à-dire que les agriculteurs n'aient pas intérêt à résilier le marché; vous serez alors obligés de prendre livraison de tout le blé acheté. Pourrez-vous le stocker et où le mettrez-vous?

M. LE MINISTRE. - C'est très facile.

M. MANUEL FOURCADE. - Il me semble que je n'ai pas très bien compris et je m'en excuse. Il y a un point qui est tout d'abord hors de conteste, c'est que l'agriculteur va bénéficier des prêts du crédit agricole et de la combinaison d'achat. Je trouve cela excessif, mais peu importe.

Second point : M. le ministre a dit qu'en regard du droit de résiliation pour l'agriculteur, il y avait celui pour l'Etat; je n'ai pas très bien saisi dans quelle hypothèse..

M. LE MINISTRE. - En cas de hausse stabilisée.

M. MANUEL FOURCADE. - Dans le cas où il gagnerait.
C'est donc le droit de faire un sacrifice.

M. VALADIER. - Oui, c'est le contraire de ce qui se fait par ailleurs.

M. LE RAPORTEUR GENERAL. - Ily a une question un peu auxiliaire que je voudrais voir régler tout de suite parce qu'elle touche directement le douzième. C'est celle des 10 millions demandés dans le projet de douzième pour achat direct par l'Etat. M. le ministre n'estime-t-il pas pouvoir en faire l'abandon ? Je vais tout à l'heure demander au Sénat de ratifier les chiffres auxquels s'est ralliée la Commission des finances sur l'article premier et qui comportent l'abandon des dix millions qui ont soulevé une discussion qui se renouvellera tout à l'heure.

Seconde question : Dans le contrat de report, tous les avantages m'apparaissent en faveur du vendeur et tous les désavantages sont pour l'Etat. Le vendeur va bénéficier d'une double prime : d'abord, de cette possibilité de bénéfice s'il résilie le contrat en hausse du blé et en même temps de la prime de stockage. Je voudrais demander à M. le ministre, en me plaçant simplement au point de vue des finances publiques, s'il ne pourrait pas se contenter d'un seul de ces deux avantages et l'avantage de gain étant suffisant, s'il ne serait pas possible de défalquer l'avantage de stockage.

M. MILAN. - Vous avez parlé tout à l'heure du précédent et vous avez dit que la décision que nous prenions aujourd'hui ne constituerait pas un précédent dangereux. Vous ne vous êtes

pas beaucoup expliqué là-dessus, et je voudrais que vous le fassiez, au point de vue du vin, du bétail, etc.

Nous trouvons une première dépense de 50 millions. C'est par là qu'on commence les économies et l'année prochaine il y aura encore autre chose. Tout ces champignons se développent. Est-ce que l'expérience n'a pas été faite dans d'autres pays, notamment au Canada ?

M. LE PRESIDENT. - Je laisse maintenant M. le ministre répondre aux questions qui lui ont été posées. Je ne dis pas qu'il me convaincra.

M. LE MINISTRE. - Laissez-moi cet espoir.

Je réponds d'abord à M. de Wendel qui nous a dit qu'il ne croyait pas à l'allègement du marché, mais beaucoup plus à l'effet de ponction qui permettrait d'envoyer au dehors la même quantité de blé. Je réponds qu'actuellement, quelle que soit la combinaison envisagée, les blés étrangers valent 40 francs et le blé français 110 francs. Si l'on tient compte des frais de transport et des avantages à donner aux exportateurs, comment faire ? Comment, en donnant aux exportateurs la facilité de faire entrer des blés avec un bon d'importation que vous leur donnerez au début de la campagne 1933 - le blé entrera en 1933 sans payer les droits de douane - ...

M. de WENDEL. - Il entrera quand vous voudrez.

M. LE MINISTRE. - Il y aura les mêmes conséquences que celles contre lesquelles on proteste actuellement dans les milieux agricoles et de plus, on pourra revoir tous ces bons de compensation revenir dans la même main...

Il y aura donc une perte certaine pour le Trésor, alors que dans le projet elle est hypothétique. On peut peut-être, dans le sens que vous avez souhaité, chercher des solutions un peu différentes et qui ne seraient pas aussi onéreuses pour le Trésor. Je veux bien étudier la proposition déposée à la Chambre par M. avec le souci de ne pas faire perdre d'argent à l'Etat, peut-être par une modification de la loi sur l'admission temporaire.

Le bon de compensation causerait une perte certaine au Trésor; il y aurait des difficultés dans les relations internationales. De plus, le problème ne peut être résolu qu'après examen par le ministre des finances et le ministre du commerce et cette étude ne peut pas être faite en quelques jours.

M. Manceau m'a dit que les caisses de crédit pouvaient prêter à 2 1/2 pour cent, mais la réglementation des prêts à intérêt réduit permet aux caisses de prêter à 4 et 4 1/2. Elles prêtent généralement à 4. On me dit qu'elles auront un gros bénéfice, mais il faut se souvenir que les prêts à court terme qui n'ont pour gage que les marchandises engagent la responsabilité des administrateurs. Il y a certains risques contre lesquels il faut se réassurer.

M. LE PRESIDENT. - C'est l'affaire des caisses.

M. LE MINISTRE. - Je réponds à M. Manceau par cette rectification. Je réponds à M. Serre et à M. le rapporteur général en disant que la prime de conservation, dans laquelle il y a un chiffre qui correspond à ce que j'ai dit tout à l'heure, plus ce qu'il faut pour l'entretien du blé et la perte du stock, ne présente pas, pour les agriculteurs, un avantage quelconque. S'ils empruntent à 4 pour cent, cela couvre juste

les frais et les intérêts.

M. Laudier a parlé d'une hausse sur le prix du pain. Personne ne peut la connaître. D'un autre côté, par suite des besoins d'argent des agriculteurs, on peut voir une baisse qui serait particulièrement mal appréciée dans les campagnes, s'il en était autrement.

Je réponds à M. Ferrier que l'intendance peut stocker et qu'il n'y a pas de difficultés de ce côté. M.

M. Fourcade dit que la résiliation a lieu en cas de hausse et seulement dans ce cas. Le but du projet est d'essayer de stabiliser les cours et d'arriver à la fin de la campagne avec les frais de conservation et l'intérêt de l'argent des agriculteurs qui ont emprunté. C'est seulement dans cette limite que l'Etat serait bénéficiaire.

M. Milan dit que les autres pays ont procédé à des expériences, mais on ne peut pas faire de comparaison avec le Canada ou les Etats-Unis qui ont développé leurs emblavures pour faire de l'exportation et sont des pays uniquement exportateurs. J'ai montré que nous n'avions pas à l'heure actuelle un accroissement de la production du blé en France dans de telles limites, et que nous étions la plupart du temps dans une situation déficitaire. L'augmentation des emblavures est très réduite, puisqu'il y a encore 1.500.000 ha. de moins qu'en 1914.

Pour la dernière question de M. Roy, je réponds que le dernier projet de M. Gardey avait proposé un crédit de 20 millions pour permettre au ministre de faire des achats avant la mise en application de la loi qui va demander quelque temps. C'était accroché au budget de 1932. Comme l'exercice 1932 va être clos, la Chambre des députés a ouvert au

titre du douzième un crédit de 10 millions. Y a-t-il un inconvénient ?

M. LOUIS SERRE. - Oui.

M. LE MINISTRE. - On escompte un effet utile de ce projet de loi, il ne sera pas en application avant trois semaines. Des agriculteurs ont des paiements à faire et vendent beaucoup, ce qui fait que sur les marchés régionaux, il y a irrégularité de prix comme, en période de baisse. Si l'intendance pouvait activer ses achats, on aurait un facteur de soutien des cours. Aurait-ce, au point de vue du budget de 1933, des conséquences fâcheuses ? Non, puisque vous pourrez réduire en proportion de ce crédit le budget de l'intendance pour ledit exercice.

Je vous demande, Monsieur le ministre des finances m'ayant reproché tout à l'heure d'avoir demandé à la commission des finances de la Chambre ces modifications pour des raisons d'écritures, de ne pas insister puisque si, on réduit dans la même proportion des crédits inscrits au budget de l'intendance pour achat de blé, il n'y a pas d'inconvénient.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - Pourquoi, dans ces conditions, avoir mis cela à l'article 1er au lieu d'augmenter de 10 millions les crédits de l'intendance ?

M. LE MINISTRE - C'est la commission des finances de la Chambre des députés qui l'a mis là.

M. LOUIS SERRE- J'en ai parlé tout à l'heure à M. le rapporteur général et à M. le ministre et je disais :

Si vous aviez besoin à l'heure actuelle de 10 millions pour acheter du blé, faites faire cette opération par l'intendance qui a l'habitude d'acheter tous les ans d'importantes quantités, mais ne laissez pas au ministre de l'agriculture le droit d'intervenir sur le marché. Ce qui est grave, c'est que le gouvernement intervienne dans des opérations particulières. Vous n'êtes pas des commerçants de premier ordre. Débarrassez-vous de ce souci et vous n'aurez pas donné en exemple à ce pays un gouvernement qui vienne se mêler d'affaires qui ne le regardent pas.

M. LE MINISTRE. - Il est dit dans l'exposé des motifs de M. Gardey que les achats jusqu'à concurrence de 20 millions seraient faits par l'intendance. Je suis prêt à prendre cet engagement. Il y a peut-être intérêt à laisser le crédit tel qu'il est inscrit pour ne pas grossir le budget de la défense nationale.

M. LOUIS SERRE. - Je regrette de ne pas partager l'opinion de M. le ministre. Je trouve que ce précédent est grave. Demain rien n'empêchera de vous demander d'acheter des vins ou des bestiaux, et le Gouvernement ne doit pas faire de commerce. Si vous voulez avoir un résultat, faites acheter les 10 millions par l'intendance...

M. LE MINISTRE. - Je vous dis que j'en prends l'engagement.

M. LOUIS SERRE. - ... pour le compte du ministère de l'agriculture, mais je veux que celui-ci soit en dehors de l'opération. Je suis prêt - et quelques collègues aussi - à donner les 10 millions à l'Intendance, mais je ne vous les donnerai pas.

M. LE PRESIDENT. Voici donc les deux points essentiels de la discussion : M. Serre vient, très justement à mon sens, de faire apparaître un des inconvénients majeurs de l'opération : l'achat fait par le ministère de l'agriculture ; et pour les 300 millions, c'est bien plus grave : quelles facultés de discernement aurez-vous ? C'est le cadeau le plus épouvantable que nous pourrions vous faire. Une seconde objection a également été faite par M. Serre que je vous avais signalée de vive voix. Je sais très bien que les circonstances actuelles peuvent forcer à changer les anciennes formules et, comme je l'ai écrit à plusieurs reprises - ce qui m'a d'ailleurs été reproché récemment par le journal de l'économie libérale orthodoxe - les anciennes formules sont désuètes ; nous arrivons à une économie organisée, mais encore faut-il qu'elle le soit réellement.

Vous allez semer des illusions et des espérances de toutes sortes et, en vertu de la force même des choses, il y aura une augmentation de la production à moins que vous ne soyez entré complètement dans un système logique et contingenté de production. La loi allemande a interdit la culture du blé dans les terres qui n'y sont pas propres ; si vous n'en faites pas autant, il n'y a pas de puissance au monde qui puisse faire que l'an prochain, ou dans deux ou trois ans, vous n'ayez une production excédentaire. Tout votre protectionnisme croulera sans résultat. Xerxès fouettait la mer, mais cela n'a pas donné de résultat apparent !. Vous n'éviterez pas non plus que, pour d'autres cultures, on ne fasse la même demande. Il faut organiser la production, mais non confier à vos bureaux - car vous ne pourriez vous en occuper - la réalisation d'opérations qui exposeraient l'Etat et un Gouvernement qui m'est cher, à toutes les suspensions. Avez-vous quelque chose à répondre là-dessus ?

M. LE MINISTRE. Pour les dix millions, je prends l'engagement, qui était dans l'exposé des motifs, de faire faire les achats par l'intendance.

M. LE PRESIDENT. Comment achèterez-vous ?

M. LE MINISTRE. J'ai actuellement certains contrats avec les coopératives qui ont souscrit l'engagement de faire des livraisons échelonnées ; cela représente encore actuellement 2 millions de quintaux que je peux immobiliser dans les coopératives au cours d'une jour, et cette opération dégagera le marché sans donner lieu à aucune perte.

M. LE PRESIDENT. Combien cela fait-il ?

M. VALADIER . 100 fr. à Chartres aujourd'hui.

M. LE MINISTRE. M. Gardey a dit : nous n'achèterons directement aux coopératives et syndicats professionnels qu'au cours du jour ; pour le supplément, l'intendance se chargera des achats.

Pour la restriction de production, je suis d'accord avec vous sur le fond ; j'ajoute qu'on a commencé à faire cette politique de restriction des emblavures en 1931 ; les céréales secondaires étant mal protégées, on a augmenté le droit sur l'orge et on a fait quelque chose que j'ai l'intention de poursuivre : avant d'aller jusqu'à l'obligation, faire une campagne et dire aux cultivateurs que s'ils font du blé de printemps et augmentent leurs emblavures, ils augmentent aussi leur déficit. J'ai fait savoir à certains milieux agricoles que si ce n'était pas suffisant, je n'hésiterais pas à saisir le Parlement d'un projet ayant pour but de restreindre et même d'interdire le blé de printemps.

M. LE PRESIDENT. La parole est maintenant à M. le ministre des finances.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. Puisqu'il s'agit seulement de 10 millions et que M. le ministre de l'agriculture consent à les mettre à la disposition de l'agriculture, je crois que c'est possible. Ce n'est pas pour cela que je demande la parole, mais hier vous avez cru devoir retirer 2 milliards de mes facilités d'émission. J'ai trop le respect des décisions de la commission des finances pour vous parler de cela autrement que sous la forme amicale mais, pour des raisons que j'ai exposées à la Chambre, il m'est impossible d'accepter cette réduction. Je ferai mon devoir devant le Sénat, mais nous nous connaissons depuis trop longtemps pour que je n'aie pas le droit et le devoir de vous demander une autre procédure. Je fais donc appel à M. le président et à tous les membres de la commission pour qu'ils évitent une controverse qu'il me serait pénible de porter à la tribune en posant la question de confiance. Je ne suis pas inquiet sur l'issue du débat et je suis persuadé qu'au moment où j'entreprends une tâche difficile, personne ici ne souhaite ce que je pourrais souhaiter moi-même, d'être rendu à une liberté dont je ne suis pas sorti volontairement. On peut faire appel d'une décision à celui qui l'a prise, et c'est pourquoi je vous demande de me rendre mes 2 milliards.

M. LE PRESIDENT. La commission se prononcera sur votre demande sans aller aux voix ...

M. LE MINISTRE DES FINANCES. Vous êtes bien aimable et je vous en remercie.

M. LE PRESIDENT. Ne me remerciez pas ; je ne vous ai pas donné vos 2 milliards !

(M. le ministre des finances prend congé de la commission)

DELIBERATIONS DE LA COMMISSION

M. LE PRESIDENT.- Je dois tout d'abord soumettre à la Commission la demande instante de M. le Ministre des Finances qui voudrait qu'on ne le désolidarisât pas de la Commission des Finances_. Je crois, d'ailleurs, que nous n'aurions pas d'intérêt à le faire.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Et puis, il est tellement touchant en Bélisaire (Sourires) . Mais je demande l'autorisation de faire une observation à la tribune. Il est inadmissible que la question de confiance ait été posée à la Chambre et que nous soyons réduits à entériner purement et simplement la décision de l'autre Assemblée.

M. LE PRESIDENT.- C'est-à-dire que vous ferez à sa demande une opposition fortiter in modo et suaviter in rem (nouveaux sourires).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Sur la question du crédit de 10 millions pour achat immédiat de blé, estimez-vous que l'engagement pris par le Ministre de l'Agriculture suffira, alors qu'il eût été si facile d'augmenter de 10 millions le crédit affecté à l'Intendance.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- Pour ne pas avoir à renvoyer le projet devant la Chambre, ne peut-on demander au Ministre de prendre, à la tribune du Sénat, l'engagement de mettre les 10 millions à la disposition de l'Intendance pour être employés, par celle-ci à des achats de blé ?

M. LE PRESIDENT.- C'est entendu.

M. SERRE.- Donc, nous enlèverons ainsi, au Ministre de l'Agriculture le droit dangereux qu'il réclamait, d'intervenir directement sur le marché.

Sous

Sous le bénéfice de ces observations , le projet de 12ème est adopté, avec le texte voté par la Chambre.

La séance est suspendue à 15 Heures 1/2 et reprise à 18 Heures 5.

M. LE PRESIDENT.- Nous reprenons l'examen du projet relatif à la défense du marché du blé .

M. CHAUVÉAU, Rapporteur Spécial.- Deux mesures nous sont proposées . La première consiste à faire à la Caisse Nationale de crédit agricole une avance de 300 millions à 2 % . Je ne crois pas que cela soulève de difficultés.

Les avances que la Caisse consentira ainsi aux agriculteurs permettront le stockage d'une partie de la récolte, mais stockage momentané et si nous voulons que les cultivateurs acceptent de reporter une partie de la récolte actuelle sur la campagne prochaine, il faut que nous leur assurions un prix de vente minimum.

C'est à cela que tend la seconde partie du projet. Le moyen proposé me paraît particulièrement ingénieux.

Il y a actuellement, sur le marché, une masse de 5 millions de quintaux environ représentant l'excédent de la récolte de 1932 et qui pèse sur les cours. Si vous obtenez le report de ces 5 millions de quintaux, vous aurez assaini le marché.

Le risque couru par l'Etat est très faible, car il est normal que les cours remontent. Dans la pire hypothèse, si l'Etat

est obligé de prendre livraison du blé qu'il aura acheté, acheté, il n'en sera pas embarrassé pour cela, car il n'aura qu'à le faire servir aux besoins de l'Intendance.

Je prie la Commission de bien réfléchir , avant de prendre une décision grosse de conséquences.

M. SERRE.....

M. SERRE.- Grâce au jeu combiné des articles 1 et 2, si nous les votons, le cultivateur pourra obtenir une avance à taux réduit sur son blé et ensuite vendre ce blé à terme à l'Etat, en se réservant le bénéfice éventuel, en cas de hausse. De plus, il touchera, pour ce blé, une prime de conservation et d'entretien. C'est accorder aux producteurs de blé des avantages excessifs.

Cette année, la récolte de vin a été abondante; les propriétaires ont dû stocker une partie de leur récolte, mais ils l'ont fait sous leur propre responsabilité. Pourquoi faire à deux productions équivalentes un sort différent.

Je persiste à penser que la proposition que j'avais faite et qui consistait à augmenter le montant des avances faites aux cultivateurs par l'intermédiaire de la Caisse Nationale de Crédit agricole était raisonnable.

M. FOURCADE.- Si je compare les explications qui nous ont été données tant par M. le Ministre que par M. le Rapporteur au texte de l'article 2, je trouve des différences telles que je ne comprends plus.

L'article 2, en effet, est ainsi conçu :

Le Gouvernement pourra prescrire, par décret, en accord avec les producteurs, la mise obligatoire en mouture d'une quantité minimum des blés reportés. Cette obligation sera imposée aux minotiers qui, au cours des trois campagnes précédentes, auront mis en œuvre pendant trois mois au moins des blés tendres exotiques, même importés en admission temporaire, ainsi qu'aux minotiers ayant importé des blés exotiques pendant la campagne en cours.

Ledit décret fixera les conditions dans lesquelles le blé de report devra être acquis, son prix devant être au moins égal à celui prévu dans les contrats de report.

Il s'agit donc bien, semble-t-il, d'un achat ferme.

Or, d'après les explications fournies, tout se réduit en une opération dont tout l'espoir qu'on nourrit à son égard est qu'elle ne sera pas un achat et qu'elle ne permettra pas la constitution d'un stock de sûreté.

D'autre part, le texte est muet sur la façon dont se fera le report et l'on s'en réfère à l'un de ces fameux règlements d'administration publique qui semblent être devenus le mode normal de légiférer du régime.

Quant aux avantages escomptés de l'opération, je demande à M. le Rapporteur la permission de conserver un certain scepticisme. Tout est basé sur l'espérance de la hausse des cours. Or, s'il est vrai comme on l'a mainte fois constaté que l'annonce d'une chose fait plus d'effet que la chose elle-même, je suis bien obligé de constater que l'annonce du projet, son dépôt sur le bureau de la Chambre et son vote par cette Assemblée n'ont eu aucun effet sur les cours.

M. PERRIER.- Des explications fournies par M. le Ministre de l'Agriculture, il devrait résulter que l'opération, au cas de hausse des cours, serait une opération blanche. Or, il restera cependant qu'on aura dépensé un crédit de 50 millions pour payer aux cultivateurs qui auront vendu conditionnellement leur blé à l'Etat, une prime d'entretien. L'opération devant porter sur 3 millions de quintaux, cela fait ressortir le montant de la prime à 16 ou 17 francs par quintal, ce qui est vraiment excessif. De toutes façon, ce projet est impossible.

M. LE PRESIDENT.- Le moins que l'on puisse dire est qu'il y a, dans le texte qui nous est soumis, des obscurités qui en rendent le vote difficile.

M. MAHIEU.- Mais le Ministre a déclaré que les modalités de l'opération seraient réglées par décrets.

M. LE PRESIDENT....

M. LE PRESIDENT.- Et c'est cela qui est inadmissible.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'administration m'a communiqué le projet de décret qui doit être rendu en application du projet si celui-ci est voté.

M. LE PRESIDENT.- Veuillez donc en donner connaissance à la Commission.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL, donne lecture du projet de décret réglant les conditions d'achat de blé par l'Etat, les modalités de résolution de cette opération en cas de hausse des cours et les conditions de paiement de la prime d'entretien.

M. LE PRESIDENT.- Ce projet de décret est illégal puisqu'il engage les finances de l'Etat, en dehors de l'autorisation législative. Cela est contraire à toutes les règles de notre droit public.

M. MANCEAU.- Mais enfin, le vote du projet n'est pas urgent. Il n'y a aucun inconvénient à ce que nous renvoyions la suite de son examen à la rentrée.

M. MILAN.- Pourquoi ne pas le rejeter tout de suite ?

M. MAHIEU.- Je demande à la Commission de ne pas le rejeter. Cela produirait un effet déplorable.

M. LE PRESIDENT.- Nous pourrions voter l'article 1er sur lequel nous sommes tous d'accord et renvoyer la suite de l'examen à la rentrée.

L'article 1er est adopté.

La suite de l'examen du projet est renvoyé à la rentrée.

La séance est levée à 18 Heures 40.

LE PRESIDENT de la COMMISSION des FINANCES:

J. Cailly

TABLE DES MATIERES

PROCES-VERBAUX du 10 JUIN 1932

au

29 DECEMBRE 1932 .

- A -

Pages

AUDITIONS :

SUR LE PROJET DE REDRESSEMENT FINANCIER

de MM. HERRIOT, Président du Conseil, GERMAIN-MARTIN
Ministre des Finances et PALMADE, Ministre du Budget.. 55 à 107

de M. GERMAIN-MARTIN, Ministre des Finances 110 à 129

SUR LES CONVERSIONS

de M. GERMAIN-MARTIN, Ministre des Finances et
PALMADE, Ministre du Budget 167

SUR LE DOUZIEME PROVISoire DE JANVIER 1933

de M. CHERON, Ministre des Finances 300

de M. FROT, Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du
Conseil sur l'indemnité de 16 % aux fonctionnaires d'Al-
sace - Lorraine..... 321

SUR L'EMPRUNT AUTRICHIEN

de MM. PAUL-BONCOUR , Président du Conseil, Ministre
des Affaires Etrangères et CHERON, Ministre des Finances 337

SUR LA DEFENSE DU MARCHE DU BLE

de MM. CHERON et QUEUILLE, Ministre des Finances et de
l'Agriculture ,..... 394

SUR L'ECHEANCE DU 15 DECEMBRE 1932 (DETTES INTERALLIEES)

de MM. HERRIOT, Président du Conseil et GERMAIN MARTIN
Ministre des Finances 215

- B -

<u>BIENVENU-MARTIN</u> - Allocution - renouvellement de la Commission . (29 Novembre 1932).....	191
---	-----

- C -

<u>CAILLAUX</u> - Election comme Président et Allocution	9
Allocution lors du renouvellement de la Commission du 29 Novembre 1932	193

- G -

<u>GARDEY ABEL</u> - Démission	3
Hommage par M. JENOUVRIER	6

- I -

INCIDENTS et COMMUNICATIONS :

<u>CAILLAUX</u> : nombre et nature des emplois à prévoir dans les cabinets ministériels.....	24
<u>HENRY BERENGER</u> : Communication d'une lettre relative au plan Young	24
<u>CAILLAUX</u> + Communication au sujet des entretiens Herriot - Mac Donald et sur la situation financière	25
<u>ROY</u> : Emplois classés dans la catégorie des services actifs	175
<u>ROY</u> : Notes sur la Trésorerie	177 - 207
<u>SCHRAMECK</u> : Retraites des employés communaux	210

- J -

<u>JEANNENEY</u> - Démission	1
Hommage au Président JEANNENEY par M. JENOUVRIER....	4
<u>JENOUVRIER</u> - Allocution	8
Eloge funèbre	174

- M -

Pages

<u>MAHIEU (Albert)</u> - Election comme Vice-Président de la Commission	287
---	-----

- N -

NOMINATIONS DE RAPPORTEURS :

de M. <u>JENOUVRIER</u> comme membre de la Commission de répartition des fonds du Pari Mutuel	13
de M. <u>LISBONNE</u> comme Rapporteur des services judiciaires	13
de M. <u>CAVILLON</u> comme Rapporteur des services pénitentiaires	14

- P -

<u>PERRIER (Léon)</u> - Election comme Vice-Président	195
--	-----

PROJETS DE LOI

ALGERIE - BUDGET 1933

Projet de loi tendant à autoriser la perception des droits produits et revenus applicables au budget de l'Algérie	386
---	-----

ALGERIE - ROUTES

Projet de loi ayant pour objet le classement de routes nationales en Algérie	272
--	-----

ALSACIENS - LORRAINS . INDEMNITES

Projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable à l'exercice 1932 pour parfaire l'attribution d'indemnités aux Alsaciens et aux Lorrains	392
--	-----

AVIATION MARCHANDE

Projet de loi tendant à fixer le statut de l'.....	30
--	----

BAYONNE - CAMP DE St LEON

Projet de loi portant approbation de la cession amiable à la ville de Bayonne du camp de St Léon	151
--	-----

BLE - DEFENSE DU MARCHÉ

Projet de loi relatif à la défense du marché du blé	292-386- 394-426
Audition de MM. CHERON et QUEUILLE, Ministres des Finances et de l'Agriculture	394
Délibérations de la Commission	426

BLE et FECULENTS

Projet de loi apportant certains ajustements aux tarifs douaniers des produits dérivés du blé ou des féculents	45
--	----

BOURBONNE LES BAINS

Projet de loi relatif à la concession de l'établisse- ment thermal de	48
--	----

CESSION D'un IMMEUBLE DU DOMAINE FORESTIER

Projet de loi relatif à la cession d'un immeuble appartenant au domaine forestier de l'Etat par voie d'échange contre un immeuble boisé particulier, dans le département de la Moselle	158
---	-----

COLLECTIF DE MARS 1932

Projet de loi portant : 1°/ - régularisation de cré- dits ouverts par décrets sur les exercices 1930-31 et 1931-32; 2°/ - ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1931-32, au titre du Budget général et des Budgets annexes	15
--	----

COLLECTIF - 2ème COLLECTIF DE JUIN 1932

Projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur les exercices 1931 et 1932 au titre du budget général et des budgets annexes	35
---	----

COLMAR

Projet de loi tendant à faciliter le recrutement des magistrats du ressort de la Cour d'Appel de	45
---	----

...../.

COMPOSITION DU GOUVERNEMENT

Projet de loi portant ouverture et annulations de crédits sur les Exercices 1931-32 en conséquence des modifications apportées à la.....	34
--	----

COMPTES D'ATTENTE

Projet de loi tendant à fixer l'imputation définitive de diverses opérations anciennes de recettes ou de dépenses provisoirement classées à des comptes d'attente	47
---	----

CONVENTION ADDITIONNELLE FRANCE-BELGIQUE

Projet de loi portant approbation de la Convention additionnelle signée à Paris le 23 Décembre 1931, à la Convention entre la France et la Belgique pour éviter les doubles impositions, signée à Bruxelles le 16 Mai 1931	286
--	-----

CONVENTION FRANCE-BELGIQUE

Projet de loi portant ratification de la Convention signée à Paris le 18 Juin 1932 entre la France et la Belgique pour éviter à l'importation les doubles impositions en matière d'impôt sur le chiffre d'affaires et de la taxe de transmission	154
--	-----

CONTRIBUTIONS DIRECTES

Projet de loi relatif aux Contributions Directes (impositions départementales et communales)	156
--	-----

CONVERSIONS

Projet de loi portant autorisation de rembourser ou de convertir divers fonds publics	164
---	-----

CUVIER - CENTENAIRE

Projet de loi autorisant le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux - Arts à participer aux frais entraînés par la célébration en 1932 du centenaire de la mort de CUVIER et portant ouverture sur l'exercice 1931-1932 des crédits afférents à cette participation	272 - 284
---	-----------

DECLASSEMENT DE CERTAINS OUVRAGES D'ALGERIE

Projet de loi relatif au	24
--------------------------------	----

PROJETS DE LOI

Pages

DOMMAGES DE GUERRE

Projet de loi tendant à abroger les dispositions législatives frappant d'inaliénabilité certains titres délivrés en paiement d'indemnités pour	33
--	----

COLLECTIF - NOVEMBRE 1932

Projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1931-32 au titre du budget général et des budgets annexes	200
---	-----

CREDIT AGRICOLE MOYEN TERME

Projet de loi facilitant par de nouvelles avances de l'Etat, l'attribution de prêts à moyen terme, en application de la loi du 5 Août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricoles et ayant notamment pour objet de faciliter à de jeune ménages d'agriculteurs l'exploitation d'un petit domaine et de venir en aide aux agriculteurs éprouvés par des calamités	159
--	-----

DECORATIONS COLONIES

Projet de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 21 Juillet 1927 en ce qui concerne le contingent de décorations avec traitement du Ministère des Colonies	45 - 150
---	----------

DOUZIEME PROVISoire JANVIER 1933

Projet de loi portant : 1°/ - ouverture sur l'exercice 1933 de crédits provisoires applicables au mois de Janvier 1933; 2°/ - autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics...	287, 300-331-384
Lecture du Rapport - Echange de vues	287
Audition de M. CHERON, Ministre des Finances	300
Audition de M. FROT, Sous-Secrétaire d'Etat, chargé des services d'Alsace-Lorraine sur l'indemnité de 16% des fonctionnaires d'Alsace-Lorraine	331
Délibération de la Commission	384

EMISSION DE BONS DU TRESOR

Projet de loi portant autorisation d'.....	157
--	-----

PROJETS DE LOI

Pages

EMPRUNTS ALGERIE - GRANDS TRAVAUX

Projet de loi tendant à modifier et compléter l'article 1er de la loi du 23 Juillet 1921 qui a autorisé l'Algérie à contracter un emprunt pour l'exécution de grands travaux d'intérêt général et portant de 1.800 millions à 2.400 millions de frs le montant maximum de l'emprunt à contracter 161

EMPRUNT ALGERIE - TERRITOIRES DU SUD

Projet de loi tendant à autoriser les territoires du Sud de l'Algérie à contracter un emprunt de 100 millions de frs 42 - 147

EMPRUNT D'AUTRICHE

Projet de loi autorisant le Ministre des Finances à accorder la garantie de l'Etat à une tranche de 100 millions de schillings d'un emprunt du Gouvernement d'Autriche 278-337-388

Echange de vues 278

Audition de MM. PAUL BONCOUR et CHERON, Président du Conseil et Ministre des Finances 337

Délibération de la Commission 390

EMPRUNT CHERIFIEN

Projet de loi tendant à autoriser le Gouvernement chérifien à contracter les emprunts nécessaires pour permettre l'achèvement du réseau de chemins de fer autorisé par la loi du 21 Août 1920..... 49

EQUILIBRE BUDGETAIRE

Projet de loi tendant au rétablissement de l'..... 55 à 147

EXERCICES CLOS

Projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés 176

FAMILLES NOMBREUSES

Projet de loi portant modification de la loi du 22 Juillet 1923 sur l'encouragement national aux..... 15

FONDS COMMUN DES SOCIETES INDIGENES DE PREVOYANCE, DE SECOURS ET DE PRETS MUTUELS DE L'ALGERIE

Projet de loi portant création d'un 42

PROJETS DE LOI

Pages

IMPÔTS FRANÇAIS ET TUNISIENS

Projet de loi tendant à éviter la superposition des	19
---	----

LA FÈRE (Fortifications)

Projet de loi concernant la cession à la ville de La Fère de terrains de la fortification provenant de l'enceinte déclassée de la place	23
---	----

PENSION EXCEPTIONNELLE ET VIAGÈRE A LA VEUVE DU VICE AMIRAL GAUCHET

(Projet de loi portant attribution d'une	20
--	----

"PROMETHEE"

Projet de loi portant ouverture d'un crédit de 750.000 frs pour venir en aide aux familles de l'état-major de l'équipage du sous-marin "Prométhée" et du personnel civil qui procédait aux essais de ce bâtiment	151
--	-----

RECRUTEMENT DE L'ARMÉE DE MER

Projet de loi relatif au recrutement de l'armée de mer et à l'organisation de ses réserves	205
--	-----

REGULARISATION DE CREDITS

Projet de loi portant régularisation de crédits ouverts par décrets au titre de l'exercice 1932.....	199
--	-----

REPORT DE CREDITS

Projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1931-1932 à l'exercice 1932.....	200
---	-----

RESEAUX SECONDAIRES D'INTERET GENERAL

Projet de loi ayant pour objet de proroger pour les réseaux secondaires d'intérêt général, la loi du 22 Octobre 1919 relative à l'approbation des conventions modifiant temporairement les contrats de concession	149
---	-----

SOISSONS

Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Finances à pourvoir aux insuffisances des annuités à remises en gage à ses prêteurs par la ville de Soissons pour le service de l'emprunt et la reconstitution de six millions de dollars que cette ville a contracté en 1921 au Canada	22 - 204
--	----------

PROJETS DE LOI

Pages

STRASBOURG - TRAVAUX DE COMblement D'UN BRAS DE L'ILL

Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique les travaux de comblement d'un bras de l'Ill à Strasbourg, et de prononcer la distraction des terrains correspondants du domaine public fluvial 210

PROPOSITIONS DE LOI

BOISSONS DE CIDRE

Proposition de loi tendant à supprimer les mots "Boissons à cidre" dans l'art. 3 de la loi du 6 Avril 1897 concernant la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels : 158

CAISSES D'EPARGNE - BONS des CAISSES D'EPARGNE

Proposition de loi tendant à modifier le dernier alinéa des l'art. 10 de la loi du 20 Juillet 1895 complété par la loi du 31 Décembre 1929, relatif à l'emploi du boni des Caisses d'épargne 278

CALAMITES PUBLIQUES

Proposition de loi tendant à l'ouverture au Ministre de l'Intérieur, au titre du budget général de l'exercice 1931-32 d'un crédit pour "subventions et secours pour la réparation des dommages causés et la reconstitution des capitaux détruits par les calamités publiques au cours de l'année 1931 152

CHERBOURG - PARTICIPATION DE L'ETAT AUX TRAVAUX

Proposition de loi tendant à l'augmentation de la participation de l'Etat dans les travaux restant à achever ou à exécuter au port de Cherbourg et déclarés d'utilité publique par décrets des 22 Novembre 1922 et 8 Septembre 1930..... 210-276-282

DECORATIONS AVEC TRAITEMENT - COLONIES

Proposition de loi tendant à modifier l'art. 2 de la loi du 21 Juillet 1927 en ce qui concerne les contingents de décorations avec traitements du Ministère des Colonies 45 - 150

DOTATIONS AUX ANCIENS PRESIDENTS DE LA REPUBLIQUE

Proposition de loi tendant à accorder une dotation annuelle aux anciens Présidents de la République française lorsqu'une loi aura déclaré qu'ils ont bien mérité de la Patrie 20

PROPOSITIONS DE LOI

Pages

EXPERTISES - CONSEILS DE PREFECTURE

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions législatives en vigueur relativement aux expertises devant les Conseils de Préfecture 209

LOCAUX A USAGE ARTISANAL

Proposition de loi tendant à faciliter la construction des 149

VINS - LOI DE CADENAS

Proposition de loi tendant à faire bénéficier des dispositions de la loi du cadenas les vins expédiés à la destination de la France avant le 1er Avril 1931..... 197

- R -

ROY - ELECTION comme Rapporteur Général 10
